

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LES
RAPPORTS ÉCONOMIQUES
FRANCO-SUISSES
DEPUIS LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le jeudi 19 mai 1938, à 14 h. 30

PAR

René RUSTERHOLZ

Licencié ès Lettres

Ancien boursier de l'Office des Universités et Écoles françaises



BORDEAUX
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DELMAS

6, place Saint-Christoly

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548603_0001

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LES
RAPPORTS ÉCONOMIQUES
FRANCO-SUISSES
DEPUIS LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le jeudi 19 mai 1938, à 14 h. 30

PAR

René RUSTERHOLZ

Licencié ès Lettres

Ancien boursier de l'Office des Universités et Écoles françaises



BORDEAUX
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DELMAS

6, place Saint-Christoly

—
1938

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

M. FERRON, *, $\odot$ I., *Doyen honoraire.*

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. SAUVAIRE-JOURDAN, *, $\odot$ I.; LESCURE, $\odot$ I., $\mathfrak{F}$.;
DE BOECK, *, $\odot$ I.; NOAILLES, *, $\odot$ I.; BENZACAR, *, $\odot$ I.

MM. FERRADOU, *, $\odot$ I., *Doyen*, professeur d'*Histoire du droit*, chargé d'un cours de *Pandectes* (Diplôme d'études supérieures).

MARGAT, $\odot$ I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).

BONNECASE, $\odot$ I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).

PALMADE, *, $\odot$ A., $\mathfrak{F}$, professeur de *Droit commercial*.

VIZIOZ, $\odot$ I., professeur de *Procédure civile*, chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures) et d'un cours de *Procédure civile et voies d'exécution* (Capacité).

BONNARD, *, $\odot$ I., $\mathfrak{F}$, *Assesseur du Doyen*, professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).

POPLAWSKI, *, $\odot$ I., professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Législation industrielle* et d'un cours de *Droit criminel* (Capacité).

BOYÉ, *, $\odot$ I., $\mathfrak{F}$, professeur de *Droit romain*.

MOUNIER, $\odot$ I., professeur d'*Économie politique*, chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).

BIBIÉ, *, $\mathfrak{F}$, professeur de *Droit international public*.

RÉGLADE, $\odot$ A., professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

GARRIGOU-LAGRANGE, $\odot$ A., professeur d'*Economie politique* et *Science financière*, chargé d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).

HUBRECHT, $\odot$ I., professeur d'*Histoire du droit* (Doctorat), chargé d'un cours de *Droit romain* (Licence, 2^e année).

LABORDE-LACOSTE, *, $\odot$ I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.

BRETHER DE LA GRESSAYE, $\odot$ I., professeur à la Faculté de droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit commercial* (Licence), d'un cours de *Droit civil approfondi* (Doctorat) et d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

DE LAUBADÈRE, agrégé, chargé des cours de *Droit international public* (Licence et doctorat) et d'un cours de *Droit public* (Capacité).

BORDAZ, chargé de cours (*Economie politique*).

BERNARD, chargé de cours (*Droit romain*)

M. ARTIGUELONG, $\odot$ A., *Secrétaire.*

M^{me} COSTES, $\odot$ I., *Secrétaire adjointe.*

M^{me} SOUBIE, $\odot$ A., *Bibliothécaire.*

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. MOUNIER, professeur	Président.
GARRIGOU-LAGRANGE, professeur	} Suffragants.
BORDAZ, chargé de cours	



LES RAPPORTS ÉCONOMIQUES FRANCO-SUISSES DEPUIS LA GUERRE

INTRODUCTION

« L'accord des sentiments prépare et assure la conciliation des intérêts. On est bien près de s'entendre sur les questions de douanes ou de chemins de fer quand on est, par ailleurs, guidé par le même idéal. La France et la Suisse ne sont ni des Républiques de façade cachant mal un impérialisme qui ne désespère pas, ni des démocraties d'occasion et de convention où règne en maître déguisé un militarisme impénitent. Leurs institutions sont l'expression de leurs principes, de leurs traditions et de leur sentiment national : c'est une structure, ce n'est pas un décor.

» Deux pays ainsi doublement voisins, par la frontière et par l'âme, doivent s'entendre et se rapprocher, se compléter et s'unir. » (Louis BARTHOU.)

Ces lignes, écrites en 1919 par un grand homme politique français ami de la Suisse ⁽¹⁾, expriment la dépendance et l'influence réciproque des relations qui peuvent exister sur des plans divers entre deux pays. Certes, les rapports économiques entre nations, comme entre individus, ne se règlent pas toujours selon leurs relations spiri-

(1) L. Barthou, dans la préface à *La Suisse et les Français*, de A. Castell, p. xi.

tuelles, intellectuelles ou sentimentales; ils en sont néanmoins solidaires, ils portent la marque des contacts multiples et bénéficient des liens étroits que la politique ou les lettres, la valeur militaire ou les arts, ont créés au cours des siècles.

Une heureuse conjonction d'influences semble avoir plus particulièrement présidé aux relations entre la France et la Suisse. La nature déjà les rapproche; sur une carte d'Europe, la petite tache jaune ou verte de la Suisse n'apparaît-elle pas comme solidement accrochée au flanc de la masse rose ou violette de la France, comme liée à elle par les filets bleus du Rhin, du Doubs et du Rhône et par le réseau noir des routes et des voies ferrées ?

L'histoire nous livre plus d'une similitude, plus d'un rapprochement dans l'évolution de la vie des deux pays. Aux temps anciens, l'Helvétie, comme la Gaule, est soumise à la domination romaine : en effet, en 58 av. J.-C., les Helvètes, peuple d'origine celte, désireux de s'établir en Gaule pour échapper à la pression des Germains et pour vivre dans des contrées plus hospitalières, sont rejetés dans leur pays, battus à Bibracte par César, qui les avait déjà empêchés de franchir ce passage de Fort-l'Ecluse emprunté aujourd'hui par la route, la voie ferrée, un jour prochain peut-être par les péniches; ils subissent alors le pouvoir de Rome. A l'époque des invasions, les Alémans occupent à la fois l'Alsace et le Nord-Est de la Suisse, tandis que les Burgondes occupent les deux versants du Jura, puis la plus grande partie de la Suisse actuelle est intégrée à l'Empire franc. Si quelques siècles plus tard, à Saint-Jacob, près de Bâle, en 1444, les Confédérés se heurtent avec violence et courage aux Armagnacs que, sous le commandement du Dauphin, le futur Louis XI, Charles VII avait mis à la disposition de Frédéric III, désireux de venir à bout de la lutte constante des Confédérés contre l'Empire allemand, c'est au traité de paix offert alors par Louis XI, compre-

nant l'avantage de s'attacher un peuple vaillant, et signé à Einsisheim en 1444, que l'on peut faire remonter l'origine du traité de paix perpétuel de 1516 et de l'alliance de 1521; une des plus anciennes et des plus longues alliances de l'histoire fut ainsi nouée, celle du Roi de France et des Treize Cantons, procurant à la France des avantages d'ordre politique et militaire et à la Suisse des avantages d'ordre économique. Pendant de longues années alors l'influence française s'étend en Suisse en même temps que se crée ce passé commun d'honneur et de gloire militaire, au cours duquel les régiments suisses sont au service de la France, avec ce sentiment de la fidélité à la foi jurée et cet accomplissement du devoir jusqu'au sacrifice suprême. Après la Révolution, qui s'accompagne de quelques troubles et heurts entre la France et la Suisse, mais dont les principes, la liberté de conscience et l'égalité civile, le respect des forces spirituelles et la reconnaissance des droits de la personnalité humaine demeurent à la base des institutions de la Suisse, après l'Empire qui restaure l'alliance et, par la suite, laisse des traces dans la législation des cantons, la politique franco-suisse est essentiellement marquée par la neutralité de la Suisse, établie en 1815 par le Congrès de Vienne, où les puissances signataires « reconnaissaient authentiquement que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse et son indépendance de toute influence étrangère étaient dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe » ⁽²⁾, formule qui conserve encore toute sa valeur aujourd'hui. Cette neutralité n'empêche nullement les rapports franco-suisses de subir les circonstances de leur politique intérieure ou extérieure et d'être le plus souvent empreints d'un caractère amical, qui se manifesta notamment dans l'attitude pleine de charité et d'humaine sympathie à l'égard des Fran-

(2) Cité par H. Bessler, *La France et la Suisse de 1848 à 1852*, p. 1.

çais aux moments douloureux de leur histoire, en 1870 et en 1914. La cordialité de ces relations se poursuit naturellement dans la période d'après guerre, elle se concrétise par exemple dans le Traité de conciliation et d'arbitrage obligatoires, conclu entre la France et la Suisse le 6 avril 1923, dont la mise en vigueur tardive, le 23 mars 1934, s'explique par une certaine résistance du Sénat provenant du léger trouble causé par le différend des zones, elle s'est encore exprimée dans la récente déclaration du président de la Confédération et Chef du Département politique Motta : « L'amitié de la France et de la Suisse représente une des constantes les plus précieuses de notre histoire. » (3).

Influant sur les destinées politiques, bénéficiant en même temps de leur ambiance favorable, les rapports culturels franco-suisse connaissent aujourd'hui comme autrefois une activité étendue à tous les domaines et un développement en profondeur; les échanges intellectuels, le « commerce des lettres », a permis une interpénétration et une large compréhension des deux peuples.

La communauté de la langue, instrument d'expression, de communication et d'interaction sociale, est un des éléments essentiels de ces relations; la langue française est, en effet, la langue maternelle de la Suisse romande, large fraction de la population helvétique; elle est, d'autre part, comprise et parlée par de nombreux habitants des autres régions. Grâce à la très ancienne pénétration du français en Suisse, favorisée aux temps modernes par la Réforme, le service étranger et le prestige de la culture française, l'éminent historien de la langue française, F. Brunot, peut faire cette constatation : « En outre, il n'y a aucun pays où l'échange ait porté sur des hommes plus éminents; la

(3) Réponse de M. Motta à l'interpellation Malche sur la politique extérieure de la Suisse, le 9 mars 1937.

France a donné Calvin à la Suisse, elle en a reçu Jean-Jacques Rousseau. » (4).

Ces deux noms résumeront et symboliseront ici la lignée des hommes qui, dans les divers domaines, sont venus enrichir la pensée grâce à la connaissance, à l'expérience ou à l'hospitalité de la France et de la Suisse. L'intensité de ces relations n'a nullement diminué aujourd'hui; elles s'étendent non seulement à la Suisse romande qui, tout en tenant à son indépendance, revendique sa parenté spirituelle avec la France, mais encore à la Suisse alémanique, ce pays « d'Outre-Sarine », comme disent les Romands; elles bénéficient de l'organisation moderne collective sous la forme, par exemple, de l'association « France-Suisse » à Paris, des « Amis de la culture française » ou des « Amis de Sequana » à Zurich, de la « Société d'études françaises » à Bâle, qui se proposent « le maintien et le développement des relations intellectuelles entre la France et la Suisse, ainsi que l'étude dans un esprit d'union et de concorde de toutes les questions qui s'y rattachent » (5).

Ces relations se manifestent et s'extériorisent de façon aussi variée que les éléments de la culture : conférences, congrès, expositions, tournées théâtrales. Des professeurs français enseignent dans les universités suisses, tandis que la Maison Suisse de la Cité universitaire abrite les étudiants suisses qui, comme leurs ancêtres, les fils d'officiers des régiments suisses, boursiers du Roi, suivent les cours de la Sorbonne; un public éclairé, à Genève comme à Zurich, à Bâle comme à Lausanne, forme un auditoire attentif aux conférenciers les plus divers, de Duhamel à Maurois, du professeur A. Siegfried au professeur A. Philip; de son côté, Paris sacrera « auteur » plus d'un écri-

(4) F. Brunot, *Histoire de la langue française*, t. VIII, liv. IV, p. 136.

(5) Art. 2 des statuts de « France-Suisse ».

vain suisse, C.-F. Ramuz, Blaise Cendrars, Robert de Traz, Noelle Roger, et bien d'autres encore, parfois si complètement assimilés que l'on trouve même sous leur plume l'expression d'un nationalisme français farouche; le goût de la peinture et de l'art français est si vif en Suisse que riches amateurs et musées comptent dans leurs collections des chefs-d'œuvre de nos maîtres, et que les récentes expositions de Courbet et de Corot à Zurich, de Cézanne à Bâle, des « Paysagistes français » à Genève, connurent le plus franc succès, tandis que les Français ont l'occasion d'apprécier le talent des artistes suisses à l'Exposition d'Art suisse au Jeu de Paume en 1924, à l'Exposition des Arts Décoratifs, où la Suisse remporta proportionnellement les plus nombreux succès, dans les diverses manifestations parisiennes où la véritable colonie d'artistes suisses vivant à Paris expose en groupe ou individuellement les œuvres créées dans l'ambiance unique de la métropole des arts; la France et la Suisse revendiquent conjointement le génie de l'éminent architecte et urbaniste Le Corbusier; les scènes de Zurich et de Berne montent-elles « la guerre de Troie n'aura pas lieu », qu'un public, saisissant toute la finesse de Giraudoux, accueille avec sympathie, ce sont les vivantes traductions du Genevois R.-L. Piachaud, qui donnent un renouveau au théâtre shakespearien à Paris; la musique, le septième art même, les sciences, en un mot tout le champ de l'activité de l'intelligence et de l'esprit, témoignent d'une interpénétration, d'une collaboration et d'une communion entre la France et la Suisse, si heureusement résumées en ces phrases : « Nous avons échangé des hommes et des idées, des œuvres et des institutions. Et ces relations générales de peuple à peuple ont toujours été soutenues et concrétisées par des amitiés individuelles, des alliances de famille, dont la coutume n'est pas perdue. Ce sont là des cadeaux que nous nous faisons réciproquement, c'est un dialogue

ininterrompu par-dessus une frontière, que j'aimerais mieux appeler un mur mitoyen. » (6).

A un examen en profondeur, les rapports culturels semblent plus nettement marqués par l'influence française en raison de l'unité, de l'universalité et de la forte structure de la culture française, tandis que le particularisme, dû à la variété du paysage, des races, des langues et des cultes laisse difficilement apparaître une culture suisse littéraire, philosophique, artistique ou scientifique, mais elle existe néanmoins et exerce une influence sans très vaste notoriété, mais incontestable, par une action plus secrète qu'éclatante; elle réside dans une morale et une mentalité dont on ne trouve trace ailleurs; elle est née de la communion volontaire des âmes, de longues habitudes démocratiques, d'un usage séculaire de la liberté et d'une tradition très ferme; elle est faite de dignité civique et d'une culture sociale élevée, enfin elle tire son avantage et son originalité du fait que la Suisse est le point de contact nécessaire de la civilisation germanique et de la civilisation française, ou, si l'on veut, latine, et qu'elle maintient de la sorte sa valeur comme nation européenne.

L'absence d'antagonisme politique, l'entente et la communauté culturelles, cet « accord des sentiments » des deux pays « voisins par l'âme », permettent aux rapports franco-suisses de se développer plus aisément sur le plan économique et d'y prendre toute leur importance et leur valeur; ils justifient cette formule, que nous verrons si souvent employée au cours des discussions sur leurs rapports économiques : « La France et la Suisse, pays voisins et amis... » Les relations économiques sont d'ailleurs souvent l'infrastructure nécessaire des autres relations; dans les rapports entre nations, à l'heure actuelle, il est fort

(6) Discours de M. le Ministre de Suisse A. Dunant, à l'inauguration du pavillon suisse, à la Cité universitaire.

difficile de dissocier le politique de l'économique, et leur action réciproque a certainement favorisé l'entente entre la France et la Suisse, tandis que les relations culturelles contribuent également à l'extension des rapports économiques, car la communauté de langues, la similitude de mœurs, les conceptions et les usages commerciaux identiques, vont faciliter les échanges; ces échanges comporteront des marchandises essentiellement intellectuelles, comme les livres ou les films cinématographiques, ou représentant une véritable valeur culturelle, les montres par exemple, produit de l'esprit scientifique et de la précision helvétiques, ou quelque robe de soie imprimée alliant l'habileté et le goût français.

Un simple coup d'œil sur le commerce extérieur de la France confirme l'importance des échanges avec la Suisse, puisque, en 1937, la Suisse figure au quatrième rang des acheteurs de la France pour une somme de 1.446 millions de francs, après la Grande-Bretagne, la Belgique et les U. S. A., au neuvième rang parmi ses fournisseurs pour 813 millions, laissant un solde actif au profit de la France de 633 millions, le plus important de la balance du commerce extérieur de la France et justifiant cette formule : « La Suisse, le meilleur client de la France »; de son côté, la France apparaît au deuxième rang parmi les fournisseurs de la Suisse avec 245,3 millions de francs suisses, après l'Allemagne, et vient après elle et la Grande-Bretagne, au troisième rang parmi les acheteurs de la Suisse avec 139,5 millions de francs suisses.

A un moment où l'on reconnaît de toute part le rôle primordial du commerce extérieur ainsi que la nécessité de prendre des mesures pour favoriser les échanges internationaux — de récents changements monétaires ne trouvent ils pas la justification la plus aisée dans leur influence possible sur le commerce international ? — il était intéressant de voir dans un exemple concret se poser les divers

problèmes et de considérer les rapports économiques entre deux pays dont les échanges prennent une large place dans leur activité propre sinon dans le commerce mondial et peuvent, comme nous essaierons de le montrer, prendre une plus large extension dans l'intérêt des deux pays. Après avoir esquissé les ressources et la production des deux pays en présence, après avoir indiqué les organismes qui participent aux échanges et les favorisent, nous nous proposerons d'examiner comment dans le cadre de leur politique commerciale et douanière les Etats ont réglé leurs relations sous la forme de traités de commerce et d'établir ce que comportent leurs échanges.

C'est au lendemain de la guerre qui apporta dans la vie économique des modifications et des bouleversements encore si sensibles aujourd'hui, en ramenant par exemple au sein de l'unité française des provinces en relations commerciales anciennes avec la Suisse, que nous remonterons afin de dégager les lignes générales de cette réglementation et les éléments essentiels de ces échanges; sur le plan matériel également, comme nous le verrons, les intérêts de la Suisse et de la France ne s'opposent ni ne divergent, mais se concilient et peuvent utilement collaborer, leur actif échange de marchandises, de services et de capitaux resserre les liens étroits entre les deux pays et consacre d'une façon tangible l'entente et l'amitié traditionnelles qui, depuis des siècles, président et présideront pendant longtemps encore à toutes leurs relations.

CHAPITRE PREMIER

PRODUCTION ET RESSOURCES DE LA FRANCE ET DE LA SUISSE

LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE LEUR COMMUNAUTE FRONTALIERE

Quelques lignes sur la structure économique de la France et de la Suisse permettront de mieux saisir la nature et l'objet de leurs rapports; les explications consacrées à la France peuvent paraître superflues, car elles ne rappellent dans leur généralité que des notions très connues; cependant elles situent réciproquement l'économie des deux pays en facilitant leur comparaison et laissent voir les sources des courants économiques qui se sont établis entre eux; elles favorisent, d'autre part, l'équilibre de l'exposé après les renseignements qu'il est indispensable de donner sur l'économie helvétique.

Dans ce chapitre consacré à l'étude des données naturelles ou économiques sur les deux pays, il convenait de placer l'examen des conséquences résultant de la communauté de frontières entre la France et la Suisse.

SECTION PREMIERE

LA SUISSE (1)

Située au centre de l'Europe, la Suisse est limitée par des frontières naturelles : au Nord, le Rhin; à l'Ouest, la chaîne du Jura; au Sud et à l'Est, les Alpes. Etat conti-

(1) D'après la *Suisse économique et industrielle*.

nental sans accès à la mer, la Suisse a pour voisins : la France à l'Ouest, l'Allemagne au Nord, l'Autriche à l'Est et l'Italie au Sud. De cette situation géographique particulière résulte pour elle une série de faits économiques et politiques très importants. Au point de vue territorial, la Suisse est un des plus petits pays de l'Europe. Mais bien que sa superficie ne soit que de 41.295 km², sa population s'élevait en 1930 à 4.082.511 habitants, ce qui constitue une densité de 98 habitants au kilomètre carré. Ce degré de densité serait toutefois plus élevé, 127 habitants, si l'on ne tenait compte que de la seule superficie productive.

La population active suisse comprend : 1.942.626 personnes, qui se répartissent de la façon suivante : production du sol, 420.818; industrie et métiers, 867.037; commerce, banque, assurance, 190.213; hôtellerie, 94.321; communication, transport, 84.998; administration, professions libérales, 102.394; divers, 182.845 personnes.

Ces chiffres mettent en évidence le sens de l'évolution de la Suisse qui, d'un pays rural, est devenu un Etat industriel et commercial nettement caractérisé.

§ 1. — Exploitation des richesses naturelles.

I. — MATIÈRES PREMIÈRES D'ORIGINE MINÉRALE.

Au point de vue géologique, on peut diviser le territoire suisse en trois zones : la zone alpine qui comprend des roches cristallines, bordée au Nord et au Sud par deux régions alpines calcaires; le Jura calcaire au Nord du pays et le plateau suisse entre eux deux.

La zone cristalline offre des gisements d'or, d'argent, de nickel, de fer, difficilement exploitables. Des carrières de granit, gneiss, grès, calcaire et marbre fournissent les matériaux de construction. Les seuls gisements exploi-

tés sont les gisements de fer des préalpes à Gonsen, ainsi que les pyrites du Jura. L'exploitation de l'asphalte, dans le Val de Travers, a donné lieu à une des entreprises minières les plus importantes de la Suisse. Un autre élément fort appréciable du sol suisse est le sel, dont les gisements du Rhin inférieur et de Bex sont exploités en grand et fournissent le sel de cuisine, le sel pour le bétail et le sel industriel.

II. — AGRICULTURE ET ÉCONOMIE LAITIÈRE.

a) *Conditions naturelles et économiques.* — Le 22,6 p. 100 de la Suisse est stérile, c'est-à-dire 9.311 km²; quant au sol productif et forestier, il se répartit de la façon suivante : céréales, 1.183 km²; autres champs, 673 km²; vignes, 124 km²; prés et prairies, 9.025 km²; forêts, 9.825 km²; pâturages et autres surfaces productives, 11.150 km².

Le sol cultivable est d'une grande variété; le morcellement et la grande division de la propriété foncière sont une des caractéristiques de l'agriculture suisse. Sur 238.470 exploitations rurales, 101.742 exploitations de moins de 3 hectares et 3.912 seulement dépassant 30 hectares.

b) *Cultures.* — Les céréales viennent au premier rang des cultures; on sème principalement le froment et l'épeautre, céréales qui conviennent fort bien au climat du pays et à son sol. On rencontre également le seigle, l'avoine, l'orge et le maïs. La culture des céréales couvrait 116.500 hectares en 1932.

Les cultures sarclées satisfont pour une large part aux besoins du marché suisse. La plus importante des espèces cultivées est la pomme de terre. La culture des betteraves fourragères est assez développée et subvient à l'affouragement du bétail. La plus grande partie du sucre consommé

dans le pays vient de l'étranger. Parmi les plantes industrielles, seul le tabac présente encore quelque importance; mais là encore la production indigène est relativement faible, comparée au volume des importations. Il convient encore de citer la production de la paille destinée à des usages industriels. La culture maraîchère tend à se développer de plus en plus, tant pour l'usine que pour la consommation directe.

c) *Prairies, élevage du bétail et production laitière.* — La culture herbagère prend en Suisse une importance prépondérante. Elle constitue la base de l'élevage et de la production laitière, dont le rendement est un des facteurs importants de la vie économique du pays. En 1934, le troupeau bovin suisse comptait 1.650.000 têtes, dont 919.000 vaches. L'effectif porcin était de 1.088.380.

La production annuelle de lait était, en moyenne, de 3.025 kilos par vache en 1935, ce qui représente un total de 28 millions de quintaux métriques. La consommation domestique en absorbait environ le 37 p. 100 à l'état frais. Le 45 p. 100 passait à la fabrication du fromage, du beurre, du lait condensé et du chocolat au lait. Le reste était affecté à l'exportation, à l'élevage et à l'engraissement du bétail. Le principal produit laitier de la Suisse est le fromage (Emmenthal, Gruyère et Sbrinz), qui donne lieu à un mouvement très actif tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation.

d) *Sylviculture.* — Le 30 p. 100 de la superficie cultivable de la Suisse est couvert de forêts. L'importance économique des forêts est due tout d'abord à leur rendement en bois, qui atteignait dans les forêts publiques 21 millions 600.000 francs en 1934 et dans le fait qu'elles permettent d'exploiter aisément les pentes escarpées des montagnes, où elles servent de protection efficace contre les éboulements, avalanches et glissements de terrain.

e) *Viticulture*. — La viticulture s'étend sur 13.200 hectares environ. La récolte moyenne des dernières années (550.000 hl.) couvre une partie de la consommation intérieure du pays. La Suisse reste par ailleurs un des plus gros importateurs de vins étrangers.

f) *Arboriculture*. — Citons enfin l'arboriculture. Plus des quatre cinquièmes des arbres fruitiers, dont le total était en 1929 de 12,1 millions, portent des fruits à noyaux ou à pépins (pommes, poires, cerises et pruneaux). Le rendement de la récolte en 1935 a atteint 83 millions de francs.

III. — FORCES HYDRAULIQUES.

La Suisse est largement pourvue de cours d'eau et de forces hydrauliques dont l'exploitation est très développée en vue de la production de l'énergie électrique.

A la fin 1935, les forces hydrauliques utilisées avaient une puissance moyenne possible de 829.200 kW. en hiver, et 1.066.200 en été. La production totale de l'énergie électrique pour l'année 1934-1935 (1^{er} oct.-30 sept.) s'est élevée à 5.703 millions de kWh.

Quarante-sept usines étaient aménagées pour une puissance maximum d'au moins 10.000 kW. et plus. On estime à 35 p. 100 l'utilisation actuelle des forces hydrauliques en Suisse.

L'utilisation de l'énergie produite au cours de l'année hydrographique 1934-1935 se répartit de la façon suivante (en millions de kWh.) : usages domestiques et de l'artisanat, 1.236; industrie en général, 689; électrochimie — métallurgie et thermie —, 778; chaudières électriques, 343; tractions pour les chemins de fer fédéraux, 461, et pour les autres chemins de fer, 172; enfin, l'énergie hydroélectrique constitue pour la Suisse un élément précieux d'exportation qui s'est élevé à 1.350 kWh.

§ 2. — Industries transformatrices.

I. — GÉNÉRALITÉS.

L'industrie suisse est une des plus anciennes en Europe. Rappelons à ce sujet : que l'industrie suisse de la soie est plus ancienne que celle de Lyon; que l'industrie du coton a pris pied en Suisse avant de fleurir en Angleterre; que les industries suisses du textile et des machines ont vu le jour avant celles de la Saxe et de la Westphalie. Sous la forme capitaliste également, elle est une des plus anciennes, puisqu'au ^{xvii}^e siècle déjà elle avait adopté la forme du travail à domicile et de la manufacture.

L'élément que nous trouvons à la base de l'impulsion industrielle du pays est l'apport des émigrés, réfugiés de France et d'Italie lors des luttes confessionnelles des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Ils implantèrent en Suisse une quantité d'industries nouvelles.

Un deuxième facteur important est celui de la neutralité de la Suisse qui a permis de passer des traités nombreux avec ses voisins et de s'assurer de cette façon des débouchés réguliers pour les produits de son industrie. Signalons encore comme autres facteurs importants l'abondance des capitaux et la richesse du pays en ressources hydrauliques.

Quelles sont maintenant les caractéristiques de cette industrie ? Le marché intérieur étant trop restreint pour absorber une grosse production, il est compréhensible que l'industrie suisse soit avant tout une industrie exportatrice. La Suisse étant en outre un des rares pays industriels sans aucun accès direct à la mer, elle s'est vue contrainte de ne créer que des industries où les conditions de transports ne jouent qu'un faible rôle, d'où la préférence donnée à la fabrication d'articles représentant une grande

valeur sous un petit volume. D'autre part, l'argent étant bon marché en Suisse alors que la main-d'œuvre y est chère, il est compréhensible que la production se soit concentrée sur des articles exigeant de grands capitaux et peu de main-d'œuvre ou une main-d'œuvre très qualifiée.

II. — LES INDUSTRIES TEXTILES.

a) *Industrie de la soie et du ruban.* — L'industrie de la soie joue un rôle des plus importants dans la branche textile. Etablie en Suisse depuis plusieurs siècles, elle embrasse toutes les phases de la production allant de la filature à la fabrication des tissus les plus perfectionnés.

Le tissage constitue la branche principale de l'industrie suisse de la soie. Fixée surtout dans le canton de Zurich, cette industrie occupe une place importante sur le marché mondial. On compte 10.000 métiers mécaniques environ. La production annuelle de tissus, qui s'était élevée il y a quelques années à 200 millions de francs, dont les quatre cinquièmes au moins étaient destinés à l'exportation, a subi depuis lors, comme dans les autres centres soyeux, une forte restriction due à la baisse de la matière première et aux obstacles de tous genres auxquels se heurte la vente à l'étranger. A part les tissus de soie proprement dits, il convient de mentionner les gazes à bluter, spécialité suisse, dont la production annuelle s'élève à 8 ou 10 millions de francs.

Le tissage suisse est secondé par une puissante industrie auxiliaire (teinture en fil et en pièce, impression sur planche et sur rouleaux, finissage et apprêt) qui travaille également pour l'étranger. Citons la fabrication des soies à coudre et à broder.

Enfin, l'essor pris ces dernières années par l'industrie de la soie artificielle (viscose) est des plus remarquables;

le nombre d'ouvriers occupés dans cette branche est de 4.000 environ, et la production annuelle est estimée à 5 millions de kilos et fournit le marché extérieur.

Dans l'industrie de la soie, le ruban occupe une place à part. Le centre de cette industrie est Bâle. La rubannerie a particulièrement souffert des caprices de la mode, sans parler des autres difficultés avec lesquelles toute industrie d'exportation doit compter. Bâle est aussi le siège principal de la filature de schappe, domiciliée en Suisse depuis longtemps. La consommation de schappe pour les velours ayant diminué de beaucoup ces dernières années, cette industrie se voue avec grand succès à la fabrication de fils mélangés et spéciaux pour nouveautés.

b) *L'industrie cotonnière.* — Le filage et le tissage du coton ont été introduits en Suisse dès le xvm^e siècle, atteignant leur plein développement dans la seconde moitié du xix^e siècle. Depuis vingt ans environ, ils ont perdu de leur importance relative, mais n'en représentent pas moins une des branches essentielles de l'industrie du pays. Elle occupe environ 20.000 personnes.

Alors que 1.300.000 broches sont installées dans les filatures, les entreprises de retordage en ont 150.000. Elles sont établies surtout dans les cantons de Zurich, Glaris et Saint-Gall. La plus grande partie de la production est absorbée en Suisse même par les industries consommatrices (filatures, tissages, tricotages, bonneterie, broderie). La valeur de la production de fils atteint sans doute aujourd'hui bien près de 100 millions de francs.

Le tissage du coton, dont le siège est également dans le Nord-Ouest de la Suisse, compte environ 21.000 métiers mécaniques répartis dans 100 entreprises. La production totale moyenne atteint aujourd'hui 100 millions de francs; elle s'étend à tous les articles demandés. Il convient encore de citer le tissage des étoffes de couleur, la teinturerie et l'impression des cotonnades. Toutes ces bran-

ches de l'industrie ont leur centre principal en Suisse septentrionale et orientale.

c) *Industrie de la broderie.* — La broderie est une des branches caractéristiques de l'industrie suisse du coton. Elle a atteint un grand développement dans les cantons de Saint-Gall, Thurgovie et Appenzell, la ville de Saint-Gall étant le centre même de l'industrie. La broderie à la main (à l'aiguille) se maintient toujours dans les ateliers réputés d'Appenzell.

On compte environ 1.590 métiers à navettes et 2.900 métiers à main. Grâce aux efforts persévérants des commerçants, les broderies suisses ont su maintenir la haute réputation universelle dont elles ont toujours joui. Les fabricants ont, en effet, conservé l'excellente habitude de suivre la mode de très près en se tenant en relations constantes avec les grands centres comme Paris, de créer sans cesse de nouveaux modèles et de s'adapter sous tous les rapports aux besoins continuellement changeants des consommateurs.

d) *Industrie lainière.* — L'industrie de la laine installée en Suisse depuis plusieurs siècles a atteint un grand développement; elle occupait 8.900 personnes en 1934. Etant donné le peu d'importance de l'élevage indigène du mouton, elle dépend essentiellement de l'étranger pour son approvisionnement en matière première.

La filature de la laine (laine peignée et laine cardée) comprend un total d'environ 220.000 broches. Elle livre les filés de laine aux tissages, tricotages, maisons de bonneterie et fabriques d'articles de mercerie.

Le tissage de la laine, qui comprend également le tissage de la laine peignée et l'industrie de la laine cardée, la fabrication du drap, des couvertures, des tapis, du feutre, occupe au total environ 3.800 métiers. La fabrication s'étend aux tissus fins pour vêtements de dames, aux étoffes légères de laine, etc.

e) *Industries textiles diverses.* — Parmi les autres industries de cette branche, nous mentionnerons l'industrie du tricotage et de la bonneterie (7.400 ouvriers, 94 entreprises), l'industrie linière (34 fabriques avec 3.000 ouvriers), l'industrie du tressage pour chapeaux (25 exploitations, 3.500 personnes), enfin l'industrie de la chaussure (12.000 personnes, 30 fabriques) et la tannerie (2.000 personnes dans 40 exploitations).

III. — L'INDUSTRIE DE MACHINES,

L'INDUSTRIE ÉLECTROTECHNIQUE ET LA MÉTALLURGIE.

L'industrie suisse des machines remonte aux premières années du XIX^e siècle; elle fut à l'origine une industrie complémentaire de l'industrie textile, car ce sont les petits ateliers de réparation qui commencèrent la fabrication des machines textiles. En même temps, les forces hydrauliques disponibles entraînèrent la construction de roues à eau.

Plus tard, la construction de machines à vapeur eut une influence énorme sur le développement de l'industrie des machines, et bientôt la Suisse prit une place prépondérante sur le marché des machines à vapeur à soupapes.

Un autre facteur, qui contribua largement à l'essor de l'industrie des machines, fut l'exploitation de forces hydrauliques pour la production d'énergie électrique et le transport de celle-ci à grande distance. Le siège principal de cette industrie se trouve dans les villes de Zurich, Oerlikon, Winterthour, Baden, Zoug, Kriens et Genève.

Certaines spécialités mécaniques se sont développées d'après les besoins particuliers des principales industries régionales : les machines destinées à l'industrie horlogère dans le Jura, les métiers à broder et à tisser ainsi

que les machines textiles en Suisse orientale. La grande industrie métallurgique à Gerlafingen s'est développée à proximité de l'exploitation des minerais de fer du Jura.

Les statistiques les plus récentes indiquent que, pendant l'année 1933, 1.630 entreprises de l'industrie métallurgique et des machines occupaient 87.528 ouvriers. Au point de vue du nombre de ces derniers, l'industrie des machines se classe au deuxième rang des industries suisses, immédiatement après celle des textiles. Le 55 p. 400 environ de la production totale des machines est actuellement destinée à l'exportation. En 1932, on estimait que 5.321 millions de francs étaient investis dans les sociétés anonymes de cette branche.

La construction de moteurs électriques de tous genres, de moteurs à essence ou à huile lourde, accuse le plus gros chiffre de production des machines. Les turbines hydrauliques construites dans les usines de Zurich, Kriens ou de Genève ont trouvé un vaste champ d'application dans les nombreuses usines hydro-électriques. Des génératrices électriques de 40.000 HP et plus ont été installées soit en Suisse, soit à l'étranger. Si l'abondance d'énergie hydraulique, d'une part, et le manque absolu de houille, d'autre part, rendent superflue la fabrication de turbines à vapeur pour le marché intérieur, ces machines font l'objet d'exportations considérables et fonctionnent en grand nombre dans les centrales électriques d'Europe et d'outre-mer.

Les moteurs Diesel, dont la construction prend un grand essor dès 1903, ont pu être adaptés aux exigences de la navigation. On les perfectionne de plus en plus pour leur application à la traction ferroviaire et automobile.

Une autre spécialité intéressante de l'industrie suisse est la construction de machines frigorifiques. Des pompes de tous genres, à grand débit, à haute pression, ou spécialement adaptées aux travaux de mine ou de fondation,

aux refoulements des eaux dans les lacs artificiels, ont trouvé un vaste champ d'application en Suisse, et leur construction a été entreprise de longue date. Mentionnons aussi les compresseurs rotatifs ou à piston permettant d'obtenir les plus hautes pressions nécessaires dans l'industrie et les soufflantes pour hauts fourneaux, presque exclusivement destinées à l'exportation, leur emploi en Suisse étant très restreint. Il en est de même des chaudières à vapeur de systèmes et de capacités les plus divers. Les chaudières électriques sont de plus en plus appréciées pour leur simplicité de fonctionnement. Rappelons encore la branche des machines textiles, extrêmement développée, et dont les produits jouissent tant en Suisse qu'à l'étranger d'une grande réputation. Dans ce vaste domaine entrent également, à côté d'appareils secondaires qui tous sont manufacturés en Suisse, les machines à tricoter, à broder et à coudre.

L'industrie des machines pour la meunerie se voue presque exclusivement à l'exportation. L'industrie horlogère et la mécanique de précision ont donné lieu à la fabrication de petites machines-outils. D'autres plus grandes destinées à l'industrie des machines, ainsi qu'une grande variété de machines à travailler le bois sont très recherchées à l'étranger pour leurs qualités.

La construction de machines spéciales pour l'industrie des produits et pâtes alimentaires, les brasseries, l'industrie du papier, les imprimeries, les fabriques de ciment, etc., a pris une grande extension.

L'industrie électrique suisse, qui existe depuis bientôt cinquante ans, écoule ses produits dans tous les continents. Tout ce qui est nécessaire aux centrales électriques thermiques ou hydrauliques, aux sous-stations de transformation de courant, les redresseurs à vapeur de mercure et tous les appareils spéciaux utilisés en électrotechnique figurent parmi les produits livrés par l'industrie suisse.

La traction électrique se substitue de plus en plus à la traction à vapeur sur les grands réseaux. Son emploi sur les lignes secondaires, pour les tramways, les funiculaires, les chemins de fer à crémaillère et les téléphériques, ouvre un vaste champ d'activité à l'industrie électrotechnique. Il en est de même des locomotives électriques et à vapeur et des automotrices, dont un grand nombre a été livré à l'étranger. Les appareils de signalisation pour chemins de fer, les appareils de téléphone, de télégraphe, d'usage médical ou domestique sont également manufacturés en Suisse. Mentionnons encore la fabrication à Soleure des magnétos et bougies d'allumage.

La construction de machines, d'appareils et d'instruments destinés aux essais de matériaux, à des buts scientifiques, aux laboratoires, etc., se développe rapidement, ainsi que celle des instruments de géodésie et de topographie. Citons aussi la fabrication de machines à écrire et à calculer. Notons, en passant, que c'est à Vallorbe que se trouve la plus grande fabrique de limes d'Europe. Au moyen du four électrique on obtient une fonte d'acier très pur et de l'aluminium qui, sous forme de lingots, est exporté en grande partie.

L'évolution de l'industrie électrotechnique, métallurgique et des machines que nous venons d'esquisser est due : d'une part, aux usines qui n'ont pas craint d'outiller leurs laboratoires d'essais et de recherches et, d'autre part, à l'Ecole Polytechnique Fédérale qui a formé depuis quatre-vingts ans un grand nombre d'ingénieurs et est restée en contact étroit avec les industries du pays.

IV. — L'INDUSTRIE HORLOGÈRE.

La fabrication de la montre est l'une des plus anciennes industries suisses, ainsi qu'une des plus solidement établies.

C'est au xvi^e siècle, à Genève, où la bijouterie était florissante depuis plusieurs siècles déjà, que l'horlogerie prit son essor. Elle ne tarda pas à se répandre dans le Jura vaudois, à Sainte-Croix, dans les montagnes neuchâtelaises, dans le Jura bernois jusqu'à Porrentruy, pour atteindre, au cours des derniers cinquante ans, les cantons de Soleure, de Bâle-Campagne et de Schaffhouse. Aujourd'hui, l'horlogerie et ses branches annexes (la bijouterie, la fabrication des gramophones, etc.) occupent environ 60.000 personnes. Par ses multiples commandes, elle fait vivre en Suisse plusieurs centaines de mille habitants.

Depuis cinquante ans, les conditions du travail horloger se sont modifiées du tout au tout. Vers 1876, plus de la moitié des horlogers suisses travaillaient encore à domicile. Aujourd'hui, le travail à domicile ne joue plus qu'un rôle modeste dans l'économie des régions horlogères; on estime à 8.000 le nombre des travailleurs à domicile. Grâce à cette concentration, au perfectionnement de l'outillage, à la division toujours plus exacte du travail, techniciens et industriels sont arrivés à un prix de revient de plus en plus modeste en même temps qu'à une quasi-perfection dans la marche du mouvement.

La montre suisse bénéficie du travail, des efforts patients, de l'habileté héréditaire de dix ou douze générations. De plus, la fabrication en série n'a rien enlevé à l'élégance des montres ni à la diversité des calibres. A la qualité du mouvement proprement dit, s'ajoute celle de la boîte dans laquelle il est fixé; si celle-ci est faite d'un métal précieux : or, argent ou platine, elle est obligatoirement soumise à un contrôle officiel extrêmement sévère, attesté par un poinçon qui garantit l'exactitude du titre.

On estime que 93 p. 100 environ de la production de l'industrie horlogère suisse sont destinés à l'exportation sur tous les marchés mondiaux.

V. — L'INDUSTRIE CHIMIQUE.

La grosse industrie chimique est relativement jeune encore et son essor dépend de celui de l'industrie électrique. C'est ainsi que certaines usines de cette branche ont débuté par la production d'énergie et que d'autres s'annexent aujourd'hui encore d'importantes centrales électriques. Ces usines s'occupent principalement de la fabrication de produits de grosse consommation, acides et sels, tels que le carbure de calcium, le nitrate de chaux, l'acide acétique, l'acétone, l'ammoniaque, les ferro-alliages, la soude calcinée et caustique, qui sont les principaux produits de l'industrie suisse de la soude.

L'industrie chimico-pharmaceutique a pris naissance à la même époque que celle des matières colorantes dérivées du goudron et s'est développée soit parallèlement à cette dernière, soit indépendamment.

L'industrie des matières colorantes dérivées du goudron a son siège à Bâle, où elle s'est solidement établie dès le milieu du siècle dernier.

Grâce aux forces hydrauliques importantes dont dispose la Suisse, l'industrie électro-chimique s'est développée très rapidement depuis que la machine dynamo et le four électrique de Siemens ont été inventés. L'exploitation toujours plus intense de la houille blanche en a favorisé l'essor. Il est juste de citer au premier rang la fabrication de l'aluminium (Neuhausen, Chippis, Martigny), dans laquelle la Suisse occupe une des premières places. D'autre part, relevons encore les produits électro-chimiques suivants : le carbure de calcium (fabriqué par bon nombre d'usines situées dans la région des Alpes), la cyanamide calcique, les ferro-alliages (Viège, Bex, Bodio)

VI. — INDUSTRIES DIVERSES.

En dehors de ces groupes principaux, la Suisse possède un certain nombre d'autres branches d'activité industrielle : bois, céramique, verre, papier, arts graphiques et surtout encore les produits alimentaires, parmi lesquelles nous relèverons : l'industrie chocolatière et la production du lait condensé.

L'industrie chocolatière constitue une branche importante de la production nationale suisse. Son origine remonte aux années 1810 à 1820. Etablie tout d'abord exclusivement en Suisse occidentale, elle n'a pas tardé à s'étendre en Suisse orientale et centrale. C'est ainsi que le nombre des fabriques dépasse maintenant la vingtaine. Elles occupent ensemble environ 5.000 ouvriers. La production du lait condensé s'est développée sérieusement en Suisse dès 1865. Son essor s'est dès lors affirmé au point d'en faire l'une des industries exportatrices les plus importantes, comprenant, outre les laits condensés, la production des farines lactées pour enfants et convalescents; les principales condensereries suisses se trouvent à Orbe et à Stalden.

SECTION II

LA FRANCE

Située à l'extrémité ouest de l'Europe, s'ouvrant sur les quatre principales mers européennes, la France offre un grand développement de côtes aussi varié que son sol. Par son histoire comme par sa constitution, ce sol de France donne l'impression d'une grande variété qui explique la diversité des formes de relief et de ressources naturelles. Entre un massif central compact et quelques massifs

excentriques et discontinus, la France offre un agencement harmonieux de larges bassins et de passages favorable à l'établissement des populations, à la circulation et aux échanges. La variété de son relief et l'opposition qui existe entre le régime atlantique et le régime méditerranéen lui donnent toutes les nuances de climat tempéré. Grâce à son sol et à son climat, la France dispose de richesses végétales très abondantes et très variées, et bien que pourvue de richesses minérales abondantes mais peu variées et d'importantes ressources d'énergie hydroélectrique, elle est dans son ensemble un pays de destination encore plus agricole qu'industrielle.

Au point de vue territorial, la France constitue avec ses 550.965 km² le plus grand pays d'Europe après la Russie. Sa population s'élevait en 1936 à 41.905.968 habitants, soit une densité de 76 au kilomètre carré. On estime la population active en 1931 à 21.611.835, dont les forêts et l'agriculture employaient 7.637.433; la pêche, 66.747; les industries extractives, 440.677; les industries de transformation, 6.837.684, se subdivisant en alimentation, 541.671; chimiques, 238.297; textiles, 920.460; travail des étoffes et vêtements, 1.001.136; cuirs et peaux, 299.923; mécanique, 580.131; appareils électriques, 150.409; manutention et transport, 1.069.356; commerce, spectacles, banque, 2.695.390; enfin, professions libérales, 657.757.

§ 1. — Exploitation des richesses naturelles.

I. — MATIÈRES PREMIÈRES D'ORIGINE MINÉRALE.

La France est bien pourvue en matériaux de construction, granit des régions primaires, ardoises de l'Ardenne et de l'Anjou, surtout pierres de taille des régions cal-

caires. Elle est riche en sel : salines des Vosges et du Jura, marais salants; en eaux minérales et en potasses.

La plupart des métaux y sont rares : peu de plomb, de cuivre, de zinc ou d'étain; seul le fer est très abondant en Lorraine, en Normandie, en Bretagne et dans les Pyrénées orientales.

Elle possède d'importantes mines de bauxite en Provence et en Bas-Languedoc, représentant les 46 p. 100 de la production mondiale. Son sous-sol renferme également de la houille localisée dans les bassins du Nord, de la Moselle et du Massif Central. Le tableau ci-dessous nous donne d'ailleurs l'état de l'exploitation du sous-sol français en 1932 :

Nature des Mines.	Concessions exploitées.	Superficie en ha.	Valeur en 1.000 fr.	Poids en 1.000 t. 1934.
Combust. minéraux.	207	306.333	4.179.682	48.638
Mines de fer.....	117	82.031	532.265	32.000
Autres minerais mé- tallifères	34	49.218		847

L'industrie sidérurgique employait en 1932 : 138.720 ouvriers, dont 109.600 à la production et 29.120 à l'usinage. La production s'est élevée, en 1935, à 5.979.000 tonnes de fonte et 6.264.000 tonnes d'acier brut.

II. — L'AGRICULTURE.

La France est surtout un pays agricole, car elle est un des pays du monde les mieux doués pour une production variée et abondante. Elle possède en effet une grande diversité de sols, et on y trouve toutes les nuances du climat tempéré, depuis le climat méditerranéen propre à la vigne et à l'olivier jusqu'au climat atlantique propre aux pâturages et à l'élevage.

Les travaux de son peuple ont augmenté cette richesse naturelle par défrichement, irrigation, drainage, par

l'amendement des sols pauvres, par le perfectionnement de l'outillage agricole et l'emploi des machines.

La répartition des territoires est la suivante : terres labourables, 21.180.180 ha.; prés naturels, 5.531.380; herbages, 1.818.230; pâturages et pacages, 3.909.380; vignes, 1.609.260; culture maraîchère, 366.180; cultures diverses, 507.205; bois et forêts, 10.475.635; landes et terres incultes, 5.588.540; territoires autres, 4.112.566 ha.

Les céréales constituent la principale culture française et le blé domine; son rendement varie de 10 à 22 quintaux par hectare. La production de 1934 a été la suivante en millier de quintaux : froment, 83.594; seigle, 8.292; orge, 11.368; sarrasin, 3.842; avoine, 41.548; maïs, 5.194.

Parmi les autres cultures alimentaires, quatre constituent une véritable richesse, fournissant la matière d'une exploitation fructueuse :

La vigne : le vignoble français, le plus étendu et le plus riche du monde, assure une production annuelle moyenne de 60 millions d'hectolitres (1933, 49.690; 1934, 73.144) et se compose de vins de cru, de vins de consommation courante et d'eaux-de-vie.

Les cultures maraîchères et fruitières fournissent partout une quantité suffisante pour la consommation locale, mais certaines régions ont fait de ces cultures une véritable industrie.

Citons encore la betterave sucrière et les pommes de terre. Les cultures industrielles ne jouent pas un rôle important dans la production française, aussi bien les textiles communs, comme le lin et le chanvre, que les textiles précieux provenant de l'élevage du ver à soie et de la culture du mûrier.

L'élevage : La France possède un troupeau composé des différentes espèces de bestiaux, troupeau remarquable plus encore par la qualité des espèces et la valeur des animaux que par sa quantité.

Les bovidés comprenant 15.704.000 têtes en 1934 dont 8.653.000 vaches assurent une production de viande de boucherie suffisante pour la consommation et une production de fromages et de beurre alimentant l'exportation. Les ovidés représentent un troupeau de 9.571.000 têtes subvenant à la consommation de viande et représentant un dixième de la matière première des tissages français. Les chevaux comptent 2.858.000 têtes, et les porcs 7.044.000. Il faut encore signaler une importante basse-cour dont les produits jouent un rôle dans l'exportation.

Nous aurons terminé cette revue du sol en mentionnant la sylviculture qui occupe un sixième de notre territoire et est susceptible de prendre une importance accrue avec le développement de la technique moderne et les nombreux usages industriels du bois, enfin la pêche surtout maritime dont la valeur représente en 1933 : 919.166.000 francs.

Pour conclure cet aperçu sur l'agriculture, il convient de souligner le rôle primordial qu'elle joue dans l'économie française où elle assure l'activité de la moitié de la population, l'opportunité de la part des gouvernements de s'intéresser à elle et même de la favoriser car elle doit constituer l'élément vivifiant de la nation si nécessaire dans la crise démographique que l'on traverse, la nécessité de la faire participer aux améliorations techniques et sociales actuelles, car elles s'intégreront à nos traditions morales et spirituelles maintenues par le paysan s'inspirant de cet esprit de mesure et d'équilibre dont l'exemple lui est donné par la terre qu'il travaille, cette terre que Ronsard a poétiquement caractérisée en ces vers :

Sans voguer ailleurs, toutes commodités
Se produisent ici, blés, vins, forêts et prés !
Aussi le trop de chaud n'offensent nos contrées,
Ni le trop de froideur, ni le vent ruineux,
Ni le trac écaillé des dragons venimeux,
Ni rochers infertiles, ni sablons inutiles.

III. — ENERGIE ÉLECTRIQUE.

La France est le pays d'Europe le mieux doué en chutes d'eau utilisables par l'industrie. Avec une puissance installée de 7,1 millions de kW. dans les centrales thermiques et de 3,3 millions de kW. dans les centrales hydro-électriques, soit au total 10,4 millions de kW., la production de l'énergie électrique a atteint, en 1934, 15 milliards de kWh. La perte dans les conducteurs et transformateurs a ramené à 12.990 millions de kWh. l'énergie effectivement utile en 1934, qui ne suffit pas à la consommation.

§ 2. — Industries transformatrices.

L'équilibre de la production française entre l'agriculture et l'industrie, qui semble l'emporter depuis la guerre grâce à un important développement technique, caractérise d'une façon générale les diverses branches de l'industrie. De tout temps, les Français se sont adonnés aux « arts et manufactures », au service desquels ils ont pu mettre leur goût et leur génie.

Nous ne pourrions examiner que très brièvement les principales industries, vu le cadre de cet exposé.

I. — INDUSTRIE TEXTILE.

L'industrie textile joue un rôle de première place dans l'économie française. Assumant 25 p. 100 de la production nationale totale, elle ne cède le pas qu'aux seules industries nourricières, agricoles et alimentaires. Elle occupe 1 million d'ouvriers, son rôle dans le commerce extérieur du pays est considérable puisqu'en 1934, 12,5 p. 100 en valeur des importations françaises ont consisté en fibres

textiles et que 16 p. 100 en valeur de nos exportations consistent en fils, tissus et vêtements.

Les conditions générales de son activité peuvent se résumer en quelques mots : la France ne produit sur son propre sol qu'une partie des matières premières nécessaires; en revanche, son industrie manufacturière est si développée qu'elle est capable d'assurer non seulement la consommation nationale, mais encore d'exporter une part notable de sa production. Les caractéristiques au point de vue fabrication sont : elle produit surtout non pas des articles de grande série, mais des articles de luxe et de haute qualité extrêmement divers.

a) *L'industrie cotonnière.* — Occupant le quatrième rang de la production mondiale, répartie en plusieurs régions : Nord, Normandie, Vosges, Alsace et Centre, cette industrie englobe les trois branches principales de traitement des textiles : la filature, le tissage et le finissage (blanchiment, teinture et impression).

Les marchés de coton sont : le Havre et Marseille. L'outillage peut se chiffrer par 10 millions de broches à filer, 1,5 millions de broches à retordre, 200.000 métiers mécaniques et 8.000 métiers à bras, 280 machines à imprimer. Le personnel occupé par l'industrie s'élève à 237.000.

Le 10 p. 100 de la production des filatures est absorbé par les marchés étrangers, qui constituent un débouché beaucoup plus intéressant pour nos tissus de tous genres, aussi bien les tissus serrés et lourds (calicot, coutil, piqué...) que les tissus clairs et légers (tissus de lingerie, organdi, mousseline, batiste), que les velours. Sur les 389.389 quintaux exportés, la Suisse en importe 4.108 en 1935.

b) *Industrie lainière.* — La laine, à la fois par la quantité et la qualité des tissus qu'elle sert à fabriquer, reste le principal textile des pays de vieille civilisation; dans

ces pays, l'industrie lainière est aussi ancienne qu'importante, tel est le cas pour l'industrie lainière française, qui absorbe environ 300 millions de kilos de laine par an et un dixième seulement est fourni par le cheptel ovin national. On estime à 20 milliards de francs le chiffre d'affaires annuel de l'industrie de la laine; son outillage, réparti sur la région du Nord (Roubaix, Tourcoing, Fourmies), de l'Alsace (Mulhouse, Colmar, Sainte-Marie-aux-Mines) et diverses autres régions (Elbeuf, Troyes, Reims), comprend 2.860 peigneuses, 2.330.000 broches de filature de laine peignée et 680.000 broches de filature de laine cardée; 50.000 métiers à tisser. La France, deuxième consommatrice de laine sur le marché mondial, détient approximativement le troisième rang dans le peignage, le neuvième rang dans les broches de filature, le huitième dans les métiers à tisser; elle occupe un nombre total de 200.000 personnes dans la laine. La filature est surtout consacrée à la laine peignée qui donne des tissus plus fins et résistants à poids égal et sont peu ou pas foulés. Le tissage, constituant le troisième stade de la transformation de la laine, est concentré dans des régions très différentes. L'industrie française se distingue par la variété, l'originalité et l'extrême complexité de sa fabrication; elle vit plus particulièrement de la mode et crée des articles nouveaux. La capacité de production de l'outillage lainier français est largement supérieure aux possibilités de consommation du marché national; cette industrie est essentiellement exportatrice.

c) *Industrie de la soie.* — L'industrie de la soie a été importée d'Italie en France; un Suisse, originaire du canton des Grisons, l'introduisit à Lyon au xvi^e siècle. Elle s'y est développée rapidement grâce à l'élevage du ver à soie qui prospérait alors dans tout le Sud-Est. Puis elle s'y est maintenue, comme celle du fer dans le Centre ou de la laine dans la Champagne, dans les régions où la ma-

tière première est devenue insuffisante, mais où survivent les secrets de fabrication et les qualités traditionnelles de la main-d'œuvre. Elle occupe 150.000 ouvriers au bas mot. Outre qu'elle assure les besoins du marché national, elle alimente une exportation qui, sous des formes diverses, est de l'ordre de 5 milliards. Ce sont des raisons d'ordre strictement commercial qui, parallèlement à l'organisation industrielle dans notre pays, ont permis à notre production de faire brillamment la conquête de tous les marchés du monde; un fait domine l'ensemble des contingences dont dépendent les échanges : le commerce des soies et soieries repose sur des principes remarquables d'intégrité; de plus, grâce au travail de la « Condition des soies », toute marchandise offerte à la consommation est le produit exact déterminé que veut son appellation.

La Condition des soies de Lyon a enregistré un mouvement de 3 millions $1/2$ de kilos en 1935, 4.253.515 en 1930.

L'industrie française de la soie est une industrie transformatrice, qui comprend : la filature, le moulinage et le tissage. Outre la soie grège et la soie moulinée (le moulinage compte 1 million de fuseaux), les tissages français emploient dans la fabrication plusieurs succédanés de la soie dont quelques-uns ont une importance considérable. Le principal est le fil de schappe ou de fantaisie fabriqué avec des cocons défectueux ou des déchets de filature (frisons et bassinés) ou de moulinage (bourre). La France est, avec la Suisse, le principal centre d'absorption et de redistribution des bourres et déchets de soie.

La « Fabrique lyonnaise » est un ensemble considérable de métiers très différents et de conditions sociales très diverses, mais qui tous collaborent à un même but : la production des tissus. La région lyonnaise compte 64.293 métiers.

Les ventes de cette branche représentent à elles seules 7 p. 100 du commerce global d'exportation.

Mentionnons le développement considérable pris par l'industrie française de la rayonne, due à l'invention de Chardonnet; production en 1934 : 32.050 tonnes, dont 7.600 tonnes à l'exportation.

d) *Autres industries textiles.* — Les autres industries textiles : lin (600.000 broches; 30.000 travailleurs), chanvre, jute, ramie, ont une importance moindre que les précédentes.

II. — LA TRANSFORMATION DES TISSUS, L'HABILLEMENT ET LES INDUSTRIES ANNEXES.

La transformation des tissus, leur utilisation pour l'habillement, la décoration, sont extrêmement développées en France. Leurs productions jouissent d'une renommée mondiale, car elles portent les marques du génie et du bon goût français (mode de Paris).

III. — CUIRS ET PEAUX.

Cette industrie tient en France une place considérable. Occupant plus de 500.000 ouvriers et employés, dont le salaire annuel atteint plus de 3 milliards de francs, son chiffre total d'affaires peut être évalué en période normale à 10 milliards de francs, dont la moitié environ pour le seul commerce extérieur. Elle vient au troisième rang des industries nationales. Elle s'étend aux nombreuses utilisations du cuir, de la cordonnerie, de l'équipement militaire, de la maroquinerie et de la ganterie et aux fournitures industrielles, telles que les courroies de transmission et les fouets de chasse pour les métiers à tisser.

Pays d'élevage, la France a vu naître de bonne heure sur son sol cette importante branche d'activité à qui toutes les provinces fournissent la matière première, les forêts

procurant les extraits de chêne et de châtaignier nécessaires au tannage. Terminons en rappelant l'importance de la pelleterie.

IV. — L'INDUSTRIE CHIMIQUE.

Bien que le territoire français ne soit pas un des mieux partagés en matières premières de l'industrie chimique, s'il possède le sel marin, des mines de potasse en Alsace, des mines de sel gemme en Lorraine, générateur de la soude et du chlore, s'il possède en abondance des sels de chaux, de la bauxite, il ne possède pas en quantité appréciable le plomb, le zinc, le soufre et le charbon dont les sous-produits sont d'indispensables matières premières de la chimie organique; l'industrie chimique a pris un large développement. On peut estimer les entreprises à 1.100 occupant environ 200.000 ouvriers et employés qui se répartissent en : grande industrie chimique (75.000 personnes, 123 entreprises); droguerie et produits pharmaceutiques (22.000 pers., 256 entr.); couleurs et vernis (14.000 pers., 267 entr.); pétrole (12.500 pers., 14 entr.); matières colorantes (5.000 pers., 9 entr.); explosifs (3.700 pers., 15 entr.); films, produits photographiques (3.500 pers., 13 entr.); extraits tannants (3.400 pers., 19 entr.); produits de synthèse (2.500 pers., 9 entr.); stéarinerie, savonnerie (2.300 pers., 10 entr.); abrasifs (1.700 pers., 27 entr.); celluloïd (700 pers., 11 entr.). Le chiffre d'affaires peut être estimé à 10 ou 11 milliards, et les exportations constituent le 9,25 p. 100 des exportations totales.

V. — LES INDUSTRIES DES MÉTAUX.

L'industrie sidérurgique joue un rôle essentiel tant par l'importance de ses installations que par le nombre des industries qui vivent du transport et de la transformation

de ses produits. Dans une année d'activité normale, comme ce fut le cas en 1930, le personnel qu'elle occupe, en y comprenant les ateliers d'usinage et les mines de fer, approche de 300.000 ouvriers. La consommation du combustible évaluée en houille est voisine de 18 millions de tonnes, soit 50 p. 100 de plus que celle des chemins de fer; les frais de transports acquittés atteignent 2 milliards de francs, 14 p. 100 des recettes des réseaux.

Les industries métallurgiques, mécaniques et transformatrices des métaux ont atteint un très grand développement et arrivent à fabriquer les produits les plus divers, que nous ne pourrions indiquer ici que sous la forme d'une fastidieuse énumération; nous nous bornerons donc à signaler la construction mécanique avec 6.000 entreprises, 825.000 ouvriers, répartie sur tout le territoire et dont le chiffre de production peut être évalué à plus de 15 milliards, l'industrie automobile qui assure un chiffre d'affaires d'environ 25 milliards de francs, y compris le commerce de l'automobile, l'industrie des accessoires et des pneumatiques, elle emploie 150.000 ouvriers et constitue une des premières industries de notre pays au double point de vue économique et social.

VI. — INDUSTRIES DIVERSES.

Sous cette rubrique, nous évoquerons simplement la quantité d'industries très variées allant de l'alimentation aux industries d'art et de luxe qui contribuent si heureusement à pourvoir aux besoins de notre consommation intérieure et à augmenter nos exportations dont elles assurent souvent le rayonnement et la réputation. Telle par exemple la puissante et noble industrie de la papeterie et du cartonnage qui occupe en France un nombre considérable d'industriels, de commerçants, d'ouvriers, de terriens, depuis le bûcheron et le chiffonnier jusqu'au

fabricant de registre et l'imprimeur, dont la fortune et l'indépendance doivent être maintenues, car le prestige et même la liberté de la pensée française y sont intéressés.

SECTION III

LA COMMUNAUTÉ DE FRONTIÈRE FRANCO-SUISSE; SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES.

La France et la Suisse, deux pays à structure si différente — celle-ci, petit pays aux ressources naturelles fort limitées; sa surface correspond à celle de sept de nos départements : Doubs, Jura, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Isère, Hautes-Alpes, dont les ressources sont comparables à celles de la Suisse; celle-là, grand pays abondamment pourvu tant au point de vue industriel qu'agricole — ont toujours porté une attention particulière à leur commerce extérieur. Les courants d'échange devaient naturellement s'établir entre elles, puisque leurs territoires sont contigus sur plusieurs centaines de kilomètres, que la chaîne de montagnes qui les sépare n'oppose pas d'obstacles infranchissables, et qu'enfin deux fleuves dont les vallées ont toujours servi de grandes voies commerciales les mettent directement en communication.

Si l'intérêt général se porte plus naturellement à étudier les courants commerciaux, il convient de ne pas négliger les faits, d'une importance moindre certes, résultant de cette mitoyenneté des territoires.

573 km. 3 de frontières communes entre les deux états limitrophes se répartissent entre les différents cantons : Bâle-Ville (5 km. 2), Bâle-Campagne (17 km.), Soleure (19 km. 7), Berne (128 km. 5), Neuchâtel (61 km. 5), Vaud (146 km. 1), Genève (104 km. 4), Valais (90 km. 9), et les séparent des départements du Haut-Rhin, territoire de Bel-

fort, Doubs, Ain, Jura, Haute-Savoie. Cette frontière part du Rhin, au nord de Bâle, en un point commun à la France, la Suisse et l'Allemagne, puis s'élance vers les monts du Jura, suivant les accidents géographiques qui constituent plus ou moins ce qu'on convient d'appeler des frontières naturelles, empruntant tantôt la ligne des crêtes, tantôt le fond d'une vallée, parcourue parfois en territoire français par une route faisant communiquer principalement deux agglomérations helvétiques — tel est le cas de la vallée de la Lucelle, suivie par la route internationale de Grand-Lucelle à Klösterli ⁽²⁾, ou de la vallée des Dappes ⁽³⁾, par la route de la Cure aux Brassus, ce qui nécessite un accord concernant les frais d'entretien — tantôt le bord d'une rivière, comme la soixantaine de kilomètres du cours du Doubs qui précède la boucle en territoire suisse, puis descendant brusquement dans le bassin du Léman, elle serpente autour de Genève, suit pendant une dizaine de kilomètres le cours du Rhône jusqu'au point frontière occidental extrême de la Suisse, à l'embouchure du Nant de Vosogne, dans le Rhône, à 5° 57' 26'' de longitude est de Greenwich, repart ensuite vers le lac Léman, qu'après avoir suivi le pied du mont Salève, elle rejoint à 13 kilomètres de Genève, se tient au milieu du lac jusqu'à hauteur de Saint-Gingolph, rejoint la côte à ce village, qu'elle traverse, puis suit une ligne de crêtes alpêtres des massifs des dents du Midi et du mont Blanc, pour se terminer au mont Dolent, où elle rejoint la frontière italienne.

Tel est le parcours de cette frontière, qui fut établie au cours de l'histoire selon les diverses circonstances politiques et diplomatiques, ayant parfois un retentissement

(2) Accord franco-suisse du 29 janvier 1937 sur le régime de cette route internationale (F. F., 1937, n° 33, p. 624).

(3) Traité du 8 décembre 1862. V. Péclet, *Le Noirmont au Traité de la Vallée des Dappes* (Besançon, 1919).

international, comme c'est le cas pour le régime spécial appliqué à la frontière franco-genevoise; son tracé est sur presque toute la longueur nettement délimité par des procès-verbaux de bornage venant éliminer toute contestation; il en est de même pour les eaux du Léman, sur les 581 km² 43 de surface, 234 km² reviennent à la France.

Les populations habitant de part et d'autre de cette frontière ont des mœurs, des traditions et une activité économique identiques, correspondant à l'identité des conditions naturelles : géographique, climatique, linguistique; elles entretiennent de nombreuses relations familiales, commerciales, facilitées du fait que les habitants ayant les mêmes métiers les exerçaient indifféremment sur l'un des deux territoires du temps où le travail humain était moins rigoureusement contrôlé et soumis à des mesures restrictives. Ces relations existent également du fait que la frontière traversant des régions semblables, et communiquant assez facilement, la population, essentiellement rurale, a des biens-fonds sur les deux territoires; aussi le douanier à la tenue bleue de la République française relevant de la direction des douanes de Mulhouse, Besançon, Lyon ou Chambéry, le douanier à la tenue verte de la Confédération helvétique relevant du 1^{er} arrondissement douanier à Bâle, du 5^e à Lausanne ou du 6^e à Genève n'appliquent-ils pas aux échanges frontaliers les règles générales, mais un régime exceptionnel fixé par convention. La Convention entre la France et la Suisse sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, conclue le 23 février 1882, complétée par un acte du 25 juin 1895, a réglé jusqu'ici ces échanges; mais n'étant plus adaptée aux circonstances actuelles, les deux gouvernements se sont mis d'accord en 1934 pour la réviser, et ont signé à Berne, le 31 janvier 1938, une nouvelle convention qui, dès ratification, sera applicable pendant deux ans et prorogeable ensuite par tacite reconduction.

Cette Convention de 1938, dans ses 12 articles, son protocole de signature et ses 4 annexes ⁽⁴⁾, réglemente d'une façon plus méthodique et poussée que l'ancienne le trafic entre les zones s'étendant de chaque côté de la frontière sur une profondeur de 10 kilomètres. Elle règle le trafic d'exploitation agricole (produits bruts de biens-fonds, animaux, machines agricoles, engrais), l'exploitation des forêts (l'importation en franchise de bois à brûler a été fixée à 180.000 quintaux par an; les bois originaires de l'un des pays et sciés dans la zone frontalière peuvent être importés dans l'autre au demi-droit de douane pour une quantité réduite à 12.500 tonnes par an), le petit trafic frontière (médecin, sage-femme, pompiers, médicaments, fleurs coupées, couronnes mortuaires...), le petit trafic de perfectionnement (fils et toiles, graines oléagineuses, céréales, peaux, écorces à tan), diverses facilités en matière de ventes incertaines et d'admission temporaire. Elle fixe des mesures de contrôle et institue une commission permanente franco-suisse pour régler les difficultés possibles. Parmi les innovations de la Convention, il faut signaler la réglementation du trafic de marché à la frontière de Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Soleure, qui, jusqu'ici, dépendait des autorités suisses; en compensation des facilités accordées par la Suisse aux maraîchers alsaciens, la France donne à ces maraîchers, comme aux ouvriers qui viennent travailler en Suisse, des facilités pour l'importation en France de petites quantités de denrées alimentaires. L'annexe III prévoit la réglementation applicable au trafic entre Genève et la zone frontalière sise au-delà des zones franches.

La communauté de frontières pose aussi des questions économiques au point de vue des communications, mais

(4) Message du Conseil fédéral du 25 février 1938 et texte de la Convention (F. F., 1938, I, p. 162-194).

les transports constituent un problème si important dans les relations franco-suissees que nous lui avons consacré un chapitre spécial.

Enfin la mitoyenneté frontalière exercée sur des rivières ou des lacs ne devait pas manquer de soulever les questions que pose l'utilité économique de ces facteurs naturels au point de vue soit de la pêche, soit de l'utilisation des forces motrices, soit de la navigation. En ce qui concerne le Rhin, nous retrouverons la question de l'utilisation des forces hydroélectriques et celle de la navigation, si étroitement unies, traitées au chapitre des transports; rappelons que, pour la pêche, l'usine de Kembs dut établir une échelle à poissons et un ascenseur pour permettre la remontée des salmonidés vers le Rhin supérieur; il en fut discuté notamment aux réunions de la Commission franco-suisse de l'usine de Kembs en 1934.

La pêche dans le Doubs fit l'objet d'une réglementation contenue dans la Convention relative à la pêche dans les eaux du Doubs formant frontière, conclue entre la Suisse et la France le 13 avril 1929, et approuvée par l'assemblée fédérale le 4 octobre 1929. Elle venait consacrer une réglementation uniforme nécessaire dans cette rivière, où nous voyons la frontière suivre, tantôt la rive gauche, c'est-à-dire le territoire français, tantôt la rive droite, tantôt enfin le milieu du lit ⁽³⁾. Cette Convention, dont la Commission de l'agriculture proposait le rejet, n'a pas été ratifiée par le Parlement français, de telle sorte que les règlements anciens continuent à s'appliquer dans leur diversité. En 1933, les fonctionnaires compétents de la Confédération et des cantons intéressés ont eu avec un représentant de l'Administration des eaux et forêts une première entrevue, afin d'examiner comment, en l'absence d'une convention internationale, on pourrait parvenir à

(3) F. F., 1929, I, p. 907. Message.

un aménagement uniforme des eaux frontières contenant du poisson; il serait en effet utile, dans l'intérêt de la pisciculture, que l'on en vînt à s'entendre sur les points concernant les périodes de pêche, les engins à employer, etc. Cette entente devrait également s'appliquer à la pêche dans les eaux du Léman, car la Convention sur la pêche dans le lac Léman, le Rhône, de sa source à la frontière en aval de Chancy et leurs affluents, conclue entre la France et la Suisse le 28 juillet 1924, et ratifiée par l'assemblée fédérale le 19 décembre de la même année ⁽⁶⁾, n'a pas reçu de ratification du Parlement français. Le projet de loi ratifiant l'accord dont il s'agit est d'ailleurs devenu caduc à l'expiration de la législature de la Chambre des députés en 1928. En date du 15 mars 1929, la France a édicté sur l'exercice de la pêche dans les eaux françaises du Léman un règlement qui, dans ses grandes lignes, s'inspire du projet de convention franco-suisse abandonné.

La pente et le courant du Doubs présentent des qualités telles, sur le parcours frontière, qu'on envisagea de les utiliser en vue de la production d'énergie électrique. Le Conseil fédéral suisse et le Président de la République française furent simultanément saisis : en Suisse, par la Société suisse d'électricité et de traction, en France, par la Compagnie générale d'électricité à Paris, de demandes concernant l'aménagement de la force hydraulique du Doubs, dans les parties de la rivière comprises entre le Saut du Doubs et les Gravières.

Une convention internationale était nécessaire afin de tenir compte des différences de législation. La question fut traitée au sein de la Commission franco-suisse du Doubs, composée de délégués de l'Administration des ponts et chaussées et du Service fédéral des eaux, dans une conférence tenue à Paris les 1^{er} et 2 juillet 1929. L'accord fut

(6) F. F., 1924, III, p. 601, Message.

signé à Berne le 19 novembre 1930 et devint la Convention entre la Suisse et la France au sujet de la concession de la chute du Châtelot (7); l'échange des ratifications eut lieu à Paris le 12 juillet 1932, et elle entra immédiatement en vigueur. Elle constate les droits égaux des deux pays sur les eaux et la pente de la rivière, l'aménagement possible dans une usine unique, et par conséquent le partage égal de l'énergie produite. Par la suite, on examina au sein de la délégation suisse le projet d'acte de concession ainsi que les principes à observer pour établir le règlement du barrage; cependant, la publication de la demande d'acte de concession et des plans a été différée, car les requérants se proposent de modifier leur projet d'usine. On peut penser que cette réalisation en collaboration franco-suisse ne saurait trop tarder. Il en va autrement des projets concernant l'aménagement technique et économique de la section inférieure, c'est-à-dire le tronçon franco-bernois, car la délégation française au sein de la Commission franco-suisse ne s'est pas prononcée sur les propositions de la délégation suisse, qui ne présentent d'ailleurs pas un caractère d'urgence.

En ce qui concerne le Rhône, nous verrons la question au chapitre des transports.

Avant d'aborder le dernier point des relations frontalières, mentionnons la Convention entre la Suisse et la France du 20 mai 1889, concernant l'admission réciproque des médecins domiciliés à proximité de la frontière à l'exercice de leur art dans les communes limitrophes des deux pays.

Il nous reste, en effet, à parler d'une question fort importante, celle des rapports entre le canton de Genève et les régions avoisinantes des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, car ils sont soumis à un régime spécial, dit

(7) R. O., 1932, p. 409.

des « Zones franches », s'appliquant aux échanges entre la Suisse d'une part, le pays de Gex, la petite zone sarde et la zone de Saint-Gingolph d'autre part. Ce régime est en vigueur dans sa forme actuelle depuis le 1^{er} janvier 1934 et constitue l'aboutissement d'un long conflit entre la France et la Suisse. Etant donné que l'affaire des zones franches a fait l'objet de nombreux ouvrages, commentaires et articles où les différents aspects politique, juridique, économique, sont présentés sous les angles les plus divers, et souvent dans un esprit de polémique allant du plan élevé à la querelle de clocher, nous nous bornerons à en parler pour mémoire. Le rapport sénatorial de M. Victor Bérard, qui ne comprenait pas moins de 2.204 pages, son livre *Genève et les traités*, 2 vol. in-8° de 567 pages, et son livre *Genève, la France et la Suisse*, 4 vol. in-4° de 2.076 pages, nous donnent une idée de l'ampleur des ouvrages consacrés à cette question; pour la bibliographie, nous renverrons à deux des derniers ouvrages sur la question : *L'affaire franco-suisse des zones franches, de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*, par Raoul Bozon (Paris, 1934), et *Le nouveau régime des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*, par Paul Francoz (Paris, 1935).

Le problème, au point de vue économique, provient du fait que des circonstances politiques et diplomatiques sont venues tracer une frontière dans une région qui forme une entité économique séparant le centre géographique, le lieu d'échanges nécessaire, le centre urbain et industriel que constitue Genève de son hinterland agricole situé dans le bassin limité par les montagnes qui forment l'horizon de Genève. A l'intérieur de ce bassin, les communications sont des plus aisées et ont facilité de tout temps les échanges quotidiens entre populations de même origine; chemins de fer et tramways franchissent en plusieurs points la frontière, et quarante-deux routes et chemins

permettent de passer d'un territoire dans l'autre. Les lois de la géographie humaine devaient amener les courants commerciaux de la vallée de l'Arve et de ses affluents vers Genève, rassemblement humain le plus important, centre d'attraction et de consommation d'une région essentiellement agricole, sans industrie importante, et sans ville suffisamment développée pour accaparer le trafic. Genève attachait un prix d'autant plus grand à ses relations avec la région voisine qu'elle n'est rattachée à la Confédération que par une route, une ligne de chemin de fer, le lac, et quelques arpents de terrain (en tout, 5 kilomètres environ) et que le canton étend en revanche ses limites politiques sur près de 100 kilomètres en contact avec le territoire français.

Telles sont les données économiques sur lesquelles des questions de politique et de droit international sont venues se greffer.

Nous trouverons un résumé de la situation actuelle dans un article de R. Juvet, directeur de la Chambre de Commerce de Genève, paru dans la *République* du 7 novembre 1934 :

« L'évocation nécessaire des traités (auxquels remonte le régime zonien) qui mirent fin aux guerres napoléoniennes, la divergence qui s'éleva au sujet de l'interprétation à donner à l'article 435 du Traité de Versailles, le rejet par le peuple suisse de la convention signée en 1921, la longue procédure d'arbitrage qui s'ensuivit, les diverses phases de l'instance judiciaire devant la Cour permanente de Justice internationale, l'échec des nouvelles négociations directes auxquelles le juge avait convié les parties, l'arrêt de la Cour de La Haye, suivi de la sentence de trois experts internationaux chargés d'arbitrer certaines questions que la Cour n'avait pas tranchées, ne laissent qu'entrevoir la complexité du problème.

» Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1934, le régime actuel des zones, tel qu'il découle des actes et des stipulations ci-dessus, repose essentiellement sur deux obligations, à charge respectivement de la Suisse et de la France.

» La France a l'obligation de maintenir son cordon douanier à la limite intérieure des zones; en raison de cette obligation, la France ne peut procéder à la frontière politique à aucune opération douanière, et les marchandises destinées aux zones y pénètrent en franchise de tous droits de douane; en d'autres termes, les parties du territoire français comprises entre la frontière franco-suisse et la ligne des douanes françaises ainsi reculée, ne sont pas assujetties au régime douanier français.

» La Suisse, dont la ligne des douanes épouse la frontière politique, a l'obligation d'accorder aux produits originaires des zones les facilités prévues par le règlement arbitral du 1^{er} décembre 1933. Ces facilités visent notamment les produits de l'agriculture, dont la plupart entrent en franchise en Suisse, et certains produits industriels, également au bénéfice de franchise, dans la limite des contingents.

» Que vaut le régime ? Dire qu'il rencontre une approbation unanime serait évidemment exagéré. Du côté français, s'il m'est permis de risquer une opinion, je dirai que les populations zoniennes ont la grande satisfaction de pouvoir exporter l'essentiel de leur production à Genève, leur marché naturel, mais sont évidemment gênées par le double cordon qui les enferme et les formalités et contrôle qui en découlent nécessairement. Du côté suisse, on se plaint du cordon fiscal français, qui entrave les échanges entre le commerce genevois et son ancienne clientèle zonienne, des effets de la concurrence agricole zonienne, des entraves à la circulation, etc., et on renonce difficilement à certains espoirs qu'avaient fait naître les négociations sur le « rachat » par la France du droit de la Suisse.

» La vérité est que le régime des zones, auquel Genève et les populations françaises, voisines et amies, doivent un siècle de relations prospères, parce que fondées sur la nature des choses et des lieux, serait encore aujourd'hui la solution idéale, si son application ne se heurtait au réseau barbelé des restrictions de toutes sortes que les Etats opposent, depuis la crise d'après guerre, à la circulation des personnes et des marchandises.

» Il convient toutefois de reconnaître que la Commission permanente franco-suisse a déjà fait du bon travail et aplani bien des difficultés résultant de la rigidité des textes.

» En définitive, c'est l'avenir — et par là il faut entendre un essai loyal et d'une durée suffisamment prolongée — qui dira si un régime d'inspiration essentiellement libérale est encore viable de nos jours. »

La Commission permanente franco-suisse des zones s'efforce d'appliquer au mieux la décision de La Haye; dans ses réunions, on lui soumet de nombreuses questions, parfois embarrassantes, comme celles posées récemment par les mesures prises par la Suisse pour lutter contre la fièvre aphteuse; le plus souvent, elle arrive à réaliser un accord; dernièrement cependant, on ne trouva pas de solution pour remédier à la disparité des prix de l'essence en Suisse et en zone, et l'Administration des douanes suisses dut prendre cette curieuse décision, pour permettre aux marchands genevois d'essence d'exercer leur commerce : à partir du 15 février 1938, elle restitue aux automobilistes suisses qui roulent en France les droits payés par la benzine achetée à Genève et brûlée hors des frontières.

Néanmoins, on peut se demander si l'avenir réservera une longue durée aux solutions actuelles, car l'on constate que les Genevois, toujours un peu mécontents, font des démarches auprès du Conseil fédéral pour obtenir de nouveaux pourparlers avec la France, et l'on sait que la France serait prête à envisager une solution plus conforme à ses vœux.

*
* *

Afin de préciser la nature et l'importance des échanges franco-suisse soumis à un régime spécial en raison de la mitoyenneté de frontières, nous jetterons un coup d'œil sur la partie VIII de la Statistique du Commerce extérieur de la Suisse, « Trafic de frontière en franchise de droits », et nous relèverons quelques indications pour les années 1929 et 1935.

Sous le trafic rural de frontière, qui n'est soumis à aucun droit, et n'est pas compté dans le commerce spécial, on voit que la France a exporté : en 1935, 105.353 quintaux; en 1929, 93.841 quintaux de produits ruraux, tels que froment, engrais, terreaux, foin, et produits frais des

champs, des forêts et des jardins, ainsi que 1.777 hectolitres et 1.634 hectolitres de vin, tandis que la Suisse introduisait en France 37.411 quintaux métriques et 36.669 quintaux métriques de ces mêmes produits.

Sous le titre de trafic frontière des marchandises exemptes de droit selon le tarif des douanes, qui comprend les matériaux pour routes et le sable en chargements découverts, la France a exporté en 1933 pour 152.000 francs, et en 1929 pour 777.000 francs suisses, le trafic en sens inverse est insignifiant.

Sous trafic de frontières sur la base d'arrangements contractuels, il s'agit de la Convention de 1882 ci-dessus indiquée, c'est pour 919.000 francs que la France a exporté en 1933, et pour 1.196.000 francs en 1929, essentiellement du bois à brûler et du bois d'œuvre d'essence feuillue, tandis que la Suisse exportait pour 310.000 francs et 1.067.000 francs de bois de construction et de bois d'œuvre d'essence résineuse.

Sous « Petit trafic de marché et de colportage », qui n'a lieu que dans le sens France-Suisse, la France a introduit en 1933 pour 2.244.000 francs, et en 1929 pour 2 millions 114.000 francs, essentiellement des légumes, dont 196.000 et 224.000 francs de pommes de terre.

Enfin, pour le commerce avec les zones franches, les changements de régime ont également amené des changements dans le relevé douanier. En 1929, on relève l'entrée en franchise du Pays de Gex et de la Haute-Savoie; elle s'élève à un total de 9.194.208 francs suisses, dont : fruits frais, 603.237 francs; légumes, 1.500.000 francs; pommes de terre, 155.000 francs; lait, 2.876.000 francs; beurre, 184.000 francs; vin, 227.000 francs.

En 1933, le relevé de l'importation des zones en Suisse comporte des distinctions fort nombreuses; on trouve en effet :

I. — Produits de l'agriculture et des branches annexes :

RUSTERHOLZ.

a) Produits admis en franchise, sans limitation de quantité, y compris ceux importés dans le trafic de marché : au total, 2.507.877 fr. s., dont : légumes frais, 1.235.691 fr. s.; fruits frais, 206.629 fr. s.; pommes de terre, 297.962 fr. s.; œufs, 245.568 fr. s.; foin, 118.581 fr. s.

b) Produits admis en franchise ou à droit réduit dans la limite de contingents : au total, 2.814.967 fr. s., dont : lait frais (contingent journalier de 25.300 litres), 1 million 763.050 fr. s.; beurre frais, 209.317 fr. s.; fromages, 216.207 fr. s.; bétail de boucherie, 282.091 fr. s.

II. — Produits minéraux bruts et déchets admis en franchise, sans limitation de quantité : au total, 412.940 fr. s., essentiellement pierres, sables, graviers.

III. — Produits industriels admis en franchise dans la limite de contingents : 358.094 fr. s., se répartissant sur une centaine de positions.

IV. — Importation de zone en Suisse, acquittée aux droits du tarif : Total de 354.176 fr. s.

D'autre part, les exportations de Suisse en zones s'élèvent : en 1929, à 1.992.201 fr. s., et en 1935, à 700.396 fr. s.

On retiendra de cet ensemble de chiffres : que le trafic frontière s'applique essentiellement aux produits ruraux; que, d'autre part, les exportations françaises de lait frais proviennent exclusivement des zones, et que les exportations de fruits frais, légumes et pommes de terre relèvent en grand partie du trafic frontière.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION DE L'EXPANSION COMMERCIALE

Le cadre dans lequel se déroule le commerce international lui impose une technique spéciale; les affaires d'exportation et les transactions financières qui s'y rattachent ne peuvent se développer favorablement que si, par une série d'opérations fort diverses, on arrive à surmonter les difficultés tenant à la dualité des pays entre lesquels s'effectuent les échanges. Sous le terme générique d' « expansion commerciale », on peut ranger l'ensemble des activités qui contribuent à organiser et à faciliter le commerce avec l'étranger en procurant une documentation sur le marché étranger, son étendue, ses possibilités, en préconisant et en établissant les moyens de propagande, en indiquant les modes d'entrée en relations d'affaires, en fixant les conditions juridiques et économiques qui présideront à la conclusion des actes de commerce, en assurant la sécurité des transactions par des renseignements exacts sur la clientèle étrangère et par une aide pour la rentrée des paiements, en précisant, et en essayant d'éliminer les difficultés qui peuvent en naître, les diverses prescriptions légales, douanières ou de transport. Si la cellule économique particulière (individu ou société) peut se charger, directement quand l'extension de ses affaires internationales le permet, par l'intermédiaire de spécialistes en autre cas, d'une grande partie de ces opérations d'expansion commerciale, le domaine de l'initiative privée demeure cependant restreint, et il faudra avoir recours à

l'action collective soit sous la forme du groupement des intéressés, soit à l'aide de l'intervention de l'Etat.

Dans les rapports franco-suisse, la proximité des deux pays, leur communauté de langue, l'identité de mœurs commerciales et juridiques, enfin la continuité et l'ancienneté de leurs relations ont permis d'éviter bon nombre de difficultés et de donner à certaines institutions de leur expansion commerciale un développement que l'on peut considérer comme exemplaire.

SECTION PREMIERE

L'ACTIVITÉ PRIVÉE

Ce n'est pas pour méconnaître l'importance primordiale et le caractère essentiel de l'activité des particuliers dans le commerce franco-suisse qu'il ne sera pas fait état de la façon dont commerçants et industriels, suisses ou français, ont organisé leurs exportations, mais bien parce que l'extension des transactions entre les deux pays et la diversité des articles qui en font l'objet sont si grandes que toutes les modalités organiques du commerce d'exportation se trouvent appliquées, et qu'il faudrait ainsi entreprendre une véritable étude spéciale sur le commerce d'exportation en général.

Deux extraits d'articles récemment parus permettront toutefois de souligner un des facteurs d'une influence toute particulière sur les relations qui peuvent se créer utilement ou se continuer entre les deux pays : les agents, représentants ou voyageurs. Par un article émanant d'un de ses correspondants en France, le *Journal des Associations patronales* (n° 46, 18 avril 1936 : « Le voyageur de commerce en France », p. 81) désire attirer l'attention des maisons suisses sur cet important auxiliaire du commerce

pour leurs affaires en France. « Mais alors que, dans d'autres pays, la publicité par voie d'annonces, de tracts et d'affiches peut suppléer dans une grande mesure à l'activité des voyageurs de commerce, il n'en est pas de même en France. En effet, nos compatriotes sont certainement plus sensibles à la parole qu'à la lecture. Une affiche se regarde peu, un tract se jette, un voyageur se fait rabrouer souvent, mais se fait écouter aussi, la plupart du temps. Les Gaulois, nous dit-on, aimaient à dissenter longuement entre eux. L'art du bien parler a toujours été prisé en France; ce charme, reconnu à la parole, ne pouvait pas être laissé inutilisé par les commerçants et les industriels de notre pays. Les voyageurs de commerce jouent donc en France un rôle important dont témoignent à la fois et leur nombre et les efforts faits pour assurer leur formation professionnelle. L'acheteur français est accoutumé à leurs manières, à leur faconde, à leur esprit, et se laisse souvent conseiller et convaincre par eux. Dans l'économie moderne, et plus particulièrement dans la période actuelle, les voyageurs de commerce sont les auxiliaires indispensables du producteur. » A la même date, dans l'article « L'exportation française en Suisse et les représentants de commerce » (B. M. C. F. F., avril 1936, p. 118), M. J. Vigne recommande aux maisons françaises la collaboration de ces agents pour leurs ventes en Suisse dans de judicieuses remarques, dont nous extrayons les lignes suivantes : « L'accord intervenu, l'engagement pris de part et d'autre, le nouvel agent doit être mis dans la possibilité de représenter dignement la carte qui lui sera confiée, car, nous devons le dire, actuellement trop d'agents de firmes françaises en Suisse sont dans une situation si précaire qu'il leur est impossible de travailler activement aux conditions qui leur sont consenties; il n'ont pour l'avenir aucune sécurité matérielle, première condition pour produire avec fruit. Nous sommes obligés de

constater que des représentants travaillant pour d'autres pays que le nôtre sont mieux traités, ce qui fait que des agents qualifiés et expérimentés connus de la clientèle se tournent vers d'autres pays que la France, et c'est fort regrettable. »

La statistique suisse donne jusqu'en 1928 le nombre des voyageurs de commerce en gros et en détail pour des maisons inscrites en France; leur nombre passe de 617 en 1920 à 1.029 en 1927 (bien inférieur aux 1.531 de 1908 et aux 1.513 de 1913); à partir de 1928, la statistique n'embrasse plus que les voyageurs de commerce en détail pour des maisons inscrites en France; leur nombre va en diminuant sans cesse, de 101 en 1928 à 25 en 1933.

La question débattue dans les milieux exportateurs suisses sur l'emploi comme représentants de Suisses établis à l'étranger ⁽¹⁾ nous amène naturellement à parler des Français en Suisse et des Suisses en France.

Entre les divers aspects démographiques, économiques, sociaux, juridiques, culturels et moraux que peut présenter la question de l'établissement des étrangers dans un pays, on peut, en effet, considérer le point de vue commercial, comme le fait le professeur Lätt, pour les Suisses à l'étranger, dans les lignes suivantes : « Nous n'occuperions pas dans le commerce international notre situation actuelle sans l'émigration temporaire ou permanente des meilleurs de nos jeunes gens. Des raisons générales d'économie publique justifient ainsi le séjour à l'étranger d'un grand nombre de nos ressortissants comme négociants, industriels, ingénieurs et techniciens. C'est en partie à cette condition que la Suisse maintiendra son rang dans l'échange international des produits, car c'est la culture

(1) G. Lienert, Der Auslandschweizer als Vertreter der schweizerischen Exportindustrien, *Informations économiques*, 20 septembre 1933, p. 174; Comment travailler le marché français, *Informations économiques*, 1933, n° 17.

économique mondiale que nos grands hommes d'affaires acquièrent à l'étranger qui contribue fortement à nous permettre de soutenir avec succès la lourde lutte contre la concurrence internationale. » ⁽²⁾ ou le professeur Girardin, pour les Français à l'étranger : « Ce qui caractérise la vitalité d'un peuple, c'est sa natalité et sa force d'expansion, c'est le pouvoir de créer des hommes et d'envoyer dans le reste du monde ceux qui sont en surplus. Ils répandent sa langue, ils popularisent ses produits industriels et agricoles, ils font valoir son argent, ils sont ses commis voyageurs bénévoles pour son commerce et son industrie. » ⁽³⁾. Français en Suisse et Suisses en France peuvent contribuer de diverses façons aux relations entre les deux pays : commerçants, ils seront directement importateurs ou exportateurs de produits de ou vers leur pays d'origine, ils pourront consacrer une bonne part de leur négoce à de tels produits; industriels, ils songeront pour leurs fournitures aux produits nationaux; techniciens, artisans, ouvriers, ils pourront faire apprécier par l'exemple la qualité du travail national et suggérer ainsi le recours aux ressources de leur pays d'origine; enfin, consommateurs, ils pourront désirer pour leur usage personnel des produits d'origine et en répandre le goût dans leur entourage; le tourisme pourra également profiter des visites familiales, restant souvent en dehors de la statistique, et d'une propagande orale effective des nationaux établis en terre étrangère et vantant le charme de leur pays.

L'établissement, qui a fait constamment depuis plus de quatre siècles l'objet de stipulations entre la Suisse et la France ⁽⁴⁾, a toujours été envisagé plus ou moins en rapport

(2) A. Lätt, *Importance nationale des Suisses à l'étranger, Les Suisses dans le vaste monde*, Genève, 1931.

(3) P. Girardin, *Les Français de l'étranger et l'expansion française*, B. M. C. C. F., mai 1936, p. 136.

(4) Paul Pictet, *Etude sur le traité d'établissement entre la Suisse et la France*, Paris, G. Pedone-Lauriel.

avec des questions commerciales, depuis le premier Traité conclu entre la France et la Suisse (paix d'Einsisheim, 28 octobre 1444), qui est essentiellement politique, mais où il est aussi question des marchands : « Quod dictarum Communitatum (Ure, Schwyz, etc.) cives, subditi, Mercatores, Nobiles et Habitatores quicumque, cujuscunque conditionis, status, dignitatis aut gradus fuerint, cum omnibus bonis et rebus secure possint transire stare et redire per Dominia Christianissimi Principis Domini Regis... cessante quacunque molestia reali aut verbali » jusqu'au Traité d'établissement du 23 février 1882, aujourd'hui encore en vigueur, qui fut conclu en même temps que quatre autres traités, dont le principal était un traité de commerce et qui fixa les « conditions auxquelles sera soumis l'établissement des Suisses en France et des Français en Suisse », notamment comme suit :

ARTICLE PREMIER. — ... Tout genre d'industrie et de commerce permis aux ressortissants des divers cantons le sera également aux Français...

ART. 3. — Les Suisses jouiront en France des mêmes droits et avantages que l'article 1^{er} ci-dessus assure aux Français en Suisse.

Ce que l'on pourrait appeler l'établissement des personnes morales, à savoir les sociétés commerciales, industrielles et financières, continue à faire l'objet des stipulations des traités de commerce, par exemple de l'article 15 du Traité du 31 mars 1937.

§ 1. — Les Français en Suisse.

Au point de vue de l'importance numérique, la colonie française de Suisse occupe le second rang en Europe, venant immédiatement après la Belgique et le quatrième dans

le monde après les U.-S.-A. et l'Argentine. La statistique suisse les dénombre comme suit : 63.698 en 1910; 57.196 en 1920, et 37.303 en 1930, tandis que nous trouvons dans les estimations récentes le chiffre de 50.000 (*Annuaire de l'Union des Français à l'étranger*, 1934 : « Les œuvres françaises à l'étranger », auquel nous empruntons d'ailleurs la plupart des renseignements de ce paragraphe)⁽³⁾. Au point de vue des colonies étrangères en Suisse, elle se classe au troisième rang après les Allemands (134.561) et les Italiens (127.093) et constitue le 9 p. 1.000 de la population.

Dans l'ensemble, la colonie française a subi comparativement à la période d'avant guerre une assez forte diminution, surtout du fait de la crise économique qui a provoqué de nombreux départs, tandis que des mesures rigoureuses restreignaient fortement l'établissement de nouveaux étrangers. Le canton de Bâle fait toutefois exception, grâce à la présence de nombreux Alsaciens redevenus Français. C'est à Genève que la diminution a été la plus forte, par suite : de la suppression des bureaux P.-L.-M., de l'exode de nombreux rentiers ou retraités que le déséquilibre des changes a à un moment donné obligés de rentrer en France; de l'impossibilité de remplacer les salariés par de nouvelles recrues. L'arrivée d'un certain nombre de fonctionnaires de la S. D. N. et du B. I. T. n'a compensé que partiellement la perte numérique; l'année 1936 a été aussi marquée par l'établissement en Suisse de quelques rentiers français.

La plupart des chefs de famille français fixés en Suisse y résident depuis longtemps, et beaucoup d'entre eux y sont nés; le séjour prolongé en terre helvétique provoque une certaine assimilation, le nombre des naturalisations de 1920 à 1935 s'élève à 6.226. Les commerçants en gros

(3) P. Girardin, *op. cit.*, donne une évaluation de 50.000.

et en détail y sont nombreux, ainsi que les employés (banque et commerce) et les ouvriers; par contre, on trouve parmi eux beaucoup moins d'ingénieurs et d'industriels qu'en Belgique et en Espagne par exemple, et aussi moins de professeurs, exception faite de ceux qui enseignent aux universités. Leur répartition géographique en Suisse se trouve conditionnée par la langue, et c'est plus des trois cinquièmes que l'on trouve dans les régions de langue française. Genève compte la colonie française la plus importante, bien qu'elle ait considérablement diminué depuis la guerre (38.000 en 1913, 14.541 en 1936); elle est formée en grande partie d'originaires du département de la Haute-Savoie et dans une moindre mesure du département de l'Ain; on trouve aussi un certain nombre de descendants de réfugiés politiques. Les Français sont nombreux dans toutes les branches du commerce, en particulier dans l'alimentation, ainsi que dans les corps de métiers, où ils sont toutefois de plus en plus remplacés par des Suisses alémaniques. Les intellectuels sont nombreux : architectes, journalistes, artistes, et l'important contingent de fonctionnaires attachés aux services de la S. D. N. et du B. I. T. Il faut regretter, par contre, comme dans l'ensemble de la Suisse, la disparition presque complète des cuisiniers français. De nombreux Français résident dans la circonscription consulaire de Lausanne (10.000 !), et en particulier dans le canton de Vaud, dont près de la moitié pour la ville de Lausanne. Beaucoup d'entre eux sont originaires de la Haute-Savoie, et pour une moindre part de la Franche-Comté; on compte un certain nombre d'agriculteurs, vigneron, horticulteurs dans le canton de Vaud et de nombreux négociants et professeurs. Dans la circonscription consulaire de Berne, un grand nombre de Français, surtout originaires de la Franche-Comté, vivent dans le canton de Neuchâtel (horlogerie et branches annexes); la colonie fut particulièrement éprouvée par la crise hor-

logère; on retrouve un autre noyau de Français à Fribourg (professeurs, étudiants, ecclésiastiques). La colonie française de la circonscription de Bâle comprend environ 10.000 personnes, dont un grand nombre d'Alsaciens-Lorrains; il faut mentionner un groupe de cheminots et de douaniers desservant la gare internationale. La colonie française, dispersée dans toute la circonscription consulaire de Zurich, est beaucoup plus réduite que dans les précédentes, environ 3.000; enfin elle est infime dans la circonscription de Lugano.

La vie sociale de la colonie française en Suisse est très active; dans les villes comme Lausanne et Genève, nous trouvons de nombreuses associations et groupements; à Genève paraît même un hebdomadaire depuis 1903 : *Le Journal français*.

Ce rapide coup d'œil sur la colonie française en Suisse confirme donc l'importance de son rôle comme facteur d'expansion culturelle et économique.

§ 2. — Les Suisses en France.

De tout temps les Suisses, en raison des conditions économiques de leur pays, sont allés chercher du travail à l'étranger et s'y sont très souvent fixés. Le nombre des Suisses à l'étranger est si grand que l'on a pu très justement parler d'une « quatrième Suisse », leur répartition géographique donne la prépondérance à l'Europe où se trouvaient 62 p. 100 en 1930 ⁽⁶⁾, et sur ce contingent européen la France comptait le plus grand nombre, soit : en 1910, environ 73.000 Suisses (40 p. 100); en 1930, 140.000 (39 p. 100). La colonie suisse la plus importante se trouve donc en France, où elle ne constitue cependant qu'une assez faible fraction des étrangers séjournant en

(6) D'après *La statistique des étrangers*, publiée par le B. I. T., Genève, 1936.

France (2,8 millions en 1931, 2,4 en 1936); son effectif présente des variations assez sensibles, et si de 1920 à 1930 il marque une tendance ascendante, comme d'ailleurs le coefficient total des étrangers en France, 39 p. 1.000 en 1921, 66 p. 1.000 en 1931, dans ces dernières années, par contre, la crise économique et les diverses mesures restrictives concernant le séjour et le travail des étrangers l'a nettement réduit, comme on peut le constater, d'après les chiffres suivants provenant d'une estimation faite par les services consulaires suisses :

Suisses en France (par 1.000).

1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
114	131	144	144	140	140	135	132	130	120	100

Au point de vue démographique, il convient encore de remarquer qu'un grand nombre de Suisses se fixent définitivement en France et qu'un assez fort courant de dénationalisation se fait sentir, facilité par l'identité de mœurs et de culture et se traduisant par des naturalisations ou par l'accord d'office de la nationalité française aux enfants issus de mariages mixtes, qui sont très fréquents; cet apport suisse en France est d'ailleurs très ancien et semble être d'une grande vitalité par le nombre de familles françaises qui comptent des Suisses parmi leurs ancêtres.

Les Suisses en France, dont la moindre part seulement séjourne à titre temporaire comme étudiants, nurses, employés de commerce, etc., désireux de perfectionner leurs connaissances linguistiques ou techniques, comprennent des ressortissants de tous les cantons suisses, et leur proportion d'après l'origine linguistique correspond à la proportion même de la population en Suisse, c'est-à-dire une majorité de Suisses alémanniques; bien qu'ils embrassent toutes les professions depuis l'ingénieur à l'ouvrier agri-

cole, on ne peut parler d'émigration de quantité, mais bien plus, comme pour l'émigration française en Suisse, d'une émigration de qualité, en raison de la valeur morale, intellectuelle et professionnelle qui caractérise la population helvétique et qui a toujours provoqué l'estime et la considération des Français avec lesquels les Suisses ont été appelés à vivre.

Les Suisses en France sont composés, pour une moindre part, de population rurale : propriétaires, fermiers, métayers, jardiniers, ouvriers agricoles, qui sont répartis dans toute la France; on peut cependant distinguer quelques zones de densité plus grande, notamment dans les régions limitrophes de la Suisse : Alsace, Franche-Comté, Jura, Ain et Savoie, où l'identité de conditions géographiques et économiques avec la Suisse leur permet de se livrer à l'économie pastorale et à l'industrie laitière; les régions de dépeuplement agricole du Sud-Ouest ont également attiré toute une colonie de paysans suisses, plus spécialement le Lot-et-Garonne (7). Des mesures prises par la Suisse en 1936 afin de venir en aide à un excédent de population agricole par l'établissement à l'étranger provoqueront sans doute une certaine augmentation du nombre des agriculteurs suisses en France, pays qui a été pris en considération pour cette action de « colonisation ».

La majeure partie de la colonie suisse en France comprend cependant une population urbaine, et ainsi, dans de nombreuses villes françaises, on trouvera des citoyens suisses; toutefois, les colonies les plus importantes seront établies dans les grands centres du commerce et de l'industrie, comme Lyon et Marseille, ou dans certaines villes des

(7) Sur le peuplement suisse dans la France rurale, nous renvoyons à l'important ouvrage du Dr Hans Bernhard, *Landbauzonen, ländliche Entvölkerung und landwirtschaftliche Einwanderung in Frankreich mit besonderer Berücksichtigung der schweizerischen Ansiedlung in Südwest Frankreich*, Berne, 1928, 330 p.

régions frontières de la Suisse, et naturellement à Paris, qui compte la plus forte concentration (en 1928, le département de la Seine recensait 33.286 Suisses).

Les professions les plus diverses sont exercées par les Suisses : ingénieurs, techniciens, commerçants, employés ou ouvriers spécialisés, ils peuvent occuper des places plus ou moins considérables, mais partout la valeur de leur travail est reconnue. Leur amour de la liberté et leur esprit d'initiative les poussent souvent à se créer une situation indépendante; d'autres sont à la tête ou employés des succursales françaises d'entreprises suisses. Les diverses branches du commerce comptent de nombreux Suisses, qui peuvent y mettre à profit leur connaissance des langues et leur sens des affaires; l'habitude des relations internationales leur sert dans les entreprises de transit et de transport ainsi que dans les banques, où ils continuent une tradition marquée par Necker ou les descendants de vieilles familles de banquiers genevois ou zurichois, dont on retrouve les noms parmi les régents de la Banque de France; on peut encore signaler la présence de Suisses dans l'industrie des machines et de l'électricité ainsi que dans l'hôtellerie et les branches annexes, comme la pâtisserie, où l'apport de l'expérience et des connaissances techniques des Suisses est particulièrement appréciable. Enfin certains intellectuels, artistes, musiciens, journalistes, se trouvent groupés à Paris, centre des lettres et des arts. Ces données fragmentaires permettent tout au moins d'apercevoir le rôle économique important de la colonie suisse en France.

Partout où ils sont en nombre suffisant, les Suisses établis en France se sont groupés en diverses sociétés amicales et de bienfaisance; entre tous ces groupements, plus particulièrement nombreux à Paris, citons le « Cercle commercial suisse de Paris », qui, tout en s'intéressant aux questions économiques et commerciales visant plus

particulièrement les relations entre la Suisse et la France, se propose principalement : d'instruire et de perfectionner ses membres dans les diverses langues et branches commerciales par l'organisation de cours spéciaux; de s'occuper du placement gratuit des employés de commerce suisses et de ses amis français; de favoriser l'éducation intellectuelle et morale de ses membres par l'organisation de conférences. L'activité du « Cercle commercial » devait être signalée en raison de la part importante qu'il prend dans la compréhension et le rapprochement franco-suisse, et du fait que son bulletin mensuel est la seule publication régulière des Suisses en France après la regrettable disparition du *Journal suisse de Paris*, hebdomadaire, devenu mensuel sous le nom de *Revue franco-suisse*, qui se consacrait non seulement aux diverses activités suisses en France, mais aussi à tous les problèmes des relations culturelles, artistiques et économiques entre la France et la Suisse.

Français en Suisse, Suisses en France, dont la présence réciproque dans chacun des pays a aplani souvent les difficultés nées des mesures que les Etats sont de plus en plus enclins à prendre contre les étrangers, mais qu'un système préférentiel se doit d'appropriier aux intérêts réellement en cause, contribuent par leur action personnelle, par la sympathie qu'ils ont su créer autour d'eux, à donner aux relations franco-suisse le caractère humain, direct, réellement amical, qui est le plus sûr fondement de la réglementation équitable et de l'organisation appropriée des intérêts en cause.

SECTION II

L'ORGANISATION COLLECTIVE

Organisation collective, on pourrait presque dire organisation semi-officielle, car les diverses institutions qu'in-

dustriels et commerçants ont créées en se groupant en vue de l'organisation, de la réglementation ou de la défense de leurs intérêts communs, ont perdu peu à peu leur caractère privé; il ne s'agit point de préciser ici exactement leur nature juridique, mais simplement de constater que la plupart de ces organismes, soit subventionnés, soit chargés par l'administration de certaines fonctions (gérance des contingents, par exemple), soit véritables établissements publics, ont vu consacrer par cette intervention de l'Etat l'intérêt général de leur activité.

§ 1. — Les organismes métropolitains.

Diverses institutions métropolitaines sont appelées à s'occuper des questions ayant trait au commerce extérieur, les unes à titre principal, les autres à titre plus ou moins accessoire.

C'est à titre accessoire que les Chambres de Commerce, en France comme en Suisse, examinent les divers problèmes des échanges internationaux en rapport avec le cadre régional, où elles déploient leur action; la création par la Chambre de Commerce de Lyon d'un véritable département des affaires extérieures indique l'importance que certaines y attachent; notons encore ici que le Traité de commerce franco-suisse les habilite à délivrer des certificats d'origine et à viser les factures⁽⁸⁾. De même, les divers groupements corporatifs nationaux s'occuperont accessoirement du commerce extérieur, dans la mesure où il intéresse une profession donnée : on verra, par exemple : en Suisse, l' « Association des constructeurs de machines et industriels en métallurgie »; en France, le « Co-

(8) A la suite des allègements de la Convention franco-suisse de 1929 et de la renonciation par la France à la production du certificat d'origine pour la plupart des marchandises importées de Suisse, le nombre des certificats délivrés par les Chambres de Commerce suisses se réduisit à 6.000, alors qu'il était de 63.000 en 1928, et de plus de 100.000 les années précédentes.

mité central de la laine », « l'Union des industries chimiques », etc., considérer les échanges internationaux en rapport avec leur branche propre. Les grands groupements généraux, industriels, commerciaux ou agricoles, sont naturellement amenés, dans ces deux pays où importations et exportations occupent une place de premier rang, à envisager les questions économiques internationales : en France, la « Confédération générale de la production française », qui publie notamment un « Indicateur de la production française »; en Suisse, l'« Union suisse du commerce et de l'industrie », dont le Directoire (Vorort) publie chaque année un substantiel rapport sur le commerce et l'industrie de la Suisse; ce même Directoire est consulté pour la nomination des consuls honoraires.

Parmi les organismes qui, en France, se consacrent plus spécialement aux questions du commerce extérieur, il convient de signaler : « l'Association nationale d'expansion économique », le « Comité d'Action économique et douanière », « l'Union française des Industries exportatrices », enfin le « Comité national des Conseillers du Commerce extérieur ». Le Comité national des Conseillers du Commerce extérieur, reconnu d'utilité publique par décret du 9 mars 1921, réalise pratiquement la collaboration entre les pouvoirs publics et l'initiative privée en vue de l'expansion française. Il groupe, en effet, cette élite d'industriels et de commerçants français s'occupant d'affaires d'importation et d'exportation, que sont les conseillers du commerce extérieur; nommés par décret sur la proposition du Ministre du Commerce, les conseillers du commerce extérieur sont, d'après le décret du 6 mars 1921, réorganisant cette institution, les correspondants du Ministère du Commerce, chargés de le renseigner sur toutes les questions industrielles, maritimes ou commerciales intéressant leur région ou leurs spécialités, dans leur rapport avec le commerce extérieur. Les conseillers du commerce exté-

rieur sont également nommés parmi les Français résidant à l'étranger; ils sont au nombre de 20 en Suisse; ils sont placés sous la haute autorité des agents diplomatiques et consulaires, et sont en rapport constant avec les attachés commerciaux, qui peuvent leur donner, pour l'accomplissement de leurs missions toutes instructions utiles. Le Comité national au sein de commissions techniques, comme la Commission d'expansion commerciale, de commissions professionnelles et géographiques, la Suisse est rattachée au deuxième groupe : Europe centrale, avec l'aide d'agences et de comités régionaux et coloniaux, étudie les différentes questions qui touchent le commerce extérieur de la France, et, par divers moyens d'action, s'efforce de favoriser le développement des échanges avec l'étranger; parmi les diverses manifestations organisées dans ce but, reprenons le Congrès national de Lille en 1936, dont la résolution finale exprime si nettement le point de vue des intéressés sur les questions de commerce extérieur, et dont l'un des vœux, concernant un centre d'informations économiques, se réalise actuellement, ce centre reprendra la documentation de l'ancien Office national du Commerce extérieur. Le Comité national publie également une revue mensuelle : *Le Conseiller du Commerce extérieur*, et avec son patronage paraît l'*Annuaire du Commerce international* (annuaire bleu), importante source de renseignements et d'adresses concernant la production et le commerce extérieur de la France.

En Suisse, toute l'action collective en vue de l'expansion commerciale est concentrée entre les mains d'un seul organisme : l' « Office suisse d'Expansion commerciale », largement subventionné par l'Etat, qui s'est d'ailleurs déchargé sur lui des diverses fonctions rentrant dans cette sphère et remplies en France par des services du Ministère du Commerce. Jusqu'à la guerre, l'expansion commerciale était pour ainsi dire inexistante en Suisse; on ne l'avait

envisagée qu'un moment, à la fin du xix^e siècle, lors de la guerre douanière franco-suisse; mais sa nécessité se fit sentir de plus en plus nettement dans la période d'après guerre, où la concurrence internationale rendait obligatoire une organisation plus systématique du commerce extérieur; deux institutions s'étaient alors créées : le « Bureau suisse pour l'achat et la vente des marchandises » à Zurich, et le « Bureau industriel suisse » à Lausanne; mais la nécessité de coordonner les efforts de diverses institutions et des autorités, envisagée dans deux conférences pour l'expansion économique et la propagande suisse à l'étranger en 1923 et 1924, aboutit à la création d'un organisme unique en 1927 : l'« Office suisse d'Expansion commerciale » (O.S.E.C.), qui, depuis lors, travaille avec efficience au développement du commerce extérieur suisse. Le fait que l'Office résulte essentiellement de la fusion des deux bureaux précités lui donne ce caractère helvétique de la « décentralisation avec coordination », en ce sens que l'Office a deux sièges : l'un à Zurich et l'autre à Lausanne, qui se répartissent la tâche. Le siège de Zurich s'occupe des questions relatives aux foires et expositions; des bureaux de renseignements, avec expositions de tableaux et de graphiques, illustrant les relations commerciales franco-suisse, sont organisés dans plusieurs foires françaises : Paris, Lyon, Nantes, Bordeaux, ainsi que la participation de la Suisse à l'Exposition de Paris de 1937; il s'occupe du service de renseignements pour l'achat et la vente de marchandises en Suisse et à l'étranger et édite à cet effet le *Répertoire de la Production suisse*; il s'occupe également du service de recherche de représentants à l'étranger ainsi que du service de contrôle de la clientèle étrangère, s'efforçant de lutter contre les commerçants de mauvaise foi et mauvais payeurs, et contre les procédés commerciaux déloyaux; enfin, signalons le service des devises et compensations, qui heureusement n'intéresse pas

la France. Le siège de Lausanne est chargé d'un service d'informations et de documentation; il s'agit de la documentation économique générale sur les pays étrangers, les renseignements actuels et d'ordre pratique sur les usages commerciaux, les caractéristiques du marché, les méthodes de paiement; les renseignements d'ordre général recueillis sont régulièrement publiés dans le journal hebdomadaire : *Les informations économiques*, très apprécié dans les milieux exportateurs helvétiques, et consacrant de nombreux articles à la France; il publie également les rapports des légations et consulats; il est également chargé du service de presse économique et du service de propagande qui dispose de films, peut entreprendre diverses actions spéciales, mais s'applique surtout à la publication d'une revue, *La Suisse industrielle et commerciale*, plus particulièrement diffusée en France et renseignant sur la production suisse, de diverses brochures consacrées à l'économie suisse en général ou à des branches particulières, enfin d'un dépliant où, à l'aide de quelques dessins schématiques et de quelques chiffres, sont condensés les échanges franco-suisses, montrant la balance favorable à la France, et recommandant pour cela aux Français : « Achetez à ceux qui vous achètent. » Dans ces divers domaines, l'O.S.E.C., plus particulièrement pour l'information et la propagande, dispose de correspondants particuliers; il collabore avec les services diplomatiques et consulaires, et bénéficie du concours des Chambres de Commerce suisses à l'étranger.

§ 2. — Les organismes de l'extérieur.

L'expansion commerciale, pour être assurée d'une façon organique, a besoin d'institutions situées sur les lieux mêmes, où les diverses actions de propagande, d'information, d'entremise commerciale, doivent être exercées; à cet effet, les relations franco-suisses bénéficient de l'existence

de groupements similaires dans chacun des deux pays : Chambre de Commerce française en Suisse, Chambre de Commerce suisse en France. Le fondement de ces institutions repose sur la présence de Français en Suisse et de Suisses en France; dans les villes où la colonie était assez importante, commerçants et industriels nationaux résidant depuis longtemps en territoire étranger, par intérêt direct au commerce entre les deux pays ou par dévouement et attachement patriotiques, se sont groupés en vue de favoriser les relations entre les deux pays, naturellement, en particulier le courant d'affaires du pays d'origine au pays de résidence, mais, par réciprocité, également le courant inverse. Comme le but et l'action poursuivis par les chambres de commerce à l'étranger sont en quelque sorte identiques, il nous suffira de les préciser en reproduisant les statuts fort explicites de l'une d'elles pour par là même être renseigné sur le domaine de l'autre, après avoir toutefois opéré les transpositions nécessaires des termes France et Suisse; empruntons aux statuts de la Chambre de Commerce Suisse en France les indications sur ce point :

ARTICLE 3.

S'inspirant des sentiments de profonde sympathie et de traditionnelle amitié existant entre la Suisse et la France, la Chambre de Commerce suisse en France a pour but général de protéger et de développer le commerce suisse en France, en facilitant toutes les relations industrielles, commerciales et économiques entre les deux pays.

Son action pourra s'étendre aux lettres, aux sciences et aux arts.

Par contre, la Chambre... s'interdit toute activité et toute discussion étrangères à son but purement économique.

ARTICLE 4.

La Chambre... se tiendra à la disposition de toutes les autorités et administrations fédérales et cantonales qui auraient intérêt à utiliser son concours à propos de questions commerciales,

industrielles ou financières; elle sera de même à la disposition des chambres de commerce suisses et françaises, des unions syndicales et de tous autres organismes similaires, pour toutes études et tous renseignements ayant un caractère économique.

ARTICLE 5.

La Chambre... donne à ses membres tous les renseignements dont elle dispose sur les débouchés que peuvent trouver leurs produits industriels ou commerciaux, soit en Suisse, soit en France.

Elle pourra notamment fournir à ses membres des indications et des conseils : en matière de représentation, d'agences, de débouchés; en matière de tarifs douaniers, de frais de transport, de patentes, d'enregistrement et autres questions; en matière d'expositions, de concours et d'adjudications; en matière de dépôts de brevets, de marques de fabrique, de modèles industriels et autres questions de législation industrielle et commerciale; en matière de crédits, de renseignements commerciaux et financiers, d'intervention dans les faillites, de poursuites, de procès et autres questions juridiques.

ARTICLE 6.

La Chambre... pourra se charger de faire valoir auprès des Administrations des douanes, des chemins de fer et autres, lorsqu'elle les estimera fondées, les réclamations formulées par ses membres en matière de tarifs, de classification, de taxes, d'avaries, etc.

Elle pourra se charger aussi de donner à ses membres des conseils en matière de publicité.

La Chambre de Commerce suisse en France pourra organiser des expositions et des dépôts d'objets fabriqués, de produits, d'échantillons, d'affiches, de vues, etc., de provenance suisse, et s'intéresser à toute autre manifestation ou activité susceptibles de développer les rapports économiques et intellectuels réciproques.

Elle pourra publier un bulletin périodique, des études occasionnelles et subventionner des travaux spéciaux.

La Chambre... s'occupant de tout ce qui peut faciliter et développer le mouvement d'affaires entre la Suisse et la France, l'exposé ci-dessus n'a pas un caractère limitatif en matière commerciale, industrielle ou financière.

Les Chambres de Commerce se proposent donc un double rôle : d'une part, défendre les intérêts particuliers de leurs membres par des enquêtes, études, démarches, recherches d'acheteurs et de représentants, indications de fournisseurs; d'autre part, défendre les intérêts généraux du commerce franco-suisse par des mesures aussi variées que le domaine est vaste : intervention dans les questions de douanes, de transports, de contingents, propagande pour l'extension touristique ou pour les foires; suggestions pour les traités de commerce, orientation des exportations grâce à la connaissance directe des méthodes de vente, de la mentalité des habitants, des besoins du marché et des efforts de la concurrence. En fait, c'est tout le rapport annuel de ces organismes qu'il faudrait reproduire pour avoir une vue complète de leur intense activité et de leur vitalité remarquable; mais nous contenterons de donner quelques indications sur leur composition et leur fonctionnement, bases de l'autorité morale et technique dont ils jouissent.

En Suisse, se trouvent deux chambres de commerce françaises : l'une à Genève, l'autre à Lausanne.

La Chambre de Commerce française pour la Suisse, à Genève, est la plus ancienne et la plus importante; fondée le 30 juin 1894, reconnue par arrêté du Ministre du Commerce du 26 juillet 1894, elle poursuit inlassablement depuis plus de quarante ans sa tâche en faveur des relations commerciales franco-suisse. Ses membres, dont le noyau essentiel est constitué par les Français établis à Genève, se recrutent indifféremment en France et en Suisse, et appartiennent aux branches les plus diverses du commerce et de l'industrie, comme le révèle la longue liste publiée annuellement dans son bulletin; leur effectif a varié, et la crise se fait sentir ici par une diminution des membres passant de 1.849 en 1930 à 1.528 en 1937. Les organes de la Chambre de Commerce sont : le Conseil, dont les mem-

bres, une trentaine, élus par l'assemblée générale annuelle représentent les professions les plus diverses, et le Bureau, dont les sept membres sont presque tous des conseillers du commerce extérieur; l'Ambassadeur de France à Berne, le Consul de France à Genève, présidents d'honneur, participent fréquemment aux travaux de la compagnie consulaire. Au cours des séances régulièrement tenues, le Conseil examine les diverses questions qui, selon leur importance et leur nature, auront pu être soumises à l'examen et au rapport de commissions permanentes (douanes et traités de commerce, transports, foires, expositions et expansion économique), ou d'un membre du Conseil plus particulièrement compétent. Son rayon d'action en Suisse est étendu par la présence de délégués à Bâle et à Neuchâtel, et d'un correspondant à Zurich depuis la suppression de l'Office commercial français dans cette dernière ville; elle désigne également un délégué à Paris. En hommage au dévouement et à la contribution personnels des divers membres du Conseil à l'œuvre commune, qu'il nous soit permis de citer les noms de : M. Mazuy, président de 1917 à 1926, et de M. Alfred Anthonioz qui, depuis le 2 février 1926, préside aux destinées de la Chambre de Commerce avec une continuité, une compréhension dévouée et un talent qui lui ont valu d'être distingué par d'autres œuvres de Français à l'étranger. Entre les diverses manifestations, banquets et conférences, auxquels participent de nombreuses personnalités françaises et suisses, et qui contribuent très largement à favoriser l'action de la Chambre de Commerce, nous rappellerons la manifestation organisée à l'occasion de son quarantenaire, en 1934, que présida le Ministre du Commerce, M. Lamoureux. Sous la direction d'un chef de secrétariat compétent, l'activité quotidienne du secrétariat permanent se traduit par les chiffres annuels suivants (pour 1930) : 10.901 lettres ont été échangées, sans compter les circulaires; 140 repré-

sentants ont été procurés dans les branches les plus diverses; 375 fiches de renseignements commerciaux sur la Suisse et la France; le service de contentieux a inscrit 17 dossiers nouveaux et 131 litiges ont été réglés, s'élevant à la somme de 200.000 francs français.

La Chambre de Commerce complète son action par la publication d'un bulletin mensuel, consacré à son activité courante et aux questions générales franco-suisse.

La Chambre de Commerce française de Lausanne, créée en 1921 sur l'initiative de commerçants français établis en assez grand nombre dans cette ville, a été reconnue par décret du Ministre du Commerce du 20 décembre 1921. Sous l'impulsion de son président, M. Paulin Pouillot, elle contribue efficacement, dans des conditions analogues à la précédente, à assurer l'expansion française dans cette région de la Suisse, le canton de Vaud plus particulièrement. Son Conseil plus réduit, le nombre plus restreint de ses membres, sans rien ôter à son utilité, lui donnent cependant une moindre importance par rapport à son aînée de Genève; elle publie un intéressant bulletin trimestriel. L'existence de ces deux institutions parallèles en Suisse et les rapports cordiaux qu'elles entretiennent devraient les acheminer vers une coordination plus grande de leurs efforts, afin d'éviter toute dispersion dans la défense des intérêts français en Suisse, et pourraient s'inspirer à cet effet de l'organisation suisse en France.

La Chambre de Commerce suisse en France, dont le siège est à Paris, a été créée juste au lendemain de la guerre; conçue dès le début de 1916, sa constitution définitive se fixe au 16 novembre 1918; depuis lors, son action et son rayonnement en France n'ont cessé de croître, comme nous l'indique l'augmentation continue de ses membres, passant de 369 au 31 décembre 1919 à 1232 au 31 décembre 1937; les membres sont divisés en deux catégories : d'une part, les « membres actifs », individus ou sociétés de natio-

nalité suisse; d'autre part, « membres associés », individus ou sociétés de nationalité française. Son fonctionnement est assuré par divers organes : le Conseil d'administration, composé d'une trentaine de membres élus par l'assemblée générale et choisis parmi les représentants les plus autorisés des milieux commerciaux, industriels et financiers, qui peuvent être ainsi chargés d'examiner les divers cas en rapport avec leur spécialité professionnelle; le Conseil d'administration se réunit régulièrement et délibère sur diverses questions, qui peuvent être renvoyées à une des Commissions créées pour faciliter l'activité du Conseil (main-d'œuvre, manifestations, propagande et recrutement, publications, questions douanières, questions coloniales, statuts et règlements); le bureau du Conseil d'administration, de quatre membres, aidé de quelques membres élus par le Conseil d'administration, forme le Comité de direction, qui se réunit régulièrement pour examiner et expédier les affaires courantes et prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement de la Chambre.

Le Secrétariat général, organe exécutif du Conseil d'administration et du Comité de direction, dirigé par deux secrétaires : le Secrétaire général, plus particulièrement chargé des rapports avec l'extérieur, le Secrétaire administratif, des services intérieurs, secondés par quelques employés, assure la réalisation pratique des diverses tâches que se propose la Chambre de Commerce. Sous la présidence d'honneur du Ministre de Suisse en France, la présidence effective a été exercée par d'éminentes personnalités de la colonie suisse de Paris, qui, aidés de collaborateurs dévoués, ont, avec zèle et maîtrise, assuré de développement de la Chambre de Commerce; ce furent successivement : M. F. Dobler, président-fondateur (1918-1925 et 1932-1935); J.-L. Courvoisier (1925-1932), et G. Brandt, président en exercice depuis 1935. Entre les diverses manifestations, banquets, conférences, organisés

par la Chambre de Commerce, il convient de citer les plus récents événements, comme l'organisation d'une exposition collective à la Foire de Paris en 1935; les conférences de MM. P. Reynaud, J.-M. Musy, faites au début de 1937.

Le bulletin mensuel, publié sous le nom de *Revue économique franco-suisse*, dont le premier numéro remonte à l'année 1920, est une publication fort appréciée, véritable encyclopédie des questions franco-suisse. Des sections régionales de la Chambre de Commerce suisse en France purent être créées : en 1920 à Lyon, en 1921 à Marseille, grâce à l'importante colonie d'industriels et commerçants suisses établis dans ces villes, qui entretiennent d'anciennes et étroites relations commerciales avec la Suisse. Ces sections, administrées par un Comité local de membres de la Chambre de Commerce suisse, présidées par un de ses membres, qui fait alors partie du Conseil d'administration central, sous la présidence d'honneur du Consul de Suisse dans la ville, s'appliquent avec l'aide d'un secrétaire permanent à réaliser dans le cadre régional le programme général de la Chambre. Il est souhaitable que les ressources financières et les circonstances locales permettent d'établir des sections analogues dans d'autres régions de la France, qui sont susceptibles de développer encore leurs relations avec la Suisse. Des correspondants existent au Havre, à Mulhouse et à Reims.

L'identité de vue sur certains problèmes économiques, que nous trouverons exprimée par la Chambre de Commerce française pour la Suisse et par la Chambre de Commerce suisse en France au cours de notre étude sur les traités de commerce, la coïncidence dans la recherche des solutions de certaines questions particulières effectuée par ces deux organismes et résultant de la réciprocité et de l'interdépendance des intérêts en cause, les ont amenés à envisager la possibilité d'une collaboration directe, et c'est ainsi qu'à la fin de 1934, la Chambre de Commerce

suisse en France fit une proposition à la Chambre de commerce française à Genève tendant à créer en accord avec cette compagnie un comité économique franco-suisse dont le but serait de rallier sous un même fanion tous les organismes français et suisses cherchant à réaliser le rapprochement économique des deux pays. Sur cette proposition, la Chambre genevoise envisagea la nomination entre les Chambres de Paris et de Genève d'une commission de six membres qui se réunirait tantôt dans une ville, tantôt dans l'autre en vue d'examiner les problèmes économiques communs aux deux pays. Ce dernier projet fut adopté, et depuis lors six réunions se tinrent alternativement à Genève et à Paris (15 janvier, 9 mai 1935, 14 janvier, 23 mai, 7 septembre 1936, 20 janvier 1937) au cours desquelles furent examinées les questions les plus diverses : incidence et modalités d'application des droits de douane, amélioration du régime franco-suisse des contingents, échange de main-d'œuvre, stagiaires, création de facilités réciproques de transport aux visiteurs des grandes foires françaises et suisses, trafic entre la Suisse et les ports français, adjudication de travaux officiels. Au cours des débats qui se déroulent dans un esprit d'objectivité et d'impartialité absolues et où l'on s'accorde dans un grand esprit de compréhension sur la nécessité d'arriver à des améliorations, certaines questions furent résolues sous forme de vœux dont le texte ratifié par les deux compagnies fut remis aux Gouvernements français et suisse par une délégation mixte et aboutit à un accord officiel, comme ce fut le cas pour la main-d'œuvre. Cette collaboration par un contact direct entre les deux Chambres de commerce dans les domaines où leurs idées et leurs aspirations coïncident et peuvent utilement s'unir, doit de plus en plus avoir des résultats bienfaisants sur les relations franco-suisses, car elle vient seconder l'action des négociateurs officiels en leur apportant l'appui

direct et permanent d'hommes d'affaires expérimentés s'efforçant des deux côtés de la frontière d'agir utilement sur les pouvoirs publics; ne trouve-t-on pas la consécration de l'utilité de la Commission franco-suisse dans ces paroles du comte Clauzel, ambassadeur de France : « C'est avec un véritable espoir de réussite que je verrai commencer les pourparlers franco-suisse sur la base des échanges de vue de vos deux chambres de commerce. Je verrais un très grand avantage à ce que ce fussent des organismes représentant les commerçants des deux pays qui indiquent dans quelle direction des solutions peuvent être trouvées aux problèmes actuels; je me permets donc en terminant d'émettre le vœu que vous repreniez contact avec vos collègues suisses pour établir un véritable cahier, non pas de revendications, mais de demandes et de suggestions. » (9)

La garantie du travail utile de cette commission réside d'ailleurs dans l'importance et la valeur du rôle que ses créateurs, Chambre de Commerce suisse en France et Chambre de Commerce française en Suisse, jouent dans la défense et l'amélioration des intérêts particuliers et généraux du commerce franco-suisse; l'expérience et la compréhension des membres de ces chambres de commerce à l'étranger, l'agencement pratique qu'elles ont su donner à leur appareil administratif, leur documentation vivante, ont certainement contribué à donner aux relations franco-suisse un développement aussi harmonieux que le permet la brutalité des temps. L'attention et le soutien que leur accordent les pouvoirs publics prouvent que l'on a reconnu leur fonction de « pionnier des routes commerciales », d'« observatoire de l'atmosphère commerciale » si typiquement résumé dans cette phrase

(9) Discours à l'Assemblée générale de la Chambre de Commerce française pour la Suisse, le 21 mars 1933 (B. M. C. C. F., avril 1933, p. 102).

d'Henry de Jouvenel : « Sur la route troublée et souvent obscure des échanges, vous assurez le service de signalisation. Vos Chambres accumulent les expériences, et aller à elles c'est gagner du temps. Vous êtes comme autant de plaques indicatrices dont on a souvent méconnu les bienfaits, mais auxquelles il faut toujours revenir si on veut être renseigné » ; l'activité féconde de ces institutions justifie donc et sollicite la confiance des pouvoirs publics.

SECTION III

L'ORGANISATION OFFICIELLE

Le commerce international est un domaine où l'Etat intervient depuis fort longtemps, car il y était directement intéressé en raison du caractère fiscal des droits de douane, par la suite seulement cette intervention se fit en vue de protéger et de favoriser l'industrie nationale, mais elle a pris aujourd'hui un développement considérable au point que le commerce d'exportation et d'importation qui porte l'empreinte des nécessités économiques et politiques, des interdictions, droits de douane, contingents, prescriptions monétaires, ne se déroule non plus entre deux commerçants, mais entre deux économies nationales. Dans une étude sur les rapports économiques entre deux pays, il importe donc de voir quelles administrations sont plus particulièrement chargées de les réglementer ou de les organiser. Le terme même de « commerce international » indique que deux administrations vont être principalement appelées à s'en occuper : d'une part, celle chargée du commerce, d'autre part, celle chargée des relations avec l'étranger; cette distinction dépasse une différence entre la forme et le fond, car l'Administration des Affaires étrangères interviendra non seulement pour la forme de la réglementation entre deux pays, mais étant chargée de la politique extérieure, elle interviendra en raison de

la connexité qui existe entre les intérêts politiques et les intérêts commerciaux d'un pays à l'étranger; néanmoins, le caractère de plus en plus technique des rapports commerciaux et leur complexité donnent une importance accrue à l'administration du commerce comme le constate M. J. Naudin ⁽¹⁰⁾ : « A la suite de la réforme des services du Ministère du Commerce intervenu en fonction de la loi du 24 octobre 1919, la direction des pourparlers échappe pour une large part aux diplomates de carrière pour être confiée à des fonctionnaires spécialisés appartenant au Ministère du Commerce. Ces agents paraissent, en effet, mieux placés pour recueillir les avis des organismes chargés de représenter officiellement ou officieusement les intérêts particuliers qu'il s'agit de concilier, de défendre et de faire triompher au cours des négociations. Par voie de conséquence, les groupements économiques auxiliaires directs des négociateurs font valoir plus aisément leur manière de voir. » En France, ce sont le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère du Commerce qui interviendront dans le commerce international.

Au Ministère des Affaires étrangères nous trouvons la Direction des Affaires politiques et commerciales, dont la sous-direction des relations commerciales a pour objet principal l'organisation et le développement des relations commerciales de la France par l'entremise du bureau des accords commerciaux chargé de la préparation, la négociation et l'application des accords commerciaux et du bureau de l'information et de l'expansion économique, chargé de la diffusion des informations économiques reçues des agents français à l'étranger, de l'action à l'étranger en faveur de l'exportation française et de la liaison avec les attachés et agents commerciaux.

(10) J. Naudin, *Les accords commerciaux de la France depuis la guerre*, Sirey, 1928, p. 77.

Au Ministère du Commerce, nous trouvons deux directions plus spécialement chargées des relations commerciales avec l'étranger.

La Direction des accords commerciaux et de l'information économique a pour mission essentielle l'élaboration technique et, dans le cas où le mandat lui en est confié par le Ministère des Affaires étrangères, la négociation des conventions commerciales en liaison : d'une part, avec les grandes commissions parlementaires et les groupements économiques, et, d'autre part, avec les Ministères techniques (Finances, Agriculture, Travaux publics, Travail, Marine marchande, Colonies). La direction des accords commerciaux centralise les doléances et les vœux de l'industrie et du commerce français; elle poursuit l'étude en vue d'ajustements ultérieurs des difficultés et des litiges auxquels donne lieu l'application des conventions commerciales.

Toute la documentation relative aux tarifs douaniers, aux prohibitions d'entrée et de sortie, aux taxes intérieures et à leur application est rassemblée, élaborée et tenue à jour par ses soins soit pour servir aux négociateurs en vue de la conclusion d'accords ou d'arrangements commerciaux, soit pour être mise à la disposition du public. En outre, elle se préoccupe de suivre le mouvement des prix des principaux produits sur les grands marchés mondiaux et d'étudier enfin les litiges auxquels donne lieu l'application des divers régimes tarifaires appliqués dans les différents pays étrangers. La Direction comprend quatre bureaux; la Suisse est rattachée au premier bureau.

La Direction du personnel et de l'expansion commerciale est chargée d'assurer l'exécution du programme établi par la loi du 15 août 1913 en ce qui concerne notre représentation économique à l'étranger. Elle a pour mission d'aider les industriels et commerçants français dans

leurs efforts d'expansion sur les marchés étrangers. Elle centralise les moyens pratiques pour encourager et soutenir les initiatives de nos exportateurs et contribuer à leur succès.

Parmi les différents bureaux qui lui sont rattachés, citons : le deuxième bureau, qui assure le fonctionnement et l'organisation du service des attachés et agents commerciaux ainsi que l'inspection des services d'expansion commerciale à l'étranger; le troisième bureau, qui a dans ses attributions les services de renseignements pour le commerce extérieur, les Chambres de Commerce françaises à l'étranger, les conseillers du commerce extérieur, les expositions et les foires en France et à l'étranger; le quatrième bureau, dont la section d'expansion commerciale centralise les renseignements relatifs à l'expansion, et notamment les rapports d'ordre général adressés au Ministère par les attachés commerciaux, les consuls, les Chambres de Commerce à l'étranger, les conseillers du commerce extérieur. Il appartient à cette section : de procéder à l'étude des questions générales intéressant l'expansion; d'adresser à leur sujet des instructions aux attachés commerciaux; de préparer l'utilisation de toute la documentation recueillie. Par suite de la suppression en 1934 de l'Office national du Commerce extérieur, les services qui ont été maintenus ont été rattachés à cette Direction et ont reçu le nom de Service des renseignements pour le commerce extérieur; ce service a pour mission de documenter les industriels et commerçants français sur les besoins et les ressources sur les marchés, sur les régimes douaniers des pays étrangers, sur les transports ainsi que sur la solvabilité des maisons étrangères; ce service est divisé en plusieurs sections géographiques, la Suisse appartenant à la deuxième section : Europe continentale.

Le Ministère du Commerce assure la publication hebdomadaire du *Moniteur officiel du Commerce et de l'Indus-*

trie, qui donne tous les renseignements officiels français et étrangers intéressant le commerce et l'industrie; il contient les informations économiques des divers Ministères et publie les renseignements adressés par les attachés commerciaux ainsi que par les agents diplomatiques et consulaires; sous le patronage du Ministère des Affaires étrangères et du Ministère du Commerce paraît également un *Annuaire du Commerce extérieur*. Nous aurons terminé ce rapide examen des principaux rouages administratifs métropolitains s'occupant des échanges internationaux en mentionnant le « Comité français des expositions » et le « Comité permanent des Foires à l'étranger », qui travaillent en étroite collaboration avec le Ministère du Commerce.

En Suisse, deux départements fédéraux s'occuperont également du commerce extérieur : d'une part, le Département politique, par l'entremise de la Division des Affaires étrangères, et le Département de l'Economie publique, par l'entremise de la Division du Commerce. Avec un appareil administratif plus restreint, mais cependant très efficace, ces deux divisions pourvoient aux mêmes fonctions que les Ministères français correspondants. La Division du Commerce, qui s'est remise d'une partie de sa tâche à l'Office suisse d'Expansion commerciale, prend une place prépondérante dans les négociations des traités de commerce; dans toutes les négociations avec la France, de 1927 à 1937, son directeur, M. W. Stucki, fut à la tête de la délégation suisse, et cette expérience prolongée complète utilement le talent de ce négociateur avisé; le Conseil fédéral, qui en 1933 lui a conféré le titre de ministre plénipotentiaire en raison de son activité personnelle comme négociateur, réussit, lors de la démission de ses fonctions de directeur en 1935, à s'assurer ses éminents services en le désignant comme délégué extraordinaire pour diriger les négociations commerciales.

A l'étranger, l'organisation officielle est du domaine des services diplomatiques et consulaires.

Les représentants diplomatiques non seulement négocient, rédigent et signent les traités de commerce, mais ils portent toute leur attention aux faits économiques, car, selon la constatation de Jules Cambon, « de tous les ressorts qui mettent en mouvement la machine de l'Etat, les intérêts matériels sont devenus les plus puissants, et ce sont eux également qui déterminent les rapports des nations entre elles »; cette prédominance de l'économique se vérifie particulièrement dans les relations franco-suissees où certaines questions d'ordre politique préoccupent moins les diplomates. L'importance grandissante de l'information et de l'expansion économique dans l'après-guerre a suscité des dispositions spéciales : ainsi, auprès de l'Ambassade de France à Berne est placé un attaché commercial, représentant attitré du Ministère du Commerce qui le désigne, sans qu'il soit cependant un fonctionnaire; il est l'informateur du Ministère pour tout ce qui concerne la politique économique de la France, recherchant et signalant toutes les occasions qui se présentent pour développer et encourager le commerce français; il facilite les exportations et défend les intérêts de la production française; la Suisse, sans créer d'organismes nouveaux, s'est adaptée aux exigences modernes en chargeant spécialement de ces fonctions un secrétaire de la Légation suisse à Paris.

Après avoir rappelé que la représentation diplomatique française en Suisse y est la plus ancienne ⁽¹¹⁾ en même temps que la seule à y avoir le rang d'ambassade, indiquons les titulaires successifs de l'Ambassade de France à Berne, Leurs Excellences Paul Dutasta (1918-1920),

(11) Voir E. Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*.

Henry Allizé (1920-1924), Jean Hennessy (1924-1929), Henri Chassain de Marcilly (1929-1933), comte Bertrand Clauzel (1933-1936), Charles Alphand (1936).

La Légation de Suisse à Paris a eu à sa tête, d'octobre 1917 à mars 1938, M. le Ministre Alphonse Dunant; cette stabilité, témoignage de la confiance et de l'estime de son gouvernement et de celui auprès duquel il fut accrédité, lui a permis d'ajouter à ses éminentes qualités de diplomate une riche expérience et une connaissance approfondie des questions franco-suissees qu'il s'est plus particulièrement appliqué à mettre au service des rapports économiques des deux pays. La nomination à la tête de la Légation de Suisse à Paris, le 1^{er} mars 1938, de M. le Ministre Walter Stucki, négociateur de nombreux accords commerciaux franco-suissees, peut facilement se placer sous le signe des rapports économiques entre les deux pays.

La défense des intérêts commerciaux, que les représentants diplomatiques assurent d'une façon générale dans le cadre d'un pays, constitue une des tâches principales des consuls, qui s'en occupent d'une façon pratiquement directe dans le cadre régional. Ce rôle est particulièrement mis en lumière dans les définitions suivantes : « La division des attributions des consuls en politiques, administratives et judiciaires a, de plus, le tort grave de passer sous silence ce qui constitue essentiellement le caractère normal et la destination principale des consuls, c'est-à-dire leur rôle d'agents commerciaux de leur gouvernement, de protecteurs du commerce et de la navigation de leurs nationaux dans la circonscription de leur arrondissement consulaire. » « Les consuls ont pour tâche essentielle de guider leurs nationaux vers la conquête des débouchés. Ils doivent s'efforcer d'ouvrir au commerce des voies nouvelles, de les développer et de les utiliser au mieux des intérêts de leur pays. — Leur action prépare les traités; ils doivent veiller à leur exécution, et dans leur tâche

essentielle qui est la protection du négoce, ils président aux relations qui influent le plus grandement sur les intérêts nationaux d'un pays. A ce titre, les consuls doivent être considérés comme les auxiliaires précieux de toute diplomatie. » (12). L'intervention des consulats dans les affaires commerciales, plus ou moins étendue et accentuée suivant les pays ou même les régions d'un pays, peut se subdiviser, selon la distinction de G. Criblez, en quatre services : le service d'informations à l'aide des rapports généraux et spéciaux ou de renseignements; le service du contentieux, qui s'occupe du recouvrement des créances et des cas de liquidation commerciale ou de contestations; le service des représentations commerciales; le service de propagande économique, qui s'exercera notamment en faveur du tourisme.

Les consulats de France en Suisse se trouvent dans les villes de Genève, Lausanne, Bâle avec un agent consulaire à Lucerne, Zurich, avec des agents consulaires à Saint-Gall et Davos, Lugano et Berne, où l'ambassade gère les affaires consulaires. Les arrondissements de ces consulats comprennent un ou plusieurs cantons.

Avant d'indiquer les divers consulats suisses en France, rappelons que le premier consulat suisse fut créé à Bordeaux par décret du Ministère des Affaires extérieures de la République helvétique en 1798. Il fut confié à un commerçant suisse établi en cette ville, Marc Antoine Conod, dit Pellis, citoyen vaudois qui avait dû fuir de Suisse en 1794 en raison de ses sympathies révolutionnaires. Le choix avait d'ailleurs été heureux, puisque ce Pellis est considéré comme le véritable fondateur de la filature mécanique en Suisse; une première ouverture sous forme d'envoi du prospectus d'une « machine de filature à l'ins-

(12) Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public*, et Jacques Donnadiou, *Les consuls de France*, cités par G. Criblez, dans *L'organisation consulaire suisse*, p. 1-2.

tar de celles d'Angleterre » qui allait être établie à Bordeaux et de proposition en même temps de faire venir en Suisse pour en construire de semblables deux mécaniciens anglais versés dans la technique de la nouvelle industrie textile dont il avait fait la connaissance à Bordeaux, il n'eut pas de succès, mais il réussit par la suite à faire partager ses vues en Suisse ⁽¹³⁾. C'est encore en France que nous voyons s'ouvrir d'autres consulats se classant parmi les premiers créés par la Suisse, à Marseille, en 1799, à Nantes en 1801.

Les sièges des consulats de Suisse en France se trouvent dans les villes de Besançon, Bordeaux, Dijon, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Strasbourg, Toulouse et Paris, où la Légation assure les services consulaires. Les arrondissements consulaires s'étendent à un nombre plus ou moins grand de départements.

Des diverses constatations résultant de la comparaison des organisations consulaires françaises en Suisse et suisses en France nous retiendrons le caractère composite de la représentation suisse en ce sens que dans tous les consulats, sauf celui de Besançon, le chef de poste est un consul honoraire tandis que le reste du personnel est constitué par des agents de carrière. A ce sujet, malgré la valeur du travail qu'accomplissent les consuls honoraires, il nous semble qu'une représentation de carrière ⁽¹⁴⁾ en France serait plus adaptée aux conditions politiques, sociales et économiques actuelles et viendrait compléter l'évolution de cette conception mixte dont le caractère hy-

(13) W. Rappart, *La révolution industrielle et les origines de la protection légale du travail en Suisse*, p. 437.

(14) Sur la question souvent débattue en Suisse des consuls de carrière, G. Criblez, *op. cit.*, ne prend pas position; par contre, Ph. Schmid-Ruedin (*Kann der Schweizerische Export gefördert werden?*, Zurich, 1934) s'exprime très fermement en leur faveur.

bride et légèrement suranné tient à l'adaptation à la situation antérieure de l'organisation systématique relativement récente du service consulaire suisse (règlement consulaire des 16 décembre 1919 et 26 octobre 1923). L'institution de consuls de carrière perfectionnerait le service consulaire et lui apporterait certains avantages : avantages d'ordre interne sous la forme de l'élimination de divergences possibles entre agents de carrière et chefs de poste honoraires, et de l'amélioration de la structure organique assurant aux agents de ces services l'avancement normal que comporte une fonction remplie avec zèle et dévouement ⁽¹⁵⁾, avantages d'ordre administratif vis-à-vis de la colonie, substituant la conception de représentant de la nation auprès de la colonie à celle de chef de la colonie, comme vis-à-vis des pouvoirs locaux où les démarches de plus en plus nombreuses en raison de la réglementation des étrangers nécessite l'indépendance et l'autorité d'un consul de carrière, avantages d'ordre économique enfin, car les difficultés actuelles exigent de plus en plus qu'au service du commerce extérieur se trouvent des personnes vouant tout leur temps à la cause générale, car le nationalisme économique et la concurrence toujours plus grande nécessitent en faveur des services d'expansion commerciale une indépendance et des interventions que la situation privée d'un consul honoraire peut rendre plus difficiles. Les raisons d'économie, maintenant une minorité de consuls de profession dans le corps consulaire suisse, doivent prendre une importance moindre au moment où la nécessité de l'expansion commerciale est consacrée par l'importante subvention du Conseil fédéral à l'O.S.E.C. en vue de la création d'agences commerciales, car la nomination de consuls de carrière

(15) Une récente modification au règlement consulaire suisse, par arrêté du 8 janvier 1937, influera en ce sens en introduisant une hiérarchie plus stricte.

renterait dans une différenciation des modes d'expansion commerciale et correspondrait à la nature des relations commerciales franco-suissees où le rôle d'un agent commercial serait moindre; la récente suppression du Consulat de Béziers, dont les départements ont été respectivement rattachés à Marseille et à Toulouse, suggère également la possibilité de réaliser des économies par un remaniement des arrondissements consulaires, peut-être dans l'Est de la France.

La nomination de consuls de carrière, mesure étatiste mieux fondée que d'autres, renforcerait la considération de la Suisse auprès des autorités françaises et à l'égard des consuls d'autres nations qui entretiennent cependant des relations moins étroites avec la France et correspondrait à l'importance de la colonie suisse en France ainsi qu'à l'étendue et à la place de premier plan des rapports économiques franco-suissees.

Quoi qu'il en soit, l'action conjuguée des particuliers, Français en Suisse et Suissees en France, des collectivités, Chambre de Commerce française en Suisse et suisse en France, des pouvoirs publics et de leurs représentants à l'étranger, la valeur des personnes qui s'en sont occupées, ont contribué au développement favorable et à la réglementation aussi satisfaisante que possible des rapports économiques entre les deux pays.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET LES TRAITES DE COMMERCE ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE \

SECTION PREMIERE

HISTORIQUE DES RELATIONS COMMERCIALES

§ 1. — Aperçu de l'ancien régime à la guerre 1914-1918.

Dans l'histoire des relations franco-suisse⁽¹⁾ marquée par des faits d'ordre militaire, politique et diplomatique, il ne faut pas négliger le côté économique. Dans les traités d'Einsisheim (28 oct. 1444), le Traité de paix perpétuel de 1516 à Fribourg et dans l'alliance de 1521 (Traité de Lucerne, mai 1521), la Couronne de France s'est assuré la collaboration militaire des régiments dits « capitulés », qui au titre d'alliés jouèrent un rôle considérable dans l'histoire de notre pays, mais la valeur militaire des Suisses se doublait en même temps pour la France de la va-

(1) Parmi les divers ouvrages traitant de ces questions historiques, signalons : *Suisses et Grisons, soldats de France*, par Jehanne d'Orliac (in-4°, 324 p., Arrault, Tours); *Histoire du renouvellement de l'Alliance générale entre la Couronne de France et les Ligues suisses et leurs Alliés (1764-1777)*, par Henry Mercier (Zurich, Leemann, 1936); *Exposé du mouvement commercial entre la Suisse et la France depuis Charles VII au lendemain de la bataille d'Einsisheim jusqu'aux négociations de la Diète avec Louis-Philippe*, par A. Gonzenbach, secrétaire d'Etat de la Confédération suisse (Berne, 1842); *Die schweizerischen Handelsprivilegien in Frankreich*, par Ella Wild (Thèse Zurich, 1908).

leur financière que représentaient les intérêts commerciaux des ligues suisses; au milieu du ^{xvi}^e siècle, la France emprunta des sommes importantes aux confédérés. D'autre part, la Suisse trouvait dans l'alliance française des avantages commerciaux et financiers accordés par les traités aux cantons; leurs marchandises étaient exemptes de droits de péage, les Suisses résidant en France jouissant de privilèges étendus : droit d'établissement, exemption de toutes tailles, impôts et subventions quelconques, droits de succession et d'acquisition de biens meubles et immeubles. C'est ainsi qu'à Lyon, les marchands saint-gallois et zurichois formaient une véritable colonie ou corporation. Ils y possédaient des magasins, d'où ils expédiaient leurs tissus de tout genre dans les différentes régions de la France et, par la voie de Marseille, à destination des ports espagnols et italiens. Ce commerce dura jusqu'au moment où le Gouvernement français restreignit les anciens droits et privilèges des marchands suisses et interdit légalement en 1781 le transit de marchandises étrangères à travers la France pour défendre même quatre années plus tard, sur l'intervention de la nouvelle Compagnie française des Indes, l'importation de tous les articles étrangers de mousseline, de coton et analogues. Cette mesure eut pour effet de détourner le courant des échanges de la voie de Marseille et de le faire passer par Gênes. La période de la Révolution créa une insécurité fort préjudiciable au commerce suisse; l'Acte de Médiation ramena dans l'ordre de la politique la tranquillité tant désirée, mais ne procura point d'accord commercial avec la France; au contraire, les droits de douane français furent également majorés contre la Suisse. Plus tard, ces droits furent sujets à un nouveau relèvement, et la France alla même jusqu'à défendre l'importation d'articles en coton de toute provenance. Puis vint le blocus continental pendant lequel Napoléon obli-

gea la Suisse à suivre l'exemple de la France et à interdire l'accès de son territoire à tous les produits anglais. Seuls les filés de coton anglais indispensables à l'industrie cotonnière suisse purent encore être introduits en Suisse en acquittant des taxes très élevées. La chute de Napoléon amena la fin du blocus continental. En même temps, les droits de douane fédéraux introduits avec l'Acte de Médiation furent supprimés et remplacés par des taxes excessivement réduites.

La longue période de paix qui suivit alors permit à l'industrie et au commerce de reprendre un nouvel essor, mais toutes les tentatives qui furent faites pour obtenir des concessions douanières de la part de la France échouèrent, parce que les cantons agricoles, en premier lieu Berne, ne purent se décider à demander, comme les autres cantons le proposaient, qu'en même temps que la capitulation militaire la France acceptât de conclure un traité de commerce. Bien loin de supprimer les interdictions d'importation et de transit, la France étendit alors aux produits agricoles la mesure d'exclusion qu'elle appliquait déjà aux produits manufacturés. Il en résulta un conflit douanier avec la France qui fit apparaître l'impuissance pour la Suisse de réagir avec succès. Les cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Soleure et Argovie frappèrent les marchandises françaises de droits de douane élevés et en interdirent même partiellement l'importation. La Diète ne put toutefois s'entendre sur la politique à suivre; treize cantons et demi seulement s'unirent en concordat; les autres protestèrent contre les mesures prises en se basant sur la liberté du trafic à l'intérieur garantie par le Pacte fédéral de 1815. Le concordat intercantonal fut supprimé et la tentative de soutenir une guerre douanière avec la France avorta en raison des intérêts divergents des cantons et du défaut d'union de la Diète.

De divers côtés on s'employa alors à uniformiser le tarif

douanier, mais c'est à la Constitution fédérale de 1848 que devait être réservé le mérite d'introduire un système douanier fédéral pareil à celui de l'Angleterre. Ce système était basé sur les principes du libre échange. Peu à peu, d'autres pays européens renoncèrent à leur politique protectionniste et autonomie et entrèrent dans la voie de la négociation de traités de commerce. En France, Napoléon III, modifiant complètement la politique en vigueur, décida d'abandonner le protectionnisme et de libérer le commerce des entraves qui l'opprimaient. Des traités, basés sur des concessions réciproques, furent conclus avec l'Angleterre, la Belgique et la Suisse (1864), traités qui mirent en usage le système de la nation la plus favorisée.

Après la guerre franco-allemande de 1870-1871, une réaction se produisit. L'Allemagne ayant fait inscrire dans le Traité de paix de Francfort la clause de la nation la plus favorisée à titre perpétuel, la France dénonça tous ses traités de commerce antérieurs. Toutefois, la Suisse parvint à faire proroger le traité conclu pour douze ans en 1864 jusqu'à ce que, en 1882, un nouveau traité de dix ans put être passé, traité qui, il est vrai, prévoyait des majorations de droits sensibles sur les broderies et à la suite duquel 170 positions du nouveau projet de tarif suisse en préparation durent être déclarées en vigueur. Cela n'alla pas sans heurts, mais l'Assemblée fédérale n'en approuva pas moins la nouvelle convention.

En 1892, le 11 janvier, on vote en France une loi douanière avec le système du double tarif, passant du système des traités de commerce à un régime de protectionnisme caractérisé. Quelque temps auparavant, le gouvernement, pour avoir les mains libres, avait pris soin de dénoncer tous les traités de commerce, y compris la Convention franco-suisse de 1882, qui expirait en 1892.

Les droits inscrits au tarif minimum étant sensiblement plus élevés encore que ceux dont bénéficiait la Suisse

avant 1892, la France accepta de négocier avec sa voisine certaines dérogations à ce tarif minimum pour les positions intéressant particulièrement l'industrie suisse exportatrice.

Ces négociations conduisirent à la conclusion d'une convention de commerce qui, ratifiée par les chambres fédérales, fut malheureusement rejetée par le Parlement français. Ainsi éclata, le 1^{er} janvier 1893, une guerre douanière entre la France et la Suisse. Jamais les relations économiques franco-suisse ne connurent une période plus sombre, et nous verrons comment dans les négociations ou les moments critiques des relations franco-suisse de la période 1919-1937 on ne manque pas d'invoquer comme épouvantail le spectre de cette période malheureuse.

Le tarif général français fut appliqué aux importations suisses en France, ce qui amena la Suisse, à titre de représailles, à appliquer aux produits français un régime différentiel presque prohibitif. On vit ainsi la valeur des exportations françaises en Suisse tomber de 180 millions de francs suisses en 1892 à 112 millions en 1893, soit une diminution de 40 p. 100. L'Allemagne sut profiter de ce regrettable état de choses, et alors que les importations françaises en Suisse diminuaient fortement pendant cette rupture douanière, les importations allemandes en Suisse accusèrent une augmentation accentuée et régulière.

Les importations suisses en France diminuèrent également et leur valeur de 103 millions de francs suisses en 1892 tomba à 74 millions en 1893, soit une diminution de 30 p. 100. Dans la seconde moitié de 1894, le volume des échanges franco-suisse continuant à diminuer sous l'effet désastreux de cette guerre de tarifs, des efforts furent tentés de part et d'autre pour renouer les liens qui avaient été rompus entre les deux pays. L'Union française pour la reprise des relations commerciales avec la Suisse s'y employa très activement, mais ce n'est que le 23 juin

1893 que ces efforts aboutirent à un échange de notes entre les Gouvernements suisse et français; ce dernier proposait de faire accepter à son Parlement les dérogations au tarif minimum français demandées trois ans auparavant, alors que le Gouvernement suisse se déclarait prêt à appliquer aux marchandises françaises les droits inscrits dans son tarif d'usage au lieu de droits majorés à titre de représailles. Cet échange de notes amena la France et la Suisse à signer un accord qui mit heureusement fin à cette guerre douanière de deux années et demi. Cet accord, entré en vigueur le 19 août 1893, après avoir été ratifié par le Parlement français n'eut toutefois pas le caractère d'un traité de commerce et la durée de sa validité ne fut pas fixée.

La Suisse avait élaboré en 1902 un nouveau tarif douanier dont la mise en vigueur avait été fixée au 1^{er} janvier 1906. De nouvelles négociations entre la France et la Suisse furent nécessaires, car, pour répondre à l'application par la Suisse du nouveau tarif d'usage, la France menaçait de son côté de refuser à la Suisse, dorénavant, le bénéfice des dérogations au tarif minimum français inscrites dans l'accord de 1893. Ces négociations conduisirent à la Convention de commerce franco-suisse du 20 octobre 1906 qui entra en vigueur le 23 novembre de la même année et régit pendant vingt-trois ans les échanges entre la France et la Suisse. Cette convention constituait à nouveau un traité régulier entre la France et la Suisse, qui s'accordaient réciproquement le bénéfice de la clause générale et inconditionnelle de la nation la plus favorisée. Les droits de douane intéressant particulièrement les échanges franco-suisses furent consolidés dans cette convention dont le délai de dénonciation fut fixé à une année. Grâce à la sécurité que cette convention garantissait à nouveau aux échanges franco-suisses, ceux-ci purent continuer à se développer. La valeur des exportations françaises en Suisse, qui étaient de 281 millions de

francs suisses en 1906, atteignit 348 millions en 1913. La progression fut moins accentuée pour les importations suisses en France dont la valeur passa de 109 millions de francs suisses en 1906 à 141 millions en 1913.

Sous l'impulsion du protectionnisme dans les divers pays, la France fut amenée à reviser son tarif de douane par la loi du 29 mars 1910. Cette loi maintint le système du double tarif et de l'autonomie douanière, tempérée par la possibilité de conclure des conventions.

§ 2. — Période de la guerre 1914-1918.

La guerre, avec ses bouleversements, ses mesures exceptionnelles, ne devait pas manquer d'influer sur les relations économiques des deux pays; la Suisse, par sa neutralité, ne devait pas en ressentir les effets militaires; mais par sa position géographique, son manque de débouchés sur la mer et sa dépendance au point de vue de ses approvisionnements en matières premières et denrées alimentaires, elle devait ressentir les effets de la lutte non moins violente qui se livrait sur le plan économique. En avril 1915 commencent les démarches des puissances alliées en vue d'obtenir de la Suisse un contrôle efficace de l'usage des marchandises livrées par elles. Dans la barrière qu'elles élevaient en vue d'empêcher le ravitaillement de leurs adversaires, la Suisse constituait un point faible qu'il s'agissait de consolider. A ce moment déjà des spéculateurs sans scrupules s'efforçaient d'obtenir de la France ou de ses alliés des autorisations d'exportation et revendaient avec des bénéfices parfois énormes à destination de l'Allemagne ou de l'Autriche des marchandises qui auraient dû servir exclusivement au ravitaillement de la Suisse.

Au courant de cette situation, les agents en Suisse des

puissances exportatrices commençaient à exercer sur le commerce intérieur du pays un contrôle à la fois insuffisant, parce qu'il ne touchait qu'une partie des intéressés, humiliant pour la dignité nationale helvétique et dange-reux pour l'avenir de son commerce et de son industrie. C'est dans ces conditions que se constitua en Suisse la Société suisse de surveillance économique dont le but était ⁽²⁾ :

« 1° Prendre en main et représenter à l'extérieur les intérêts économiques nationaux en face des difficultés provoquées par la guerre;

» 2° Surveiller et garantir l'exécution des conditions mises à l'importation des marchandises en Suisse, c'est-à-dire contrôler leur emploi aux besoins de la population et de l'industrie suisse et n'en autoriser l'exportation que conformément aux règles résultant de la Convention entre la Suisse et les puissances alliées;

» 3° Appliquer des sanctions aux contraventions constatées par le Contrôle de la Société. »

A cet effet, la Société suisse de surveillance disposait des moyens suivants :

« 1° Seule elle était compétente pour donner des autorisations d'importation des marchandises soumises à son contrôle;

» 2° Seule elle pouvait recevoir en Suisse ces marchandises en vue de les remettre à leur destinataire;

» 3° Toute personne recevant des marchandises par l'intermédiaire de la S. S. S. s'engageait vis-à-vis d'elle à observer les règles imposées quant à l'emploi de ces marchandises, et en cas de revente à imposer ces mêmes règles à son acheteur, de telle sorte que les conditions accompagnaient la marchandise jusqu'à la consommation. La marchandise était mise sous clause S. S. S.

(2) Tableau d'activité de la S. S. S., Berne, 1920.

» 4° En cas de contravention, le client de la S. S. S. s'engageait à se soumettre aux pénalités prononcées par celle-ci contre lui; cet engagement était valable même si la contravention était commise par son successeur ou l'un des successeurs dans la propriété de la marchandise. »

Une liste des marchandises soumises au contrôle de la S. S. S. était établie par les puissances alliées, remise au Conseil fédéral et par lui à la S. S. S.

La Suisse, pour surmonter les difficultés économiques créées par la guerre, fut donc obligée d'en venir à un commerce extérieur strictement contrôlé. C'est à la suite du décret français et de l'ordre du Conseil britannique exigeant la preuve de la destination finale et sincère de la marchandise en pays neutre (17 mars 1915) qu'on songe à créer en Suisse l'organisme semi-officiel de surveillance à la fondation duquel le Conseil fédéral donne son adhésion le 22 septembre 1915. Le 4 octobre 1915, les Alliés constatent leur accord avec le Conseil fédéral, et le 9 novembre concluent un premier accord sur les contingents. Enfin le 1^{er} décembre la S. S. S. ouvre un bureau à Paris, organe le plus important de la S. S. S. après le siège central à Berne. A Paris, en effet, étaient concentrées les autorités et les administrations chargées de l'exécution du blocus : Ministère français du blocus investi par les Alliés du droit de haute surveillance et de compétences étendues, Commission permanente internationale des contingents et la Commission interministérielle des dérogations, compétente pour toutes les autorisations de sortie de marchandises pour la Suisse; le quatrième bureau de l'état-major, dont relevaient toutes les questions de transport.

Les autres bureaux en France furent établis dans les ports : Cette, principal port pour l'arrivée des céréales, qui continua à fonctionner pendant toute la guerre sous-marine à outrance; Marseille, port précieux pour les mar-

chandises diverses; Bordeaux, principal port d'arrivée des marchandises anglaises. Des trains de matériel suisse assureraient le plus régulièrement possible les transports de ces ports vers la Suisse.

Nous n'insisterons pas plus longuement sur toute cette situation exceptionnelle des relations franco-suisse; mentionnons cependant les nombreuses difficultés résultant de la liste noire, de la censure, des réquisitions et de l'exigence des certificats de nationalité à produire par l'importateur, auxquelles on essaie de remédier par des conversations sur les contingents et par divers accords : par exemple, Convention franco-italo-suisse sur les bois (30 août 1917) relative aux soieries (4 septembre 1917); Arrangement financier franco-suisse (29 septembre 1917-29 décembre 1917). Sitôt après l'armistice, on songe à diminuer les difficultés, et c'est ainsi que, le 21 janvier 1919, le Gouvernement français prend un décret favorisant le commerce national en n'exigeant plus les formalités S. S. S.; que, le 15 mars 1919, l'attaché commercial français fait part de la suppression de l'exigence du certificat de nationalité à produire par l'importateur, et que, le 25 mars 1919, un nouvel accord économique et financier établit les relations entre la France et la Suisse.

SECTION II

LA RÉADAPTATION A L'ÉCONOMIE DE PAIX. MAINTIEN PROVISOIRE
DE LA CONVENTION DE 1906 MALGRÉ LES MESURES PROTEC-
TIONNISTES.

§ 1. — Les tendances nouvelles dans les rapports économiques : le protectionnisme.

Dans le bref aperçu des relations économiques franco-suisse pendant la guerre de 1914-1918, nous avons pu

entrevoir à quel point la vie économique avait été bouleversée et avait dû s'orienter dans les voies de la « *Kriegswirtschaft* », cette « économie de guerre » dont il est, hélas ! à nouveau question dans l'Europe troublée d'aujourd'hui qui, depuis 1919, n'a pu encore retrouver un équilibre économique et financier lui permettant d'envisager avec moins de pessimisme ses destinées.

Au cours de la période qui suivit la cessation des hostilités et la signature du Traité de Versailles (28 juin 1919) s'effectua la liquidation lente et difficile des mesures auxquelles on avait eu recours et se manifesta une tendance déjà existante avant la guerre, mais qui en reçut une nouvelle impulsion. Les Etats inclinent de plus en plus à défendre leur production nationale. Après la grave perturbation qui avait affecté les échanges internationaux, les Etats se demandaient si certaines industries ou branches de la production agricole ne devaient pas être protégées plus efficacement que par le passé dans l'intérêt même de la sécurité et de l'approvisionnement du pays. Les Etats classent des catégories entières de marchandises parmi les produits « industrie-clef » dont l'existence est considérée comme essentielle pour l'économie nationale et son indépendance; on porte un plus grand intérêt qu'autrefois au développement de la production pour le marché intérieur, en faveur de laquelle on renforce les mesures protectrices. C'est ainsi que dans les derniers temps de la guerre, on commença à regarder en France de plus près les fondements du régime douanier, l'opinion publique était persuadée que l'article 11 du Traité de Francfort, stipulant entre la France et l'Allemagne la clause de la nation la plus favorisée, n'avait pas eu de conséquences heureuses pour la France; c'est une des raisons pour lesquelles on voulait éliminer la clause générale des futurs traités de commerce.

§ 2. — Dénouciatiun par la France de la Convention de 1906.
Son maintien provisoire à l'aide de quelques arrangements.

Aussi en automne 1918 la France avait-elle dénoncé ses traités de commerce, et notamment celui du 20 octobre 1906 avec la Suisse pour le 10 septembre 1919. Mais la situation économique ne permettait à aucun Etat d'envisager l'élaboration d'un tarif définitif ni la conclusion d'un traité de commerce, car devant l'incertitude des conditions économiques chaque Etat cherchait souvent sous l'empire de la nécessité à reprendre sa liberté; par un échange de notes des 21 mars-19 mai 1919, la Convention franco-suisse de 1906 fut maintenue provisoirement en vigueur avec faculté de dénonciation en tout temps à trois mois de délai; ce provisoire fut comme souvent d'une assez longue durée, puisque le texte de la convention fut maintenu jusqu'à l'arrangement du 21 janvier 1928, et ne fut en fait remplacé que par la Convention du 8 juillet 1929. Les dispositions tarifaires, par contre, furent considérées comme caduques, chacune des parties ayant repris sa liberté en cette matière, comme il en ressort de la note du 7 avril 1921, par laquelle le Conseil fédéral faisait savoir au Gouvernement français que la Suisse se proposait de mettre en vigueur un nouveau tarif douanier, mais qu'elle estimait que le texte du traité pouvait être maintenu dans ses parties essentielles; la France n'ayant formulé aucune objection, il fut admis que le texte de la Convention de 1906 restait en vigueur et que principalement la clause de la nation la plus favorisée continuait à régir les relations des deux Etats.

Pour cette raison, nous sommes donc amené à faire une revue rapide de l'organisation douanière et tarifaire de chacun des deux Etats.

Signalons toutefois auparavant que, le 23 mars 1919,

un accord s'établissait entre la France et la Suisse concernant certains points particuliers⁽³⁾, que l'on peut considérer comme une liquidation de la période de guerre; il traitait, en effet, dans ses cinq chapitres, des fournitures de la France à la Suisse (charbon principalement), des fournitures de la Suisse à la France, de la question des transports, des contingents d'importation en France, enfin de stipulations financières. Plusieurs stipulations de cet accord prévu pour un an devinrent inutiles par suite de dispositions prises par la France; le 13 juin 1919, elle levait la plupart des prohibitions à l'importation, sauf horlogerie, bijouterie et textiles, et le 12 juillet elle levait les mesures de blocus. Après avoir, par un décret du 7 juillet, supprimé toutes les autres restrictions à l'importation, on rétablit, fin juillet, un contingent pour les montres suisses, mais elles n'auront pas à acquitter la surtaxe douanière du 8 juillet 1919; il en fut de même fin août pour les broderies suisses. Par un arrangement du 8 octobre 1919 on fixe les contingents horlogers à 800.000 francs de pièces finies et 500.000 francs de mouvements à l'état d'ébauches par mois, et le 8 novembre le contingent de broderie est fixé à 1.500.000 francs par mois. En mars 1920, dans un nouvel arrangement, la Suisse s'engage à autoriser l'exportation d'énergie électrique et la France à fournir des charbons, phosphates et scories de déphosphoration, ainsi qu'à autoriser les contingents de montres et de broderies sans surtaxe douanière. Cet arrangement fut dénoncé par la France pour fin octobre 1920. Des négociations s'engagèrent à nouveau, mais n'aboutirent pas immédiatement. Cependant, l'interdiction française d'importation des broderies a été abrogée par le décret du 23 février 1921; cet article, importé librement en France, y est soumis à un droit de

(3) XII^e Rapport de Neutralité, 15 nov. 1919, *Rec. féd.*, 1919, III, p. 194.

trois fois et demi supérieur au précédent. Le 1^{er} juin 1921, un nouvel arrangement concernant le contingentement de l'horlogerie fut établi et se prolongea jusqu'aux accords généraux de 1928.

A partir de 1921 (note du 7 avril, v. *supra*), les échanges franco-suisse étaient donc réglés d'après le texte de la Convention de 1906 provisoirement maintenu en vigueur; quant aux droits auxquels ils étaient soumis, ils dépendaient de la réglementation tarifaire autonome de chacun des deux Etats que nous allons examiner.

§ 3. — L'organisation douanière française.

Le tarif appliqué par la France a son fondement dans la loi du 11 janvier 1892, qui établit le système du tarif à deux colonnes, dont l'une constitue le tarif général auquel sont, en principe, assujetties toutes les marchandises, l'autre le tarif minimum venant fixer les limites des concessions qui peuvent être consenties en vertu des conventions internationales. Pour ces conventions, les négociateurs français n'avaient pas à énoncer le montant des divers droits de douane, mais simplement à énoncer les articles qui avaient un droit conventionnel à être traités d'après le tarif minimum. Ainsi, au lieu de traités à tarif annexé apparurent des traités de commerce qui se référaient simplement au tarif minimum et qui étaient conclus pour une période relativement courte, mais pouvaient être prorogés d'une façon illimitée. Une autre conséquence était que le Parlement était libre de modifier le tarif à tout moment sans pour cela que le gouvernement fût obligé de dénoncer les traités. La France n'avait accordé à ses partenaires que le tarif minimum, mais non un droit de douane dont le montant fût fixé; ainsi, en 1910, on avait pu procéder à une révision de tarifs assez poussée sans

que la plupart des traités de commerce en fussent touchés d'une façon formelle.

Une loi du 29 juillet 1919 autorisait les négociateurs français de traités de commerce à accorder à l'avenir **non** seulement les droits du tarif minimum, mais aussi des droits intermédiaires exprimés en p. 100 du tarif. De cette façon, la France cherchait à conserver l'autonomie du tarif douanier, alors que d'autre part elle avait renoncé au simple schéma d'un tarif minimum et maximum; le tarif d'usage résultant des négociations devenait sans aucun doute beaucoup plus adapté aux circonstances mais aussi beaucoup plus compliqué; la clause de la nation la plus favorisée perdait de sa simplicité car, dans certains cas, elle pouvait entraîner, par suite de concessions, des facilités plus larges que celles prévues au moment de la conclusion du traité. La nouvelle méthode conventionnelle en vint à limiter la clause à certains articles.

Une loi du 16 mai 1916 autorisa le gouvernement à interdire l'importation de marchandises ou à élever les taux du tarif douanier provisoirement pendant la durée des hostilités. Le gouvernement fit largement usage de ce pouvoir d'élever les droits de douane en introduisant par décret du 14 juin 1919 des droits supplémentaires *ad valorem* sur les deux tiers environ des positions du tarif; ces surtaxes *ad valorem* étaient destinées à compenser l'insuffisance de protection résultant de la hausse considérable des prix des marchandises, alors que le droit de douane restait lui-même constant, réduisant ainsi l'incidence de notre tarif douanier dans des proportions telles que, pour la plupart des marchandises, les droits n'avaient plus que le caractère de simple taxe de statistique sans effet compensateur. Mais ce système *ad valorem* n'eut qu'une durée éphémère, car, d'une application difficile, il donnait lieu aux contestations qu'a toujours entraînées la détermination de la valeur de la marchandise, et on le remplaça le

8 juillet 1919 par celui des coefficients de majoration, facteurs variables par lesquels devaient être multipliés les taux anciens des droits; le chiffre 3 fut tout d'abord choisi comme le plus élevé de ces coefficients; ce système maintenait non seulement l'efficacité des douanes en rétablissant la proportion préexistante détruite par la dépréciation de la monnaie entre la valeur de la marchandise et le droit d'entrée, mais eut pour conséquence, dans la plupart des cas, une hausse considérable des tarifs. Ainsi, le décret du 29 juin 1921 élève certains coefficients jusqu'à 40. Un décret du 29 mars 1921 porta les taux du tarif général au quadruple du tarif minimum; cette mesure était destinée en premier lieu à défendre la production nationale contre la concurrence des pays à change déprécié avec lesquels la France n'était pas liée par traité de commerce. A partir de 1923, les pouvoirs que le gouvernement tenait de la loi du 6 mai 1916 n'ont pas été prorogés et les modifications de coefficients n'ont pu être réalisées que par le Parlement. La loi du 6 avril 1926 éleva de 30 p. 100 les droits sur presque toutes les positions. Une autre loi du 3 août 1926, portant ouverture de crédits supplémentaires pour l'année fiscale 1926 et création de nouvelles ressources financières, autorisa le gouvernement jusqu'à publication de la loi portant révision générale du tarif douanier à mettre en harmonie provisoirement et par décret du Conseil des ministres les droits de douane avec le cours du franc. Le gouvernement fit usage de cette faculté dans le décret du 14 août 1926, qui relevait à nouveau de 30 p. 100 la plupart des droits. Ces coefficients ont été supprimés par l'article 8 de la loi du 2 mars 1928 qui les a incorporés aux droits de base.

Le tarif douanier français est un des plus spécialisés, puisqu'il comprend près de 8.000 positions; la plupart des droits sont des droits spécifiques, ils sont perçus sur la base du poids brut pour toute marchandise dont le droit

inscrit au tarif minimum ou au tarif unique, quand il n'en existe qu'un, n'excède pas 150 francs le quintal; dans le cas contraire, les droits sont perçus sur le poids net. Enfin, rappelons que les règles ayant force de loi concernant le régime douanier français ont été groupées dans un ordre logique et forment actuellement le Code des douanes publié par décret du 26 décembre 1934, pris en vertu de la loi du 6 juillet 1934 sur la réforme fiscale (J. O., 27 déc. 1934).

§ 4. — L'organisation douanière suisse.

L'organisation tarifaire suisse a son fondement dans la loi fédérale sur le tarif des douanes du 10 octobre 1902, dotant la Suisse d'un tarif général qui servit de base à la conclusion d'importants traités de commerce, en particulier avec l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche-Hongrie et l'Espagne. Les taux stipulés par les traités formèrent avec les taux du tarif non consolidés par le régime conventionnel le tarif d'usage qui resta en vigueur du 1^{er} janvier 1906 à l'année 1920 sans subir de modification.

La guerre eut de graves répercussions sur le tarif douanier helvétique. Par suite de l'accroissement de la valeur des marchandises et l'avilissement de l'argent, les droits modiques du tarif d'usage de 1906 perdirent de leur efficacité. Cette conséquence, perceptible à l'égard des pays à change sain, s'aggravait nécessairement dans les relations de la Suisse avec les Etats dont le change baissait au point de transformer les importations en un dumping dangereux. D'autre part, les besoins financiers du ménage fédéral s'accroissant considérablement, on songea d'abord à pourvoir à ces besoins en relevant les droits sur les tabacs par un arrêté du 23 juin 1920 portant modification du tarif et autorisant également le Conseil fédéral à percevoir temporairement des taxes nouvelles majorées, fixées par les Chambres, sur d'autres marchandises exemptes ou

passibles de droit mais non soumises au régime conventionnel.

Ces mesures, d'ordre purement fiscal, ne suffirent pas longtemps. La baisse persistante des changes de puissants voisins nécessita, outre des mesures restrictives à l'importation, une protection plus efficace (message du 24 janvier 1921).

Devant la longue durée que nécessitait l'élaboration d'un tarif général, puis sa transformation en tarif d'usage, on alla au plus pressé en cherchant simplement le moyen d'adapter les droits aux nécessités de la situation. Par arrêté du 18 février 1921, les Chambres autorisaient le Conseil fédéral « à adapter provisoirement les droits du tarif douanier à la situation économique actuelle et à mettre les nouveaux droits en vigueur à l'époque qui lui paraîtrait opportune ». Après une vaste enquête, le tarif d'usage du 8 juin 1921 fut établi pour entrer en vigueur le 1^{er} juillet.

Il devait immédiatement et sans modification entrer en vigueur à l'endroit des pays qui traitaient la Suisse équitablement ou lui accordaient la clause de la nation la plus favorisée.

Au printemps de 1921, les Etats au bénéfice de traités de commerce avaient été avisés des mesures projetées; à l'égard de la France, la situation ne fut guère modifiée.

D'autre part, par un arrêté fédéral du 18 février 1921, il fut décidé de prendre des mesures concernant la restriction des importations :

ARTICLE PREMIER.

En vue de prévenir le chômage et de protéger la production nationale lorsqu'elle est menacée dans ses conditions d'existence, le Conseil fédéral peut, dans l'intérêt économique général du pays, à titre exceptionnel et temporaire, limiter ou faire dépendre d'un permis l'importation de marchandises qu'il lui appartient de désigner.

A la suite d'une ordonnance pour l'exécution de cet arrêté (14 mars 1921), un premier arrêté soumit l'importation de diverses marchandises à la présentation d'un permis (14 mars 1921). Cependant, nous n'insisterons pas sur ces mesures, car, pour les importations par la frontière française, la plupart des catégories de marchandises soumises à des mesures restrictives sont au bénéfice d'une autorisation générale, et au 16 avril 1923 par exemple on ne comptait pour les marchandises françaises que 22 rubriques soumises à une limitation sur 219, et au 25 novembre 1924 13 rubriques y étaient assujetties sur 171. Au cours de 1925, les limitations furent levées.

Au début de 1925, le Conseil fédéral soumettait à l'Assemblée fédérale une proposition concernant une nouvelle loi sur le tarif des douanes : elle comprenait un nouveau tarif général destiné à favoriser la politique commerciale de la Suisse en ce sens que, par ses taux relativement élevés, il devait lui permettre, en accordant des concessions sur son propre tarif, d'obtenir de la part des pays étrangers des mesures favorables pour ses produits d'exportation. Mais l'élaboration d'une loi sur le tarif des douanes ne s'effectue pas du jour au lendemain, et elle n'a pas encore abouti à ce jour. Devant les besoins pressants du moment et prévoyant de futures discussions de traités de commerce, le Conseil fédéral décidait d'augmenter les droits de 270 rubriques du tarif de 1921 (5 nov. 1925), mais ces augmentations n'entrèrent pas en vigueur, car elles ne furent pas prises en considération dans le Traité germano-suisse du 14 juillet 1926, pas plus que dans les traités de commerce subséquents.

C'est donc selon les pouvoirs conférés par l'arrêté du 18 février 1921, prorogé le 26 avril 1923, que le Conseil fédéral continue à modifier le tarif d'usage. Ces modifications (augmentation des droits, spécialisation des positions) ont été relativement peu nombreuses, et par suite

de cette stabilité le niveau douanier suisse est un des moins élevés. Le tarif douanier, dont la dernière édition date du 1^{er} décembre 1933, comprend 1.164 positions réparties en : 15 chapitres à l'importation, 11 positions à l'exportation et 28 positions annexes pour les droits sur le tabac. Droits spécifiques, ils sont calculés sur le poids brut; une ordonnance du 24 août 1926 prévoit les règles concernant l'application de la tare, la détermination du poids et le calcul des droits de douane; il convient de mentionner encore l'ordonnance du 19 juin 1929 sur le calcul et la perception des droits de statistique et l'arrêté du 22 août 1933 fixant les taxes pour les visites vétérinaires à la frontière.

Les règles concernant le régime douanier suisse sont contenues dans la loi fédérale sur les douanes du 1^{er} octobre 1923 et le règlement d'exécution de ladite loi du 10 juillet 1926, entrés tous deux en vigueur le 1^{er} octobre 1926 (4).

§ 5. — Conclusion.

De 1919 à 1926, les difficultés de réadaptation à un régime économique normal, le rééquipement industriel excessif de certains Etats dans le sens de la rationalisation, les troubles financiers causés par la chute des monnaies, la hausse générale des prix, les mesures douanières prises pour éviter les conséquences fâcheuses de ces événements, causèrent des vicissitudes multiples à cette période qui peut être considérée comme celle de la liquidation de la guerre et des troubles subséquents. Les mesures prises par la France et par la Suisse désagrégèrent le Traité franco-suisse de 1906 dénoncé en 1918 puis maintenu provisoirement; cependant, les relations commerciales connaissent un régime supportable, du fait que

(4) V. Blumenstein et Gassmann, *La législation douanière suisse*.

cette convention maintenait le régime de la clause de la nation la plus favorisée.

La France et la Suisse, comme elles l'avaient fait avec des Etats tiers, auraient pu également signer une nouvelle convention, mais l'acheminement vers une telle solution était assez difficile du fait que les négociations étaient troublées par l'épineuse question des zones.

En 1926, les deux Etats envisageaient des réformes tarifaires; d'autre part, la vie économique, après des troubles monétaires en France, reprenant un cours normal, ces circonstances devaient favoriser l'entrée en négociation des deux pays afin d'envisager la modernisation du règlement de leurs rapports économiques.

SECTION III

NOUVELLE ORIENTATION DE LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA FRANCE A LA SUITE DES ACCORDS FRANCO-ALLEMANDS DE 1927. LES ARRANGEMENTS FRANCO-SUISSES DES 21 JANVIER ET 11 MARS 1928. LEUR CONFIRMATION DANS LA CONVENTION DU 8 JUILLET 1929.

§ 1. — Projet de révision du tarif français. Protestations suisses contre ses tendances protectionnistes. Entrée en pourparlers.

L'année 1927 constitue une étape importante dans les relations économiques franco-suisse; elle voit, en effet, les deux pays entrer dans la voie des négociations commerciales, qui sont ensuite interrompues avec menace de guerre douanière, puis reprises, s'orientant ainsi selon la ligne générale de la politique économique et douanière de la France, qui va la fixer dans les accords franco-allemands.

En mars 1927, le Gouvernement français décida de demander aux Chambres de procéder au cours de la session au vote du projet de loi portant révision du tarif des douanes. Cette révision semblait s'imposer; alors que nombre d'autres pays avaient adapté leur régime douanier aux circonstances nouvelles, la France, qui avait dû consacrer ses efforts à la reconstitution des régions envahies, qui avait dû se débattre en 1926 dans une crise monétaire, n'avait pas été en mesure de s'occuper de la question douanière. Mais les difficultés rencontrées dans les tractations commerciales avec l'Allemagne avaient fait apparaître la nécessité de posséder un tarif renfermant des éléments de négociation nécessaires, et c'était un besoin légitime que de refondre et rajeunir un vieux tarif douanier dont les principes fondamentaux et la nomenclature dataient de 1892. La préoccupation dominante de ceux qui avaient élaboré le projet du nouveau tarif douanier avait été, et cela se conçoit facilement, de protéger la production et le marché français contre l'envahissement des produits étrangers.

La tendance protectionniste de ce projet pouvait constituer une menace très grande pour les exportations suisses en France et par voie de conséquence pour les exportations françaises en Suisse. Aussitôt la Chambre de Commerce suisse en France, qui allait jouer un rôle très important pendant toute la durée des négociations en sa qualité de conseillère technique, vit dans l'adoption possible d'un tel projet un danger pour les relations franco-suisses et tint, dans son bulletin de mars-avril 1927, à attirer l'attention sur le cas particulier que constituait la Suisse dans les relations économiques de la France. Elle soulignait que plus on étudiait les échanges commerciaux entre la France et la Suisse, moins on comprenait que ce fût la France qui éprouvât le besoin de se protéger, car entre 1922 et 1926 on constatait une chute des impor-

tations suisses en France et une conquête du marché suisse par les produits français.

Elle poursuit l'exposé de sa thèse en démontrant que les prix élevés de la plupart des produits suisses assurent à la France une protection très importante. Il convient de citer le passage consacré à cette démonstration, car, par les chiffres indiqués, on voit avec quelle gravité le problème se posait pour la Suisse, et on comprend l'acharnement mis par les négociateurs suisses à défendre leur point de vue dans les négociations difficiles qui allaient s'ouvrir.

« Chacun sait que, abstraction faite de tous droits de douane et taxes à l'importation, la plupart des produits de l'industrie suisse sont notablement plus chers (25 à 30 p. 100) que les produits correspondants de l'industrie française. Dans l'état actuel des choses, par conséquent, les anciens droits d'entrée et la différence du coût de la vie — sans parler du change — suffiraient à assurer à la France une protection extrêmement importante.

» *L'exemple des turbines à vapeur.* — En raison du coût élevé de la main-d'œuvre en Suisse, les prix de turbines à vapeur suisses, livrées franco-frontière, non dédouanées, sont en moyenne de 25 à 50 p. 100 supérieurs aux prix des constructeurs français. La moyenne des salaires des ouvriers spécialistes en turbines à vapeur est, en Suisse, d'environ 1 fr. 75 à l'heure, ce qui correspond environ à 8 fr. 50 français. La moyenne correspondante du salaire des ouvriers français de même catégorie est d'environ 5 fr. 50, d'où une différence au minimum de 55 p. 100 dans le coût de la main-d'œuvre. Si l'on tient compte, d'autre part, du fait que, dans le prix de revient de turbines à vapeur, les matières premières comptent environ pour un tiers et la main-d'œuvre, ainsi que les frais du personnel technique, pour environ deux tiers, on arrive à la conclusion, qui est confirmée par les faits, que

la moyenne des prix de revient en usine des turbines suisses dépasse de 36 p. 100 les prix de revient, en usine, des turbines françaises. Les tarifs français actuellement en vigueur ont déjà pour effet d'augmenter les prix des machines suisses, rendues franco frontière, de 7 à 10 p. 100 en moyenne, tandis que les tarifs projetés auront pour effet de les quadrupler en moyenne, c'est-à-dire de les porter de 28 à 40 p. 100. Avec les nouveaux tarifs, les prix suisses actuels, qui sont déjà extrêmement élevés par rapport à ceux des constructeurs français, deviendront absolument prohibitifs.

» En résumé : sans protection aucune, l'écart entre les prix suisses et les prix français est déjà de 25 à 50 p. 100; avec le tarif actuel comportant une protection moyenne de 8,5 p. 100, l'écart est de 35 à 62,5 p. 100; avec le tarif projeté qui comporterait une protection moyenne de 34 p. 100, l'écart oscillerait entre 67,5 p. 100 et 100 p. 100.

» *L'exemple des dynamos.* — Dynamo à courant continu (100 kW., 300 t. m., 130 V.).

Prix du matériel français rendu Paris. F.	43.800	Majoration sur prix français.
Prix du matériel suisse :		—
Non dédouané en usine.....	52.500	20 %
Dédouané au tarif actuel.....	60.150	37 %
Dédouané au tarif projeté.....	63.000	43 %

Puis, après avoir justifié la méthode de calcul, l'article conclut :

« De pareilles majorations méritent-elles vraiment d'être qualifiées de modérées ? Et lorsqu'elles prétendent frapper des machines suisses dont le prix est notoirement supérieur de 25 à 30 p. 100 au prix des machines françaises équivalentes, n'a-t-on pas la permission de penser que ces majorations procèdent de l'ultra-protectionnisme le plus farouchement prohibitif ? »

Après avoir encore examiné le cas de l'horlogerie, où les articles paieraient des droits de 10 à 50 fois plus élevés, et celui du commerce des articles de soie manufacturés et des bottines et souliers, dont l'exportation de France en Suisse croît de la façon inverse aux exportations suisses en France, on en arrive à un article intitulé : « Représailles. » Le titre lui-même est plus dangereux que le contenu de l'article, car on ne voudrait pas avoir recours à de telles mesures du côté suisse; tout en s'attachant à défendre ses intérêts propres, on ne méconnaissait pas la situation et les difficultés que pouvait rencontrer la France.

Un dernier article venait attirer l'attention sur les conséquences du fameux conflit franco-suisse de 1892-1895, dont le spectre devrait amener les partis en présence à de salutaires réflexions.

Telle était la situation au moment où le Conseil fédéral décida d'engager avec le Gouvernement français des négociations commerciales et désigna à cet effet des délégués et une commission consultative. Ces délégués viennent à Paris, acceptent l'hospitalité de la Chambre de Commerce suisse en France pour y établir leur quartier général. La Chambre de Commerce avait d'ailleurs décidé de former un comité spécial de questions douanières, composé d'un délégué de chacune des industries exportatrices suisses les plus menacées par le projet.

Entamés le 8 juin 1927, les premiers pourparlers entre la délégation suisse et la délégation française furent interrompus avant la fin du même mois, le Gouvernement français ayant décidé de concentrer ses efforts dans les négociations avec l'Allemagne.

Soulignons que du côté français, directement intéressé au commerce avec la Suisse, on désirait aussi voir s'effectuer les pourparlers dans le meilleur esprit possible, ainsi qu'en témoigne un vœu de la Chambre de Commerce fran-

çaise en Suisse, demandant « que, lors des négociations du Traité de commerce franco-suisse, le Gouvernement français accorde les plus grandes facilités à l'importation de produits suisses, afin que par réciprocité le marché helvétique soit largement ouvert aux articles français dont il constitue l'un des principaux débouchés » ⁽⁵⁾.

§ 2. — Echec du projet de tarif douanier. L'accord commercial du 17 août 1927 entre la France et l'Allemagne.

Cependant, le Gouvernement français, plus exactement le Ministre du Commerce, avait compté que le nouveau tarif pourrait être adopté avant les vacances de Pâques 1927, ou au plus tard avant les vacances d'été. Dès sa publication, ce projet de nouveau tarif rencontra à la Chambre des députés une très forte opposition. Sur la plupart des chapitres du tarif proposé, les droits parurent excessifs, et la nomenclature nouvelle ne correspondant pas à l'ancienne, on reprocha au Ministre du Commerce de n'avoir pas fourni, en même temps que des tableaux comparatifs, la justification de relèvement de droits aussi considérables que ceux qu'il demandait. Devant cette opposition, le Ministre du Commerce n'osa pas insister, et l'examen de son projet de nouveau tarif douanier fut remis à plus tard.

Ainsi, le gouvernement n'avait pu obtenir le vote du tarif douanier soumis au Parlement, mais comme il était nécessaire d'avoir en main un instrument pour négocier avec les divers pays, et notamment avec l'Allemagne, il demanda l'autorisation de procéder lui-même aux modifications qu'il jugerait nécessaire d'apporter au tarif doua-

(5) B. M. C. C. F., juin 1927, p. 178.

nier. Quelques heures avant de se séparer, dans la nuit du 13 au 14 juillet, les Chambres votèrent un texte de loi, dont voici l'article unique :

Le gouvernement est autorisé à titre exceptionnel et pendant une durée de trois mois, à apporter des modifications au tableau A du tarif douanier, dans la mesure où cela sera nécessaire, pour conclure d'urgence des accords commerciaux en cours de négociation. Ces modifications ne pourront cependant affecter ni les objets alimentaires, ni les articles vestimentaires, à l'exception de la bonneterie.

Les nouveaux tarifs ne pourront être mis en vigueur à titre provisoire que conjointement avec les accords qui les motivent. Ils seront présentés à l'approbation du Parlement en même temps que les accords, immédiatement si le Parlement est réuni, ou dès l'ouverture de la prochaine session.

A défaut d'approbation, ces tarifs et ces accords cesseront leurs effets 28 jours après la décision du Parlement (L. 27 juill. 1927.)

Nanti de ces pouvoirs, le gouvernement poursuit les conversations avec l'Allemagne, et le 17 août 1927 fut conclue à Paris la convention de commerce et de navigation. Cette convention constitue un acte d'une importance considérable non seulement parce qu'elle réglait d'une façon définitive et en même temps dans un esprit libéral le statut des relations économiques des deux pays, mais parce qu'elle a marqué une orientation nouvelle dans la politique commerciale française. En effet, cette convention rétablit dans sa pleine valeur la clause générale et inconditionnelle de la nation la plus favorisée, alors que depuis la guerre la politique douanière de la France avait été d'essayer de se libérer des conséquences de cette clause.

D'autre part, elle établit d'importantes modifications tarifaires. En effet, on peut résumer ainsi les conditions tarifaires faites à l'Allemagne : concession à l'Allemagne de l'ancien tarif minimum des douanes pour une série de

produits (liste A); ensuite, concession du tarif minimum, après rectification des droits et de la nomenclature, pour une autre série de produits (liste B); concession pour une troisième série de produits de droits intermédiaires entre le tarif général et le tarif minimum (liste C). Les changements importants du tarif résultent de cette délégation du pouvoir législatif au gouvernement qui procéda lui-même aux modifications du tarif nécessaires avant de signer la convention du 17 août. Ces modifications, véritable nouveau tarif, furent promulguées par voie de décret ministériel en date du 30 août 1927, pour entrer en vigueur le 6 septembre. Ce décret est très étendu (texte de l'accord franco-allemand et la nouvelle tarification qui en résulte occupent ensemble plus de 100 pages du J. O.). Il a porté sur la plupart des chapitres de droit, en tarif général et en tarif minimum; d'autre part, il a établi une nomenclature beaucoup plus poussée que l'ancienne; 300 positions de l'ancien tarif ont été remplacées par 1.080 positions nouvelles. La tarification comprend comme précédemment des droits de base et des coefficients de majoration. Les taux du tarif général sont quadruples du tarif minimum. Enfin, le nombre de marchandises soumises à un droit *ad valorem* — dont on détermine à l'article 7 la base de calcul — est augmenté.

Cette tarification, établie par le décret du 30 août au tarif général et au tarif minimum, est substituée à celle qui existait, et par conséquent a été appliquée dès le 6 septembre aux divers pays étrangers, qui, mis en présence du fait accompli, du relèvement considérable du tarif minimum français, ne manquèrent pas d'élever des protestations, tels les Etats-Unis, la Suisse, qui envoya une nouvelle délégation à Paris.

§ 3. — Reprise des négociations franco-suisse
et menaces de rupture.

En effet, le nouveau tarif français opposait une barrière considérable à presque toutes les catégories essentielles de produits suisses. Une prompte reprise des négociations s'imposait, car seules des concessions françaises pouvaient tirer la Suisse d'une situation qu'elle jugeait devenue intolérable.

Cependant, comme le fait remarquer M. Léon Buquin, si certaines réclamations se justifient pour certains produits, tous n'ont pas été également frappés :

« La Suisse est touchée, comme les autres nations, par le nouvel accord franco-allemand. Comme elle est au bénéfice du tarif minimum, ses exportations seront taxées d'après les nouveaux taux établis. Le relèvement se manifeste surtout sur les produits chimiques, la bonneterie, les machines, les appareils électriques. Par contre, il n'a rien été changé pour les produits du sol et de l'élevage, notamment le lait, le beurre, le fromage, de même pour le chocolat. Aucune augmentation n'a été apportée à l'horlogerie de petit volume ni à l'industrie dentellière.

» Il ressort de cette énumération que si les cris d'alarme des commerçants suisses se justifient pour certains articles, en revanche les produits spécifiquement suisses n'ont pas été atteints par l'accord franco-allemand. D'autre part, si les exportations suisses en France ont diminué progressivement depuis quelques années, il faut l'attribuer non pas exclusivement aux droits de douane, mais surtout aux deux causes principales qui pèsent sur le commerce extérieur de la Suisse : le change et la cherté de la main-d'œuvre. » (6).

(6) B.M. C. C. F., nov. 1927, p. 331.

Les délégués reviennent à Paris le 27 septembre. Les pourparlers reprennent, mais sans faire apparaître à aucun moment l'espoir d'un accord. A chaque demande suisse les négociateurs français opposaient un *non possumus* et faisaient valoir que l'octroi à l'Allemagne de la clause de la nation la plus favorisée leur interdisait d'accorder à la Suisse des allègements de droit qui profiteraient automatiquement à l'Allemagne et lui permettraient de faire sur le marché français une concurrence désastreuse aux produits français.

Devant les difficultés auxquelles se heurtaient les négociateurs, la Chambre de Commerce suisse en France, constatant la nouvelle et lourde aggravation de conditions d'importation en France de plusieurs catégories de produits essentiels de la Suisse, émet le vœu que « les négociations reprennent sans plus tarder, et aboutissent à une entente qui permette une prompte reprise des exportations suisses en France, assurant ainsi la continuation des relations amicales et écartant le danger d'une rupture dont les funestes conséquences seraient incalculables » (7).

Publiée par la presse suisse et un grand nombre de journaux français, cette note n'eut aucun résultat pratique, bien que la gravité de la situation fût encore soulignée par ce fait que la Chambre de Commerce française à Genève émit quelques jours après un vœu concordant, venant ainsi refléter exactement la préoccupation des Suisses et des Français (8).

Cependant, le 14 octobre, les délégués suisses quittaient Paris, et, tandis qu'ils attendaient en Suisse une réponse à leurs demandes écrites, la presse française publiait des notes rassurantes et d'allure officieuse, affirmant que les pourparlers progressaient normalement.

(7) R. E. F. S., oct. 1927, p. 314.

(8) B. M. C. C. F., oct. 1927, p. 318.

Quant aux communiqués suisses, ils constatent que les négociateurs suisses étaient toujours sans nouvelles de leurs collègues français. A cette date, les négociations ne semblaient nullement en bonne voie, puisque les délégués suisses, estimant « avoir épuisé la matière », « attendent les réponses précises et écrites ».

Cependant, le silence semblait se poursuivre, et au début de novembre le Secrétaire général de la Chambre de Commerce suisse en France publie dans le bulletin n° 79, intitulé : « Les relations commerciales franco-suisses s'achèment-elles vers la rupture ? », un appel qui constitue en fait un véritable cri d'alarme : on craint « la dénonciation de la convention de commerce, la rupture des relations commerciales, la guerre de tarifs, l'annihilation de ce qui reste encore des exportations suisses en France, la fermeture aux exportations françaises de débouchés magnifiques qu'elles ont en Suisse » (9).

Les journaux suisses reproduisent et commentent ce cri d'alarme. En peu de jours il devient manifeste que si le Conseil fédéral perdait patience et se résignait à dénoncer la Convention de commerce franco-suisse, il serait certainement soutenu par l'unanimité de l'opinion suisse. Bientôt, la presse française reproduisait des extraits de l'appel et commentait l'état de l'opinion en Suisse, mais à Berne, dans l'avant-dernière semaine de novembre, on attendait toujours une réponse de Paris aux demandes formulées par les délégués suisses au milieu d'octobre.

Le 23 novembre, le Conseil fédéral reconnut la nécessité de dénoncer la Convention de commerce et décida que le document officiel, portant notification de la dénonciation, serait soumis à son approbation définitive le mardi 29 novembre.

Ayant été informé que, sur l'avis unanime de la Com-

(9) R. E. F. S., oct. 1927, p. 313.

mission consultative constituée par lui, le Gouvernement fédéral allait prononcer le 29 la dénonciation de la convention, le Conseil des Ministres français décida, le 28 novembre, d'envoyer à Berne deux délégués chargés d'apporter à la Suisse de nouvelles propositions de nature à conjurer le danger d'une rupture et d'assurer la reprise des négociations dans des conditions qui permettent de trouver les bases d'un accord.

§ 4. — L'arrangement commercial franco-suisse
du 21 janvier 1928 et l'avenant du 11 mars 1928.

Les négociations reprennent alors aussitôt et se poursuivent laborieusement à Berne, Genève et Paris; elles aboutissent le 21 janvier 1928 à la signature d'un premier accord partiel et provisoire. Ainsi on était arrivé à écarter la menace d'une guerre douanière, toujours destructrice des biens économiques des pays en lutte; on avait procédé par la méthode qui est toujours la meilleure lorsqu'on peut y recourir, c'est-à-dire par voie d'entente entre les industries intéressées des deux pays, ce qui avait été possible pour les soieries et les produits chimiques.

Cet arrangement commercial constitue une annexe de la Convention de commerce du 26 octobre 1906; les effets de cette convention resteront provisoirement en vigueur, à l'exception des nouvelles dispositions relatives au tarif.

Avant de procéder à l'examen un peu détaillé de l'accord, il convient de voir comment on l'appréciait en France, et pour cela retenons les paroles du Ministre du Commerce, M. Bokanowski, dans la séance de la Chambre du 23 janvier 1927, où étaient soumis au débat les accords économiques : « Je suis obligé de reconnaître que les Etats de l'Europe centrale ont une politique douanière agraire un peu excessive qui gêne beaucoup le légitime

désir d'expansion de notre production agricole. Mais en ce qui concerne plus spécialement notre accord avec la Suisse, je ne voudrais pas que la Chambre restât sur l'impression que nos voisins et amis n'ont pas consenti un très grand effort de conciliation. Les difficultés financières et monétaires dans lesquelles ses voisins se sont débattus au cours de ces dernières années ont rendu les exportations de la Suisse très difficiles et n'ont pas permis à certaines industries essentielles de cette nation laborieuse et vigoureuse, notamment à l'industrie hôtelière, de recueillir les profits auxquels elle était accoutumée. Un chômage très dur à supporter pour les populations suisses a amené le gouvernement à essayer de reprendre des courants commerciaux avec des pays voisins. Or, il ne faut pas oublier que si notre agriculture est loin de recevoir les satisfactions que M. de Monicault avait raison de réclamer pour elle, pour l'ensemble de nos intérêts industriels, la Suisse avait consenti à laisser subsister des courants qui, au point de vue de notre balance commerciale, nous sont très favorables. »

Au sujet des concessions françaises, le Ministre a dit : « La difficulté de réaliser des adaptations n'était que trop évidente. Il ne pouvait s'agir ni de démunir la production française au bénéfice de la concurrence suisse d'une protection que le Gouvernement français avait conscience d'avoir rigoureusement dosée, à l'occasion de l'accord allemand, ni en abaissant les tarifs au bénéfice de la Suisse, d'exposer le travail national à la concurrence plus redoutable encore d'autres pays.

» La difficulté était d'autant plus angoissante que la production suisse est, à bien des égards, analogue à celle de l'Allemagne. Quoique spécialisée pour un petit nombre d'articles, que l'on pourrait taxer de spécialement helvétiques, elle se consacre néanmoins, surtout dans le domaine de la mécanique, de l'électricité et des produits

chimiques, à des fabrications de tous points similaires à celles des puissances centrales. »

Si nous examinons d'un peu plus près le traité, nous voyons que la Suisse obtient une réduction des droits prévus au tarif minimum français.

La France inscrit dans la liste A, à des droits plus réduits, les principaux produits de l'exportation suisse affectés par le décret du 30 août 1927, c'est-à-dire les produits des industries mécanique, électrique, chimique et soyeuse.

Pour ce qui est des importations françaises en Suisse, on obtient simplement la consolidation des droits du tarif d'usage sur 221 positions, et on évitera ainsi les augmentations qui pourraient être décidées si la Suisse venait à discuter de son projet de tarif élaboré en 1923 par son gouvernement. La France obtient aussi des facilités relatives aux prescriptions de la loi fédérale sur l'étalonnage des bouteilles.

Signalons maintenant une clause que les négociateurs suisses avaient habilement fait insérer :

ARTICLE 4.

Le présent Arrangement sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Paris à la date du 23 février 1928. Si l'échange des ratifications n'avait pu être effectué avant la date du 23 février, que les Hautes Parties Contractantes considèrent comme celle de la mise en vigueur du présent Arrangement, chacune des Hautes Parties Contractantes reprendrait sa pleine liberté d'action.

Les négociateurs suisses n'ignoraient pas l'enchevêtrement des propositions douanières sur lesquelles le Parlement français allait être appelé à se prononcer; ils pouvaient craindre, dans ces conditions, que la Chambre des députés, dans les quelques semaines qui la séparaient de l'expiration de son mandat, ne réussit pas ou ne fût pas

disposée à ratifier *in extremis* un ensemble d'accords qui engageait l'avenir économique de la France. Il ne pouvait être question de promettre que le Parlement ratifierait l'accord; un pareil empiétement sur les prérogatives du pouvoir législatif était impossible. Tout en comprenant la position délicate du gouvernement, les négociateurs suisses en pouvaient oublier que, sous le régime douanier français en cours, chaque jour qui s'écoulait aggravait la situation des exportations suisses en France, alors que le *statu quo* ne gênait en rien le mouvement ascendant des exportations françaises en Suisse.

Du côté suisse, la ratification avait été faite sur l'avis des commissions des douanes des Chambres fédérales par le Conseil fédéral, malgré que l'article 85 de la Constitution réserve au Parlement le droit de rendre exécutoire les conventions de l'espèce. Le Conseil fédéral a invoqué l'intérêt pour la production helvétique à bénéficier rapidement des avantages contenus dans l'accord, et il s'est appuyé sur des précédents invoquant aussi qu'il ne s'agissait que d'un simple accord ou arrangement provisoire.

Du côté français, l'accord convenu est entré en vigueur le 26 février 1928, grâce à une habileté administrative, l'Administration des douanes françaises ayant pris des mesures pour que les importations n'aient à payer que les droits nouveaux, bien que le Parlement français ne l'ait approuvé que le 2 mars.

En effet, le Parlement s'était trouvé dans l'obligation d'examiner et de ratifier une série de projets de lois fort volumineux, et d'autre part d'une importance primordiale, puisqu'ils allaient établir le statut de nos échanges économiques que le Parlement n'était pas parvenu à fixer au printemps de 1927. Il ne s'agissait pas moins que d'examiner les projets suivants :

1° Projet de loi portant ratification du décret du 30 août

1927, qui a apporté certaines modifications au tarif des douanes et précisé leurs conditions de mise en application, vu l'accord commercial du 17 août 1927 entre la France et l'Allemagne;

2° Projet de loi tendant à approuver la Convention signée le 26 janvier 1927 entre la France et l'Italie au sujet du régime douanier des soies et soieries (dont certains droits d'ailleurs avaient été modifiés par l'accord franco-suisse);

3° Projet de loi portant modification de certains droits de douane en application de l'accord commercial franco-suisse du 21 janvier 1928;

4° Projet de loi portant approbation de l'accord commercial entre la France et l'Allemagne signé le 17 août 1927;

5° Projet de loi tendant à approuver l'arrangement commercial du 21 janvier 1928 annexé à la Convention de commerce du 20 octobre 1906 entre la France et la Suisse;

6° Projet de loi modifiant les droits de douanes. (Cette rectification, qui prit le nom d'additif, devait permettre d'élever les taux de produits agricoles, en tournant la consolidation fixée pour eux dans l'accord franco-allemand à moins d'une variation de 20 p. 100 dans les prix de gros. On convint de donner à l'additif présenté aux Chambres un développement plus grand, de manière que le tarif français, après les rectifications opérées par le décret du 30 août 1927 et celles qu'on allait encore lui faire subir, put être considéré comme révisé dans son ensemble.)

Le Ministre du Commerce, devant le nombre et la complexité des questions, s'était d'ailleurs fait assister par des commissaires du gouvernement, parmi lesquels nous notons M. D. Serruys, directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce, négociateur français des accords franco-suisse, qui défendit certaines des conces-

sions faites à la Suisse avec une fermeté qui n'était pas sans courage.

Enfin, le 2 mars, le Parlement ratifiait la Convention franco-suisse dans la loi générale.

Une autre clause de l'accord douanier prévoyait le cas de ce qu'il arriverait si la seconde tranche des négociations, comprenant entre autres l'horlogerie, la broderie, ainsi que les nouvelles mesures douanières, conséquences des augmentations que devait subir le tarif par suite de l'additif, n'aboutissait pas à la date du 15 mars 1928 :

ARTICLE 5.

La présente Convention pourra être dénoncée à partir du 1^{er} avril 1929 pour prendre fin trois mois après la notification de la dénonciation.

Toutefois, chacune des Hautes Parties Contractantes pourra dénoncer le présent Arrangement pour prendre fin un mois après si les négociations que les deux gouvernements ont instituées au sujet de nouvelles mesures douanières que le Gouvernement français projette n'aboutissaient pas avant la date du 15 mars 1928.

La dénonciation du présent Arrangement entraînera celle de la Convention du 20 octobre 1906, qui prendra fin en même temps que le présent arrangement.

Entre temps, de nouvelles négociations avaient repris dès le milieu de février; elles portaient principalement sur l'horlogerie et la broderie.

Pour ce qui est de l'horlogerie on procéda par voie d'ententes préalables entre les parties directement intéressées, et les représentants français et suisses après des entrevues à Paris et Besançon finirent par se mettre d'accord; la Suisse voyait surtout s'écarter la menace de taxation *ad valorem*.

On rencontra de plus grandes difficultés en ce qui concernait la broderie; cependant, le 11 mars 1928, on finit par signer à Paris l'avenant à l'arrangement commercial.

franco-suisse du 21 janvier 1928. Dans la liste B 1, la Suisse a baissé son tarif d'usage pour 12 positions (les plus importantes étant : moules fraîches de 70 à 10 francs le q. m.; fromages à pâte molle, tels que Brie, Camembert, Roquefort, de 20 à 8 francs) et en a consolidé 88 autres.

Du côté français, les modifications et consolidations d'une liste A 1 ont porté sur 200 positions dont 40 appartiennent à l'additif promulgué le 2 mars et 38 au tarif minimum antérieur au 30 août 1927. Les positions qu'il convient de signaler concernent l'horlogerie; on a un droit assez élevé par rapport à l'ancien droit véritablement bien modeste, mais qui s'appliquait à des marchandises dont l'entrée en France était contingentée, tandis que le contingentement est dès lors supprimé, la broderie, les industrie du coton.

Aux termes des stipulations, les produits suisses bénéficieront des droits de la liste A aussi longtemps que l'indice officiel des prix de gros ne marquera pas une différence de 20 p. 100 par rapport à l'indice du mois de janvier 1928.

Mentionnons que, dans l'échange de lettres entre M. Bokanowski, ministre du Commerce, et le chef de la Délégation suisse, M. W. Stucki, consécutif à la signature de l'avenant, la Suisse s'est obligée à n'autoriser sur son territoire l'usage des dénominations « Cognac » et « Armagnac » que pour les produits auxquels la loi française reconnaît le droit à ces appellations d'origine. Un régime analogue est envisagé : d'une part, pour certaines spécialités de vins français, tel que le champagne; d'autre part, pour les produits agricoles spécifiquement suisses, tels que le fromage d'Emmenthal et le fromage de Gruyère. L'avenant a été ratifié par le Parlement français le 17 mars 1928, non sans quelques résistances, notamment de la part du Sénat, ses représentants se sont faits l'écho des plaintes formulées par les fabricants de chocolat et les indus-

triels de la broderie. Il fut ratifié par la Suisse le 22 mars pour entrer en vigueur le 15 avril 1928.

Ainsi, au printemps de 1928, les relations économiques franco-suissees se trouvaient à nouveau réglées par un régime douanier qui, s'il n'était pas en tous points satisfaisant, assurait du moins aux échanges entre les deux pays la stabilité indispensable au maintien et au développement des relations économiques. A travers maintes difficultés on était parvenu à ce résultat; si les négociateurs français ont été parfois obligés de montrer de la lenteur et de l'intransigeance, ce n'est pas que celles-ci aient été dictées par un parti pris, ni inspirées par un sentiment quelconque d'inimitié à l'égard de la Suisse, mais que, du côté français, on a laissé apparaître un certain manque d'organisation et de politique économique bien définie; en effet, on n'était pas parvenu à se forger un nouveau tarif douanier cependant nécessaire à la veille des négociations importantes qu'on allait entamer, et on avait eu recours à un moyen de fortune qui vint compliquer la situation; d'autre part, on se remettait difficilement du malaise que semblaient provoquer dans certains milieux le retour à la clause inconditionnelle et générale de la nation la plus favorisée, dont on avait essayé de se débarrasser à la fin de la guerre, et la non-application du principe de l'intangibilité du tarif minimum. Néanmoins, la France avait fini par donner des preuves réelles de sa bonne volonté et de son désir de conciliation à l'égard de la Suisse, et on avait abouti ainsi à l'heureux résultat des arrangements.

§ 5. — La confirmation des arrangements de 1928 par la Convention franco-suisse du 8 juillet 1929.

L'arrangement commercial du 21 janvier et son avenant du 11 mars 1928 n'étaient venus régler que les questions

tarifaires; pour le reste, c'était la Convention du 20 octobre 1906 qui restait en vigueur; elle garantissait notamment la concession réciproque du traitement de la nation la plus favorisée et organisait, d'autre part, dans ses clauses encore en vigueur, les conditions d'exercice du commerce et des professions, le transit, les formalités douanières; mais les stipulations ne correspondaient plus aux besoins nouveaux.

Il fallait remédier à l'éparpillement ainsi créé, et déjà en 1928 la Suisse s'était efforcée de parvenir à la conclusion d'une nouvelle convention de commerce proprement dite ayant pour but de régler dans un seul traité l'ensemble des relations économiques entre les deux pays, à l'exception du trafic frontalier.

En avril 1929, le Gouvernement français fit savoir qu'il était prêt à reprendre les négociations sur les dispositions générales d'une convention de commerce en prenant le projet suisse comme base de discussion. Le Gouvernement français donna par la même occasion son assentiment à une suggestion de la Suisse tendant à régler certaines questions d'interprétation qui avaient surgi dans l'un et l'autre pays, relativement aux arrangements tarifaires de 1928.

Les négociations reprises le 12 juin au Ministère du Commerce français furent conduites : du côté suisse, par MM. W. Stucki, directeur de la Division du Commerce au département de l'économie publique, et P. Comte, inspecteur général des douanes, et, du côté français, par MM. Elbel, directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce, et A. Coulondre, directeur des affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères. Avant le 27 juin, une entente intervint sur toutes les questions, et le 8 juillet eut lieu à Berne la signature de la Convention.

Cette convention établit de nouvelles dispositions géné-

rales sur l'échange réciproque de marchandises. Elle complète et précise les arrangements en vigueur jusqu'ici sur les questions tarifaires. Elle contient, en outre quelques dispositions tarifaires nouvelles. Le contenu des listes A et B annexées à la convention correspond, à part quelques compléments, au contenu des arrangements de 1928. Le protocole de signature contient également des dispositions qui sont déjà appliquées.

Nous n'examinerons pas en détail les dispositions contenues dans les 25 articles de la convention.

Signalons cependant les articles 1^{er} et 2 où les deux gouvernements conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée et où, pour la rédaction des articles, on s'est servi de la formule élaborée par le Comité économique de la Société des Nations; l'article 5 règle la question des prohibitions et des restrictions et vient ajouter aux dérogations dites classiques (police, sanitaire, patrimoine artistique, monopole) la dérogation qui, par la suite, trouva une très vaste application : « La présente convention ne portera pas atteinte au droit des Hautes Parties Contractantes de prendre des mesures de prohibition et de restriction à l'importation et à l'exportation pour sauvegarder dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays. » Cette clause est conforme à la Convention de Genève pour l'abolition des restrictions à l'importation et à l'exportation. Puis on règle la question du transit (art. 6) et des importations indirectes. L'article 8, qui va avoir une importance très grande par la suite, a trait aux taxes internes. Les certificats d'origine auxquels la France renonce formellement pour certaines marchandises sont dispensés de la légalisation consulaire (art. 9), ainsi d'ailleurs que les factures destinées à établir la valeur des marchandises soumises à un droit *ad valorem*. Puis on règle la situation des voyageurs de commerce

(art. 11), des sociétés commerciales (art. 12), des transports (art. 13), les différents cas où certains objets et marchandises bénéficient de la franchise de douane à la réexportation ou à la réimportation (art. 14-15), les dispositions spéciales aux articles de bijouterie et d'orfèvrerie, les conditions de dédouanement (art. 17-18-19); en ce qui concerne l'application de la convention aux colonies, protectorats et pays sous mandat de la France, les articles 20, 21 et 22 donnent les précisions indispensables. L'article 23 indique sur quels points, à part les questions douanières, les parties contractantes se garantissent le traitement de la nation la plus favorisée. Les contestations seront réglées devant un tribunal arbitral (art. 24). Enfin l'article 25 précise la durée de la convention : un an, son entrée en vigueur, vingt jours après échange des instruments de ratification à Paris; enfin, si elle n'est pas dénoncée trois mois avant d'arriver à expiration, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction, chaque partie se réservant alors le droit de la dénoncer à tout moment pour lui faire prendre fin six mois après.

Comme la convention se substituait aux arrangements de 1928, elle reprend la liste A, tarif applicable à l'entrée en France avec quelques changements insignifiants, et la liste B, taux à l'entrée en Suisse; enfin, dans le protocole de signature, on précise un certain nombre de points et on reprend ce qui avait été fixé dans les échanges de lettre en 1928, notamment en ce qui concerne l'étalonnage, la défense des produits d'origine, etc.

La convention a été mise en application provisoire d'un commun accord le 15 septembre. Le Conseil des Etats a approuvé la convention le 2 octobre, le Conseil national le 4 octobre 1929. Le projet de loi tendant à l'approbation de la convention et un autre projet de loi portant modification du régime douanier en application de cette convention ont été déposés à la Chambre des députés le

22 octobre 1929 mais semblaient devoir dormir quelque temps dans les dossiers poussiéreux. Aussi, par l'entremise de la Légation suisse à Paris, le Gouvernement français avait été prié de faire hâter la ratification de la convention par le Parlement; les dispositions portant modification du tarif douanier français ne pouvant être mises en vigueur qu'après ratification par le Parlement, la Suisse se vit dans l'obligation d'attirer l'attention du Gouvernement de la République sur le fait qu'elle appliquait entièrement la convention, tandis qu'en France un certain nombre de clauses tarifaires restaient inappliquées. Le Gouvernement français donna l'assurance qu'il s'emploierait à accélérer dans toute la mesure du possible la procédure parlementaire en cours; le 9 juillet 1930, la Chambre des députés adopta les projets de loi. Mais la session parlementaire fut close avant que le Sénat eut délibéré ces deux projets. Les rapports faits au nom de la Commission des douanes et des conventions commerciales furent déposés au Sénat le 27 novembre. Ils ne vinrent toutefois en discussion que dans la séance du 10 février 1931; le Sénat, à son tour, ratifia les projets de loi adoptés par la Chambre des députés. L'échange des instruments de ratification a eu lieu à Paris le 16 mars 1931, et l'accord est entré définitivement en vigueur vingt jours après cet échange, soit le 5 avril 1931.

SECTION IV

LES EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR LES RAPPORTS FRANCO-SUISSES

§ 1. — L'accord sur les contingentements.

Grâce au traité de 1929, qui, comme tout accord, ne pouvait dès le début donner pleine et entière satisfaction aux deux parties en présence, mais qui cependant intro-

duisait l'ordre et la stabilité si nécessaires à la vie économique, les relations franco-suissees auraient dû suivre un développement normal et harmonieux, marqué que par ces échanges de notes concernant des points de détail, comme par exemple l'échange de note du 16 juin 1931 entre le chef du département de l'économie publique et l'ambassadeur de France au sujet des droits de douane consolidés, où la France admet une augmentation des droits suisses sur les roulements à billes ou à rouleaux et la Suisse se rallie à la demande française de grouper sous la position n° 460 *sexîs* les peignoirs de bain et les services de toilette éponges, l'échange de notes du 12 novembre 1931 concernant la déconsolidation des droits de douane français sur les chaussures et des taux suisses sur les corsets.

Mais la crise mondiale allait faire son apparition et entraîner à sa suite toute une série de mesures douanières que l'on croyait aptes à conjurer les effets désastreux de cette crise; on intervient alors avec les contingentements, les limitations d'importation, les taxes à l'importation, les surtaxes compensatrices de change, les accords de clearing destinés à surmonter les entraves et les difficultés monétaires, les accords de compensation destinés à conserver un reste de vitalité aux échanges de marchandises; tous les Etats voudraient voir diminuer leurs importations et ne se trouvent d'accord que dans leur désir d'augmenter les exportations, et puisant chacun dans l'arsenal des entraves douanières, fiscales et financières, ils pratiquent une politique de talion : œil pour œil, dent pour dent, tel semble être la devise. Ils espèrent que les mesures n'auront qu'un caractère provisoire, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la France et la Suisse adoptent plus volontiers le régime des contingents, sur lequel il est plus facile de revenir que sur celui des majorations douanières; cependant, il est aussi bien difficile de revenir sur ces mesures, car les branches de l'activité économique natio-

nale, ayant ainsi bénéficié d'une protection quelconque, prétendent ne plus pouvoir s'en passer, semblable à ces malades qui, ayant subi pour leur traitement une piqûre de produit toxique, deviennent par la suite des toxicomanes.

Mais laissons là ces considérations générales sur la crise et voyons ses effets dans les relations franco-suisse. On constate d'ailleurs que la crise se fait sentir avec moins de violence et avec un certain retardement en France; de même, la Suisse ne prend des mesures de défense que tardivement. La France et la Suisse vont avoir recours aux contingentements et procéderont à un accord à ce sujet afin de parer aux complications multiples. Une autre difficulté surgira du fait que la France augmente sa taxe à l'importation, et que la Suisse, se trouvant injustement atteinte par cette mesure, se voit dans l'obligation, par rétorsion, de frapper les marchandises françaises d'un droit supplémentaire à leur entrée en Suisse.

En 1930 déjà, la France avait recouru à des majorations douanières dictées par le souci de protéger l'agriculture; en appliquant la loi du 1^{er} décembre 1929 relative au commerce des blés et en faisant usage de la procédure du cadenas, elle relevait par décret entrant immédiatement en vigueur : les droits sur les avoines et pommes de terre (28 janv.); le beurre frais ou salé (3 juin); les bestiaux, viandes, fromages à pâte ferme dits de Hollande (18 juillet). En 1931, la France continue à majorer ses droits de douane soit par décret, soit par des lois, telle celle du 15 avril 1931 portant les droits sur les sucres de 140 à 170 francs par quintal métrique au tarif minimum, et en vertu de laquelle les produits sucrés (lait condensé, farine lactée, confiserie, biscuits, chocolats, etc.) subissent une hausse correspondante, ou celle du 28 novembre modifiant les droits applicables aux chaussures, en introduisant une nouvelle nomenclature et transformant les droits *ad valorem* en droits spécifiques.

Outre ces mesures, la France va ressusciter une vieille mesure superprotectionniste et a recours, pour défendre son marché national contre l'envahissement menaçant des exportations de quelques pays, au contingentement des importations; elle commence par l'employer à la protection de sa production agricole.

Les décrets sur le contingentement des importations se fondent sur l'article 17 des lois de douane codifiées qui autorise le gouvernement à prendre d'urgence par décret rendu en Conseil des Ministres, dans les cas où des mesures arrêtées par des pays étrangers sont de nature à entraver le commerce français, toutes mesures appropriées aux circonstances. Précisons que les décrets qui portent contingentement de certaines catégories de marchandises sont suivis au *Journal officiel* d'un « arrêté interministériel » qui fixe le chiffre global du contingent et d'un « avis aux importateurs » faisant connaître la répartition du contingent entre ces différents pays. Le calcul des contingents est fixé, en général, d'après le volume des importations effectuées pendant les trois ou cinq dernières années, compte tenu de la capacité d'absorption réduite du marché français.

Un premier décret du 27 août 1931 vint contingenter l'importation des bois et de certains ouvrages en bois, de même que celle des vins et des moûts; un deuxième décret contingentait le bétail, les viandes et les produits laitiers. Le Gouvernement français avait suspendu jusqu'à nouvel ordre l'application de ce décret en ce qui concerne le lait, les produits laitiers et certaines viandes préparées, les droits d'entrée sur ces marchandises étant consolidés dans les accords avec la Suisse et l'Italie. La France se proposait d'ouvrir des négociations avec les deux pays, mais un décret du 19 novembre a étendu aux produits énumérés ci-dessus les mesures de contingentement. Nous ne passerons pas en revue les nombreux décrets (61 décrets

s'étendant à 1.131 positions au 2 juin 1932 — Congrès des produits contingentés), mais signalons qu'au début de 1932 on commence également à appliquer les contingentements aux produits industriels, décret du 19 janvier 1932 contingentant l'importation de certains appareils et machines électriques.

Aux termes d'un arrêté interministériel du 19 novembre 1931, l'importation des marchandises, dont l'entrée en France a été contingentée par les décrets du 30 septembre et 10 novembre, est subordonnée à une autorisation d'importation. La demande d'autorisation est soumise pour avis à une commission consultative instituée auprès du Ministre de l'Agriculture. Dans les conventions conclues avec les gouvernements des différents pays intéressés à l'importation en France de ces produits, les gouvernements sont autorisés à répartir eux-mêmes les contingents spéciaux entre les ressortissants de leurs pays et à délivrer les certificats d'exportation pour les envois de marchandises contingentées. Les certificats tiennent lieu et place des autorisations d'importation prévues dans l'arrêté du 19 novembre.

De telles conventions ont été conclues par la France avec l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, etc. L'accord franco-suisse, daté du 14 janvier 1932, a trait au contingentement des fromages, laits condensés et farines lactées. Il stipule que les certificats d'exportation seront délivrés par la division fédérale d'agriculture.

Notons qu'à l'époque la Suisse n'avait pas caché la surprise que lui avait causée le décret du 27 août 1931 contingentant les bois et qu'elle avait fait connaître à l'Ambassade de France à Berne qu'elle considérait cette mesure comme incompatible avec l'article 5 de la Convention de 1929 qui dispose que les parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce par des prohibitions ou des restrictions quelconques des importations ou des

exportations; mais il faut lire également le second paragraphe de cet article (voir *supra*, p. 129). Tout en maintenant les réserves de principe, elle avait d'ailleurs réclamé des contingents lui assurant une exportation normale pour les produits contingentés par le décret du 30 septembre et dont les droits de douane sont consolidés dans la convention. L'Ambassade de France fit savoir, par note du 20 novembre, que le contingent applicable aux importations suisses serait calculé dans l'esprit le plus bienveillant. Afin de renforcer sa demande, la Suisse avait prohibé, par un arrêté du 18 décembre 1931, l'importation du fromage français à pâte dure dont le droit n'est pas consolidé, et dès que la France eût accordé un contingent acceptable pour les importations suisses de fromages, la Suisse rapporta la prohibition (Arr. 14 janv. 1932).

De son côté, la Suisse, qui voyait sa balance commerciale prendre une allure dangereuse et qui ressentait à l'intérieur les effets de la crise, se décida également à organiser sa défense économique et à sauvegarder sa production en prenant des mesures de contingentement, bien que, pays particulièrement intéressé à son exportation, elle eut préféré voir diminuer les barrières dressées devant ses produits plutôt que prendre elle-même des mesures restrictives. Le principe en fût fixé dans l'arrêté fédéral du 23 décembre 1931 relatif à la limitation des importations : c'est le Conseil fédéral qui désigne les marchandises dont l'importation est limitée à titre général ou n'est admise au taux du tarif d'usage qu'à concurrence de quantités déterminées après consultation d'un comité économique. On établit également un régime de licences d'importation, car son absence donnerait lieu à de grandes injustices et susciterait certains inconvénients, comme le prouvaient les expériences faites en France. Si l'importation n'était pas soumise à la formalité des permis, les contingents deviendraient la proie des mercantis et des commerçants impro-

visés, les importateurs réguliers n'arriveraient plus à effectuer leurs importations normales dans la limite des contingents. D'autre part, on établit une discrimination entre les pays suivant que les importations en provenance ont pris ou non un caractère menaçant; cependant, pour combattre les fraudes, on en arrive à étendre les formalités aux produits de toute origine.

C'est ainsi que, le 30 janvier 1932, le Conseil fédéral prit l'arrêté n° 1 relatif à la limitation des importations, soumettant au régime des contingents douaniers une quarantaine de positions du tarif, et, dans l'ordonnance n° 1 du département fédéral de l'économie publique concernant la limitation des importations, du 30 janvier 1932, on spécifie selon les pays les marchandises dont le dédouanement est subordonné à une autorisation spéciale pour être soumis aux taux du tarif d'usage, et nous trouvons :

« 3° les marchandises d'origine française entrant sous les numéros tarifaires 169, 230, 232, 237, 447 a-1, 449, 913 a-b ».

c'est-à-dire les engrais préparés, les superphosphates; les bois bruts, équarris à la hache, sciés en long d'essence résineuse; des articles en soie, bourre de soie, soie artificielle à la pièce et rubans; motocyclettes et tricycles à moteur. Cet arrêté et cette ordonnance inaugurent une longue série de dispositions identiques.

Ces mesures, prises de part et d'autre, n'allaient pas sans entraver considérablement les relations commerciales entre les deux pays et créaient certains points de friction. Prenons en exemple une polémique née à propos des contingents d'appareils électriques et des soiries. La France, pour se protéger contre l'invasion de son marché par les machines électriques allemandes, prend des mesures de contingentement, mais pour cela a recours à la Commission économique franco-allemande, qui met en rapport les

industriels allemands et français, ils se mettent d'accord aux dépens des absents; en effet, la part qui revient à la Suisse n'atteint que la moitié de l'exportation antérieure. Or, la Suisse proteste contre cette mesure, qui est une véritable interdiction d'importation et qui semble être contraire à la convention dans laquelle les droits français sur ces articles sont liés et qui accorde par conséquent à la Suisse le droit d'importer en France aux taux fixés, sans aucune limitation les quantités habituelles de ces marchandises. A la suite de cette contestation, la France s'est déclarée d'accord d'élever les chiffres de contingent pour la Suisse. D'autre part, en France, on se plaint que la Suisse prenne par représailles des mesures de contingentement visant exclusivement certains produits français, les soieries entre autres. Cela ne manque pas d'entraîner immédiatement une mise au point du côté suisse, invoquant que le cas des soieries ne peut être assimilé à celui des appareils électriques, en ces termes ⁽¹⁰⁾ :

« La France importera en Suisse aux anciens droits, tout à fait minimes, une quantité très supérieure à la moitié de ce qu'elle a importé jusqu'ici. L'importation d'une quantité supérieure ne sera pas interdite (comme c'est le cas en sens inverse pour les appareils électriques) : cette importation sera assujettie à des droits plus élevés, qui cependant demeureront inférieurs en moyenne aux droits français sur les mêmes produits. »

On comprend mieux ainsi combien il était nécessaire de trouver un moyen d'accord pour régler les contingentements réciproques. Aussi, en date du 27 février 1932, la Suisse soumet au Gouvernement français des propositions destinées à servir de base pour la conclusion d'un arran-

(10) *Journal de Genève*, 1932 (J. M.).

gement de principe au sujet de l'application des mesures de contingentement édictées par les deux pays.

La mise au point de cet accord fut assez longue; elle fut notamment marquée par la visite à Paris, sur l'invitation de M. Tardieu, président du Conseil français, de M. le Conseiller fédéral Schulthess et de M. W. Stucki, événement de tout premier ordre dans les annales des relations franco-suisse.

« Les conversations (23-24 mars) ont fourni aux représentants des deux pays l'occasion d'exposer en détail leur opinion tant sur la situation en général et sur les projets en discussion relativement à la politique économique européenne que sur les échanges commerciaux entre la Suisse et la France, qui se trouvent dans une situation économique analogue.

» Il a été unanimement reconnu : que les relations commerciales réciproques doivent être maintenues et développées; que les restrictions dans les échanges lorsqu'elles sont inévitables doivent être appliquées aussi libéralement que possible et qu'un notable rapprochement des points de vue était dès maintenant réalisé. Un projet d'entente a été en conséquence établi sur ces bases », dit le communiqué du Ministère des Affaires étrangères du 23 mars.

Les pourparlers reprennent le 21 avril à Berne, et ont trait non seulement au système des contingentements mais encore à la question de la taxe à l'importation.

La discussion, interrompue par la crise ministérielle française, aboutit le 24 juin 1932 à la signature à Lausanne par MM. Stucki et P. Elbel de l'« Arrangement relatif à l'application des contingentements entre la France et la Suisse »⁽¹⁴⁾.

Aux termes de cet arrangement, le Gouvernement suisse

(14) *Inf. douan.*, n° 26, 2 juill. 1932, p. 178.

s'engage à ne prendre en principe aucune mesure de nature à réduire l'importation des produits industriels d'origine française dont les droits sont liés dans la Convention de commerce du 8 juillet 1929 à un chiffre inférieur à celui de leur importation en Suisse pendant l'année 1931. De son côté, le Gouvernement français s'engage à admettre les produits industriels d'origine suisse dont l'importation en France n'est pas, d'une façon générale, supérieure à 10 p. 100 des importations totales de ces produits, sous la seule réserve que le chiffre des importations de 1931 ne sera pas dépassé. Une grande partie des marchandises contingentées à l'importation en France et intéressant l'exportation suisse rentrent dans cette catégorie. Pour diverses autres marchandises dont l'importation en France est supérieure à 10 p. 100 des importations totales et dont les droits sont consolidés dans la convention de commerce, le Gouvernement français accorde également à la Suisse le chiffre de ses importations en 1931. Le Gouvernement français remet au Gouvernement suisse le soin de répartir les contingents attribués à la Suisse aux termes de l'arrangement et de délivrer les autorisations d'importation (certificat de contingentement) sans lesquels les marchandises suisses visées par l'accord ne sont pas admises en France. L'administration du contingentement peut être confiée par le Gouvernement suisse à des organismes privés, demeurant sous la surveillance de la division du commerce. Se fondant sur cette disposition, la Suisse remet aux associations entrant en ligne de compte le soin de répartir entre les exportateurs les contingents qui lui étaient accordés. Toutefois, la division du commerce répartit elle-même les contingents pour divers produits et vise tous les certificats de contingentement devant accompagner les marchandises suisses à l'importation en France (1^{er} juillet-31 décembre 1932 : 5.000 certificats délivrés par la division).

Aux termes de l'arrangement, les deux parties s'engagent en outre à examiner la possibilité d'augmenter les quantités admises à l'importation, si les contingents prévus se montraient insuffisants. On intervint, par la suite, à plusieurs reprises. Des arrangements spéciaux garantissant une exportation normale ont été également conclus entre les Gouvernements français et suisses au sujet des produits agricoles contingentés à l'importation dans les deux pays. La France a remis à la Suisse en vertu de ces arrangements, l'administration de ces contingentements pour le lait condensé, le lait en poudre, le fromage, les fruits et légumes. Par contre, la gérance des contingents relatifs aux bois et plantes n'a pas été accordée à la Suisse; il faut une autorisation des services compétents français. En ce qui concerne l'importation en Suisse, les arrangements portent sur les fruits et légumes, et sur la viande.

Lors de la conclusion de l'arrangement, les présidents des délégations convinrent, par échange de notes, à la consolidation de quelques droits suisses et français.

L'arrangement du 24 juin, entré en vigueur le 1^{er} juillet, dont la validité expirait le 31 décembre 1932, a été prorogé aux termes d'un protocole signé à Paris le 31 décembre jusqu'au 31 mars 1933, et a été considéré comme prolongeable par voie de tacite reconduction pour une nouvelle période de trois mois. Lors de la signature du protocole, le Ministère français des Affaires étrangères et la Légation de Suisse à Paris ont procédé à des échanges de lettres réglant diverses questions douanières (déconsolidation et aménagement de quelques droits).

§ 2. — Taxe à l'importation.

De graves difficultés se sont élevées également en 1932 entre la France et la Suisse au sujet du relèvement par

la France du taux de la taxe à l'importation représentant de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

En effet, la taxe d'importation est le corollaire de la taxe sur le chiffre d'affaires. L'une et l'autre ont été créées par la loi du 23 juin 1920 au taux de 1,10 p. 100 porté à 2 p. 100 en 1926. Les objets classés comme étant de luxe paient un taux plus élevé.

La taxe sur le chiffre d'affaires s'applique aux opérations effectuées en France. Le législateur a estimé en 1920 que les marchandises importées de l'étranger pour la consommation devaient subir un impôt équivalent, et c'est pourquoi il a prescrit de les soumettre à un droit de même portée et calculé sur leur valeur.

De tout temps, la Suisse avait veillé jalousement à ce que la taxe d'importation conserve son caractère de remplacement et ne vienne pas constituer une aggravation fiscale ou douanière à l'entrée des marchandises suisses en France. Ainsi, en 1930, la Suisse était intervenue contre le traitement différentiel introduit entre divers produits suisses, parmi lesquels le fromage et les articles français similaires. La loi du 26 avril 1930, portant dégrèvement d'impôts, abaissait l'impôt sur le chiffre d'affaires de 2 à 0,55 p. 100 pour les céréales, les beurres et fromages, etc. Comme le but de la taxe à l'importation est de soumettre les produits venant de l'étranger à un impôt correspondant à celui sur le chiffre d'affaires, les réductions auraient dû s'appliquer également à ladite taxe. En 1931, la Suisse revient plusieurs fois à la charge, et le 9 septembre remet une note au Ministère des Affaires étrangères rappelant que le traitement différentiel était en désaccord manifeste avec les dispositions de l'article 8, al. 2, de la Convention de 1929. Elle informe le Ministère qu'elle ne pouvait s'accommoder plus longtemps de cet état de choses qui fait subir sans cesse de nouvelles pertes aux exportations et lui fait part de son désir de soumettre la ques-

tion à la décision d'un traitement arbitral, ainsi que le prévoit l'article 24.

Si la Suisse s'alarmait pour les raisons ci-dessus indiquées, elle allait avoir un motif beaucoup plus sérieux dans l'augmentation du taux de la taxe à l'importation, et dans l'impossibilité d'obtenir satisfaction sur ce point, elle se vit dans l'obligation de prendre des mesures de rétorsion.

En effet, dans l'exposé des motifs à l'appui du projet de budget pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1932, le Ministre du Budget annonçait le dépôt d'un projet de loi fixant de nouveaux taux pour la taxe à l'importation, soit 2 p. 100 sur les matières premières (chiffre maintenu), mais 4 p. 100 sur les produits mi-ouvrés et 6 p. 100 sur les objets finis. L'exposé du projet de loi y relatif, déposé à la Chambre le 12 novembre, allègue que l'assujettissement des produits d'origine étrangère à un impôt de même quotité que la taxe intérieure ne réalise pas une véritable péréquation des charges, la taxe à l'importation n'atteignant qu'une seule fois les objets et marchandises importées au moment de leur introduction sur le territoire national, alors que la taxe sur le chiffre d'affaires constitue à l'intérieur du pays un impôt « en cascades » que les marchandises vendues en France supportent à chaque transfert de propriété.

Par note remise le 1^{er} décembre au Ministère des Affaires étrangères, la Suisse attira l'attention sur le fait que la majoration de la taxe était en contradiction formelle avec l'article 8, al. 2, de la Convention de 1929. Elle relève que l'argumentation de l'exposé des motifs serait pertinente si les marchandises importées de l'étranger ne subissaient en France qu'une seule opération de vente et passaient directement du fabricant au consommateur. Mais il n'est pas douteux que les produits importés, une fois nationalisés par le paiement des droits de douane, sont sou-

mis, tout comme les produits français, à un impôt à chaque opération de vente qui sépare la production de la consommation. En fait, seule la vente du produit par le fabricant étranger, frappée par la taxe à l'importation, échappe à l'impôt sur le chiffre d'affaires. Or, lorsque fut conclue la Convention de commerce de 1929, les parties contractantes étaient d'accord pour reconnaître que la taxe à l'importation et l'impôt sur le chiffre d'affaires ne sont qu'un seul et même impôt. C'est l'avis qui avait été exprimé déjà lors de la discussion de la loi de finances de 1920 et qui prévalut depuis dans la jurisprudence française. Dans ces conditions, la taxe à l'importation majorée usurpe le rôle compensateur qui appartient au tarif douanier. Appliquée à des produits dont les droits sont consolidés dans le statut commercial franco-suisse, cette mesure donnerait par un relèvement indu des charges tarifaires une nouvelle entorse à la convention de commerce.

A la requête du gouvernement, la Commission des finances de la Chambre des députés a incorporé à la loi des finances, sous la forme d'un article 13-a, le texte de loi portant modification du taux de la taxe à l'importation. Malgré une nouvelle note du Gouvernement suisse dans sa séance du 14 mars, la Chambre a accepté l'article 13-a du projet de loi de finances; le Sénat a voté la loi dans sa séance du 30 mars. Les modifications apportées à la taxe d'importation font l'objet de l'article 32 de la loi du 31 mars 1932 portant fixation du budget général pour l'exercice 1932. Un décret du même jour, rendu en exécution de cette disposition, répartit en trois catégories les marchandises ou objets repris au tarif : la première comprend les produits bruts (taux de 2 p. 100); la deuxième, les produits ou objets semi-ouvrés (taux de 4 p. 100); la troisième, les produits ou objets fabriqués (taux de 6 p. 100). Il va sans dire que l'application de cette mesure souleva en Suisse de véhémentes protestations; on reprend

l'argumentation économique de la note du 1^{er} décembre (v. ci-dessus) démontrant : que la marchandise une fois nationalisée paie également les taxes en « cascade »; que la marchandise est soumise dans son état d'origine à des impôts propres, et que, du moment que la taxe sur le chiffre d'affaires n'est pas corrélativement augmentée, ce n'est qu'un nouveau droit de douane compensateur; on se défend encore plus fortement sur le terrain juridique en faisant remarquer combien cette mesure est en contradiction avec l'article 8, al. 2, dont il suffira de reproduire les termes pour comprendre les réclamations helvétiques :

Les taxes internes qui grèvent ou grèveront ultérieurement sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes la production, la préparation, la circulation ou la consommation d'une marchandise pour le compte de qui que ce soit, ne pourront sous aucun prétexte frapper les produits originaires de l'autre partie, d'un taux plus élevé ou d'une manière plus onéreuse qu'elles ne frappent les produits similaires indigènes et ceux du pays le plus favorisé.

Dans le protocole de signature, on avait plus explicitement convenu :

Ad ARTICLE 8.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que les dispositions de l'article 8 s'appliquent également à la taxe sur le chiffre d'affaires.

Il était difficile d'être plus clair, et cependant les démarches diplomatiques et les négociations entamées directement avec le Gouvernement français n'aboutirent à aucun résultat. La Suisse fut alors pour ainsi dire contrainte de prendre des mesures.

Le Conseil fédéral prend, le 27 mai 1932, un arrêté portant perception d'un droit d'entrée supplémentaire sur

certaines marchandises d'origine française ⁽¹²⁾, tant que les marchandises suisses seront frappées à l'importation en France d'une taxe spéciale, dite « taxe d'importation ». Le produit des droits supplémentaires sera employé à rembourser aux exportateurs suisses la part de la taxe d'importation, qu'ils prouveront avoir payé à l'importation de leur marchandise en France, mais dont la perception est contraire aux traités.

A l'arrêté fait suite un tableau sur lequel figure la longue liste de marchandises d'origine française qui sont soumises à ce droit supplémentaire de 2 ou 4 p. 100 (522 positions). L'arrêté entrera en vigueur le 5 juin 1932.

La presse souligne que le Conseil fédéral s'est vu dans l'obligation de « prendre cette mesure de rétorsion » ⁽¹³⁾, « d'introduire cette taxe de compensation sur l'importation française » ⁽¹⁴⁾ pour éviter aux exportations suisses de subir encore une plus lourde charge à leur entrée en France et que, d'autre part, on espère ainsi amener la France à supprimer cette mesure contraire à la convention.

L'application de cette taxe ne manqua pas de soulever des protestations.

Les unes, d'ordre technique, concernaient le mode de calcul des 4 p. 100 *ad valorem*.

Pour calculer la taxe d'après un taux fixé par 100 kilos brut, on prenait comme base la valeur statistique moyenne des importations de 1930; par suite de la baisse des prix, on en arrivait à une taxe effective de 8 à 25 p. 100. Sur la demande de la Chambre de Commerce de Genève, on admet pour 375 positions les valeurs moyennes du premier trimestre 1932 (21 juin); puis la France obtient de nouvelles facilités dans l'échange de lettres, suivant l'ac-

(12) *Inf. douan.*, n° 22, 4 juin 1932, p. 142.

(13) J. M., Une mesure de rétorsion, *Journal de Genève*, 1^{er} juin 1932.

(14) Schweizerische Kompensationstaxe auf der Einfuhr aus Frankreich, n° 1019, N. Z. Z., 2 juin 1932.

cord sur les contingentements du 24 juin 1932; enfin, à la suite d'un arrêté fédéral du 29 juillet 1932, l'Administration des douanes admet pour base de calcul les factures accompagnant les marchandises ⁽¹⁵⁾.

Sur ce point, les milieux intéressés obtenaient satisfaction. Les autres protestations, beaucoup plus sérieuses, s'élevaient contre le principe même des augmentations de taxe de part et d'autre.

La Chambre de Commerce française à Genève, toujours sensible à ce qui peut nuire au commerce français en Suisse et dans la crainte de voir un grand marché où nos produits, par un puissant effort, avaient conquis la première place passer à des concurrents étrangers, prend nettement position contre la taxe dans sa séance du 7 juin 1932 et envoie un télégramme de protestation à Paris. Elle envoie à Paris une délégation, comprenant aussi le Président de la Chambre de Commerce française de Lausanne, pour exposer en détail la nécessité d'examiner d'urgence une suspension de la majoration de la taxe à l'importation « qui, contrairement à la convention commerciale, frappe les produits suisses à leur entrée en France » ⁽¹⁶⁾. Le Ministre du Commerce Julien Durand, ami fidèle de la Suisse et adversaire convaincu de la loi incriminée, laisse entrevoir que la modification sera d'autant plus difficile qu'il faudra trouver l'équivalent de la fraction de taxes dont on demande la suppression, soit environ 400 millions.

Après avoir insisté à nouveau sur l'obligation d'agir vite, les délégués obtinrent du Ministre du Commerce et de M. Elbel, directeur des accords commerciaux, la promesse que le problème allait être étudié d'urgence avec la volonté d'aboutir dans le plus bref délai.

(15) B.M.C.C.F., août 1932, p. 243.

(16) B.M.C.C.F., juin 1932, p. 177.

Malgré de nombreuses démarches, et notamment l'envoi à tous les présidents de chambre de commerce de la métropole et aux présidents des principaux groupements économiques d'une circulaire qui met en lumière la gravité de la question et la menace sérieuse que font peser sur le commerce franco-suisse la majoration de la taxe à l'importation et la taxe suisse de rétorsion ⁽¹⁷⁾, il faut ranger parmi les illusions l'espoir d'obtenir une solution conforme au vœu des exportateurs français. En effet, la taxe à l'importation allait continuer à frapper les produits helvétiques pendant des mois encore, ainsi que la taxe de compensation les produits français.

Ce n'est pourtant pas faute d'interventions de la part de la Chambre de Commerce française qui en fait l'objet de ses débats à chacune de ses réunions, qui s'efforce d'intervenir auprès des personnalités françaises; ainsi, après que la France eut élaboré avec la Belgique le 18 juin et avec l'Italie le 3 octobre 1932 un accord sur ce point, elle intervient auprès de MM. Pierre Cot et Louis Nicolle pour obtenir leur appui en vue de la convention d'un accord analogue; en février 1933, elle intervient auprès de M. Paul-Boncour, Ministre des Affaires étrangères, venu à Genève pour une réunion de la S. D. N., et le Ministre ne dissimule pas que la question est complexe en raison des intérêts budgétaires qui s'y trouvent mêlés. On a une lueur d'espoir lorsque, le 13 avril 1933, le gouvernement dépose sur le bureau de la Chambre — sur la proposition de M. Lamoureux, Ministre du Budget — un projet de loi donnant au gouvernement la faculté de ramener par décret à 2 p. 100 le taux de la taxe à l'importation à l'égard de certains pays ou pour certaines catégories de marchandises. Cela demeura à l'état de projet. Ce n'est qu'à la suite des négociations commerciales de mars 1934 en vue du nouvel

(17) Voir la circulaire dans B.M.C.C.F., juin 1932, p. 180.

accord de commerce que le Gouvernement français supprima le 17 avril, par décret du 14 avril, l'application aux produits originaires et en provenance de Suisse de la taxe à l'importation majorée. De son côté, le Conseil fédéral a abrogé pour la même date, par arrêté du 10 avril 1934, l'arrêté portant perception de droits supplémentaires sur les marchandises françaises.

Ainsi prenaient fin les malencontreuses mesures qui n'avaient servi qu'à compliquer les relations commerciales franco-suissees à une époque où les échanges n'avaient que trop tendance à se ralentir.

SECTION V

TENTATIVE DE LA FRANCE POUR RECOUVRER SA LIBERTÉ TARIFAIRE. DÉNONCIATION DU TRAITÉ DE 1929 ET L'ACCORD COMMERCIAL DU 29 MARS 1934.

§ 1. — Dénonciation par la France du traité de 1929 en vue d'adapter sa politique douanière aux conditions nouvelles créées par la crise.

Les mesures prises pour lutter contre les effets de la crise économique, telles que contingentement, taxe à l'importation, avaient créé en 1932 quelques différends dans les relations franco-suissees qui cependant avaient fini par être réglés plus ou moins heureusement; mais rien ne laissait prévoir l'aggravation nouvelle qui allait se produire au cours de 1933, lorsque la France, poursuivant le changement d'orientation de sa politique économique et douanière, dénonça par note remise par l'ambassadeur de France au Conseil fédéral le 4^{er} juin 1933, la Convention de commerce de 1929, pour prendre fin le 4^{er} décembre 1933. En même temps, le Gouvernement français se déclara

rait d'ailleurs prêt à entrer en négociation durant cette période de six mois pour régler à nouveau le régime des échanges commerciaux entre les deux pays.

Conformément à la nouvelle politique gouvernementale, engagée à la demande expresse du Parlement, la France avait procédé à cette dénonciation dans le but de recouvrer son entière liberté dans la fixation de ses droits de douane. En octobre 1932⁽⁴⁸⁾, en vue d'adapter sa politique douanière aux conditions nouvelles créées par la crise, le gouvernement envisagea de recouvrer sa liberté tarifaire en obtenant la déconsolidation des droits contractuellement garantis, ce qui lui permettrait de procéder au relèvement des droits de douane, mesure estimée nécessaire pour la protection de la production nationale venant se substituer aux contingentements jugés moins efficaces.

Pour cela, il fallait réviser tout d'abord la Convention franco-allemande de 1927, qui, comme nous l'avons vu, avait fixé l'orientation de la politique douanière française. A défaut d'un tarif douanier moderne, nécessaire en tel cas, permettant d'envisager la dénonciation de la convention, on procéda par voie de révision sous la forme d'un avenant en date du 24 décembre 1932. Au résultat de cet avenant, le gouvernement obtenait une limitation de la clause de la nation la plus favorisée et la déconsolidation des droits. La clause de la nation la plus favorisée ne concernera plus que les droits des marchandises reprises à deux listes annexées; la clause n'existe plus *de jure*, mais seulement *de facto*, elle devient donc relative et limitée; la clause ne s'étendra pas aux avantages frontaliers, à la compensation des charges fiscales, aux mesures de sauvegarde exceptionnelles, telles que la surtaxe de change,

(48) Circulaire du 5 octobre du Ministère du Commerce aux présidents des associations industrielles pour leur demander leur avis touchant la révision des droits de douane.

aux arrangements qui dériveront de la Conférence de Stresa. D'autre part, l'avenant n'apporte pas de modification de tarif, mais il pose le principe que les droits de douane qui y sont inscrits pourront désormais être relevés après un préavis de quinze jours; cependant, dans ce cas, chaque déconsolidation pourra donner ouverture à des négociations, et par conséquent à la concession d'avantages compensateurs ou au relèvement de droits propres équivalents.

A la suite de cet avenant, la France avait la possibilité de déconsolider les positions du Traité franco-allemand — cela représentait environ 60 p. 100 de son tarif — à l'exception de celles qui avaient fait l'objet de convention avec d'autres pays. Mais c'est l'Allemagne qui, en mars 1933, fit la première usage de ce droit, et la France, contrainte à la défensive, dut d'abord recourir au contingentement des marchandises sur lesquelles on voulait obtenir une hausse du tarif afin d'éviter une affluence anormale sur le marché (8 mars).

La transformation des principes qui régissaient les relations avec l'Allemagne ouvrait la possibilité de procéder à la révision des traités passés avec les autres pays, ce qui fut fait pour la plupart des pays étrangers dans les premiers mois de 1933, exception faite de deux pays : la Belgique et la Suisse, « deux îlots de résistance », comme les appelait M. Elbel.

Des pourparlers concernant la révision du traité franco-suisse avaient eu lieu à Stresa lors de la Conférence pour l'assainissement économique et financier de l'Europe centrale entre la délégation française et le délégué suisse M. Stucki, puis à Genève et à Paris. Le Gouvernement français proposait au Gouvernement fédéral ou bien de donner à chacun des deux Etats le droit de mettre fin en tout temps aux consolidations douanières moyennant un préavis d'un mois ou de supprimer ces consolidations par

une modification de la convention. Après examen attentif de ces propositions, la Suisse ne put y souscrire. La Convention de 1929 avait permis aux exportateurs suisses, grâce aux garanties tarifaires qu'elle contient, de faire en France certaines livraisons qui exigent de longs délais (machines électriques par exemple); la conclusion de nouveaux marchés serait compromise ou impossible si les droits d'entrée français sur d'importants articles d'exportation suisse menaçaient d'être augmentés ou l'étaient effectivement. L'acceptation de la proposition française aurait permis à la France d'opérer de très nombreux relèvements de droits de douane, tandis qu'elle aurait continué de bénéficier par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée des diverses consolidations douanières accordées également par la Suisse à d'autres pays.

Ainsi on en vint à la dénonciation. Cette dénonciation a vivement ému les milieux industriels et commerçants de la Suisse intéressés au marché français.

Alors que la presse française se bornait à reproduire le communiqué du Ministère des Affaires étrangères, la presse suisse se faisait l'écho de l'émotion provoquée en Suisse par la nouvelle de cette dénonciation et soulignait la très sérieuse aggravation de l'état d'insécurité en résultant pour les échanges entre les deux pays amis et voisins (19).

(19) Signalons :

L'article « Tension économique avec la France » dans le journal *Der bund* du 7 juin 1933 (traduit dans R.E.F.S., août 1933, p. 141).

Un article de la N.Z.Z. du 7 juin, intitulé : « La responsabilité de la France dans la politique économique » où, à l'occasion de cette dénonciation, on reproche à la France son attitude à la veille de la Conférence économique de Londres, dont le but était justement d'amener un armistice douanier. Une mise au point concernant cet article paraît dans la N.Z.Z. du 29 juin 1933 — Handelsteil — on y signale que les mesures de la France ont été prises pour se réserver une certaine liberté d'action avant la Conférence de Londres, et que la clause de déconsolidation ainsi que les deux projets de loi en instance devant le Parlement demandant les pleins pouvoirs pour entreprendre une hausse immédiate et des

§ 2. — La préparation des nouveaux accords. Création d'un climat favorable à la Suisse « premier client de la France ». La tendance à la réciprocité dans les rapports commerciaux.

En fait il ne fallait pas s'alerter outre mesure, car la voie des négociations restait ouverte, et elles semblaient déjà avoir été préparées fin juin par une conversation entre le Ministre Stucki et le Directeur Coulondre amorcée lors de la mise au point sur l'application provisoire du traité de 1929 valable encore jusqu'au 1^{er} décembre. Ce provisoire dut encore être prolongé deux fois pour permettre aux négociateurs de se mettre définitivement d'accord.

Entre temps, la Chambre de Commerce suisse en France, qui avait naturellement réagi lors de la dénonciation, s'efforça de créer entre les deux pays un climat favorable

contingents d'une durée provisoire (ces deux projets furent rejetés par le Parlement qui, avant la fin de la session, vota directement l'augmentation de certains droits) sont les armes avec lesquelles le gouvernement veut parer aux événements futurs. D'autre part, la Suisse n'a pas été directement visée par la politique française, et elle est seule dans son refus d'accepter les déconsolidations. Enfin, l'article se termine en citant l'avis du professeur B. Nogaro sur la question qui conclut en ces termes : « Bien que personnellement je déplore les tendances protectionnistes qui ont guidé le Gouvernement français dans la mesure prise à l'égard de la Suisse, je dois cependant objectivement constater qu'en principe la dénonciation de la clause de consolidation était justifiée. On ne doit pas oublier que le système douanier français actuel repose toujours quant à son fondement sur la loi du 11 janvier 1892. Cette loi fondamentale datant de l'ère de Méline prévoyait que les négociateurs français pouvaient, lors des négociations de traité de commerce, accorder en tout ou en partie le tarif minimum français sous réserve que le Parlement français conserve la faculté d'élever ce tarif minimum de façon autonome. Les consolidations accordées dans l'après-guerre à différents pays avaient été introduites par les circonstances du moment en contradiction avec la législation française. Jusqu'alors il n'y avait pas eu de véritables exceptions au principe de la non-consolidation des positions douanières françaises que dans un traité avec la Suisse dont les intérêts sur les questions de politique douanière ont été défendus de tout temps avec une remarquable ténacité vis-à-vis de la France. »

aux négociations, et pour cela voulut faire comprendre plus particulièrement à la France l'intérêt d'une bonne entente économique avec la Suisse, qui pouvait à juste titre se considérer comme « le meilleur client ». Dans sa séance du 11 juillet 1933, elle émit le vœu « de voir les Gouvernements français et suisse entamer dans le plus court délai possible les négociations prévues pour conclure un nouveau traité de commerce franco-suisse mettant fin à l'état actuel d'insécurité, garantissant une parfaite entente économique entre la France et la Suisse, et assurant la possibilité d'un développement des échanges entre les deux pays. »

A cet effet, elle prenait en considération : l'aggravation de l'état d'insécurité préjudiciable au commerce et à l'industrie des deux pays; l'importance pour la France de ses échanges avec la Suisse, qui lui ont laissé en 1932 plus d'un milliard de francs d'excédent; l'importance pour la Suisse — en dépit du solde déficitaire — de ses échanges avec la France; la nécessité en période de troubles monétaires de développer les échanges entre les deux pays qui ont maintenu la libre circulation des capitaux; la nécessité cependant d'apporter des amodiations à la clause de la nation la plus favorisée; enfin la ferme résolution des milieux intéressés aux échanges franco-suisse d'améliorer les relations économiques entre les deux pays et de travailler à la réalisation de ce but par tous les moyens ⁽²⁰⁾.

Ce vœu, soulignant exactement la situation, fut transmis à la presse, à toutes les Chambres de Commerce de France, aux divers groupements économiques; il était accompagné d'une excellente documentation statistique apportant la preuve matérielle des considérations émises.

Grâce à son important labeur, la Chambre de Commerce suisse était parvenue à créer un grand courant

(20) R.E.F.S., août 1933, p. 139.

d'opinion favorable à une rapide et profitable entente. Dans un relevé des résultats ainsi obtenus ⁽²¹⁾, elle constate l'écho que son vœu a trouvé auprès des diverses chambres de commerce qui l'ont repris ou ont émis des vœux identiques ⁽²²⁾. Elle trouve aussi un appui important auprès de différents groupements, tels que : l'Association nationale d'expansion économique, le Comité national des Conseillers du commerce extérieur, l'Union française des industries exportatrices. La presse enfin ne se contente pas de reproduire les vœux émis par les organismes ci-dessus mentionnés, mais elle les commente et publie des études sur le marché suisse. Parmi les articles parus dans la presse d'opinion et d'information comme dans les périodiques industriels et commerciaux, retenons ces deux extraits caractéristiques :

« Il est compréhensible que la France se protège contre les pays qui ont avec elle une balance commerciale largement créditrice, mais il est moins concevable que la Suisse, qui est le seul pays dont la balance commerciale garantisse à la France un important solde actif, soit la victime de cet état de choses. » (*Les Echos*, oct. 1933.)

« Un prompt rajustement s'impose dans nos relations avec les pays comme la Suisse et les autres participants d'un bloc-or qui perd la plus grande partie de sa signification s'il n'est d'abord celui des nations pratiquant des règlements en monnaie exacte et le « fair-play » dans la concurrence commerciale. » (C.-J. Gignoux, *Journée industrielle*, 31 oct. 1933.)

Tel était donc le brillant résultat obtenu par la Chambre de Commerce suisse en France; nous trouvons encore une

(21) L'opinion de la France sur les relations commerciales avec la Suisse, R.E.F.S., déc. 1933.

(22) V. notamment le vœu de la Chambre de Commerce de Marseille, R.E.F.S., déc. 1933, p. 193.

fois l'expression de sa conception dans le discours prononcé par son vice-président, M. G. Brandt, dont il nous faut donner les extraits suivants ⁽²³⁾ :

« Le ralliement des deux pays à la politique du donnant donnant devrait faciliter une entente entre eux, et notamment engager la France à conclure avec notre pays un nouvel accord qui permette sinon un équilibre entre les exportations des deux pays tout au moins une amélioration de l'importation en France des produits suisses, qui amène une réduction du déficit de la balance commerciale que la Suisse subit depuis des années.

» Si même nous obtenions des droits suffisamment réduits pour permettre une augmentation de l'importation en France, celle-ci n'en serait pas libre pour autant; le régime des contingentements apporte aux échanges une nouvelle entrave beaucoup plus pernicieuse sans doute que ceux qui ont été appelés à l'introduire et à la pratiquer ne le pensent. Il est actuellement des pays qui font du dumping sous diverses formes, que M. Elbel désignait comme dumping monétaire, dumping social, dumping gouvernemental et dumping douanier ! Je conçois parfaitement que devant une pareille situation les droits de douane soient parfois insuffisants. Par conséquent, le régime du contingentement se justifie, mais pourquoi, alors que ce régime, qui échappe à la clause générale et inconditionnelle de la nation la plus favorisée, est nécessaire vis-à-vis des pays qui ont un prix de revient réduit, pourquoi l'applique-t-on dans des conditions similaires vis-à-vis de la Suisse, d'où l'exportation massive ne peut se concevoir, étant donné : d'une part, que toute sa production est une production de qualité, et, d'autre part, que ses prix de revient sont sensiblement plus élevés que ceux des pays voisins. »

(23) R.E.F.S., nov. 1933, p. 183.

De son côté, la Chambre de Commerce française pour la Suisse s'emparait de la question, publiait plusieurs études sur la dénonciation du traité franco-suisse⁽²⁴⁾, et adoptait dans sa séance du 5 septembre 1933 le vœu suivant, après audition d'un rapport circonstancié sur la question⁽²⁵⁾ : « Que les gouvernements des deux pays, soucieux de mettre un terme aux entraves et à l'état d'insécurité dont souffrent actuellement leurs rapports, entrent au plus tôt en contact en vue de l'élaboration d'un nouveau traité de commerce, tenant compte dans le sens le plus large et le plus amical de leurs besoins d'expansion réciproques, garantissant leur parfaite entente économique et donnant enfin à leurs échanges toutes facilités de se développer. »

A la même séance, la Chambre de Commerce décide d'intervenir auprès du Gouvernement français pour demander que les contingents en vigueur de part et d'autre de la frontière franco-suisse soient gérés par le pays exportateur, comme cela se fait déjà en Suisse pour un certain nombre de marchandises.

§ 3. — Les difficultés des négociations. La question du fromage. La convention du 29 mars 1934. La satisfaction plus théorique que pratique obtenue par la France sur la clause de la nation la plus favorisée et sur la déconsolidation douanière.

Bien qu'il existât une si grande concordance entre les points de vue des milieux intéressés, les négociations franco-suissees étaient renvoyées de mois en mois; ce retard

(24) G. Augier, L'accord franco-suisse, B. M. C. C. F. S., sept. 1933, p. 243. Pour un nouveau traité franco-suisse, Extrait d'un rapport de M. J.-A. Prunière, B.M.C.C.F.S., sept. 1933, p. 250; Nos relations commerciales avec la Suisse, B.M.C.C.F.S., nov. 1933, p. 306.

(25) B.M.C.C.F.S., sept. 1933, p. 237.

était motivé par l'évolution que subissait en France la politique économique à la suite des événements de l'été : constitution d'un « bloc des nations or » à la Conférence de Londres, qui semblait ouvrir de nouvelles perspectives pour l'entente douanière; fin juillet, départ du Parlement en vacances sans que la question du traité franco-allemand eût été discutée; ce traité, malgré les modifications apportées, maintenait la clause de la nation la plus favorisée; décision d'orienter la politique du contingentement dans un sens de stricte réciprocité, idée reprise dans la déclaration ministérielle de M. A. Sarraut : « Dans l'heure présente, nous devons travailler au redressement de l'équilibre de notre balance commerciale en n'accordant l'entrée à nos frontières qu'en échange d'équitables contreparties. Le trouble actuel des monnaies, le désarroi des marchés corrompus par les pratiques les plus artificieuses du dumping, nous imposent la protection résolue de nos productions agricoles, viticoles et industrielles. Il faut, en outre, faire de ce mode protecteur, qui est le contingentement, un instrument d'échanges et orienter nos achats vers les pays qui offrent à nos produits les meilleurs débouchés. »

Le 4 octobre, lors d'une visite à Paris de M. le Ministre Stucki, il fut décidé, dans une entrevue avec le Ministre du commerce Louis Serre et les directeurs des services intéressés du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et de l'Agriculture, de hâter les travaux préparatoires pour pouvoir passer bientôt aux véritables négociations. Ce n'est cependant que le 20 novembre qu'une délégation française vint à Berne avec M. Bonnefon-Craponne. Au bout de deux jours de discussions, le Conseil fédéral ne put accepter les propositions qu'elle lui apportait de la part de son gouvernement; ces propositions prévoyaient une garantie tarifaire de trop courte durée ou subordonnaient l'acceptation de la garantie demandée par

la Suisse à une extension considérable des mesures de contingentement. Afin de gagner du temps, les deux gouvernements tombèrent d'accord pour proroger de deux mois, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} février 1934, la convention de commerce, de même que les accords existant en matière de contingentement. Cet accord fut entériné par un échange de lettres entre le département de l'économie publique et l'ambassade de France, en date du 30 novembre 1933. La France retira toutefois à la Suisse la gestion des contingents de fromage, du lait condensé, des fruits et légumes qu'elle lui avait accordée en 1932 et 1933.

Les négociations furent reprises en janvier à Paris et à Berne : le 18^e janvier, le Ministre Stucki confère à Paris avec le Ministre du Commerce Laurent Eynac, le Ministre de l'Agriculture Queuille et le Directeur Bonnefon-Craponne. Les points de vue semblaient se rapprocher; l'entente paraissait réalisable au sujet du maintien pour une certaine période des consolidations tarifaires relatives aux produits manufacturés. Le lendemain, le Directeur Bonnefon-Craponne expose devant la Commission des douanes l'état des négociations avec la Suisse. La Commission, après avoir entendu les explications, déplore que les négociations soient menées directement par deux sections ministérielles différentes, selon la nature des produits. La commission fit part de sa volonté de voir disparaître des traités de commerce la clause de la nation la plus favorisée et de voir suivre par le gouvernement une politique de réciprocité.

Cette formule aurait dû justement permettre de surmonter les difficultés rencontrées dans les négociations au sujet des contingents agricoles, difficultés si graves que, malgré une nouvelle entrevue à Berne, le 25 janvier, entre le Chef du Département fédéral de l'économie publique et le Ministre Stucki, d'une part, et l'ambassadeur de France

accompagné de l'attaché commercial d'autre part, on ne put trouver une solution immédiate.

Le Gouvernement helvétique ne pouvait pas accepter une diminution de son contingent agricole, d'autant plus que si l'on appliquait la politique du « donnant donnant », la proportion de l'agriculture française, par rapport à l'agriculture suisse dans les échanges, était de 3 à 1. C'est à propos du fromage que les difficultés surgirent. La France voulait recouvrer à partir du 1^{er} février sa liberté tarifaire pour ce produit et refusa d'accorder à la Suisse, pour l'année 1934, le même contingent de fromage qu'en 1933. Vu la crise ministérielle en France, les deux gouvernements convinrent, par échange de lettres du 31 janvier, de proroger encore une fois la Convention de 1929 et les accords sur le contingentement jusqu'au 31 mars 1934. Le Conseil fédéral réserva toutefois la question du fromage et obtint que la France rendit à la Suisse, dès février, la gestion des contingents de fromage et de lait condensé. Par cet échange de lettres du 31 janvier, on étendait d'une façon générale l'arrangement du 24 juin aux nouveaux contingents industriels institués par le décret français du 30 décembre 1933. La Suisse obtenait la gestion de plusieurs de ces contingents pour des articles intéressant son exportation (machines et pièces détachées de machines, parfums, gélatine et abrasif).

On avait donc un nouveau délai de deux mois, et les négociations reprennent, se heurtant cependant toujours aux difficultés concernant le contingent de fromages à importer de Suisse en France. En France et en Suisse, la situation de l'industrie laitière était assez précaire : le premier pays cherchait à refouler l'afflux sur son territoire de fromages étrangers, tandis que le second luttait pour maintenir l'écoulement de sa production fromagère. Si la France pouvait logiquement prouver qu'il y avait un contingent de 25.000 quintaux dont elle n'était plus

redevable à la Suisse, la Suisse faisait valoir l'échange général des produits agricoles, si favorable à la France, qui avait une exportation de toute nature, alors qu'elle se montrait intransigeante pour ses fromages, presque le seul article d'exportation agricole, laissant entrevoir même une rupture ou des mesures de rétorsion qui s'appliqueraient notamment aux vins⁽²⁶⁾.

Pour essayer de trancher la question, une conférence entre les producteurs, les fabricants et les commerçants de fromage de France et de Suisse eut lieu à Lausanne le 12 mars. En fait, on s'était mis d'accord sur des questions subsidiaires (augmentation éventuelle des droits de douane français; discrimination des fromages d'origine suisse par rapport aux contrefaçons étrangères; fixation des prix et de la qualité des fromages suisses vendus en France), mais la question principale du contingent était renvoyée aux soins des négociateurs officiels. Cependant, d'ultimes négociations eurent lieu à Berne, les délégués français comprenant qu'au-dessus des solutions provisoires et fragmentaires devait se placer l'intérêt supérieur des exportations françaises prises dans leur sens le plus général, le jeudi 29 mars, à 4 heures du matin, après douze heures consécutives de délibération, les pourparlers aboutirent, et la signature de l'accord eut lieu le jeudi après-midi.

Selon le communiqué publié alors par le Ministère des Affaires étrangères, la France obtient satisfaction sur des points jugés essentiels concernant la clause de la nation la plus favorisée et la consolidation douanière; cependant, si l'on examine la Convention d'un peu plus près, on

(26) Le point de vu français dans la question des fromages a été exposé par le comte Clauzel, ambassadeur de France, lors de l'Assemblée générale de la Chambre de Commerce française à Genève, le 8 mars 1934 (B.M.C.C.F.S., mars 1934, p. 79), et le point de vue suisse dans une étude suggestivement intitulée : Vins français et fromages suisses (R.S.F.E., févr. 1934, p. 22).

s'aperçoit que ces satisfactions sont plus d'ordre théorique que pratique (27).

Pour la clause de la nation la plus favorisée, l'article 1^{er} de la nouvelle convention apporte une satisfaction de principe au Gouvernement français en supprimant la clause inconditionnelle et illimitée de la nation la plus favorisée qui figurait dans l'article 1^{er} de la Convention de 1929, aux termes duquel les marchandises suisses à leur entrée en France, ou les françaises à leur entrée en Suisse, avaient à payer des droits de douane inscrits éventuellement dans les listes A et B de la Convention, ou sans cela ceux des tarifs autonomes, à moins que la France ou la Suisse, dans des accords conclus avec des pays tiers, n'aient accordé à ceux-ci des droits plus réduits : dans ce cas, n'importe quelle marchandise suisse ou française (illimitée), à son entrée en France ou en Suisse, bénéficiait automatiquement, c'est-à-dire sans qu'une entente soit intervenue à ce sujet entre France et Suisse (inconditionnelle), des droits dont la réduction avait été accordée à un pays tiers. Dans le nouvel article 1^{er}, la clause continue à être inconditionnelle, mais elle n'est plus illimitée : « Les produits naturels ou fabriqués, à l'exception de ceux qui sont repris à la liste ci-annexée, bénéficient du tarif minimum. »

Un examen des deux courtes listes annexées à la convention permet de voir le peu de portée pratique de la limitation de la clause, puisque, à l'entrée en France, nous trouvons ainsi exclus du bénéfice de la clause : les cheveux non ouvrés, les œufs de vers à soie, les dents d'élé-

(27) Nous trouvons des études ou des commentaires sur la Convention de 1934 dans les périodiques suivants : La Convention de commerce du 29 mars 1934, R.E.F.S., n° 4, avril 1934, p. 59-67; *Journal de Genève*, 5 avril 1934; N.Z.Z., 4 avril 1934, n° 584; Exportbeilage : Schein und Wirklichkeit des neuen Handelsabkommens zwischen der Schweiz und Frankreich, N.Z.Z., 5 avril 1934, n° 593; B.C.C.F.S., avril 1934, p. 112; un article de G. Augier, mai 1934, p. 152, Commentaires.

phants, les coquillages, ou, à l'entrée en Suisse, les dents de morses brutes, les écailles de tortues brutes. Enfin, la clause de la nation est applicable également aux droits accessoires, modes de perception des droits...

En ce qui concerne la consolidation des droits, les résultats sont peut-être un peu moins platoniques; toutefois, si les articles 3 et 4 de la Convention de 1929, ainsi que les listes A et B fixant les taux consolidés ne figurent pas dans la convention, les listes A et B ont été reprises dans un arrangement annexe à la nouvelle convention.

A ce sujet, les parties contractantes se sont engagées à ne point relever pendant la durée de la convention les droits afférents aux produits industriels qui figurent dans ces listes et qui font actuellement l'objet de mesure de contingentement. Pour les rubriques relatives aux produits industriels figurant sur lesdites annexes mais non contingentées, chacune des parties pourra modifier en tout temps les droits de douane, moyennant un préavis de trois mois. Au cours de ce délai, des négociations devront être entamées en vue d'examiner toute possibilité d'entente. Si un accord n'a pu intervenir à l'expiration du délai, l'autre partie pourra prendre des mesures destinées à rétablir autant que possible l'équilibre. On a ainsi pratiquement cette garantie que ni la France ni la Suisse ne feront usage de cette faculté, et il en résulte une stabilité des droits de douane s'étendant sur un certain délai.

L'arrangement franco-suisse du 24 juin 1932, relatif au contingentement des produits industriels et ses annexes, ainsi que le protocole y relatif du 31 décembre 1932, ont été prorogés et complétés. Tout en consolidant le régime appliqué à la France en matière de contingentement pour certains produits industriels, la Suisse a obtenu une augmentation de divers contingents à l'importation en France et la gestion de nouveaux contingents, les nouvelles facilités obtenues par la Suisse concernent en particulier les

cotonnades, les chaussures et les métaux. Une convention séparée a été conclue concernant le trafic de perfectionnement réciproque des tissus en coton envoyés d'un pays dans l'autre pour y être imprimés.

Enfin, un protocole en date du même jour règle les questions agricoles, c'est lui qui est venu résoudre les difficultés concernant le fromage. Alors que la Suisse réclamait un contingent égal à celui de 1933, soit 650 wagons = 65.000 quintaux, les négociateurs français voulaient fixer le contingent à 250 wagons, puis 300. Finalement, on se mit d'accord sur un contingent de 600 wagons pour les fromages de spécialité suisse, dont 4 p. 100 au maximum pour les crèmes de gruyère; la Suisse acceptait donc une diminution de 7 p. 100; en compensation, elle obtenait certaines facilités pour l'importation du bétail en France et en Algérie. De plus, la Suisse a consenti à ce que les droits de douane français sur les fromages, droits qui remontent à 1906 et sont exceptionnellement bas, soient relevés dans les conditions suivantes : les droits sur les fromages ne sont pas consolidés, mais les fromages à pâte dure de spécialité suisse d'un poids égal ou supérieur à 65 kilos et contenant 45 p. 100 au minimum de matières grasses par rapport au poids de la matière sèche et les fromages en boîte, dits crème de Gruyère, bénéficieront d'une réduction de 30 p. 100 du droit de douane et de 50 p. 100 de la taxe de licence. Nonobstant la clause de la nation la plus favorisée, la Suisse reprendrait sa liberté pleine et entière en ce qui concerne les produits agricoles français importés en Suisse, dans le cas où la charge représentée par le droit de douane, augmenté éventuellement de la taxe de licence, dépasserait pour les fromages spécifiquement suisses de plus de 60 francs la charge qu'ils supportent actuellement⁽²⁸⁾. Pour le lait condensé, la

(28) Ces droits furent fixés par décret du 30 mars 1934, J. O. 31 mars, pour les licences et les droits de douane avec les réductions mentionnées.

Suisse obtient un contingent correspondant à ses besoins.

La France obtient les mêmes contingents que précédemment pour ses exportations de vins, fruits, légumes, fromages.

Si nous considérons en détail la Convention de commerce signée à Berne le 29 mars 1934, nous constatons : que, sur les 23 articles de la nouvelle convention, les articles 3 à 22 sont la reproduction textuelle des articles 5 à 24 de la Convention de 1929; que l'article 2, reproduction de l'article 2 de 1929, a été complété par le dernier alinéa *d*); que les changements importants sont relatifs à l'article 1^{er} de la nouvelle convention et concernent la clause de la nation la plus favorisée, ci-dessus examinée, et que, comme changement important, on peut encore signaler l'article 23, venant préciser la durée de la nouvelle convention : elle est conclue pour six mois avec tacite reconduction de trois mois en trois mois, mais chaque partie se réserve le droit de la dénoncer à tout moment pour lui faire prendre fin à l'expiration de la période trimestrielle qui suit la date de dénonciation. Quant au protocole de signature, il est identique à celui de la Convention de 1929.

La convention est entrée en vigueur à titre provisoire le 1^{er} avril 1934, ainsi que les arrangements annexes. L'échange des instruments de ratification a eu lieu le 6 août 1934 à Paris. Conformément à l'article 23 de la convention, celle-ci est entrée définitivement en vigueur le 27 août.

Nous terminerons l'examen de la convention en rappelant ces mots du Ministre Stucki :

« Dans son accord avec la France, la Suisse a suivi sa politique habituelle en matière de traité de commerce; elle ne doit pas faire échouer les négociations avec les pays étrangers en étant trop protectionniste. Si un accord ne peut être réalisé, c'est parce que les demandes suisses con-

cernant les exportations n'ont pas été suffisamment prises en considération. Or, nous estimons qu'il vaut mieux employer 100 travailleurs pour l'exportation plutôt que de leur procurer du travail en limitant les importations de marchandises étrangères. Les possibilités d'exportation justifient le nouvel accord qui, pas plus qu'un autre, n'est idéal et parfait, mais qui cependant est préférable à un conflit économique avec la France. »

SECTION VI

L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE 1934 ET LES QUESTIONS FRANCO-SUISSES JUSQU'À LA DÉNONCIATION DE JUIN 1936

§ 1. — L'application de la convention. L'accord horloger du 23 novembre 1935.

Grâce à la Convention de 1934 — consacrant, ainsi que les 33 autres traités passés par la France, la nouvelle orientation vers la réciprocité de la politique commerciale française avec l'étranger — les relations commerciales franco-suissees purent se développer à nouveau dans la stabilité et le calme relatifs, que permet la vie économique actuelle, pendant une période d'assez longue durée, puisque par l'accord des deux partenaires la convention fut tacitement reconduite jusqu'en juin 1936, date de sa dénonciation par la France.

Cependant, au cours des deux ans, de nombreuses questions se posèrent et furent en partie réglées : les unes concernant l'application même de la convention; les autres, des points d'importance secondaire qui, dans la hâte des négociations, n'avaient pu recevoir de solutions; enfin, les rapports économiques furent marqués par l'évo-

lution autonome de la politique douanière des deux Etats qui, sauf quelques mesures spéciales, ne varia guère.

Nous voyons appliquer la convention en ce qui concerne la déconsolidation : par un échange de notes du 24 novembre et du 7 décembre 1934 entre la Légation de Suisse à Paris et le Ministère des Affaires étrangères, les Gouvernements suisse et français sont convenus de déconsolider : d'une part, les droits du tarif français afférent aux machines à cartes perforées, dites machines « statistiques », ainsi qu'aux pyromètres électriques; et, d'autre part, les droits du tarif suisse afférent aux articles en filet.

Pour les contingentements, les deux gouvernements interviennent fréquemment l'un auprès de l'autre pour que les différents accords soient adaptés aux besoins actuels de leur exportation respective. En juin 1934, la Suisse conclut avec le Gouvernement français un accord sur le contingentement des poissons d'eau douce d'origine suisse; elle obtient des contingents fixes qu'elle gère elle-même; cet accord fut renouvelé en janvier 1935.

La France est intervenue particulièrement en ce qui concerne l'application des contingents des vins et l'utilisation des réserves retenues par la Suisse sur les contingents français; elle fut également amenée à envisager des mesures à adopter afin de sauvegarder les intérêts des mines françaises sur le marché suisse; en effet, comme les Suisses se plaignaient de ne plus avoir un apport de touristes allemands suffisant, on trouva la formule qui consiste à subordonner les crédits accordés par l'Allemagne aux touristes venant en Suisse aux achats de charbons qui sont faits dans la Ruhr; on sacrifiait ainsi les intérêts charbonniers français aux touristes allemands, sans tenir compte d'ailleurs des touristes français.

A la demande du Gouvernement français, la Suisse a conclu le 23 novembre 1935, sous forme d'un échange de lettres, un accord entré en vigueur au mois de janvier

1936, et aux termes duquel la Suisse consent à ce que les montres, mouvements, fournitures et ébauches d'origine suisse, ne soient admis au bénéfice du tarif minimum à leur entrée en France que s'ils sont accompagnés d'un certificat de la Chambre suisse d'horlogerie délivré à cet effet; en l'absence de certificat, ils sont passibles du tarif général. La Suisse, par un arrêté du Conseil fédéral du 12 mars 1934, avait interdit la vente en vue de l'exportation ainsi que l'exportation d'ébauches, de chablons et de toute fourniture d'horlogerie. Or, depuis l'entrée en vigueur de cet arrêté, la pratique du chablonnage a été transportée en France. Une convention horlogère franco-suisse entrée en vigueur en même temps que l'accord prémentionné prévoit la suppression de ce chablonnage par étapes et sauvegarde la vente de produits de qualité. La Suisse considéra donc que le nouveau régime appliqué pour l'importation de l'horlogerie suisse en France était le corollaire nécessaire de cette convention avantageuse pour elle. Seules, les maisons suisses conventionnelles peuvent bénéficier dorénavant du tarif douanier minimum français; les industriels dissidents se trouvent, dès lors, empêchés de vendre leurs articles en France à des prix avilis. Au reste, ce régime a été supprimé par un décret français du 31 mars 1937.

§ 2. — Les arrangements du 25 juillet 1935
sur la main-d'œuvre et les stagiaires.

Parmi les questions laissées en dehors de la convention, celle des travailleurs étrangers en France comme en Suisse prit de l'importance et fut heureusement résolue⁽²⁹⁾. La surproduction et le chômage né de la diminution du travail dans les usines ont amené les Etats à protéger la main-

(29) R. E. F. S., nov. 1935, Commentaires et texte de l'arrangement.

d'œuvre nationale en diminuant le nombre des étrangers autorisés à travailler dans le pays⁽³⁰⁾; ainsi, après avoir contingenté les marchandises étrangères, on en vient à contingenter la main-d'œuvre étrangère; et de même que, par les accords commerciaux, on s'était efforcé de restreindre autant que possible les entraves apportées par le régime du contingentement, on essaya de remédier également aux mesures de restriction qui s'étendent à la main-d'œuvre à ce que l'on peut appeler « les prohibitions humaines »⁽³¹⁾.

De part et d'autre on fit de louables efforts pour remédier au triste état de choses en résultant, et on aboutit à la signature, à Paris, le 25 juillet 1935, de deux arrangements.

Par le premier, relatif à la « situation des travailleurs de l'un des deux pays travaillant dans l'autre », chacune des deux parties contractantes a obtenu d'intéressants résultats : les ressortissants de chacune des parties contractantes justifiant d'une résidence régulière et ininterrompue d'une durée d'au moins cinq ans, auront libre accès au marché du travail de l'autre, sans qu'on puisse leur opposer l'état dudit marché. Il est prévu également que les autorités compétentes de chacun des deux pays examineront avec bienveillance, sous réserve de l'état du marché du travail, les demandes de renouvellement d'autorisation du travail formulées par les travailleurs de l'autre pays justifiant d'une résidence inférieure à cinq ans. Il en sera de même pour les demandes d'admission au travail⁽³²⁾.

(30) Loi française du 10 août 1932 restreignant la proportion des ouvriers étrangers. Ordonnance suisse du 29 nov. 1921 sur le séjour des étrangers et circulaires de la police des étrangers et de l'Office fédéral du travail.

(31) Discours du comte Clauzel, B.M.C.C.F., avril 1935, p. 100.

(32) Le service militaire obligatoire n'entre pas en ligne de compte dans la durée du séjour, mais ne doit pas être considéré comme interruption de séjour.

L'autre arrangement, relatif à l'admission des stagiaires en France et en Suisse, signé le 23 juillet, entré immédiatement en vigueur et ultérieurement ratifié par un échange de lettres du 31 août et du 13 septembre, peut être renouvelable par tacite reconduction, à moins qu'il n'ait été dénoncé avec un préavis de trois mois.

Cet accord a pour but de favoriser la formation de stagiaires français et suisses au point de vue professionnel et de permettre aux ressortissants de l'un des deux pays de se rendre dans l'autre pays pour une période limitée. Ce stage est destiné au perfectionnement dans la langue et dans les usages commerciaux et professionnels de ce pays, tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial. La situation du marché du travail dans la profession dont il s'agit ne pourra être prise en considération. On conçoit facilement combien il est utile, pour le développement des échanges économiques des deux pays, que ces futurs commerçants et industriels aient eu l'occasion, au cours de leur formation, d'apprendre à connaître un pays avec lequel ils seront amenés un jour à conclure des affaires.

Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe; en principe, ils ne doivent pas avoir dépassé trente ans. L'autorisation est donnée en règle générale pour une année, mais elle pourra exceptionnellement être prolongée de six mois. Le nombre des autorisations qui seront accordées aux stagiaires de chacun des deux Etats ne devra pas dépasser 125 par année. Si le contingent n'est pas atteint au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourra pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre Etat, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé d'un contingent. Les stagiaires ne pourront être admis par les autorités compétentes que si les employeurs qui les occuperont s'engagent, dès que les stagiaires rendront des services

normaux, à les rémunérer soit d'après les tarifs conventionnels, soit d'après les taux courants de la profession et de la région. Les autorités compétentes des deux pays feront tous leurs efforts pour faciliter cet échange. Les stagiaires doivent obtenir un contrat de leurs futurs employeurs⁽³³⁾.

§ 3. — Les mesures douanières autonomes de la France et de la Suisse.

Les mesures douanières autonomes des deux pays marquèrent également leurs rapports commerciaux. Dans les sphères officielles françaises, on pouvait constater une tendance vers un esprit plus libéral; les Ministres du Commerce successifs : Lamoureux, Marchandeau, Bonnet, laissent entrevoir un changement de direction de la politique du commerce extérieur en ne subordonnant pas obligatoirement le désarmement douanier à l'assainissement définitif du système monétaire mondial; on précise la nouvelle orientation en supprimant pendant l'été 1933 quelques contingents (23) et en créant une commission du commerce extérieur chargée d'étudier le régime douanier. Mais malgré cette tendance, malgré les recommandations des groupements économiques, malgré les discours et les études des économistes et des hommes d'Etat, malgré les demandes tendant à donner tout au moins une plus grande élasticité au régime des contingents, les deux pays continuent à élever des barrières devant les échanges, à restreindre leur importation sous forme de contingentement ou à augmenter les droits d'entrée.

Parmi les mesures prises par la France, signalons qu'elle

(33) Les demandes des ressortissants suisses sont centralisées par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail à Berne, tandis que celles des ressortissants français doivent passer par le Service central de la main-d'œuvre au Ministère du Travail, à Paris.

perçoit des taxes sur les licences d'importation, sur les produits agricoles notamment; cependant, en 1935, cette taxe sur les pommes a été réduite de 60 à 40 francs les 100 kilos.

Un décret du 10 août 1934, en exécution de la loi portant création de mesures de protection de la Marine marchande, majora de 4 p. 100 les droits de douane afférents à tous les produits, sauf ceux consolidés dans les traités de commerce. Par contre, un décret du 5 septembre 1934 exempte de la taxe à l'importation les dérivés et sous-produits du lait qui ne sont pas importés en vue de la consommation en l'état par les destinataires, étendant ainsi aux produits étrangers une faculté accordée depuis longtemps aux produits français.

En vertu de la loi du 20 avril 1932, le Gouvernement français a déclaré par décrets l'indication d'origine obligatoire pour de nouvelles séries de marchandises; la Suisse intervient pour obtenir des facilités.

Divers décrets, pris en exécution de la loi du 6 juillet 1934 portant réforme fiscale, amenèrent des simplifications en supprimant la taxe de luxe et en créant des taxes uniques nouvelles pour quatre groupes de produits.

Enfin, un décret du 12 juillet 1934 apporta une intéressante simplification en fondant en une seule diverses taxes accessoires qui frappaient les opérations douanières. Cette nouvelle taxe, dite « taxe de statistique, de formalités douanières et de timbre », est perçue à raison de 1 franc par 1.000 kilos ou fraction, sans que la perception puisse être inférieure en ce qui concerne les marchandises donnant lieu au paiement effectif de droits de douane à 2 p. 100 des sommes dues à ce titre. Un tarif spécial est prévu pour le courant électrique, un autre pour les véhicules, embarcations et aéronefs circulant entre la France et l'étranger.

Dans la législation économique de la Suisse, on peut

également relever des dispositions venant se répercuter sur le commerce entre les deux pays.

Conformément à l'arrêté fédéral du 4 août 1934 instituant un impôt sur les boissons, on perçoit un droit de 5 centimes par litre de vin; un arrêté du 27 septembre 1937 a abrogé ce droit.

A partir du 25 novembre 1935, une augmentation de la finance de monopole de l'alcool vint frapper les spécialités pharmaceutiques et les parfums à leur entrée en Suisse. Cette augmentation calculée sur le poids brut, ajoutée aux droits de douane taxés de la même façon, frappe dans de telles proportions certaines spécialités pharmaceutiques que leur prix de vente au public en Suisse représente de 4 à 5 fois celui en vigueur en France. Cependant un arrêté du 2 février 1937 a abaissé nettement les droits de monopole sur les produits fabriqués avec de l'alcool; toutefois, cela ne concerne que les produits pharmaceutiques externes et non pas internes.

A la suite de l'arrêté fédéral du 31 janvier 1936 concernant « de nouvelles mesures extraordinaires destinées à rétablir l'équilibre des finances fédérales en 1936 et 1937 », on institue un droit de timbre pour l'établissement de toute quittance de douanes (art. 49). Ce droit est de 4 p. 100 du montant total pour lequel la quittance est délivrée, et d'au moins 10 centimes par quittance⁽³⁴⁾.

Enfin, signalons l'ordonnance du 26 mai 1936, réglant le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels, dont plus d'un des 490 articles peut s'appliquer aux importations d'origine française.

(34) Cette nouvelle charge imposée au commerce international ne manque pas de soulever les protestations des milieux intéressés, comme par exemple celles de M. Robert Juvet, directeur de la Chambre de Commerce de Genève, dans un article du *Journal de Genève* du 24 nov. 1935, intitulé : « Le commerce en a assez. »

§ 4. — La dénonciation du traité de 1934.

Cependant, si l'on examine l'état général des relations commerciales franco-suisse, sans partager entièrement les très agréables constatations du Ministre de Suisse en France : « Nous sommes actuellement dans une bonne phase », « Il n'y a pas actuellement d'histoires franco-suisse »⁽³⁵⁾, il faut tout au moins se rallier à l'opportunité exprimé par l'Ambassadeur de France en Suisse : « La question s'est posée de savoir s'il fallait entamer des négociations pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce, mais je ne crois pas qu'il soit opportun de le renouveler actuellement. Il y a, en effet, des concessions que nous ne pourrions plus accorder à la Suisse, notamment en ce qui concerne les fromages, et comme la Suisse ne voudrait pas renoncer à ses prétentions, nous irions tout simplement à une rupture. Or, nous ne pouvons pas être en guerre douanière avec nos amis suisses. Ce serait contraire à nos rapports de bon voisinage, à notre amitié séculaire et, à l'époque critique dans laquelle nous nous trouvons, contraire à nos intérêts politiques qui sont les mêmes, ainsi que j'ai pu m'en rendre compte dans mes conversations avec les membres du Conseil fédéral. »⁽³⁶⁾.

Etant donné ces circonstances, on comprendra que c'est avec un certain étonnement qu'on prit connaissance d'un communiqué officiel du Gouvernement suisse du 10 juillet, faisant part de la dénonciation du Traité du 29 mars 1934 :

« Le Gouvernement français a informé le Conseil fédéral qu'il se voyait dans l'obligation de dénoncer *pro forma*

(35) Discours de M. Dunant à l'Assemblée générale de la Chambre de Commerce suisse en France du 29 avril 1936, R. E. F. S., mai 1936, p. 70.

(36) Discours de M. le comte Clauzel, le 28 février 1936, à l'Assemblée générale de la Chambre de Commerce française pour la Suisse, B. M. C. C. F., mars 1936, p. 63.

la Convention commerciale franco-suisse du 29 mars 1934 et ses diverses annexes, ainsi que les accords postérieurs. Le Gouvernement français, en faisant part de cette mesure, a indiqué très nettement au Conseil fédéral que, dans son esprit, il ne s'agissait en aucune façon d'un acte inamical, mais d'une décision rendue nécessaire par une incidence possible, sur les prix du marché français, des dispositions récemment adoptées en France en ce qui concerne les salaires et la durée du travail.

» Le Gouvernement français, tenant compte de l'importance que présentent les courants commerciaux franco-suisse, a ajouté qu'il espérait qu'une entente heureuse pour les deux pays ne manquerait pas d'intervenir avant l'expiration de l'accord actuel. Le délai de dénonciation prend fin le 30 septembre 1936. »

Cette dénonciation avait d'ailleurs été notifiée le 25 juin 1936 au Gouvernement suisse par les soins de l'ambassadeur de France à Berne. En raison des négociations qui se poursuivaient alors entre la Suisse et l'Allemagne, le Gouvernement suisse demanda à ce que cette dénonciation ne soit pas portée à la connaissance du public avant l'achèvement des pourparlers germano-suisse. C'est ainsi que cette nouvelle ne fut publiée que le 11 juillet.

La hausse des prix français, par suite des réformes qu'il avait été nécessaire d'introduire dans la structure sociale du pays, constituait, selon le communiqué, la raison majeure de cette dénonciation du régime contractuel franco-suisse; mais une telle initiative n'ayant été prise qu'à l'égard de la Suisse dont le niveau élevé des prix, également en disparté avec les prix mondiaux, ne créait aucune concurrence dangereuse pour les prix français, on est amené à chercher d'autres raisons à cette mesure qui causa quelque surprise en Suisse et que l'on trouva en

France en contradiction avec les projets d'aide aux exportateurs ⁽³⁷⁾.

Le délai de dénonciation du traité franco-suisse était le plus long qui fût accordé et, par la clause de la nation la plus favorisée, il bénéficiait également aux autres pays; en dénonçant le traité franco-suisse, il allait dorénavant être possible à la France de se libérer plus rapidement à l'égard de ces autres pays, et plus particulièrement des droits qui se trouvaient aussi consolidés dans la convention franco-suisse. D'autre part, l'application du système des contingents suscitait certaines doléances des exportateurs français en Suisse; ils demandaient notamment : la distribution intégrale et sans conditions des contingents accordés par la Suisse aux marchandises françaises; la limitation à un pourcentage minime des réserves qui devront être portées à la connaissance des commerçants assez tôt pour être utilisées dans les délais prescrits, enfin la gérance par la France, en réciprocité, de ses contingents pour la Suisse. Les exportateurs se plaignaient également que la Suisse, sous prétexte de récupérer ses créances sur l'Allemagne, favorisait par trop les exportations allemandes en Suisse, et ce, au détriment des exportations françaises ⁽³⁸⁾. Les chiffres du commerce extérieur avec la Suisse pouvaient également indisposer les milieux français, car les exportations suisses en France étaient passées de 244 millions de francs pour le premier semestre de 1935 à 273 millions de francs français pour 1936, tandis que les exportations françaises en Suisse tombaient de 531 millions à 450 millions de francs français; les exportations suisses de fromage étaient essentiellement en progrès et avaient pu provoquer

(37) La dénonciation de la convention R. E. F. S., juillet 1936, p. 121. Extraits d'articles parus dans la presse, notamment *Le Temps*, 23 juill. 1936.

(38) Exposé de M. A. Anthonioz devant la Chambre de Commerce française de Lausanne, B. M. C. C. F., juillet 1936, p. 191.

quelque démarche des producteurs français au Ministère de l'Agriculture, tandis que les exportations françaises de charbon et de fer étaient en diminution. Cependant, cette allure n'était pas particulière au commerce franco-suisse, car, au cours de la même période, le solde actif franco-belge diminuait de 62 p. 100, tandis que le déficit avec l'Allemagne augmentait de 72 p. 100; le solde actif suisse ne s'était réduit que de 28 p. 100.

Tels pouvaient être les motifs accessoires de la dénonciation; néanmoins, dans le commerce extérieur de la France, la Suisse continuait à figurer avec le solde actif le plus important; cette position lui permettait d'espérer qu'au cours des négociations à venir, le régime douanier franco-suisse ne subirait pas d'aggravation; d'autre part, au milieu de l'imprécision de la situation sociale et économique en France, il n'apparaissait pas d'éléments nouveaux pour la politique commerciale de la France et pour ses accords avec la Suisse, si ce n'est une menace d'augmentation de la protection douanière allant jusqu'au contrôle rigoureux du commerce extérieur et au contrôle des changes, on pouvait donc craindre, à défaut d'une simple reconduction de la convention, que ne s'ouvre une période d'instabilité préjudiciable au cours de laquelle, comme de juin 1933 à mars 1934, on renverrait les négociations de mois en mois, au risque de réduire davantage encore le courant d'affaires et le volume des échanges entre les deux pays, lorsque surgit la possibilité d'une orientation économique nouvelle pour les deux pays sous la forme de la dévaluation de leur monnaie respective.

SECTION VII

DÉVALUATION ET ESSAI DE DÉMOBILISATION DOUANIÈRE.

LE TRAITÉ FRANCO-SUISSE DU 31 MARS 1937

§ 1. — La dévaluation de septembre 1936 et l'accord de reconduction de la Convention de 1934.

Le Comité français d'études pour l'adaptation du régime douanier indiquait dans ses conclusions⁽³⁹⁾ comme condition fondamentale d'un retour à une situation normale des échanges : « Le rétablissement d'une monnaie internationale servant d'étalon monétaire dans tous les pays, permettant une comparaison des prix de revient et des prix de vente et basé sur des réserves métalliques suffisantes pour assurer constamment la liquidation aisée des soldes de la balance des comptes. Le règlement aisé et facile de ces soldes est la clef du commerce international. A son défaut, le commerce est fractionné en échanges bilatéraux dont la compensation spontanée est pratiquement impossible. » La solution des problèmes monétaires était ainsi placée à la base d'une amélioration des échanges internationaux, et la dévaluation du franc français et du franc suisse, dans le sens d'un alignement sur le dollar et la livre, prend donc une importance toute particulière par son influence sur la politique commerciale propre des deux pays, comme par ses conséquences sur leurs relations réciproques.

Lorsque le Gouvernement français décida de dévaluer le franc — la loi promulguée le 1^{er} octobre 1936 dispose que la nouvelle valeur-or du franc est comprise entre 49 au plus et 43 au moins milligrammes d'or au titre de 900/1.000

(39) J. O., *Annexe*, 1936, p. 447.

— il insista, en publiant le décret, sur l'entente intervenue au point de vue monétaire entre les Etats-Unis et l'Angleterre, qui dans leur déclaration saluent avec plaisir l'alignement du franc français, mesure qui, comme ils l'espèrent, pourrait mieux assurer la stabilité des relations économiques, il indiquait aussi, dans la déclaration franco-anglo-américaine, qu'une action immédiate devait être entreprise pour atténuer progressivement, en vue de leur abolition, les régimes actuels de contingents et de contrôles des changes, pour autant que cette politique monétaire internationale tienne pleinement compte des exigences de la prospérité intérieure des pays intéressés, la réforme douanière était ainsi mise en relation avec la réforme monétaire. Un des premiers résultats de ces déclarations de principe fut l'accord du 12 octobre 1936 régissant les relations monétaires des U. S. A., de l'Angleterre et de la France auquel la Suisse adhéra le 28 octobre. De son côté, le Conseil fédéral avait également décidé le 26 septembre, bien qu'au point de vue technique la Banque Nationale fût assez forte pour déjouer les attaques de la spéculation contre le franc suisse, de dévaluer le franc suisse, en fixant, par arrêté du 27 septembre, la parité-or du franc suisse à une valeur comprise entre 190 et 215 milligrammes d'or fin contre 290 mg. 32 de fin aux termes de la loi monétaire du 3 juin 1931. On estimait qu'une dévaluation de 30 p. 100 suffirait pour ajuster le niveau du coût de production et des prix indigènes à ceux de l'étranger et pour redonner leur extension à l'exportation et à l'hôtellerie, ces branches essentielles de l'activité suisse. C'était donc pour des raisons non pas d'ordre monétaire, mais d'ordre économique, que le Conseil fédéral effectuait la dévaluation, « il pensait ne pas devoir laisser passer l'occasion de collaborer à l'œuvre d'ordre et de rénovation des rapports internationaux et de se libérer ainsi d'une pression, qui, ces dernières années, par l'opposition latente

des grandes puissances commerciales du monde avec la Suisse, a pesé sur notre pays », comme le déclarait le Conseil fédéral dans son rapport à l'Assemblée fédérale du 28 septembre, dans lequel il exprimait aussi des considérations ayant directement trait aux rapports économiques avec la France. « Nous craignons, d'une part, que notre voisin de l'ouest n'achète de moindres quantités de nos marchandises d'exportation et, d'autre part, ne gagne d'autant plus de terrain comme concurrent sur le marché mondial. » (40).

A la suite de la dévaluation, les deux gouvernements, plus par nécessité que par vertu — il s'agissait d'éviter une augmentation des prix — prenaient des mesures autonomes de réductions tarifaires et d'aménagement des contingents. Par décret du 2 octobre 1936, le Gouvernement français suspendait de nombreux contingents, réduisait les droits de douanes et les taxes de licence, atténuant ainsi la véritable protection supplémentaire *ad valorem* résultant de la dévaluation et évitant les représailles des autres pays qui auraient réagi devant le refus de desserrer l'étreinte douanière; de leur côté, les autorités fédérales réduisaient ou supprimaient divers droits de douane ou divers droits supplémentaires et desserraient les contingents en prenant des mesures « pour un assouplissement du régime des restrictions d'importation » (41).

A côté des diverses mesures de « démobilisation douanière », les déclarations des deux délégués du Gouvernement français à la Commission économique et financière de la S. D. N. semblent indiquer une nouvelle orientation, sinon un renversement de la politique économique « tendant à rétablir la liberté des échanges qui apparaît, dans l'ordre social et dans l'ordre économique,

(40) F. F., n° 40, 30 sept. 1936, p. 699.

(41) *Inf. douan.*, 3 oct. 1936, p. 207.

comme l'indispensable corollaire de l'ajustement monétaire » (42). « En même temps, le gouvernement se trouve mieux placé non seulement pour résister aux demandes de protection nouvelle qui risquaient d'aggraver l'isolement économique de la France, mais encore pour entrer enfin dans la voie de ce libéralisme si souvent réclamé au sein de vos assemblées, qui toutefois n'était pas sorti jusqu'ici du domaine des recommandations », ainsi s'exprime le Ministre français du Commerce P. Bastid, le 5 octobre, à Genève, tandis que le Ministre Stucki parle dans un esprit semblable de la dévaluation de la monnaie et de la politique économique de la Suisse. On apporte cependant immédiatement des restrictions à ces tendances libérales en raison des mesures ou de la politique douanière des autres Etats. « Il est évident, déclare M. Bastid le 5 octobre, que les avantages que nous conférerons ainsi à d'autres Etats et qui résulteront de l'amélioration des conditions économiques françaises comporteront des contreparties », tandis que M. Stucki déclare le 7 octobre : « Ce qu'on peut demander seulement, c'est d'accorder les allègements tarifaires à tout le monde et d'accorder les allègements concernant les contingentements à tous ceux qui traitent d'une manière équitable les exportations suisses, leurs propres touristes et leurs dettes envers la Suisse », et cite en exemple l'accord qui venait d'être conclu avec la France.

En effet, à la suite de pourparlers entre les Ministres Stucki et Bastid à Genève les 2 et 3 octobre, il fut décidé de proroger la Convention de 1934 en raison des modifications apportées aux conditions économiques par suite des mesures d'alignement monétaire. Certes, cet accord ne consacrait nullement la nouvelle orientation de la poli-

(42) Rapport de M. Spinasse devant la Commission de la S. D. N., 9 oct. 1936.

tique économique, plus facile à exposer qu'à réaliser; néanmoins, il redonnait une certaine stabilité aux relations commerciales, maintenant les anciennes garanties conventionnelles, avec un délai de dénonciation réduit à un mois et fixant l'application intégrale et automatique des mesures prises ou qui seront prises par les gouvernements respectifs en ce qui concerne l'assouplissement et l'application du régime des importations contingentées, ainsi que de toutes les facilités qui seront données aux échanges commerciaux. Un échange de lettres ⁽⁴³⁾ établit cet accord et, sur sa base, un décret du 30 octobre prorogea la Convention commerciale de 1934, déjà prorogée d'un mois en septembre ⁽⁴⁴⁾.

Les anciennes dispositions améliorées par les mesures autonomes prises par les deux pays continuaient donc à régler leurs échanges après la dévaluation; ce changement monétaire simultané laissait espérer une influence favorable sur leurs exportations réciproques, puisque les prix de leurs marchandises bénéficiaient d'une diminution relative par rapport aux prix des concurrents étrangers non dévalués.

Dès le mois d'octobre, comme on le voit sur le tableau

		Exportations françaises en Suisse.			Exportations suisses en France.		
		1935-1936			1935-1936		
		—			—		
		1936-1937			1936-1937		
Sept. ..	15,9	13,5			7,3		11,0
Oct. ...	18,4	19,8			7,9		10,2
Nov. ...	17,4	21,4			9,0	26,0	32,8
Déc. ...	19,6	23,8			9,7		12,4
Janv. ..	13,4	18,3			8,1		12,6
Févr. ...	14,3	20,7			8,2	26,0	34,3
Mars ...	15,7	22,4			9,7		12,0

en millions de francs suisses.

(43) Lettre du 4 octobre 1936 de l'Ambassadeur de France, comte Clauzel, au Conseiller fédéral Obrecht.

(44) J. O., 31 oct. 1936, p. 11387.

ci-dessus, la valeur des exportations françaises en Suisse augmente, après le ralentissement périodique de janvier; la reprise se poursuit de telle sorte que le premier trimestre 1937 marque une augmentation de 41 p. 100 sur le premier trimestre 1936; les exportations françaises, composées pour une bonne part de matières alimentaires et fourrages et de matières premières, catégories de produits dont les importations en Suisse ont sensiblement augmenté après la dévaluation, ont suivi l'augmentation de ces importations, mais la hausse des prix français rattrapant largement le niveau mondial en hausse, l'incertitude des commerçants français ne garantissant ni leur livraison ni leur prix, n'ont pas permis aux exportations françaises en Suisse de suivre toute l'ampleur de l'accroissement des importations suisses, dont le montant trimestriel de 1937 indique une augmentation de 69,4 p. 100 sur la valeur du premier trimestre 1936. Les exportations suisses en France, qui, de juillet à septembre 1936, avaient augmenté, voient leur valeur diminuer légèrement en octobre et novembre, mais elles reprennent en décembre et se maintiennent au cours du premier trimestre 1937, dont la valeur indique une augmentation de 31,9 p. 100 sur le premier trimestre 1936; la composition des exportations suisses, essentiellement des produits fabriqués, explique qu'elles ne suivent pas la hausse des importations françaises, qui, au premier trimestre 1937, sont de 70 p. 100 supérieures aux importations totales du premier trimestre 1936, comprenant principalement des matières premières, dont les achats sont accrus en raison de l'incertitude monétaire et de la hausse sur les marchés mondiaux. Il convient de retenir que, parallèlement à la seule hausse des importations françaises de produits fabriqués de février à mars, les exportations suisses en France ont également augmenté de février à mars. Si l'on tient compte de la hausse des prix d'une part, de l'incidence de la dévaluation de

30 p. 100 sur les chiffres ci-dessus indiqués, il faut admettre que le volume des échanges franco-suisses n'a été que très peu influé par la dévaluation, laissant toutefois apparaître un léger accroissement du solde bénéficiaire de la France; c'est dans ces conditions que devaient s'engager des négociations destinées à permettre un développement de leurs échanges.

§ 2. — La Convention commerciale franco-suisse du 31 mars 1937.

Au début de février 1937, les négociations prévues par l'échange de lettres du 5 octobre et amorcées par une entrevue à Paris des Ministres Stucki et Bastid le 16 janvier 1937, reprenaient à Berne et devaient porter, conformément au désir de la France, aussi bien sur la partie générale du traité que sur les questions tarifaires et le régime des contingents.

Au moment où s'engageaient ces négociations, certains facteurs permettaient « d'envisager avec hardiesse l'abaissement des barrières douanières et l'élargissement des contingents »⁽⁴³⁾ : les milieux officiels français s'étaient déclarés en faveur du retour à plus de liberté dans les échanges internationaux, conception à laquelle on était également attaché en Suisse; le résultat de la balance commerciale franco-suisse atténuait les difficultés sur la réciprocité des allègements possibles, puisque la Suisse, passée du quatrième au troisième rang des clients de la France, laissait le solde actif le plus important du commerce extérieur de la France; enfin, la situation paraissait favorable à une suppression des contingents, simples objets de compensation et non point mesures anti-dumping dans les relations franco-suisses, puisque, à la

(43) Allocution du Ministre de Suisse en France, A. Dunant, R.E.F.S., mars 1937, p. 46.

suite de la dévaluation, les exportations françaises en Suisse avaient augmenté plus rapidement que les importations de Suisse. Par contre, la situation générale de l'économie française rendait difficile tout changement profond de la politique commerciale : l'activité économique, malgré l'élan de la dévaluation et des armements, restait désorientée par l'application des réformes sociales; la hausse du coût de production, en rapport avec les salaires et les matières premières, absorbait rapidement les avantages de la dévaluation; la capacité de concurrence des produits français sur le marché extérieur et même intérieur se réduisait et se traduisait par un déséquilibre croissant de la balance du commerce, de telle sorte qu'une tendance protectionniste se faisait de nouveau sentir et que la crainte d'initiatives libérales s'exprimait dans le refus du Sénat d'accorder les pleins pouvoirs douaniers au gouvernement.

Dans ces circonstances, les innovations que pouvaient apporter les négociations restaient problématiques, et les milieux intéressés se bornaient à des vœux modestes :

« Nous sommes d'avis qu'il y a lieu pour le moment de ne pas risquer d'accentuer davantage encore le déséquilibre des échanges franco-suisse, et qu'il est désirable de maintenir le *statu quo*, basé sur les conventions et arrangements conclus ces dernières années, tout en s'efforçant d'obtenir — par un échange de bons procédés — des contingents supplémentaires pour l'importation en France de quelques produits suisses. » (46).

(46) Discours de M. Brandt, président de la Chambre de Commerce suisse en France, le 1^{er} mars 1937, qui ajoutait : « Si l'on venait néanmoins à modifier le *statu quo* dans ses grandes lignes, il y aurait lieu, entre autres, de demander une réduction de certains droits de douanes en raison de l'augmentation de leur incidence pour un grand nombre de produits suisses dont la valeur a diminué à la suite des progrès techniques réalisés au cours de ces dernières années. » (R.E.F.S., mars 1937.)

On est ainsi heureusement surpris à la lecture du communiqué⁽⁴⁷⁾, remis le 1^{er} avril à la presse suisse et française, et annonçant qu'à la suite des négociations conduites dans une atmosphère de cordiale collaboration entre MM. Stucki et P. Vieli, du côté suisse, MM. Alphand et Juge, attaché commercial, du côté français, les accords ont été signés à Berne le 31 mars 1937 entre M. le Ministre W. Stucki, délégué du Conseil fédéral pour le commerce extérieur, et Son Excellence M. Ch. Alphand, ambassadeur de France, car il laissait espérer d'importants changements vers un retour à des méthodes plus libérales. Mais l'enthousiasme devait se tempérer à la lecture du traité de commerce publié le 14 avril, et des commentaires sur l'accord complémentaire, qu'on a malheureusement décidé de ne pas publier.

Cette nouvelle convention n'apporte, en effet, aucun changement de fond à la Convention de 1934; seule la rédaction subit quelques modifications ou adjonctions. Le texte, qui ne comprend plus que 18 articles au lieu de

(47) On lit dans l'*Information* du 2 avril 1937 :

« Ces accords ont pour base des conversations tenues à Genève et à Paris entre M. Paul Bastid, ministre du Commerce, et M. W. Stucki, délégué du Conseil fédéral, en vue de rechercher, par l'assouplissement des mesures de contingentement, la possibilité d'accroître le volume des échanges dans l'esprit des recommandations de l'accord tripartite conclu à la suite de l'alignement monétaire.

» La multiplicité des textes en vigueur rendait nécessaire la codification à laquelle il a été procédé et qui mettra fin aux divergences d'interprétation et aux difficultés d'application du régime précédent.

» Les négociateurs ont cherché à réaliser une solution d'équilibre, tenant compte de tous les aspects des relations économiques franco-suisse. Cette solution assure à chacune des deux parties une consolidation des avantages déjà obtenus, ainsi que de nouvelles et importantes facilités susceptibles de développer les courants commerciaux.

» L'ensemble des dispositions convenues s'applique aux colonies et aux protectorats français et permet à la Suisse d'accroître ses débouchés sur ces marchés, en même temps qu'il assure en Suisse aux produits français d'outre-mer une place intéressante.

» Les accords signés constituent dans l'esprit des deux gouvernements une première étape dans la voie d'un retour à des méthodes plus libérales du commerce international. »

24, est beaucoup plus développé, car les additifs insérés dans les dispositions générales du protocole de signature de 1934 lui ont été incorporés. L'ordre des articles a été légèrement modifié, et leur contenu indiqué par des rubriques marginales.

On retrouve la rédaction même des articles de 1934 ou de leurs additifs dans plusieurs articles de la nouvelle convention, notamment dans les articles 3 (limitations et prohibitions à l'importation et à l'exportation), 5 (déclaration en douane), 9 (retour de marchandises importées), 10 (fonctionnement des bureaux de douane), 11 (droits et taxes intérieurs, avec une variante concernant le remplacement des impôts sur le chiffre d'affaires), 17 (interprétation de la convention, tribunal arbitral).

Plusieurs articles ont subi une légère transformation par suite d'une incorporation plus directe dans le texte même de la convention de la réglementation entre la Suisse et les colonies françaises. L'article 1^{er} (régime douanier) applique, dans les termes de l'ancien article 1^{er}, aux échanges franco-suisse la clause de la nation la plus favorisée inconditionnelle mais limitée à la série toute théorique de marchandises reprises dans deux listes annexes; mais il est complété par deux alinéas spécifiant que, sous les réserves formulées dans la convention, les avantages de la convention sont étendus aux relations entre la Suisse et les colonies françaises. Innovation toute rédactionnelle, car les articles 18, 19, 20 de l'ancienne convention prévoyaient déjà ce régime.

Le régime entre la Suisse et les colonies trouve une consécration plus visible dans l'adjonction d'un alinéa concernant des réserves ou exclusions coloniales au texte des anciens articles. On les trouve dans les nouveaux articles 2 (deuxième partie relative aux exceptions à la clause de la nation la plus favorisée), 4 (justification d'origine), 6 (taxation *ad valorem* et légalisation des factures), 7 (importations temporaires en franchise), 8 (importations

d'objets en métaux précieux), 12 (transports par voie ferrée et par voie navigable), 13 (transit).

Parmi les modifications rédactionnelles, notons : que l'article 2 consacre en un texte beaucoup plus court l'application générale et sans réserve de la clause de la nation la plus favorisée; que l'article 14, relatif aux voyageurs de commerce, est plus étendu, reflet de la législation plus stricte des deux pays, et qu'il indique les règles concernant l'admission temporaire des échantillons. Dans l'article 15, sociétés et entreprises, nous trouvons de légères variantes du texte ancien, et enfin dans l'article 16 l'innovation rédactionnelle la plus importante sous forme de l'extension explicite de la convention au Liechtenstein qui, depuis le 1^{er} janvier 1924, ne forme qu'un seul territoire douanier avec la Suisse (Traité du 29 mars 1923).

L'article 18 et dernier ne fixe pas de durée déterminée à la convention; elle pourra être dénoncée à tout moment, pour prendre fin à l'expiration de la période trimestrielle qui suivra. La mise en application provisoire fut fixée au 15 avril 1937.

La liste des produits exclus de la clause de la nation la plus favorisée, ainsi que la déclaration annexe concernant les produits laitiers et vinicoles, complètent comme précédemment la convention.

En un texte unique, précis et ordonné, la convention se présente donc comme une légère rénovation de l'ancienne; elle continue à apporter aux commerçants la réglementation nécessaire à leurs transactions; elle donne plus d'évidence à la réglementation des échanges entre la Suisse et les colonies, consacrant ainsi l'attention nouvelle que leur portent les milieux commerciaux français et suisses ⁽⁴⁸⁾.

(48) La Chambre de Commerce française en Suisse a créé une commission des questions coloniales (B.M.C.C.F., déc. 1936, p. 336), ainsi que la Chambre de Commerce suisse de Paris, dont la revue de janvier 1937 consacre un article aux relations entre la Suisse et les colonies françaises, estimant insuffisant le chiffre global des échanges de 22 millions de francs en 1935.

Les arrangements complémentaires ne semblent apporter aussi que des changements restreints.

Au point de vue tarifaire, ce n'est qu'une prorogation pure et simple des arrangements en vigueur jusqu'à ce jour (V. p. 162); les concessions réciproques de droits ne pouvaient guère être réalisées en raison de la situation économique de la France, qui avait repris le projet si souvent caressé d'une refonte et d'une adaptation de son tarif en constituant une commission de révision douanière en octobre 1936. En août 1936, la Suisse avait modifié la classification et la tarification des droits sur les tissus de soie et de rayonne; au cours des négociations, la France demanda que les taux de ces droits soient alignés sur les taux français en se basant sur une disposition de la Convention de 1929. La Suisse n'ayant pu donner simplement suite à cette demande, au cours des mois d'avril et de mai 1937, les représentants des industries suisse et française de la soierie prirent contact et conclurent une entente. Le 9 juillet 1937, le Conseil fédéral ratifia cette entente et publia les nouveaux droits suisses sur les soieries. Indiquons que, le 31 août 1937, des conversations eurent lieu entre représentants suisses et français de la branche horlogère, en vue d'établir un nouvel accord à la place de celui dénoncé en mars.

Au point de vue des contingents, les accords maintiennent les dispositions réglementant leur régime et leur valeur avec certaines modifications concernant les colonies, la garantie des contingents accordés jusqu'ici à titre temporaire ou extraordinaire; ils apportent un assouplissement du régime par la confirmation et la généralisation des avantages consentis. Ils introduisent le système de la gestion mixte réalisée entre l'Ambassade de France, la Légation de Suisse et les autorités respectives des deux pays, permettant ainsi le contrôle sur l'administration de certains contingents. Rappelons qu'au moment de la négo-

ciation de l'emprunt des chemins de fer français en Suisse en octobre 1937, il fut question de certaines facilités accordées à la Suisse pour ses contingents.

L'instabilité de l'économie française par suite de la hausse des prix et de l'accroissement du déficit de la balance commerciale, le principe d'égalité de la clause de la nation la plus favorisée « qui a un caractère politique ou plus exactement constitue à l'heure actuelle un principe de droit public international » (49), n'ont pas permis aux négociateurs de transposer plus nettement dans la réalité les intentions louables qu'exprime surtout le communiqué. Néanmoins, la Convention de 1937, en perfectionnant le mécanisme des échanges par des simplifications et des facilités administratives, apporte un élément favorable aux transactions franco-suisse.

§ 3. — Transformation de la fiscalité dans les échanges franco-suisse : la Convention sur la double imposition du 13 octobre 1937.

Les mesures fiscales que prennent les Etats peuvent avoir une influence sur leur commerce extérieur. Dans les rapports franco-suisse, ce sont surtout les mesures prises par la France qui sont à considérer et qui provoquent de multiples interventions, notamment de la Légation de Suisse.

Le problème posé par la taxe sur le chiffre d'affaires fut longtemps à l'ordre du jour. Aux termes de la loi du 25 juin 1920, cette taxe atteint les affaires effectuées en France; toutefois, l'administration avait estimé que les maisons étrangères faisant des ventes en France ne devaient pas être recherchées en paiement de l'impôt. Mais au cours de l'exercice 1934, décret du 24 juillet 1934, on

(49) Rapport Rist.

étendit la perception de la taxe en plus de la taxe à l'importation à toutes les livraisons de marchandises étrangères s'effectuant en France, c'est-à-dire impliquant transfert de propriété sur le territoire français, alors même que l'expédition de la marchandise se fait de l'étranger. Les opérations effectuées par toute personne vendant ou livrant en France pour le compte de maisons étrangères furent déclarées imposables. A la suite des interventions de la Légation de Suisse à Paris, il fut possible d'obtenir qu'on s'abstienne de tout rappel de taxes sur les opérations effectuées avant le 1^{er} janvier 1934. Finalement, les autorités fiscales, circulaire du Ministère des Finances du 12 février 1935, exemptèrent de cette taxe les opérations portant sur les marchandises expédiées directement de l'étranger à l'acheteur français et même sous certaines conditions les ventes opérées par l'intermédiaire d'un représentant. En revanche, les opérations portant sur des marchandises provenant d'un dépôt constitué en France restaient assujetties à la taxe, bien qu'elles aient déjà acquitté la taxe à l'importation. Il en était de même pour les ventes de maisons étrangères possédant en France un établissement, un bureau ou une succursale.

Cependant, la loi du 31 décembre 1936, instituant une nouvelle taxe unique à la production, a supprimé la possibilité de superposition de la taxe à l'importation et de la taxe sur le chiffre d'affaires. Les importations sont frappées d'une taxe unique globale, portée de 6 à 8 p. 100 par l'article 70 du décret du 8 juillet 1937, sur la valeur que la marchandise a dans le lieu et au moment où elle est présentée à la douane, addition faite des droits d'entrée, des taxes intérieures et accessoires, lorsqu'elles sont destinées à un consommateur ou à un commerçant en vue de la revente en l'état. Elles ne sont pas frappées de ce droit lorsqu'elles sont destinées à un producteur remplissant les conditions fixées (décret du 8 février 1938 sur la

suspension de la taxe pour les importateurs inscrits sur le répertoire des producteurs) ou à des sociétés qui importent des marchandises fabriquées par leurs filiales ou leurs maisons mères et qui devront, pour ces marchandises, prendre obligatoirement la qualité de producteur, la taxe ayant dans ce cas pour assiette le prix de vente pratiqué en France. D'une façon générale, cette taxe a constitué une aggravation sur l'ancien régime des importations.

Une autre question fiscale a trouvé sa solution dans la Convention entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts directs, signée à Paris le 13 octobre 1937 ⁽⁵⁰⁾. Cette convention, conclue pour deux ans et rétroactivement applicable aux impôts perçus pour la période commençant le 1^{er} janvier 1936, permet déjà, bien que non ratifiée, de surseoir à la perception des impôts dont les contribuables seront exonérés.

Si l'on a pu rapprocher la date de la signature de la convention avec la période de négociation d'un emprunt français en Suisse, il convient de remarquer que les premières démarches à ce sujet remontent à 1927 et que les pourparlers poursuivis au cours des années suivantes avaient abouti aux réunions des délégations française et suisse les 25-27 janvier et 29 juin-5 juillet 1937. Des accords de ce genre avaient déjà été conclus par la France avec la Belgique, l'Italie, les U. S. A. et la Suède, par la Suisse avec l'Autriche, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Une solution partielle concernant la double imposition était déjà intervenue entre la France et la Suisse au sujet de la double imposition des frontaliers. A la suite de la réforme fiscale entrée en vigueur en France le 1^{er} janvier 1935, le revenu du travail réalisé en France par des personnes qui n'y sont pas domiciliées fut soumis à un impôt d'Etat sur le revenu prélevé par retenue à la source.

(50) V. Message fédéral du 20 nov. 1937 et R.E.F.S., janv. 1938, p. 21.

La Légation de Suisse attira l'attention sur le fait que les cantons de Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne avaient échangé en 1910-1911 des déclarations avec le Ministère d'Alsace-Lorraine en vertu desquelles le revenu du travail des frontaliers n'était soumis aux impôts qu'au domicile du contribuable et que la France avait reconnu ces déclarations de réciprocité en 1921. Sur la démarche de la Légation, le Gouvernement français se déclara prêt à étendre la portée de ces déclarations aux impôts d'Etat sur le revenu. Un arrangement du 18 octobre 1933 étendit ces prescriptions aux cantons de Berne et de Neuchâtel en réservant la faculté d'y adhérer aux cantons de Vaud, Genève et Valais.

Un rapide examen de cette convention de 1937 permet de constater qu'elle essaye principalement de remédier aux cas de double imposition résultant de l'application aux sociétés suisses de la loi du 29 juin 1872. L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières créé par cette loi frappe les dividendes et autres revenus de participation ainsi que les intérêts d'obligations et d'autres prêts dès que la débitrice est une société dont les répartitions de bénéfices sont assujetties à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Le décret du 6 septembre 1872, qui étend aux sociétés étrangères ayant « pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France » l'obligation de payer cet impôt à la place du bénéficiaire, comprend, dans la pratique actuelle, par « biens situés en France » non seulement les capitaux investis dans une succursale ou dans une installation quelconque, mais encore les participations à une société française poursuivant le même but (filiale), la concession de licences de fabrication, etc. Jusqu'à présent, la société mère devait acquitter elle aussi l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières pour une quote-part des dividendes et intérêts versés par elle en Suisse. La convention stipule que les sociétés suisses ne pourront être

imposées en vertu de la loi et du décret de 1872 qu'à la condition de posséder en France un établissement stable.

Si, comme le souligne le message recommandant la convention à l'approbation de l'Assemblée fédérale, elle est destinée à libérer l'exportation de Suisse en France d'une double imposition qui, vu le taux élevé des impôts, joue un rôle indéniable dans la question de concurrence internationale, il convient de remarquer que la convention améliore aussi la situation des sociétés suisses qui travaillent en France sans y exporter, et que nous retrouvons en étudiant les divers éléments de la balance des comptes.

Les divers aménagements fiscaux, en répondant au sentiment d'équité et en garantissant une plus grande sécurité juridique au contribuable, peuvent influencer sur les échanges internationaux, mais cette influence reste minime à côté de l'influence des mesures douanières.

§ 4. — Echec de la démobilisation douanière : les nouvelles mesures protectionnistes françaises.

Au moment de la dévaluation, la Suisse avait pris des mesures non point tant en vue d'un allègement tarifaire que d'un assouplissement des contingents. Depuis lors, les mesures tarifaires furent rapportées, et l'on a même introduit des aggravations (arrêté fédéral du 29 décembre 1937 sur la perception d'une redevance supplémentaire sur les graisses et huiles); cependant on s'est efforcé de maintenir jusqu'ici le principe de l'assouplissement dans les contingents ⁽³¹⁾ en allant jusqu'à accorder des autorisations générales d'importation ⁽³²⁾.

(31) Un avis de la Division du Commerce du 7 déc. 1937 le prévoit également pour 1938.

(32) Ord. n° 35 du 26 nov. 1937 pour certains articles mélangés de soie.

Si l'on peut constater en Suisse une certaine persistance des mesures de démobilisation douanière, la France, par contre, n'a pu poursuivre sa politique économique plus libérale entreprise au moment de la dévaluation en abaissant le tarif douanier, en supprimant ou élargissant les contingents, et confirmée par le traité franco-suisse « première étape » — bien faible — « vers le libéralisme ».

Le développement de l'économie intérieure, les répercussions de la réforme sociale, le relèvement des prix de revient et la stagnation de la production ne permettant pas aux produits français de concourir sur les marchés étrangers, le déficit croissant de la balance commerciale, provoquèrent un nouveau renversement vers le protectionnisme.

Malgré une nouvelle dépréciation d'environ 16 p. 100 résultant du décret du 1^{er} juillet 1937 qui supprimait la parité du franc et créait le franc flottant, dit franc-Bonnet, le gouvernement a pris depuis lors de nombreuses mesures protectionnistes.

En vertu de la loi du 30 juin 1937 accordant au Gouvernement français des pouvoirs en vue du redressement financier, un décret du 8 juillet 1937 releva la taxe à la production de 6 à 8 p. 100, majora également de 25 p. 100 le taux de la taxe sur les importateurs de produits contingentés, et surtout, dans son article 73, releva de 13 p. 100 les droits de douane en vue de réadapter les réductions consenties par le décret du 2 octobre 1936. Par décret du 8 septembre 1937, la majoration fut portée à 14 p. 100; dans cette hausse était compris le relèvement de 4 à 5 p. 100 du taux de la majoration des droits de douane (décret du 25 août 1937) fixé par la loi du 12 juillet 1934 portant création de mesures de protection en faveur de la Marine marchande.

D'autre part, en vertu des pouvoirs que lui a délégués

le Parlement par la loi du 9 juillet 1937, le gouvernement a procédé à de nombreuses modifications en relevant des droits du tarif et en revisant la nomenclature douanière; le premier des décrets pris à cet effet porte la date du 9 août 1937. Ces modifications furent si nombreuses qu'elles rendirent nécessaires la publication d'un nouveau tarif douanier (12 janv. 1938); on profita de cette refonte matérielle pour arrondir les droits aux unités supérieures en faisant disparaître des fractions de francs ou de décimes. Cette publication d'un nouveau tarif apparaît d'ailleurs comme prématurée, car depuis sa parution et jusqu'au 31 janvier 1938, date d'expiration des pouvoirs douaniers du gouvernement, on prit encore de nombreux décrets redressant le tarif et dont quelques-uns semblent antidatés.

Une autre mesure de renforcement douanier résulte encore du rétablissement par la loi de budget du 31 décembre 1937 du droit de timbre (4 p. 100 du montant des quittances douanières) qui avait été supprimé en 1934.

Cette recrudescence du protectionnisme exprime la politique douanière et économique du gouvernement. En effet, à la fin de 1937, le Ministre du Commerce, en précisait les lignes comme suit : maintenir la clause de la nation la plus favorisée, mais avec certaines modalités; réviser le tarif sans réductions de droits (notons ici que l'incidence des droits spécifiques varie avec les fluctuations monétaires); éviter les consolidations de droits, depuis juillet 1937, sur 750 articles consolidés on a obtenu la déconsolidation de 40; enfin réduire les contingents, et notamment lors des renouvellements d'accords commerciaux réduire les contingents supplémentaires concédés ultérieurement bien souvent à titre confidentiel.

Le déséquilibre croissant de la balance commerciale française peut justifier ces mesures protectionnistes, mais comme ses principales causes résident dans la disparité

des prix qui ralentit considérablement les exportations et dans les achats à l'étranger pour couvrir la sous-production, on ne pourra y remédier exclusivement sur le plan douanier.

Dans les relations franco-suisse, il convient autant que possible de réduire la portée des mesures protectionnistes et d'appliquer des méthodes libérales. Ainsi seulement la France et la Suisse pourront amener l'intensification nécessaire de leurs échanges. Les chiffres de 1937 soulignent cette nécessité, car les échanges franco-suisse prennent alors une importance moindre dans le commerce extérieur des deux pays : la valeur des importations totales de la Suisse augmentant de 42,7 p. 100, les importations en provenance de France n'augmentent que de 31,3 p. 100; de même, les exportations totales suisse augmentant de 45,9 p. 100, les exportations vers la France n'augmentent que de 22 p. 100.

Cependant, dans leurs relations, la France et la Suisse pourraient appliquer des méthodes libérales d'autant plus facilement que leurs intérêts économiques ne sont pas divergents mais rapprochés par la nature et la composition de leurs échanges réciproques.

CHAPITRE IV

LES ECHANGES ET LA BALANCE FRANCO-SUISSE

Les échanges franco-suisse portent naturellement sur les trois éléments : marchandises, services et capitaux, qui viennent s'inscrire et s'équilibrer dans la balance des paiements, les uns, les marchandises, laissant un solde favorable à la France, tandis que services et capitaux viennent combler le déficit résultant ainsi pour la Suisse. Cependant, c'est aux échanges de marchandises que nous consacrerons plus particulièrement notre étude, car les données sur le commerce d'exportation et d'importation permettent d'en suivre avec certitude l'évolution; pour les autres échanges internationaux, nous essaierons de rassembler quelques indications et d'en dégager les tendances générales qui ont pu subir des variations mais non pas de renversement, puisque l'élément primordial de la balance des comptes, la balance du commerce n'en a pas subi.

SECTION PREMIERE

LE COMMERCE FRANCO-SUISSE

§ 1. — Remarques sur les statistiques.

Dans l'étude du commerce international, il convient d'examiner, pour en tirer les conclusions nécessaires, les tableaux statistiques du commerce des divers pays, tels qu'ils sont établis par leurs administrations respectives;

mais l'examen et la valeur pratique de ces statistiques économiques dépend de la comparabilité des indications publiées par chaque pays, qui peuvent différer pour les diverses raisons méthodologiques suivantes : non-concordance dans la définition des notions statistiques; telles que : commerce spécial, importation spéciale ou exportation spéciale, commerce général, transit direct ou indirect; non-concordance des territoires économiques et des périodes visées par les statistiques; diversité des méthodes adoptées pour fixer la valeur des marchandises, celle-ci étant établie d'après les tableaux officiels des valeurs ou suivant les indications des déclarants (importateur, maison d'expédition, exportateur); non-inclusion des frais de transport et d'assurance, et, à l'exportation, du droit de douane dans la valeur de la marchandise; non-concordance dans la détermination quantitative (poids brut ou poids net); différences dans l'indication des pays de provenance et de destination, en raison des divergences existant par rapport aux pays fournisseurs entre pays d'origine, de consignation et d'achat, et pour les débouchés entre pays de consommation, de consignation et de vente; non-concordance dans la classification des marchandises. Pour remédier à ces défauts, une conférence fut appelée à Genève sur l'initiative de la S. D. N. et une convention sur les statistiques économiques fut établie à Genève le 14 décembre 1928; la Suisse la signa le 4 avril 1929, et elle entra en vigueur le 1^{er} janvier 1931, la France y adhéra et la ratifia le 23 février 1933.

Si donc nous étudions le commerce franco-suisse, nous devons examiner les statistiques telles qu'elles ressortent des tableaux publiés mensuellement et annuellement par la Direction générale des Douanes françaises et par la Direction des Douanes fédérales suisses. On y relève que, d'une façon générale, les chiffres publiés par les deux pays, dotés d'une statistique du commerce d'après le sys-

tème continental inscrivant le commerce spécial, ne présentent pas de différences profondes, car les méthodes de relevé sont assez semblables et les perfectionnements apportés ces dernières années, conformément aux conventions internationales, donnent des chiffres qui serrent la réalité de plus en plus près et présentent ainsi une plus grande concordance. Pendant la période étudiée ici, on peut remarquer pendant les premières années certaines différences qui proviennent sans doute de la fluctuation des coefficients de change appliqués, mais aussi de quelques différences dans les méthodes d'établissement de ces statistiques : pour le commerce de transit par exemple, comme il en ressort nettement d'une note publiée par la Direction générale des Douanes françaises au sujet des exportations de France en Suisse en 1926 : « Une partie notable de ces marchandises n'a fait que transiter par la Suisse; pour connaître le montant réel des exportations de France en Suisse, consulter la statistique d'importation de ce dernier pays. » Une autre source de différence dans ces dernières années provient du fait que l'évaluation française dans le tableau du commerce spécial comprend la valeur de l'énergie électrique importée de Suisse, alors que cette valeur ne figure pas dans les exportations helvétiques.

En fait, les statistiques du commerce extérieur trahissent souvent dans leur méthode de relevé leur origine fiscale; les importations étant soumises au paiement des droits de douanes, alors que les exportations ne le sont généralement pas, il a été reconnu que les statistiques afférentes aux premières sont plus exactes que celles relatives aux secondes, car les intéressés apportent une exactitude moindre à la déclaration de la valeur de leurs marchandises, lorsque celle-ci ne sert pas de base à la perception d'un droit ou d'une taxe.

Malgré les divergences ci-dessus indiquées, comme il

s'agit d'examiner l'évolution du commerce franco-suisse pendant une assez longue période de temps les seize années de l'après-guerre, et d'utiliser ainsi d'une manière relative les données statistiques plutôt que de les prendre en considération d'une façon absolue pour établir les chiffres dans leur exactitude réelle année par année, on aurait pu indifféremment se servir des statistiques françaises ou helvétiques pour établir les tableaux où viendront s'inscrire les éléments du commerce des deux pays, et qu'afin d'éviter les longues énumérations de chiffres — dans leurs études, les économistes s'accordent à les appeler fastidieuses après en avoir souligné cependant la nécessité — il convenait tout au moins de ne pas établir en double, si un élément important, la dévaluation de la monnaie française au cours de la période considérée, n'avait forcé notre choix pour les données de la statistique suisse.

On peut certes examiner les échanges sous l'aspect des poids et quantités; l'intérêt en est très grand lorsqu'il s'agit d'une marchandise déterminée et nettement spécifiée; mais dans les considérations d'ordre général il est plus difficile de se servir du mouvement des poids et quantités, car la différence qualitative des matières envisagées ne permet pas qu'on en fasse le total quantitatif; en additionnant le poids de marchandises très diverses (ciment, soie, pétrole; produits pharmaceutiques, fer brut, appareils de physique, etc.), on obtient un total dans lequel ces marchandises, ramenées à l'unité de poids spécifique, apparaissent comme formant un tout homogène, mais ne fournissant pas une image nette du mouvement des exportations. Il faut donc examiner les échanges extérieurs sous l'aspect de leurs valeurs dont la courbe exprime le rendement réel des exportations, et c'est ce qu'il importe surtout de voir dans notre étude; or, les valeurs indiquées par la Direction des Douanes françaises sont naturellement exprimées en francs français au cours légal du

moment, de telle sorte que, ce franc ayant subi une dévaluation pendant la période considérée, il faudra être très circonspect dans l'interprétation des statistiques et, tenant compte de la valeur relative du franc français, éviter de tirer des conclusions qui pourraient être radicalement fausses si l'on demandait aux chiffres une signification qu'ils ne peuvent avoir. Prenons par exemple pour les années 1924 à 1926 les importations suisses en France exprimées en francs français (tableau I-B) et exprimées en francs suisses (tableau II-A), nous avons :

	Millions de francs français.	Millions de francs suisses.
	—	—
1924	632,9	206,3
1925	771,2	172,7
1926	1.007,9	134,1

On voit que, d'après les statistiques françaises, les importations de Suisse en France auraient augmenté de 51 p. 100 en deux ans, tandis que, d'après les statistiques suisses, elles auraient fléchi de 25 p. 100. Où est la vérité ? Elle est du côté des chiffres suisses, exprimés en francs suisses, c'est-à-dire dans une monnaie d'une stabilité continue puisque, durant ces trois années, elle ne s'est pratiquement pas écartée de sa parité-or. Les chiffres français, au contraire, sont exprimés dans une monnaie qui a sans cesse varié par rapport à sa parité-or, et dans des proportions telles qu'elle ne fournit pas l'uniformité de mesure indispensable à une appréciation exacte du mouvement des importations de Suisse en France. Pour avoir la signification exacte des chiffres français, il faudrait les traduire en francs-or, c'est-à-dire les diviser par le coefficient de dépréciation du franc. Les chiffres suisses donnent la valeur absolue de chaque chiffre considéré en lui-même et permettent, par conséquent, une exacte comparaison des importations de Suisse en France sur une période de plusieurs années. Telle est la raison majeure pour laquelle

seront utilisées les données des statistiques suisses, ne réservant les données françaises que pour permettre d'étudier, dans le tableau du commerce extérieur de la France, l'importance et les positions relatives des clients et fournisseurs de la France.

On peut faire valoir également des raisons plus secondaires : le rôle global des échanges franco-suisses dans le commerce extérieur de la Suisse est plus important que dans le commerce extérieur de la France; le chiffre le plus élevé, celui des exportations françaises en Suisse, sera obtenu ainsi dans toute son exactitude; le moins grand nombre des positions du tarif suisse permet aussi un examen plus simple du commerce des diverses marchandises; enfin, ce sera un hommage rendu à la netteté et à la précision de la statistique du commerce suisse, qui, après les modifications réalisées par étapes dans les années 1934-1933, est conforme à la convention internationale sur les statistiques économiques.

En conséquence, les documents ayant servi de base pour la constitution de nos tableaux sont : la « Statistique du Commerce extérieur de la Suisse », ainsi que le « Rapport annuel de la Direction des Douanes ».

C'est le commerce spécial qui a été pris en considération, c'est-à-dire celui qui comprend à l'importation toutes les marchandises déclarées pour la consommation indigène, à savoir : 1° toutes les marchandises acquittées à l'entrée ainsi que les marchandises exemptes de droits dans le trafic commercial (importation directe); 2° les marchandises qui, après séjour dans les entrepôts fédéraux et ports-francs ou après dédouanement avec acquit-à-caution pour marchandises d'entrepôts privés, sont dédouanés à l'importation; 3° en outre, toutes les marchandises déclarées pour l'importation aux conditions habituelles du trafic de perfectionnement ou de réparation; à l'exportation : 1° toutes les marchandises d'origine suisse destinées au

commerce allant à l'étranger (exportation directe); 2° les marchandises nationalisées, c'est-à-dire d'origine étrangère, qui ont payé les droits ou qui ont été importées en franchise et réexportées à l'étranger sans avoir subi de changement; 3° en outre, toutes les marchandises déclarées aux conditions habituelles du trafic de perfectionnement ou de réparation. La statistique du commerce suisse inscrit comme pays du trafic pour les importations le pays d'origine ou de production, et pour les exportations le pays de consommation.

Enfin, on remarquera que les chiffres indiqués ne sont pas toujours comparables entre eux, car les méthodes de relevé ont légèrement changé au cours de la période considérée en se perfectionnant en même temps; par exemple : jusqu'en 1920, les chiffres comprennent toutes les importations et exportations d'or en barre; depuis le 1^{er} janvier 1927, on relève spécialement à l'importation et à l'exportation l'or en barre non compris dans le bilan commercial (or en barres pour transaction bancaire, or destiné aux paiements, servant de couverture aux billets de banque); l'année 1936, outre la dévaluation qui se reflète dans les statistiques, amena un nouveau changement : l'or en barre pour usage industriel n'est plus compris à l'exportation dans le bilan du commerce spécial car, « d'après nos constatations, selon la Direction fédérale des Douanes, il ne s'agit actuellement que de postes de marchandises en transit n'ayant aucune influence sur la balance commerciale », et c'est ainsi qu'aux fins de comparaison entre 1935 et 1936, il faut déduire du total à destination de la France le montant de 24,5 millions de francs suisses, pos. 869-a2, autre or non ouvré, ce qui met la valeur des exportations suisses en France pour 1935 à 96,8 millions de francs suisses et permet de constater une augmentation de ces exportations en 1936 avec 114,5 millions de francs, alors que certains documents indiquant

121,2 millions de francs en 1933 laisseraient supposer le contraire (voir par exemple *Informations économiques*, n° 3, 20 janv. 1937); à partir de 1932, nous voyons figurer les fourrages dans le tableau des denrées alimentaires, alors qu'auparavant ils figuraient au tableau des matières premières et produits ruraux; de même, la soie artificielle est comprise à partir de 1932 dans les produits fabriqués, alors qu'auparavant elle figurait parmi les matières premières. Enfin, à partir de 1933, le trafic de perfectionnement et de réparation a été repris dans la balance du commerce extérieur. Mais ce sont là des points de détail qui ne viennent nullement empêcher d'obtenir des conclusions fructueuses en étudiant les grandes lignes du mouvement des valeurs des échanges extérieurs franco-suisses.

Avant d'entrer dans le détail, rappelons encore que le mouvement de la valeur des échanges extérieurs se trouve conditionné non seulement par le volume des importations et des exportations, mais encore par le mouvement des prix des marchandises; qu'ainsi, au cours de ces dernières années, la forte régression des quantités exportées a été aggravée par la baisse simultanée du prix des marchandises, et que lorsque les prix sont en hausse, l'augmentation des valeurs exportées ne correspond pas nécessairement à un accroissement du tonnage exporté.

§ 2. — Le rôle de la Suisse dans le commerce extérieur de la France.

I. — GÉNÉRALITÉS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE.

Le commerce extérieur de la France pendant les années 1919-1937 a occupé la place de premier plan qu'il a tenue de tout temps dans la vie économique du pays; la

valeur annuelle des importations et des exportations totales, telle qu'elle figure sur le tableau III ⁽¹⁾, indique nettement l'importance des échanges avec l'étranger variant de 59.598,3 millions de francs à 20.945,3 aux importations, et de 57.677,9 à 15.453 aux exportations. Quant à l'évolution du mouvement commercial pendant cette période, son ampleur a été plus ou moins grande suivant les vicissitudes de la conjoncture mondiale ou de l'activité économique interne; à l'examen de la courbe des importations (graphique I), nous constatons un départ en flèche en 1920, après les restrictions de la période de guerre, et pour la reconstruction des éléments détruits, de violents besoins se font sentir qui, nécessairement, devront être satisfaits sur le marché extérieur, mais la réadaptation ne se fait pas sans troubles monétaires ni difficultés au point de vue du rééquipement industriel, ce qui provoque une crise et une très nette restriction des échanges, d'où chute des importations en 1921-1923; puis les importations reprennent avec la renaissance de l'activité à l'intérieur, due en partie au développement des exportations qui sont facilitées par la chute du franc sur le marché des changes, et la courbe des importations fait une montée verticale; il ne faut pas oublier de considérer cette montée verticale, au point de vue relatif, comme moins brusque en réalité, car elle est exprimée en francs dont la valeur diminue de jour en jour jusqu'à la stabilisation de 1926-1928; cette stabilisation provoque une légère chute suivie d'un rétablissement en 1929; puis c'est l'effondrement de la crise avec la chute verticale des importations qu'il faut légèrement atténuer par la concomitance de la chute des prix sur le marché mondial, mais qui se prolonge d'année en année de 1929

(1) Pour les tableaux et graphiques, voir *Annexes*, p. 419 et suiv.

à 1935, en marquant cependant un ralentissement dans les dernières années, pour se redresser en 1937.

La courbe des exportations suit une ligne assez semblable à celle des importations; partant du niveau extrêmement bas, où les nécessités économiques de la guerre l'avaient réduite, elle marque la reprise de 1920, puis le ralentissement consécutif, pour ensuite, grâce au rééquipement industriel des régions manufacturières, grâce également à la prime que constituaient sur le marché extérieur les bas prix causés par la dévalorisation du franc, s'élever plus verticalement encore que la courbe des importations qu'elle dépasse, atteindre un sommet en 1926, puis redescendre par paliers avec la stabilisation, puis faire la chute abrupte avec la crise mondiale, les marchés extérieurs se fermant de plus en plus et les produits français atteignant des prix plus élevés que ceux du niveau mondial, ce qui ne leur permettait de se maintenir que par la vente au prix de revient.

On constate aussi ce trait du commerce extérieur de la France, le caractère passif des échanges commerciaux visibles, sauf de 1924 à 1927, où l'heureux développement des exportations a été favorisé par la valeur relative du franc; cette passivité, alarmante au cours de la crise, où, arithmétiquement diminuée, elle pèse en proportion tout aussi lourdement sur un volume global réduit, atteint un niveau plus inquiétant encore en 1937.

Les courbes que l'on obtiendrait pour le tonnage des marchandises auraient une allure générale identique aux précédentes, avec cependant une plus ou moins grande atténuation par rapport à elles selon les catégories de marchandises où s'effectuent les variations de tonnage.

Examinant le tableau ci-dessous, qui précise, selon les catégories de marchandises, les importations et les exportations pour les années 1929 et 1933 (dates que nous prendrons comme bases, car elles marquent : l'une, une

activité heureusement normale; l'autre, un niveau très bas du commerce extérieur) :

	1929		1935	
	Valeur en 1.000 francs	Poids en tonnes	Valeur en 1.000 francs	Poids en tonnes
<i>Importations.</i>				
Objets d'alimentation	13.178.103	6.727.788	6.230.350	5.482.496
Mat. néc. à l'industrie.....	33.159.792	50.604.400	11.181.515	37.566.892
Objets fabriqués	9.946.729	2.115.137	3.533.386	1.566.356
<i>Exportations.</i>				
Objets d'alimentation	6.068.576	1.510.365	2.472.921	1.824.231
Mat. néc. à l'industrie.....	12.564.063	33.018.772	4.284.182	24.632.070
Objets fabriqués	31.439.707	5.339.638	8.745.532	2.861.187

on relèvera les caractéristiques générales suivantes : aux importations, les matières nécessaires à l'industrie viennent au premier rang en poids et en valeur; les matières alimentaires, au deuxième rang en poids et en valeur; enfin, les objets fabriqués occupent le troisième rang; aux exportations, les objets fabriqués occupent le premier rang pour la valeur, mais le deuxième pour le poids; les matières nécessaires à l'industrie viennent au deuxième rang des valeurs, au premier rang pour le poids, enfin le troisième rang en poids et en valeur est occupé par les objets d'alimentation. Ainsi se précise la nature de la production française : une industrie développée et de qualité s'approvisionnera sur le marché extérieur en matières premières nécessaires dont la valeur sera assez élevée par rapport au poids, car ce sont des textiles ou des métaux chers; elle pourvoira à la consommation interne de produits fabriqués, ne laissant entrer qu'une quantité réduite desdits objets; par contre, les capacités de production dépassant largement les besoins du marché intérieur, l'exportation comprendra en premier lieu les produits fabriqués, représentant une grande valeur sous un faible poids, tandis que les matières premières, composées de marchandises essentiellement pondéreuses, telles que la houille, ou le fer, représentent un tonnage élevé avec une faible valeur; quant aux objets d'alimentation, malgré le développement de l'agriculture interne,

on constate une importation élevée ayant proportionnellement au poids une valeur moindre que les marchandises de cette catégorie à la sortie de France.

II. — LES IMPORTATIONS FRANÇAISES ET LA SUISSE.

L'origine des marchandises qui affluent sur le marché français est aussi diverse que leur nature; une véritable constellation de pays situés dans tous les coins de la terre figure sur la liste des fournisseurs de la France; sur le tableau I-B, nous avons fait le relevé des principaux fournisseurs en indiquant année par année la valeur de leurs importations en France et leur rang respectif; cependant, nous n'avons pas tenu compte des importations en provenance des colonies, dont l'importance s'affirmera de jour en jour avec le développement de la politique commerciale dite « d'empire ».

Une première constatation s'impose; quatre pays : Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne et Belgique, formaient avant la guerre le groupe des principaux fournisseurs de la France; après la guerre, c'est de ce même groupe que proviennent les principales importations, l'Allemagne reprenant rapidement le rang que les circonstances lui avaient fait perdre; à l'intérieur de ce groupe, l'Union douanière belgo-luxembourgeoise marque la plus grande stabilité au quatrième rang. De ce groupe, dont trois pays sont les voisins directs de la France, proviennent la plus grande partie des importations d'objets fabriqués, ainsi qu'une bonne part des matières premières.

On peut distinguer ensuite un second groupe hétérogène de pays qui se placent du cinquième au quatorzième rang des pays européens : Suisse, Italie, Espagne, voisins immédiats de la France, Pays-Bas; des pays d'outre-mer : Brésil, Argentine, Australie, Chine, Egypte; à l'intérieur de ce groupe, qui fournira essentiellement les matières

nécessaires à l'industrie et les objets d'alimentation, les variations, quant à la valeur même des importations ou quant au rang respectif des pays importateurs, sont multiples et subissent l'influence des divers facteurs qui peuvent jouer sur la marche du commerce extérieur.

C'est dans ce second groupe que figure la Suisse : au treizième rang en 1913, elle occupe, en 1919 et 1920, le dixième rang, maintenant le chiffre élevé des importations qu'elle avait réalisé à la faveur de la guerre; puis elle va descendre à un rang assez bas et d'une valeur moindre et éloignée de ses prédécesseurs immédiats; la stabilité ou le changement dans le rang ne correspondant pas toujours aux modifications de la valeur des importations, le classement des importations helvétiques s'effectue ainsi : 1921 : 12°; 1922 : 11°; 1923-1924-1925 : 14°; 1926-1927 : 13°; 1928-1929 : 14°; à partir de 1930, nous voyons la Suisse améliorer son rang parmi les fournisseurs de la France, prouvant ainsi la stabilité des relations commerciales entre les deux pays et faisant un effort pour maintenir ses exportations vers la France, pays avec lequel il n'existe pas de difficultés financières et avec lequel on peut passer des arrangements sur les contingents en se fondant sur une réciprocité favorable; elle monte successivement aux rangs suivants : 1930 : 11°; 1931-1932 : 10°; 1933 : 9°; 1934 : 7°; 1935-1936 : 8°; 1937 : 9°; dépassant l'Italie, l'Espagne, le Brésil. La part proportionnelle des importations de provenance helvétique dans le total des importations en France mérite aussi d'être retenue; elle n'atteint, en effet, qu'un pourcentage assez minime de 2,42 à 1,42 p. 100 (V. tableau IV); cependant, dans la période qui nous intéresse, ce n'est qu'une seule année, 1927, qu'elle atteint un chiffre inférieur à 1913, et à partir de cette date elle prend une extension continue, nullement ralentie par la crise, démontrant ainsi la solidité du marché français pour les produits suisses.

De ces diverses considérations, il résulte : que la Suisse ne joue en fait, parmi les fournisseurs de la France, qu'un rôle de second plan; que, tout en ne négligeant pas son importance par rapport à d'autres Etats européens et en ayant amélioré son rang et sa proportion dans ces dernières années, elle peut espérer une amélioration de sa part contributive dans les importations de la France, par suite de sa faible proportion et de la différence existant avec la valeur des exportations françaises en Suisse.

III. — LES EXPORTATIONS FRANÇAISES ET LA SUISSE.

C'est aussi vers tous les points du globe que rayonne la production française, et c'est sur une longue liste que viennent s'inscrire les multiples clients de la France. Négligeant toutefois l'important courant de marchandises qui se dirige de la métropole vers ses colonies ou pays de protectorat, on constate qu'un groupe, composé des six principaux Etats clients de la France, absorbe plus de la moitié des exportations françaises; y figurent : la Grande-Bretagne, l'Union belgo-luxembourgeoise, l'Allemagne, la Suisse, les Etats-Unis et l'Italie; il existe ainsi une concentration plus grande dans les exportations françaises; il convient de citer encore les Pays-Bas, l'Espagne, l'Argentine. Avant comme après la guerre, en période normale comme en période de crise, ces six Etats ont toujours été les principaux acheteurs de produits français, et si l'on élimine les premières années de l'après-guerre où l'Allemagne descend à un rang inférieur, ils montrent une très grande stabilité au point de vue de leur rang et de l'importance proportionnelle de leurs achats. Au point de vue géographique, on remarquera qu'un seul de ces principaux clients, les Etats-Unis, n'est pas un voisin direct de la France.

La Suisse, qu'il fallait aller chercher à un rang éloigné et changeant parmi les pays importateurs en France, occupe une des premières places dans les exportations françaises (voir tableau I-A) et dépassée par l'Allemagne, l'Union belgo-luxembourgeoise, l'Angleterre, parfois par les Etats-Unis, elle se classe parfois au cinquième rang (1913, 1919, 1921, 1922, 1924, 1925, 1926) et surtout au quatrième rang (1920, 1923 et 1927 à 1935, 1937) pour monter au troisième en 1936. Ainsi est soulignée l'importance du marché suisse pour la production française; ce caractère est confirmé par le pourcentage des importations françaises en Suisse sur le total des exportations; sur le tableau IV, nous le voyons varier entre 4,68 p. 100 et 7,66 p. 100, montant fort appréciable indiquant la valeur du marché suisse, stable, solide et sûr, où les entraves d'ordre financier ou douanier n'ont pas arrêté aussi violemment que sur d'autres marchés l'arrivée des produits français, puisque pendant la crise les exportations vers la Suisse ont diminué moins rapidement que le total des exportations, laissant apparaître un accroissement de leur proportionnalité.

IV. — STABILITÉ DU CARACTÈRE ACTIF DE LA BALANCE COMMERCIALE FRANÇAISE AVEC LA SUISSE; LA SUISSE, « PREMIER CLIENT DE LA FRANCE ».

L'importance et la valeur des échanges franco-suisse dans le commerce extérieur de la France seront mises en pleine lumière après avoir considéré l'état de la balance commerciale de la France avec les divers pays. Il a été signalé plus haut que cette balance commerciale est dans sa généralité déficitaire, mais lorsqu'on prend la balance pays par pays au cours de la période d'après guerre, on constate : que le déficit provient essentiellement du com-

merce extra-européen; que, d'autre part, pour les principaux clients de la France, les soldes actifs ou passifs ont subi d'importantes fluctuations au cours de la période envisagée. En effet, la balance avec les principaux clients nous montre que les Etats-Unis présentent un solde déficitaire; qu'il en est de même pour l'Allemagne à partir de 1929; que l'Italie, sauf en 1919, 1920, 1931, 1932 et 1933, a laissé un léger solde actif; qu'enfin c'est avec la Belgique, l'Angleterre et la Suisse que la France a obtenu les soldes actifs les plus importants (voir tableau IV).

Le solde avec la Suisse, exceptionnellement passif pour l'année 1919, où il porte encore le caractère extraordinaire des échanges de guerre, prend dès 1920 le caractère actif qu'il avait de tout temps avant la guerre; il se place en 1920 et 1921 après la Belgique et avant la Grande-Bretagne, qui, elle, viendra au deuxième rang en 1922, pour retomber au troisième en 1923 et se maintenir au deuxième rang de 1924 à 1928. En effet, de 1924 à 1928, le solde actif avec la Suisse, qui atteint d'ailleurs son maximum en 1926 avec 2.634,3 millions de francs français ou 341,4 millions de francs suisses, est au troisième rang, puis il dépasse en 1929 celui avec l'Angleterre, et après avoir dépassé le solde avec la Belgique à partir de 1930, se maintient au premier rang des soldes actifs de la balance commerciale française, laissant parfois loin derrière lui les soldes belges et anglais, qui deviennent même passifs pendant deux ou trois années. Aussi trouvons-nous la Suisse, en 1932, par exemple, à la tête des cinq pays qui ont acheté à la France plus qu'ils ne lui ont vendu; en 1933, avec + 698,4 millions de francs, la Suisse se trouvait à la tête de 6 pays; en 1934, avec 742,4 millions, en tête de 12 pays; en 1935, avec 530,8 millions de francs, en tête de 9 pays, dont l'Union belgo-luxembourgeoise (+ 408,8), Italie (+ 179), Danemark (+ 78), Grande-Bretagne (+ 32,5). La permanence du solde actif de la

balance commerciale française avec la Suisse, l'importance du bénéfice ainsi obtenu, qui, à partir de 1930, se trouve être le plus élevé du commerce extérieur de la France, le quatrième rang que la Suisse occupe parmi les pays destinataires des exportations françaises, justifient amplement le titre que l'on donne à la Suisse de « premier client de la France »; une dernière remarque permet encore de confirmer cette qualification; on trouve en Suisse la plus haute moyenne pour la valeur de produits d'origine française consommés par tête d'habitant, chaque Suisse ayant consommé, par exemple, en 1931 et 1933 respectivement pour 576 francs et 254 francs de marchandises françaises, tandis que le Belge en consommait pour ces mêmes années 432 et 216 francs, le Hollandais 116 et 59 francs, l'Anglais 112 et 33 francs, l'Allemand 42 et 16 francs, l'Italien 24 et 14 francs, enfin l'Espagnol 30 et 13 francs.

§ 3. — Le rôle de la France dans le commerce extérieur de la Suisse.

I. — GÉNÉRALITÉS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA SUISSE.

La vie économique de la Suisse, bien plus que celle de la France encore, dépend de son commerce extérieur. D'après une étude publiée en 1925 par la *Zeitschrift für Geopolitik*, il résulte que, sur 30 pays qui firent l'objet d'une enquête, la Suisse possède, avec une densité de population de 231 p. 100 de celle qui correspondrait aux sources naturelles productives du pays, l'excédent de population le plus considérable, c'est-à-dire que sur une population de 4 millions seulement, le 44 p. 100 environ, ou à peu près 1.800.000 personnes, pourrait vivre de ses ressources naturelles. La vie du reste, c'est-à-dire de 2 millions de personnes, doit être assurée par l'importation; c'est l'agriculture et une partie de l'industrie et de

l'artisanat qui se partagent la production ayant pour base les ressources naturelles de la Suisse (1 bis).

Cette extrême dépendance de la Suisse, par rapport à son commerce extérieur, se traduit également par la cote élevée de marchandises importées ou exportées par tête d'habitant; elle s'élevait en 1925 à 674 francs aux importations, 518 francs aux exportations, et en 1935, signe de l'immense ralentissement, 309 francs aux importations et 198 francs aux exportations; remarquons qu'à ce point de vue la valeur des exportations par tête de population fait occuper à la Suisse la première place parmi les pays exportateurs.

L'évolution du trafic commercial suisse pendant la période d'après guerre, où les exportations ont varié entre 2.133 millions de francs suisses en 1928 et 801 millions en 1932, les importations entre 2.730,8 millions de francs suisses en 1929 et 1.266,3 millions en 1936 (voir tableau III), souligne nettement les relations de l'activité économique helvétique avec la conjoncture mondiale.

Après avoir bénéficié des circonstances extraordinaires que constituait pour le commerce extérieur de la Suisse sa neutralité au milieu d'une Europe en guerre, les importations croissent encore en 1920 à un niveau jamais atteint (voir graphique I), pour faire ensuite une chute des plus verticales avec la crise violente de 1921-1923; néanmoins, à partir de 1922, point extrême, l'économie suisse s'était assez rapidement remise des premiers troubles profonds, conséquences de la guerre et de sa liquidation, et les importations suivent une ligne ascendante jusqu'en 1929, point culminant de la conjoncture satisfaisante, cette montée continue ne marque qu'un léger arrêt en 1926, écho des changements en Angleterre; puis, avec le déclenchement de la crise mondiale, on voit la courbe des impor-

(1 bis) Cité par H. Sulzer, Quelques réflexions sur la politique économique de la Suisse, R.E.F.S., juin 1936, p. 93.

tations baisser très rapidement jusqu'en 1932, et d'une manière plus atténuée, mais toujours continue jusqu'en 1936, pour se redresser en 1937 après la dévaluation.

Les exportations suisses, qui ont atteint un niveau exceptionnel pendant la guerre, arrivant même à dépasser les importations, se maintiennent à ce niveau élevé en 1919 et 1920, pour tomber radicalement en 1921; puis, à partir de 1923, elles vont aller en augmentant jusqu'en 1928-1929, marquant également l'arrêt de 1926; la crise, à partir de 1929, se fait sentir plus rudement encore sur les exportations suisses que sur les importations, et elles effectuent une chute très brusque jusqu'en 1932, année qui marque un changement, les exportations ayant une légère tendance à augmenter, car la politique commerciale suisse, s'inspirant des principes de réciprocité, mit les importations au service des exportations, et arriva à maintenir ces exportations à un niveau au-dessous duquel elles ne sauraient descendre sans menacer dangereusement toute la vie du pays, l'année 1937 marque une amélioration sensible.

Les courbes des importations et des exportations de la Suisse suivent un tracé presque identique, soulignant ainsi leur interdépendance; dans les cas où les importations progressent plus rapidement ou diminuent moins fortement que les exportations, il s'agit d'années de conjonctures intérieures plus ou moins caractérisées, et inversement lorsque les exportations augmentent plus rapidement, ou fléchissent moins fortement que les importations, on se trouve en présence d'une année de conjonctures extérieures plus ou moins caractérisées.

De la comparaison des exportations et des importations ressort nettement la caractéristique de la balance commerciale de la Suisse : sa passivité; la prépondérance des importations sur les exportations a toujours été importante, mais elle s'est accrue particulièrement en 1931 et

1932, alors que le volume global des échanges ne cessait de diminuer, et explique les mesures prises afin d'éviter l'afflux des marchandises sur le marché suisse, attirées par la puissance d'achat du franc suisse, tandis que les exportations trouvaient plus difficilement un chemin vers les divers marchés extérieurs non seulement en raison des obstacles que les Etats dressaient devant elles, mais aussi en raison également du coût élevé de ces marchandises par rapport aux prix mondiaux.

En examinant la structure du commerce d'importation et d'exportation dans le cadre des trois grandes classes de marchandises, sur le tableau ci-dessous :

	1929		1935	
	Valeur en millions	Poids en 10 tonnes	Valeur en millions	Poids en 10 tonnes
<i>Importations :</i>				
Produits alimentaires	738,4	172,748	327,6	169,648
Matières premières	927,4	642,229	416,8	532,881
Produits fabriqués	1.068,0	56,160	538,9	34,960
<i>Exportations :</i>				
Produits alimentaires	214,3	17,371	60,6	6,111
Matières premières	170,9	53,266	93,8	20,704
Produits fabriqués	1.713,3	33,899	667,6	16,623

on constate que les importations de produits fabriqués viennent au premier rang des importations suisses en valeur, mais au dernier rang en poids, car le premier rang est occupé par les matières premières dont la valeur est souvent très proche de celle des produits fabriqués, et les produits alimentaires occupent le deuxième rang en poids et le troisième pour la valeur.

Si, dans les importations suisses, on ne pouvait pas constater de très grands écarts dans leur valeur, il en va tout autrement pour les exportations où la valeur des produits fabriqués est de 5 à 10 fois plus élevée que celle de l'une ou l'autre catégorie; par leur poids, les produits fabriqués se classent au deuxième rang; quant aux deux

autres catégories de marchandises, les matières premières se classent au premier rang pour leur poids, et les produits alimentaires au troisième rang; il est plus difficile de les classer au point de vue de leur valeur; d'une façon générale, les produits alimentaires l'emportent sur les matières premières, sauf pendant les années de la crise où les produits alimentaires, se voyant appliquer au premier chef les mesures protectionnistes du nationalisme économique trouvent : d'une part, un meilleur débouché dans la zone abritée du marché intérieur, et, d'autre part, des barrières de plus en plus difficiles à franchir pour parvenir sur le marché extérieur.

Les exportations helvétiques sont donc essentiellement composées de produits fabriqués dont la valeur moyenne par unité de poids est plus élevée que celle des produits de même catégorie à l'importation; d'autre part, de tout temps, sauf en 1932 et 1933, la valeur totale des produits fabriqués à l'exportation a été plus élevée que celle de ces produits à l'importation. On remarquera le rapport nécessaire existant entre les importations de matières premières et les exportations de produits fabriqués, mais le fléchissement des premières est moins accentué que celui des secondes, car les industries qui travaillent pour le marché intérieur consomment plus de matières premières que les branches orientées vers l'exportation; il en ressort que le facteur travail et main-d'œuvre est primordial dans la valeur des exportations helvétiques; ce caractère est mis en évidence, par exemple, dans une étude sur l'industrie des machines, qui arrive à ces conclusions : la part des exportations à l'ensemble de la production de l'industrie suisse des machines peut être fixée de 65 à 70 p. 100; la part du coût du travail à la valeur totale de la production peut être évaluée à 60 p. 100 environ, et les matières premières à 16 p. 100, celle des autres frais (matériel auxiliaire, charbon, énergie, transport) et des bénéfices à 24 p. 100.

II. — LES IMPORTATIONS SUISSES ET LA FRANCE.

Bien que les importations suisses aient pour origine les divers continents, le centre de gravité se trouve chez les Etats européens d'où provenaient, en 1913, 83,27 p. 100 des importations et un pourcentage variant entre 73,34 et 80,35 p. 100 dans la période 1919-1935; seuls les Etats-Unis occupent une place très en vue parmi les pays extra-européens; quant aux pays européens, ce sont les voisins immédiats : Allemagne, France, Italie, ainsi que l'Angleterre, qui sont les principaux fournisseurs de la Suisse. Parmi les autres fournisseurs, on peut citer : la Belgique, la Tchécoslovaquie, les Pays-Bas, l'Autriche, l'Espagne; hors d'Europe : le Canada et l'Argentine.

Sur une liste des pays principaux importateurs en Suisse (tableau II-B), on verra donc figurer : l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Avec une stabilité presque complète, l'Allemagne occupe le premier rang et la France le second, sauf pendant les trois premières années d'après guerre, où un décalage se produit en faveur des U. S. A., et en 1925-1926 où un intervertissement se produit entre la France et l'Allemagne, les exportations françaises bénéficiant de la dévalorisation du franc; le rang respectif des trois autres : Italie, Grande-Bretagne, U. S. A., énumérés ainsi dans l'ordre le plus fréquent, subit des variations multiples.

La France, avec ses importations variant de 603,3 millions de francs suisses en 1920 à 486,6 en 1936, se range donc au deuxième rang parmi les fournisseurs de la Suisse; la proportion des importations françaises, par rapport aux importations totales de la Suisse, met également en relief leur rôle important; elle varie, en effet, entre 13,56 p. 100 et 20,52 p. 100, alors que les importations d'Allemagne, allant de 808,7 millions de francs suisses à 314,1 millions de francs suisses, varient pour leur pourcentage entre 17,90 p. 100 et 29,32 p. 100.

III. — LES EXPORTATIONS SUISSES ET LA FRANCE.

La répartition des exportations helvétiques entre les divers continents correspond assez exactement à celle des importations; par conséquent, c'est environ le 75 p. 100 des exportations qui se dirige vers les Etats européens, dont la part marque une tendance à s'accroître dans ces dernières années.

Le tableau II-A nous donne comme principaux clients de la Suisse : l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et les Etats-Unis. Le classement respectif de ces divers Etats, quant à la valeur des exportations suisses, s'établit beaucoup plus difficilement que pour leurs importations en Suisse; leur ordre marque de très grandes variations annuelles, car les exportations helvétiques conservant leurs caractéristiques quant à la nature, au prix ou à la qualité, subissent nettement les variations du marché extérieur suivant les changements de politique économique, douanière ou monétaire, pratiquée par les divers pays destinataires de produits suisses.

Ainsi, la France, au troisième rang en 1913, occupe le deuxième rang en 1919 et 1920, le troisième en 1921, le deuxième en 1922-1923, le troisième en 1924, le quatrième de 1925 à 1929; puis, dépassant les Etats-Unis, le troisième en 1930-1931, elle arrive au premier rang en 1932-1933 avant la Grande-Bretagne et l'Allemagne, pour revenir au deuxième rang, après l'Allemagne, en 1934-1935-1936, et au troisième en 1937. Ces diverses variations dépendent : d'une part, des modalités des conjonctures intérieures des divers pays acheteurs en Suisse; d'autre part, des difficultés qu'avaient les produits suisses à demeurer sur le marché français en raison de leur trop haut prix, puis avec la crise les systèmes monétaires des deux pays marquent une stabilité réciproque, le marché français se trouve donc revalorisé et maintient ensuite son impor-

tance grâce aux facilités douanières que la Suisse arrive à se faire accorder en invoquant les importations françaises en Suisse.

Les exportations vers la France présentent également de grands écarts dans leur proportionnalité au total des exportations suisses, puisqu'elles tombent en 1927 au pourcentage extrêmement réduit de 6,7 p. 100 pour arriver au chiffre de 16,69 p. 100 en 1933.

IV. — LA FRANCE DANS LA BALANCE DU COMMERCE SUISSE.

Les échanges franco-suisses, comme l'établissait déjà leur examen au point de vue français, se traduisent dans la balance du commerce de la Suisse par la supériorité des importations françaises en Suisse sur les exportations suisses en France; ce solde passif correspond d'ailleurs à l'allure générale des échanges de la Suisse (voir tableau III); ce solde passif avec la France constitue parfois le 50 p. 100 du passif total de la Suisse, par exemple de 1924 à 1929; mais à partir de 1930 il diminue non seulement en valeur absolue, mais au point de vue relatif, ne constituant plus que le cinquième environ du déficit total dans les années 1930 à 1933, fait d'autant plus remarquable qu'en 1931 et 1932 le déficit total de la Suisse augmente.

La France tient donc une place importante et prépondérante parmi les pays importateurs en Suisse, où elle figure avec une grande stabilité au deuxième rang; elle constitue, d'autre part, un débouché important pour les produits suisses, d'autant plus intéressant que, dans les périodes de crise 1922-1923, 1930-1933, le marché français se montre plus résistant et met en valeur la solidité des liens économiques entre les deux pays.

§ 4. — Les exportations françaises en Suisse.

Bien qu'au cours des paragraphes précédents le courant de marchandises allant de France en Suisse ait été déjà examiné dans ses aspects généraux, sous l'angle des exportations françaises, comme sous celui des importations suisses, et qu'on ait pu ainsi établir ses caractères essentiels, il convient d'y revenir afin de préciser les mouvements des exportations françaises en Suisse avant d'établir la nature de ces exportations.

Considérant la représentation graphique (graphique II), traduisant les variations des exportations de France en Suisse (tableau IV-A), on constate que le tracé correspond sensiblement à celui des importations totales de la Suisse et à celui des exportations totales de la France dont le graphique I nous montre les allures semblables; cette constatation, ainsi que l'examen logique des faits, permettent d'établir que les facteurs ayant agi sur le développement du commerce extérieur des deux pays s'appliquent également au cas particulier France-Suisse et les remarques faites à titre de généralités seront donc valables ici.

Poursuivant la comparaison, on est amené à diviser le développement des exportations françaises en Suisse en trois périodes. Dans une première période, de 1919 à 1923, les influences conjuguées des exportations françaises et des importations suisses impriment un mouvement absolument identique au trafic France-Suisse : les besoins accrus de la Suisse sitôt après la guerre vont pouvoir être satisfaits en partie sur le marché français, de nouveau à même d'exporter, d'où une montée extraordinaire des exportations françaises en Suisse atteignant 603,3 millions de francs suisses; puis la crise générale de 1921 se traduit par une chute abrupte à 320 millions; en 1922, maintien à un niveau très bas; puis reprise continue de 1923 à 1923,

les exportations françaises atteignent alors leur maximum avec 498,7 millions de francs suisses et améliorent pendant ces trois années leur participation aux importations totales de la Suisse, bénéficiant de leur bas prix, motivé par la dévalorisation du franc⁽²⁾.

Dans une deuxième période, de 1925 à 1929, le trafic France-Suisse se maintient sensiblement au même niveau, alors que les importations totales de la Suisse et les exportations totales de la France varient en sens inverse; bien qu'en 1926 les importations totales helvétiques diminuent sensiblement, les importations françaises se maintiennent grâce à la prime de la baisse du franc français sur le marché des changes, et atteignent ainsi leur pourcentage le plus élevé dans les importations suisses avec 20,52 p. 100; de 1927 à 1929, le trafic varie autour de 490 millions, alors que les exportations de la France diminuent et que les importations de la Suisse augmentent. En 1927, les exportations françaises en Suisse diminuent légèrement à la suite de la stabilisation, mais ce mouvement traduisait également l'influence de la diminution constante des importations suisses en France; aussi, dès que les arrangements commerciaux de 1928 viennent apporter une amélioration, nous voyons également en bénéficier les exportations françaises en Suisse.

Dans la troisième période, de 1930 à l'époque actuelle,

(2) Cours moyen du change suisse à Paris :

1913	99 69	Parité 1928 : 1 fr. s. = 4.925 fr.	
1919	137 60	1928	492 80
1920	242 39	1929	492 27
1921	233 29	1930	493 74
1922	235 »	1931	494 76
1923	299 18	1932	494 02
1924	351 22	1933	493 12
1925	410 14	1934	492 75
1926	609 80	1935	492 31
1927	490 62		
1928	489 71		

(6 premiers mois)

le trafic France-Suisse va diminuant d'année en année, passant de 446,9 millions de francs suisses à 186,7; la crise mondiale fait peser ici son poids, comme elle a influé sur tout le commerce extérieur des deux Etats dont les conditions générales vis-à-vis de la crise sont identiques par leur situation financière et par leurs mesures de défense économique. Il faut relever que la part de la France dans les importations totales de la Suisse va en diminuant de 1930 à 1933; de 17,43 p. 100 encore en 1930, où le traité de commerce de 1929 maintient les bonnes relations entre la France et la Suisse, qui ressentent moins violemment les premiers effets de la crise, elle va tomber à 16,09 p. 100, 15,43 et 15,28 p. 100 en 1931-1932-1933, car si les mesures de contingentement prises par la Suisse s'appliquent aux marchandises de toute provenance et si des arrangements peuvent être passés à ce sujet entre la Suisse et la France, les marchandises françaises sont concurrencées par les produits des autres pays qui offrent à des prix inférieurs et s'efforcent de maintenir leur débouché vers la Suisse, client sérieux et payant en une monnaie appréciée; en 1934 et 1935, faisant suite à une meilleure réglementation des échanges, la taxe de rétorsion sur les produits français ayant été supprimée, la part de la France s'améliore légèrement, passant à 16,06 et 16,20 p. 100, phénomène d'autant plus remarquable que la marge des prix français existe toujours. Si nous considérons maintenant les exportations vers la Suisse par rapport au total des exportations françaises, on voit que leur importance s'est accrue pendant cette période, puisque, constituant le 6,74 p. 100, elle monte d'année en année jusqu'à 7,66 p. 100 en 1932, pour retomber à 6,04 p. 100 en 1937; ainsi, le marché suisse s'est montré fort résistant pour la production française, car, la crise étant moins violente en Suisse qu'en d'autres pays, la clientèle suisse a pu s'intéresser au produit français de

qualité et de luxe dont le paiement peut s'effectuer aussi sans entraves financières.

Après avoir ainsi complété l'examen des exportations françaises sous leur aspect général, il importe d'en fixer la nature et de voir par là quelles sont les diverses marchandises françaises qui vont trouver un débouché sur le marché suisse.

Les trois grandes catégories de marchandises vont participer aux exportations françaises en Suisse; calcule-t-on la moyenne de ces marchandises pour les années 1920-1935, au cours desquelles les échanges ont été soumis à des variations plus ou moins grandes, on arrive au résultat suivant : les denrées alimentaires, avec 72,4 millions de francs suisses, représentent le 18,6 p. 100, les matières premières avec 163,9 millions de fr. s., le 41,7 p. 100, enfin les produits fabriqués avec 156,6 millions de fr. s., le 39,7 p. 100 des exportations totales moyennes de 392,9 millions de fr. s.; cette répartition entre les diverses catégories de produits se vérifie aussi bien en période normale qu'en période de crise, puisque nous avons par exemple : en 1928, 20,2 p. 100 (d. a.), 40,4 p. 100 (m. p.) et 39,4 p. 100 (p. f.), et en 1935, 18,6 p. 100 (d. a.), 46,4 p. 100 (m. p.) et 35 p. 100 (p. f.).

Les matières premières constituent donc les principales exportations françaises en Suisse; elles sont d'ailleurs suivies de près par les exportations de produits fabriqués, et les denrées alimentaires viennent en dernier. On remarquera que cette répartition ne correspond pas à la répartition générale des exportations françaises examinée plus haut, mais bien à celle des importations helvétiques; on pourra donc dire que le trafic France-Suisse, conformément à son importance relative à l'égard du commerce extérieur des deux Etats, est marqué par le caractère suisse, c'est-à-dire presque équivalence des matières premières et des produits fabriqués, importance certaine des

matières alimentaires. Cette composition explique en partie la résistance plus grande du marché helvétique; les denrées alimentaires, matières consommables, subissent moins violemment les influences de la conjoncture, et la courbe des variations au cours des années étudiées se traduit par une ligne moins brusque et plus uniforme (voir graphique II); matières premières et produits fabriqués subissent plus nettement les variations générales; cependant, en notre cas, on observe que les exportations de produits fabriqués se traduisent par une courbe rappelant essentiellement l'allure générale de la courbe des exportations totales françaises, montrant ainsi que cet élément des exportations françaises en Suisse est sensible aux conditions générales de la production française et aux facteurs spéciaux agissant sur les exportations françaises, tandis que la courbe des matières premières se rapproche de celle des importations de la Suisse, car elle dépend en effet plus nettement de l'activité interne helvétique.

Remarquons enfin qu'en 1920-1921 et en 1925-1926-1927, les importations de produits fabriqués l'emportent sur celles des matières premières; en 1920-1921, les matières premières étaient soumises à des mesures assez sévères de contingentement à la sortie de France, tandis qu'en 1925-1927 les produits fabriqués grâce à leur prix concurrençaient nettement les autres pays, notamment l'Allemagne, sur le marché helvétique.

Avant d'entreprendre l'étude plus détaillée des trois catégories de marchandises, il convient de remarquer qu'il ne peut s'agir pour chacune des marchandises envisagées d'établir son dossier commercial, comme peuvent le faire les organismes d'expansion commerciale, en rassemblant les indications les plus diverses comme prix, qualité, quantité des marchandises exportées, situation du marché, effet de la concurrence nationale ou étrangère, organisation et condition de la vente et des transports, impor-

tance des affaires par rapport aux exportations d'un pays et aux importations de l'autre, incidence des diverses mesures douanières, fiscales, sanitaires, etc., mais simplement de retenir les données paraissant les plus importantes, afin d'établir les grandes lignes des échanges franco-suisses.

I. — LES EXPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES.

Les brefs aperçus sur la production agricole en Suisse et en France ont fait ressortir : d'une part, l'insuffisance de la production helvétique pour la plupart des denrées et la nécessité pour la Suisse d'avoir recours aux fournitures extérieures pour couvrir ses besoins alimentaires; d'autre part, l'abondance et la variété des produits du sol français, et ainsi la possibilité pour la France de placer une partie de cette production sur le proche marché suisse. Le standard de vie élevé de la population suisse, ainsi que l'approvisionnement de l'industrie hôtelière ayant affaire à une clientèle riche et exigeante, sont déterminants pour les conditions que devront remplir les marchandises destinées à la Suisse, au point de vue de la qualité ou de la présentation par exemple.

La France est le second fournisseur de la Suisse en denrées alimentaires; l'Italie la dépasse et se trouve être sa concurrente directe, par la nature des marchandises, comme le révèlent les tableaux des principaux fournisseurs de la Suisse, où l'Italie figure avec : vin, fruits du Midi, volailles, légumes, fruits, huiles comestibles, tandis que la France figure avec : légumes, vin, volailles, fruits, huiles comestibles, fruits du Midi ⁽³⁾.

C'est donc les produits ci-dessus énumérés que nous avons portés sur le tableau V-B, concernant les exporta-

(3) Voir les rapports annuels de la statistique du commerce suisse, 2^e partie.

tions en Suisse de denrées alimentaires françaises, auxquelles sont ajoutés, depuis 1932, les fourrages, conformément aux prescriptions statistiques; la valeur annuelle des exportations a été indiquée pour chaque produit, dont on peut suivre ainsi le trafic au cours de la période envisagée; on constate alors que ce trafic correspond au mouvement global des exportations de denrées alimentaires, et que, par conséquent, un certain nombre de facteurs généraux a exercé une influence simultanée sur chacun d'eux.

Parmi les denrées alimentaires d'origine française, un groupe de marchandises joue un rôle de premier plan, celles que l'on peut ranger sous la rubrique générale de denrées périssables et qui pourvoient à l'approvisionnement journalier des marchés suisses, au sens étroit du terme. Ces produits du jardin, du verger et de la ferme auxquels un grand nombre de petits agriculteurs français consacrent tous leurs soins, trouvent en Suisse un excellent débouché, qu'ils peuvent atteindre rapidement, et en parfait état de conservation; en effet, Genève et Bâle, ces deux principaux centres d'importation et de redistribution, se trouvent juste sur la frontière et disposent de nombreuses relations ferroviaires avec la France ainsi que d'installations techniques favorables, telles que gares frigorifiques; celle de Genève fut édiflée la première en 1928, sur l'initiative et avec une participation financière françaises (4).

Les légumes, qui par leur valeur constituent en 1935 la première exportation française en Suisse en dépassant l'exportation de vin jusqu'alors la plus importante, proviennent en partie des régions limitrophes de la Suisse, comme on a pu le voir en étudiant le trafic frontière, mais les primeurs de la vallée du Rhône, de Provence, du Bas-

(4) Ch. Lugrin, La gare frigorifique de Genève, B.M.C.C.F., 1928, p. 47.

Languedoc ou même de Bretagne, trouvent aussi un débouché rémunérateur en Suisse.

Comme nous le ferons pour les principaux produits, nous allons donner ci-dessous des extraits des statistiques suisses pour les années 1929, année de trafic normal, et 1935, année de trafic réduit, afin de permettre à leur simple lecture de fixer la nature, la quantité et la valeur des produits achetés en France; on constatera ainsi souvent, notamment pour les denrées alimentaires, que la baisse des prix plus que la diminution quantitative ont influé sur les valeurs des exportations françaises en Suisse.

Les chiffres suivants vont donc préciser les exportations françaises de légumes ⁽³⁾ :

Choux, carottes jaunes, oignons comestibles frais (40-a) :

	Quintal.	Francs suisses.
	—	—
1929	48.790	1.791.825
1935	48.576	1.062.024

Autres légumes frais (40-b2) :

1929	153.731	9.494.863
1935	118.321	5.807.608

Les exportations de légumes en conserve sont relativement faibles et se chiffraient par 800.000 et 500.000 francs.

En même temps que les légumes signalons les exportations de pommes de terre; elles proviennent en grande partie des régions frontières et s'élèvent :

Pommes de terre (43) :

1929	98.312	1.747.051
1935	55.797	579.074

(3) Les indications sont empruntées à la statistique suisse du Commerce extérieur; le numéro de la position tarifaire est mis entre parenthèses. Sur la première ligne, nous portons, en principe, les chiffres pour l'année 1929; sur la deuxième, ceux pour l'année 1935. Dans la première colonne, les quantités sont données en quintaux métriques; dans la deuxième colonne, les valeurs en francs suisses.

Les fruits dont on s'est attaché, ces dernières années, à souligner la valeur alimentaire, trouvent toujours en Suisse une clientèle intéressante; cependant, ils ont perdu du terrain devant la concurrence étrangère de l'Italie et du Sud-Est européen, qui ont su mieux présenter leurs marchandises, car, pour la saveur, le fruit français reste fort apprécié. La Suisse nous achète toutes espèces de fruits frais, notamment les pêches, les fraises, ce fut d'ailleurs le meilleur débouché pour la fraise française en 1934 avec 14.144 quintaux et 23.172 quintaux en 1935; la catégorie des fruits du Midi se compose principalement des raisins de table; le chasselas français a dominé jusqu'à ces dernières années le marché suisse, mais la concurrence étrangère du raisin italien, espagnol et bulgare a lutté victorieusement par ses prix et ses conditions de livraison, au point de lui faire perdre sa prééminence; il n'en reste pas moins que la Suisse constitue le meilleur débouché pour la France (6).

Voici les données statistiques concernant ces produits :

Fruits et baies comestibles, frais, à découvert ou en sacs (23) :

1929	77.675	3.810.398
1935	63.769	2.720.125

Abricots, pommes, poires, frais, autrement emballés (24-a) :

1929	6.822	474.781
1935	815	41.635

Autres fruits et baies comestibles autrement emballés (24-b) :

1929	18.386	1.721.779
1935	3.514	357.535

Raisins de table (sans emballage spécial) (31-d) :

1929	68.280	4.262.961
1935	31.612	960.335

Noix et noisettes, avec ou sans coques; olives fraîches (39-a) :

1929	4.072	518.615
1935	3.895	322.842

(6) Voir plusieurs articles : du professeur G. Valran dans le B.M.C.C.F., par exemple : « Du verger au marché », 1934, p. 12; « Le fruit dans l'économie nationale », 1935, p. 15; de M. Clostre : « A propos de l'importation en Suisse des fruits, primeurs et divers autres produits alimentaires », B.M.C.C.F., 1932, p. 195.

Avec les **produits de la ferme** : beurre, œufs, fromage et volailles (7), l'agriculture française trouve un peu plus difficilement une vente en Suisse, car la production helvétique se suffit en grande partie; cependant, quelques fromages à pâte molle bénéficient d'une clientèle de connaisseurs; d'autre part, tant que la production laitière est restée orientée vers la fabrication des fromages à pâte dure, c'est-à-dire jusqu'à la crise, qui est venue arrêter les considérables exportations helvétiques de ce produit sur le marché mondial, la Suisse a importé de grandes quantités de beurre, du Danemark surtout, mais aussi de France où le prix de revient restait meilleur marché qu'en Suisse; mais ces importations de beurre en Suisse ont presque complètement été arrêtées lorsque l'Etat est intervenu pour sauvegarder l'industrie laitière suisse, à l'aide de tout l'arsenal économique : droits de douane, contingents, taxes, primes, réglementation de la production et de la vente, en l'orientant vers la fabrication du beurre. Au cours de ces dernières années, la Suisse a développé systématiquement son aviculture en des fermes spéciales pour l'élevage de la volaille, de telle sorte qu'elle a réduit ses importations d'œufs; la France a vu, par conséquent, réduire ses ventes en Suisse d'autant plus fortement encore que les pays concurrents : Danemark, Bulgarie, vendent à des prix inférieurs ou s'arrangent pour comprendre ce produit dans les accords de clearing ou de compensation; ces mêmes raisons ont agi sur les exportations de volailles; malgré la qualité réputée de la marchandise qui provenait en grande partie de la Bresse toute proche, elle a dû céder sa première place devant les achats faits en Roumanie et Yougoslavie ou sur le marché national. Le lait frais entre complètement dans le trafic frontière. Les

(7) Importation et transit de la volaille, B.M.C.C.F., janv. 1933, p. 22; sept. 1933, p. 253.

chiffres ci-dessous sont la meilleure illustration des remarques que nous venons de faire :

Fromage à pâte molle (98-a-b) :

1929	4.234	1.177.039
1935	3.821	603.094

Beurre frais pour la table, même salé (93-a) :

1929	14.797	5.922.500
1935	674	217.530

Œufs (86) :

1929	18.772	4.424.426
1935	3.115	514.209

Volailles mortes (84) :

1929	18.368	7.965.975
1935	4.876	1.332.713

Ce n'est plus la concurrence intérieure qui se fait sentir pour la vente des **produits de la pêche maritime** (8-11), mais bien celle des pays étrangers, comme l'Allemagne, la Hollande, la Belgique, récemment la Norvège et le Danemark, qui ont su maintenir et même augmenter leurs débouchés en Suisse, soit par les prix, soit en améliorant leurs conditions de vente, pour le transport par exemple si important dans ce cas. Les ports de pêche français ont cependant porté l'attention qu'il convient au marché suisse; le port de La Rochelle organisait, en 1926, une manifestation collective fort réussie sous le nom de « Journées franco-suissees de la marée rochelaise »; la même année, des mareyeurs de Boulogne se rendent en Suisse avec des représentants de la Compagnie du Nord, afin d'étudier les débouchés sur place; dans les années qui suivirent, il fut même un temps question d'envoyer en Suisse le train de propagande du poisson. Si la France a vu diminuer ses ventes de poissons frais sur le marché suisse, qu'elle se doit de travailler avec les méthodes nécessaires, la Suisse a continué à acheter en France la plus grande partie des

(8 à 11) L'approvisionnement de la Suisse en poisson frais, B.M.C.C.F., avril 1927, p. 127; B.M.C.C.F., août 1926, p. 210; B.M.C.C.F., juill. 1926,

conserves de poissons, malgré la concurrence espagnole et portugaise.

Poissons de mer, frais ou congelés (87-b) .

1929	7.402	1.631.022
1935	637	94.319

Poissons séchés, salés, marinés ou préparés d'une autre manière :

— en récipients pesant plus de 3 kilos (88) :

1929	2.504	378.959
1935	2.384	181.008

— en récipients pesant 3 kilos ou moins (89-b) :

1929	9.431	2.748.885
1935	5.423	1.156.766

Coquillages divers (90/90-a) :

1929	902	359.076
1935	506	122.813

Pour son **alimentation carnée**, la Suisse se fournissait en grande partie avant guerre en France, puisque, en 1913, c'est 38.010 têtes de bétail de boucherie qui furent importées pour une valeur de 27 millions de francs. Après guerre, ce trafic cessa complètement jusqu'en 1927, car la prohibition d'exportation édictée par la France pendant la guerre resta valable jusqu'à cette date; puis, en juin 1927, les exportations avaient repris légèrement avec 2.235 têtes en 1927 pour 1,6 millions de francs suisses et 3.998 têtes pour 3 millions de francs en 1928, lorsqu'elles furent arrêtées à nouveau par une prohibition d'importation édictée par la Suisse, entrée en vigueur le 18 août 1928, mesure prise par la police des épizooties qui s'appliqua pour toute l'année 1929; depuis lors, les importations de gros bétail de boucherie furent insignifiantes : 234 têtes en 1934, 745 en 1935; signalons une légère reprise pour le petit bétail (veau, porc, mouton) avec 590 têtes en 1934 et 2.028 têtes pour 219.192 francs

en 1935. Comme la Suisse est en état de se fournir sur son propre territoire en bétail de boucherie, il faut considérer que cette position ne jouera plus le rôle important qu'elle avait avant guerre dans les exportations françaises en Suisse. Signalons que malgré de rigoureuses prescriptions, notamment au point de vue sanitaire, la France continue à exporter en Suisse une certaine quantité de viande fraîche et de viande conservée :

Viande de veau fraîche (76-a) :

1929	2.063	627.133
1935	1.253	322.540

Autre viande fraîche (76-c) :

1929	9.399	2.221.943
1935	3.847	696.836

Autres conserves de viande (que salée ou fumée) (78) :

1929	734	336.499
1935	382	144.256

Les **vins français** ont atteint de tout temps une valeur élevée pour leurs exportations en Suisse et se sont classés au premier rang des denrées alimentaires achetées par ce pays en France. Parmi les diverses branches de l'agriculture française, deux produits ont été le constant souci de la politique agricole et commerciale des gouvernants, mais alors que pour l'un il s'agissait surtout de régler l'organisation du marché intérieur, il s'agit pour l'autre, le vin, d'assurer des débouchés sur les marchés extérieurs à son importante production; ainsi, dans ses négociations commerciales, la France s'attache souvent à obtenir des conditions aussi favorables que possible pour ses vins, ce qui amène parfois l'étranger à utiliser cette position pour obtenir certaines autres concessions; rappelons qu'au moment des négociations du traité de 1934, la Suisse, qui songeait à défendre ses exportations de fromage en France, fit une allusion à la sensibilité des négociateurs français

sur la question des vins ⁽¹²⁾ et que tout finit par s'arranger aussi bien que possible. En dehors d'une limitation un peu juste, par les contingentements, on ne peut pas dire que les vins français soient soumis à leur entrée en Suisse à des conditions particulièrement lourdes, surtout en comparaison avec celles imposées par d'autres pays, le rang pris par la Suisse parmi les divers acheteurs de vins français en est d'ailleurs la meilleure preuve; si, en 1931, elle était déjà le deuxième client de la France avec 112.300 hectolitres après l'Union belgo-luxembourgeoise (137.6000 hl.) et avant la Grande-Bretagne (108.800), elle passe au premier rang en 1934 avec 110.700 hl. avant la Grande-Bretagne (83.800 hl.) et la Belgique (67.900 hl.), de même en 1933 avec 117.300 hl. avant la Belgique (97.400 hl.) et la Grande-Bretagne (92.500 hl.).

L'organisation même du commerce des vins entre les deux pays se déroule sous l'égide franco-suisse; en effet, l'importation et le commerce des vins en Suisse se trouve souvent entre les mains de commerçants français établis dans ce pays; d'autre part, de grandes maisons françaises ont des dépôts ou des agents particuliers en Suisse; en France, ce sont parfois des commerçants suisses qui sont à l'origine ou à la tête d'importantes maisons de vins auxquelles ils ont contribué à donner une large extension grâce à leur génie d'organisation et à leur sens des relations internationales en affaires; certains domaines vini- coles sont aussi entre les mains de propriétaires suisses, qui naturellement songeront à placer leurs vins dans leur pays d'origine. En raison de la qualité et du prix de certains vins, l'exportateur français, renonçant à l'utile entre- mise du commerçant établi en Suisse, s'adresse parfois directement à la clientèle privée. La France obtint l'accord

(12) Vins français et fromages suisses, R.E.F.S., févr. 1934, p. 21. Cet article, au titre si réjouissant pour un gastronome, laisse entrevoir une menace pour nos vins.

de contingents trimestriels spéciaux de 2.000 hectolitres pour ces envois. Comme les consommateurs de vin en Suisse comptent parmi eux des Suisses qui ont eu l'occasion de connaître les vins en France même, des Français établis en Suisse, enfin des touristes français ou étrangers, il en résulte pour la nature, la qualité et la sauvegarde des marques d'origine un contrôle sérieux, de telle sorte que le produit français se présente sur le marché suisse dans un état qu'on aimerait lui trouver dans de nombreux autres pays; la Chambre de Commerce française de Genève, qui s'est intéressée également à cette question, a trouvé auprès des autorités helvétiques les appuis nécessaires pour cette sauvegarde de la qualité et de la réputation des vins français (13).

Les vins rouges constituent naturellement l'élément le plus important des achats de vins effectués par la Suisse à l'étranger; la France ne vient qu'au troisième rang des fournisseurs, car l'Italie et l'Espagne y importent de bien plus grandes quantités et pour une valeur globale plus élevée; le prix moyen de l'hectolitre de vin importé d'Espa-

(13) La sauvegarde de la qualité et des appellations d'origine joue un rôle si important pour le maintien de nos vins sur les marchés extérieurs que nous tenons à montrer la protection dont ils jouissent en Suisse dans l'extrait suivant du B.M.C.C.F., sept. 1933, p. 239 :

« Une maison de Bordeaux nous a adressé une protestation contre les abus qui se commettent dans le commerce de détail au point de vue de l'appellation d'origine des vins. Il s'agissait, en l'occurrence, d'un vin des Charentes, dénommé à tort « Petit Bordeaux », au sujet duquel le Service d'hygiène du canton de Genève, consulté par nos soins, nous a fait connaître ce qui suit :

« Par lettre datée du 10 juillet, vous nous demandez si, au terme de » la législation suisse, un vin des Charentes peut être dénommé « Petit » Bordeaux ». Nous considérons que cette dénomination n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 240, al. 1, 2 et 3 de l'Ordonnance » fédérale réglant le commerce des denrées alimentaires, du 23 février 1926, » ainsi conçus :

« Les indications relatives à l'origine (pays, région, cru, cépage, etc.), » au mode de vinification, à l'année ou au degré alcoolique d'un vin et » autres, doivent être conformes à la réalité et exclure toute possibilité » de confusion.

gne est fort bas, de même, celui, légèrement supérieur, des vins italiens; ce sont donc des vins de grosse consommation qui proviennent de ces pays, tandis que le prix moyen élevé de l'hectolitre indique que les vins en provenance de la France sont des vins de qualité supérieure. Les mêmes remarques s'appliquent exactement aux vins blancs, importés en moindre quantité. Le produit de choix, que le consommateur suisse cherche en France, ne sera cependant pas importé en bouteille, car des droits presque prohibitifs frappent ce mode d'expédition; la mise en bouteille s'effectue dans les entrepôts en Suisse; cela n'est pas possible pour ce produit exclusif qu'est le vin de Champagne, et lui ouvre la vente d'une quantité appréciable malgré les droits élevés.

Les statistiques ne permettent d'établir que d'une façon générale la nature des vins français achetés par la Suisse, on est réduit à des estimations pour établir les régions qui participent aux exportations; les vins de Bordeaux jouissent de débouchés appréciables, mais il semblerait que la

» Il est interdit de faire figurer dans les factures, sur les tonneaux, « sur les cartes des vins, sur les étiquettes, etc., des désignations telles que « type », « genre », « façon », en liaison avec une indication d'origine.

» Il est interdit d'employer pour les vins des dénominations de fantaisie susceptibles d'induire le public en erreur sur l'origine de ces « vins. »

» De même à l'article 10, al. 1 et 2, il est dit : « Les dénominations des denrées alimentaires doivent exclure toute possibilité d'erreur quant à leur nature ou à leur origine.

» Les indications relatives à la composition, aux qualités, etc., des denrées alimentaires doivent être conformes à la vérité et exclure toute possibilité de tromperie. »

» Nous avons cherché et trouvé dans le commerce des bouteilles étiquetées comme vous l'indiquez et nous expédions, ce jour, un avis de contravention au fournisseur de cette marchandise. Nous le mettons en demeure de supprimer la mention « Petit Bordeaux ».

» Nous vous informons que nous sommes déjà intervenus souvent dans des cas semblables, et nous serions très satisfaits si vous vouliez bien, à l'avenir, nous signaler les abus de ce genre que vous pourriez constater. »

préférence aille aux vins de Bourgogne; on peut l'expliquer d'ailleurs par des influences historiques, comme celles rappelées dans une causerie sur la Bourgogne et ses vins par le professeur Thibaudet, disant : qu'il y a en réalité trois Bourgognes : la Duché, la Comté et la Transjurance; Que Genève fut aux temps mérovingiens capitale de cette province, et qu'ainsi, en parlant devant des auditeurs genevois des vins de Bourgogne, il n'avait pas importé parmi eux quelque chose qui leur fût étranger, mais qu'il était resté vraiment en famille — en famille bourguignonne — et en complète solidarité franco-suisse ⁽¹⁴⁾.

Les exportations des eaux-de-vie réputées, comme le Cognac et l'Armagnac, ont été presque totalement arrêtées ces dernières années par l'élévation des droits et des finances spéciales de monopole sur les alcools; on observe une importation accrue en 1930 avec 10.432 hectolitres pour 3.111.000 francs effectuée en prévision des nouvelles charges; les ventes de liqueurs, obérées par le poids de leurs embouteillages originaux, sont insignifiantes.

Les ventès de vins français en Suisse ont, au cours des dernières années, diminué nettement, mais il faut tenir compte en partie de la baisse sensible des prix, car les quantités ont par exemple oscillé pour les vins rouges entre 116.649 hectolitres en 1929 et 97.667 en 1933, mais la baisse des prix est générale, et l'Italie et l'Espagne maintiennent leur rang, tout en subissant également une diminution quantitative; le marché suisse est sollicité maintenant par de nouveaux fournisseurs : la Hongrie ou la Grèce, aux conditions avantageuses, comme l'envoi franco dans n'importe quelle gare suisse; d'autre part, la production helvétique elle-même a été abondante ces dernières années et la Confédération a dû intervenir pour faciliter l'écoulement de la production en imposant aux

(14) La Bourgogne et ses vins, B.M.C.C.F., avril 1934, p. 111.

importateurs l'achat d'une certaine quantité de la récolte nationale et en obligeant de faire certains coupages de vins blancs suisses avec des vins étrangers; enfin on peut observer une diminution générale de la consommation du vin due, entre autres causes, à une faveur marquée pour la consommation de la bière, du cidre (Süssmost) et aussi à la propagande des sociétés de tempérance. Des manifestations comme le Congrès international des Médecins amis du Vin, que présidait en août 1935 ⁽¹⁵⁾, à Lausanne, le professeur Portmann, sont donc appelées à jouer un rôle important dans un pays comme la Suisse, qui a à défendre une petite production viticole, mais continue à marquer son goût pour les vins de France.

Avant de fixer par les chiffres les ventes de vins français en Suisse qui, à fin de comparaison, seront accompagnés d'indications sur l'Espagne et l'Italie, nous citerons cette conclusion d'un rapport sur l'importation des vins français en Suisse dont les termes, malgré la date de rédaction de 1929, sont encore à considérer aujourd'hui et soulignent bien que, malgré certaines difficultés, la viticulture française doit non seulement maintenir mais encore développer ses ventes en Suisse :

« Il y a lieu de déduire que, si une certaine éclipse se manifeste dans l'importation de nos vins français en Suisse, cela tient pour la plus grande cause à la fermeté des prix. Aussitôt qu'une détente se produira, nous reverrons de nouveau les acheteurs se diriger vers nos centres viticoles, en raison de la faveur dont jouissent nos vins en Suisse. Le danger serait que la clientèle prenne goût aux forts vins étrangers et se déshabitue petit à petit de nos crus. Pour cette raison, il est à souhaiter que l'abaissement nécessaire des cours ne tarde pas trop ! (L'abaisse-

(15) B.M.C.C.F., sept. 1935, p. 268.

ment désiré a bien eu lieu, mais il fut général, ne modifiant en rien la situation.)

» De toute façon, il est à craindre que nous ne sortions pas de la troisième place que nous occupons en Suisse tant qu'il existera une telle différence de prix entre nos vins et ceux de nos concurrents directs. D'autre part, il faut absolument que nos exportateurs français comprennent qu'il est de leur intérêt de soutenir leurs agents à l'étranger par des conditions au moins égales à celles qui leur sont faites par les viticulteurs espagnols et italiens.

» C'est à ce prix seulement que l'on pourra progresser sur un marché de première importance. » (16).

(117-a1) Vin naturel jusqu'à 13° d'alcool, en fûts, rouge :

	1935		1929	
	Hectolitres	Francs	Hectolitres	Francs
Espagne	336.451	6.442.515	437.583	15.507.417
Italie	276.709	9.618.128	356.769	21.373.525
France	97.666	5.038.431	116.649	8.966.111

(117-a2). Id., blanc :

Espagne	19.885	390.861	61.587	2.188.856
Italie	15.970	464.077	34.251	1.621.351
France	4.525	256.321	15.214	1.198.039

(117-b1). Vin nat. de 13°,1 d'alcool et au-dessus, en fûts, rouge :

France	3.602	366.166	4.378	665.053
Italie	4.506	156.608	5.686	391.176
Espagne	6.031	208.533	13.102	671.842

(119-b). Vin naturel en bouteilles autre que spécialités :

France	1.459 qx	393.642	1.539 qx	383.128
--------------	----------	---------	----------	---------

(121-a2-b2). Vins mousseux en bouteilles et 1/2 bouteilles :

France	1.980	435.662	5.608	1.858.933
--------------	-------	---------	-------	-----------

(126-a). Cognac, armagnac et autres eaux-de-vie naturelles, etc., en fûts :

France	690 hl.	188.318	4.308 hl.	1.567.078
--------------	---------	---------	-----------	-----------

La brasserie, fort développée en Suisse, ne couvre en France qu'une faible part de ses besoins en matières pre-

(16) J. Donnet, Importations de vins français en Suisse, Rapport présenté à la Chambre de Commerce française, le 5 février 1929, B.M.C.C.F., févr. 1929, p. 61.

mières; elle y achète une certaine quantité de **malt**, dont la vente en Suisse se trouve favorisée par le fait que des capitaux suisses sont intéressés dans la malterie française.

Malt (15) :

1929	38.841	1.784.622
1935	27.163	875.428

Deux produits de l'industrie alimentaire française trouvent un débouché intéressant en Suisse :

Le **sucre**, dont les exportations en Suisse sont cependant assez faibles, considérées par rapport aux ventes effectuées par la Tchécoslovaquie et la Belgique.

Sucre cristallisé, glucose à l'état solide (68-b) :

1929	133.715	4.503.211
1935	78.069	829.927

Les **huiles comestibles** : pour celles-ci, la Suisse s'est révélée le premier client de la France; d'autre part, la France est également le premier fournisseur de la Suisse pour les huiles d'olive comme pour les huiles d'arachide, qui représentent le principal article de consommation en Suisse dans le domaine des huiles comestibles et dont une part est absorbée par les fabriques suisses de graisse alimentaire. La chute de la valeur des marchandises importées de 1929 à 1934 est due essentiellement à la chute des prix de cette marchandise (arachide à fin 1934, prix inférieur de 40 p. 100 aux cotes les plus basses d'avant guerre); les quantités importées augmentèrent même sans que la France en profitât cependant, se contentant de maintenir ses exportations au même niveau; il faut souligner qu'elle continue à les maintenir, malgré les diverses mesures prises par la Suisse en faveur du beurre indigène se répercutant sur les autres matières grasses : contingentement (29 sept. 1933); ordonnance du 13 juillet 1934 prévoyant l'obligation de mélanger du beurre aux graisses comesti-

bles produites industriellement à l'intérieur du pays ou importées; taxe sur les huiles comestibles.

Huile d'olives comestibles en récipients pesant plus de 10 kg. (72) :

1929	9.960	2.129.654
1935	11.843	1.163.174

Autres huiles comestibles en récipients pesant plus de 10 kg. (73)
(y compris d'arachide) :

1929	35.198	4.165.308
------------	--------	-----------

Huile d'arachides (73-a) :

1931	27.315	2.392.000
1935	24.250	1.545.354

Parmi les **divers autres produits**, nous signalerons encore le froment; en effet, la Suisse, grande importatrice de céréales, s'est adressée parfois, depuis la suppression du monopole des importations de céréales panifiables le 1^{er} juillet 1929, au marché français pour certaines quantités de blé, mais la nature de la production française et son prix, malgré les primes à l'exportation, ne lui permettent pas de concurrencer les blés d'Amérique ou de l'Est européen; et nous en avons ainsi terminé la revue des principales exportations de denrées alimentaires françaises en Suisse.

Ces exportations comprennent donc essentiellement des produits ruraux, parvenant directement, sans transformation industrielle, sur le marché helvétique, qui se trouve être pour plusieurs de ces marchandises le meilleur débouché; en plus de la valeur intrinsèque de ces exportations, il faut retenir que la Suisse, obligée certes de s'approvisionner à l'étranger, et notamment en France, son deuxième fournisseur, joue un rôle d'autant plus important qu'elle permet au travail du paysan français de trouver un débouché rémunérateur.

La valeur des denrées alimentaires exportées, après une augmentation continue de 1923 à 1928, diminua considérablement de 90,1 millions de francs en 1929 à 38,4 mil-

lions de francs en 1936; après avoir remarqué que cette diminution tient en grande partie à la baisse des prix, mais aussi à une chute des quantités exportées, on doit constater que cette diminution n'est pas due seulement aux effets généraux de la crise, mais marque un recul des exportations françaises au profit d'autres pays.

Par leur nature, quelques-unes des exportations examinées ont un caractère somptuaire et subissent, par conséquent, la diminution du pouvoir d'achat de la population suisse ainsi que la réduction de la fréquentation hôtelière de la Suisse par une riche clientèle; d'autres se sont trouvées en présence du développement de la production indigène bénéficiant de la protection douanière des contingents et des taxes, d'autant plus que les milieux agricoles manifestent une tendance vigoureuse au nationalisme économique sans tenir compte du prix de revient des divers produits; pour d'autres enfin, la concurrence des autres pays étrangers sur le marché suisse s'est fait particulièrement ressentir soit pour les prix, soit par la nature, la qualité et la présentation des produits; il faut particulièrement retenir l'activité déployée par l'Italie ainsi que l'intervention des pays de l'Est européen qui, se détournant de la culture céréalière, s'adaptent peu à peu à la polyculture, et, adoptant les méthodes les plus modernes, offrent dans des conditions favorables leur nouvelle production sur le marché suisse; ils mettent encore à profit le jeu des différents accords monétaires achetant les produits fabriqués suisses contre la vente de leurs produits agricoles.

Parmi ces facteurs, qui ont une influence néfaste sur les exportations de denrées alimentaires en Suisse, quelques-uns n'auront que la durée passagère de la crise; mais d'autres ont un caractère permanent et nécessitent de la part de la France un effort plus grand, qui devra porter sur le prix et sur les produits eux-mêmes en améliorant

la technique de la production et la technique de l'exportation (17).

En poursuivant méthodiquement l'amélioration technique de ses exportations, qui lui permettront par exemple de présenter des produits conformes aux mesures de police sanitaire et à la réglementation de la vente des denrées alimentaires particulièrement strictes édictées par la Suisse, la France, bénéficiant de l'expérience de ses anciennes relations commerciales, de sa proximité territoriale, de la qualité et de la diversité de ses produits, doit maintenir et augmenter ses exportations de denrées alimentaires vers le marché suisse, qui lui a toujours marqué sa faveur.

(17) Cette nécessité de perfectionnement a d'ailleurs été nettement ressentie en France, comme le prouvent par exemple ces conclusions, adoptées par le Congrès de la standardisation des fruits et primeurs (Paris, 23-25 octobre 1930), et que nous citons, car la méthode indiquée conserve toute sa valeur, notamment pour travailler le marché suisse :

« En vue de revaloriser les exportations françaises de fruits, de légumes et de primeurs sur les marchés étrangers, le Congrès estime nécessaire :

» 1^o De produire des fruits et des légumes sains, choisis dans des variétés spécialement désignées par le Congrès, compte tenu des désirs des marchés de consommation, et toutefois susceptibles d'être modifiés à l'usage, au fur et à mesure que ces marchés pourront révéler des tendances nouvelles;

» 2^o De consacrer la valeur commerciale et la présentation des fruits, légumes et primeurs, en généralisant l'adoption des standards de qualité, des standards d'emballages et des standards d'appellation, approuvés par le Congrès;

» 3^o D'aider, avec la collaboration des Chambres de Commerce et des Chambres d'Agriculture, à la naissance et au développement de collectivités agricoles ou de firmes commerciales susceptibles d'organiser régionalement l'exportation standardisée, de veiller à cet effet à ce que se créent des marques qui constituent par elles-mêmes un engagement et un contrôle et soient une garantie pour les destinataires;

» 4^o De poursuivre l'étude des questions de standardisation, de la production et l'exportation des fruits, des légumes et des primeurs, en les orientant vers une standardisation par pays de destination;

» 5^o De doter un service phytopathologique français des moyens d'action lui permettant d'organiser, notamment dans les productions fruitières et horticoles, la lutte contre les parasites et les maladies des cultures. » (B.M.C.C.F., févr. 1931, p. 30.)

Conformément aux indications statistiques, nous étudierons à cette place **les fourrages**, qui constituent un poste important des exportations françaises en Suisse; en effet, l'alimentation d'un élevage fort développé en Suisse nécessite l'importation de matières fourragères, ce sera le foin que la Suisse importe d'Italie ou de France en plus ou moins grande quantité selon les variations annuelles de la production indigène et la plus ou moins grande liberté que les prix et les mesures de contrôle laissent à l'importation d'autres matières fourragères; les importations de foin ont, par exemple, nettement augmenté de 1933 à 1935, alors que celles de farines, sons et tourteaux diminuaient considérablement. Ce sont les fourrages concentrés : pour une partie, les céréales fourragères, comme l'avoine et le maïs, les importations françaises sont fort restreintes; pour une autre, la farine dénaturée, le son et les tourteaux, les importations françaises ont atteint, surtout de 1929 à 1932, un chiffre fort élevé, car les farines et les sons ont atteint un prix très réduit à cette époque; la farine fourragère, bénéficiant en France de primes à l'exportation, fut offerte, par exemple, en 1930 par les moulins français à raison de 12 francs par 100 kilos livrée franco-frontière, alors que le prix intérieur en France était de 21 à 22 francs; les exportations de ces fourrages concentrés, subissant les effets de la crise agricole suisse, diminuèrent en de très grandes proportions à la suite des interventions de la Confédération en vue de combattre les effets de la crise, qui aboutirent au renchérissement des produits fourragers étrangers en les grevant de droits d'entrée et de taxes diverses en vue de restreindre la production du lait et l'élevage du bétail de boucherie; parmi les nombreuses mesures, on peut citer le supplément de prix introduit sur les farines fourragères à partir du 1^{er} avril 1933 par la Société coopérative pour céréales et fourrages, organisme chargé du contrôle

des importations, un supplément douanier de 1 franc par 100 kilos sur le son qui, en même temps que l'élévation des prix à l'étranger, a fortement réduit les importations de ce produit, le maintenant en dessous des contingents accordés; les tourteaux se virent aussi appliquer en 1935 un supplément de 7 à 9 francs et leurs importations diminuer d'autant plus que le commerce suisse put disposer de quantités importantes de tourteaux d'huile d'arachides de fabrication suisse, alors qu'il n'en était pas ainsi par le passé.

Voici d'ailleurs les chiffres qui fixeront la nature et la quantité des exportations françaises de fourrages en Suisse, mais il convient d'observer que l'année 1929 constitue pour ces produits une année extraordinairement favorable :

Foin (212) :

1929	417.512	5.252.121
1935	408.518	3.037.077

Tourteaux et farine de tourteaux; caroubes (213) :

1929	54.671	1.421.266
1935	82.351	903.569

Son (215) :

1929	81.684	1.434.480
1935	23.774	178.651

Farine pour le bétail, dénaturée (216-a) :

1929	746.773	15.902.456
1935	9.704	58.348

L'amélioration de la situation agricole en Suisse, se traduisant par une réduction des diverses entraves douanières, doit permettre à la France de reprendre sa place dans les exportations de fourrages.

II. — LES EXPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE PRODUITS RURAUX.

Les marchandises groupées sous cette vaste classification constituent la fraction la plus importante des exportations françaises en Suisse et placent la France en tête des principaux fournisseurs de la Suisse en matières premières : la France exporta en 1929 pour 216,1 millions de francs, et en 1935 pour 96,4 millions, alors que l'Allemagne, qui, concurrente directe pour plusieurs catégories de marchandises, se classe au deuxième rang des fournisseurs, exporta, au cours de ces deux années types, pour 177,3 et 82,2 millions de francs suisses.

Hors un petit groupe de produits, comme engrais, semences et paille, destinés à l'agriculture, et quelques autres comme le bois à brûler et une fraction du charbon, destinés directement à la consommation courante, la plus grande partie de cette catégorie d'exportations vient servir de substances à l'activité industrielle helvétique, qui, comme nous l'avons indiqué, ne trouve pas dans le pays même les matières premières nécessaires et se trouve dans l'obligation de se fournir sur les marchés extérieurs. Elle doit donc acheter en France, et la France lui fournit les produits de son sous-sol, comme le charbon, le fer, l'alumine; de son sol, comme l'huile de lin, de colza, bois, matières chimiques brutes; enfin des produits ayant subi une première transformation les rendant aptes à une transformation ultérieure dans l'industrie française et dont une part est achetée par l'industrie suisse comme les textiles, soie, laine, les métaux communs, cuivre.

L'activité industrielle suisse, et par conséquent ses exportations de produits fabriqués, dont une moindre part seulement reste dans le pays, auront une influence directe sur l'intensité des exportations de matières premières destinées à la Suisse. Les exportations françaises (graphi-

que II), après l'accroissement de 1920 (219 millions de francs), ralenti par des mesures de contingentement à la sortie, reprennent immédiatement après la crise de 1921 (103,2 Mo de fr.) et montent régulièrement jusqu'en 1925 (208,2 Mo de fr.), bénéficiant de la faiblesse du franc français; puis, en 1926-1927 (180-181,8 Mo de fr.), elles marquent un léger ralentissement, provoqué : d'une part, par un amenuisement des exportations helvétiques, et, d'autre part, par un accroissement des produits fabriqués d'origine française, qui viennent concurrencer le produit suisse sur son marché intérieur; en 1928-1929, avec 198,3 et 216,1 Mo de fr., elles augmentent nettement, pour diminuer, avec la crise mondiale, qui se fait sentir sur l'activité industrielle suisse, en une chute régulière et rapide jusqu'en 1932 (118,1 Mo de fr.), puis d'une façon plus ralentie jusqu'en 1936 (76,4), car à partir de 1932 l'activité industrielle réduite s'efforce de se maintenir sur le marché intérieur à l'aide de contingentements et sur les marchés extérieurs par une politique de compensation où interviennent les contingentements de matières premières, assez étonnants dans un pays dépourvu de ces produits, mais qui s'expliquent par la nécessité de canaliser les offres de la production et de la surproduction faites à bas prix par les divers pays.

Un rapide examen des principaux postes de cette grande classe de marchandises (tableau V-C) éclairera par quelques détails la nature des exportations françaises.

Un premier groupe de produits, destinés à l'agriculture suisse, se caractérise par la stabilité de la valeur de leurs exportations et la place de principal fournisseur occupée par la France; il comprend :

Les engrais, à côté de quelques engrais mélangés : os, poudre d'os, et des engrais de potasse, ils comprennent surtout des phosphates sous la forme d'engrais préparés :

superphosphates, et essentiellement sous forme de résidus de la déphosphorisation du fer : phosphate, scorie Thomas, qui procurent ainsi un excellent débouché à ce sous-produit de l'industrie du fer et dont les exportations ont encore augmenté ces dernières années, dénotant l'intensification de l'agriculture suisse :

Résidus de la déphosphorisation du fer (166) :

1929	863.600	5.179.612
1935	1.433.049	3.731.783

Engrais de potasse (167) :

1929	156.198	1.386.780
1935	146.846	876.779

La **paille** et autres produits de litière destinés à l'élevage suisse viennent régulièrement non seulement des régions directement voisines; il faut noter un accroissement quantitatif de ces exportations depuis 1930 et un redressement des prix en 1935 :

Feuillée, roseaux, paille, balle de céréales (211-a) :

1929	623.745	4.251.671
1935	1.039.130	4.164.882

Les **semences**, dont la qualité et la sélection réputées font prime sur le marché suisse :

Semences de graminées et graines de trèfles (203) :

1929	4.481	715.575
1935	7.951	720.486

Semences autres (203) :

1929	1.718	504.563
1935	1.484	238.311

Comme il est question d'agriculture, nous allons citer ici toute une série de produits agricoles par leur origine et se classant parmi les matières premières, dont nous nous contenterons d'indiquer les chiffres de 1929 et 1935 en raison de leur moindre importance, mais que nous ne

pouvions cependant négliger dans une analyse des échanges franco-suisse. Parmi les matières animales, il faut noter : les vessies, boyaux, présure (pos. 149) avec 530 et 443 quintaux pour 434.216 et 365.705 fr.; les plumes à lit, nettoyées ou non (pos. 155-a-b), avec 1.217 et 1.720 qm. pour 840.110 et 417.972 fr.; parmi les graisses et huiles à usage industriel : huile de lin (pos. 1.115), avec 2.101 et 16.771 qm. pour 208.660 et 499.434 fr.; huiles végétales de tout genre avec 10.207 et 18.747 qm. pour 977.011 et 592.926 fr., les graisses animales de tout genre, telles que suif, graisse d'os (pos. 1.121) avec 10.126 et 6.705 qm. pour 935.212 et 247.140 fr.

Bien que les forêts suisses fournissent chaque année de grandes quantités de bois, l'importance des besoins, qui ont été particulièrement élevés dans la période de 1925-1932, où l'évolution de l'urbanisme en Suisse se traduit par une activité très ample dans les constructions, oblige ce pays à recourir aux importations qu'il tire surtout des pays voisins : Autriche, Allemagne et France; les exportations françaises concernent essentiellement les essences feuillues, qui sont vendues à la Suisse sous forme de bois à brûler, de bois de construction ou de bois d'œuvre bruts, ce sont là les positions entrant dans les matières premières, mais les exportations de bois s'étendent également aux produits fabriqués : planches, bois de placage, bois d'œuvre sciés, ouvrages en bois ébauchés ou finis; les exportations de ces derniers articles, comprenant surtout des meubles, ont diminué considérablement; elles s'élevaient à 3.273.000 francs en 1929 pour se réduire à 836.000 francs en 1935, par suite des mesures de protection prises en faveur de l'industrie suisse qui put maintenir ses ventes malgré la diminution du pouvoir d'achat et de l'activité de la construction, malgré la situation difficile de l'hôtellerie .

Bois à brûler d'essences feuillues (221) :

1929	638.884	2.225.738
1935	305.294	782.177

Bois de construction et bois d'œuvre bruts :

— de hêtre (fayard) (229-a) :

1929	29.757	164.886
1935	45.799	140.790

— d'autres essences feuillues (229-b) :

1929	126.998	737.049
1935	99.714	550.435

Bois de construction et bois d'œuvre, sciés de long ou refendus, même simplement équarris :

— de chêne (235) :

1929	77.627	1.546.660
1935	5.865	88.506

— d'autres essences feuillues (236) :

1929	57.579	1.263.871
1935	20.622	496.913

Placages de tout genre (241) :

1929	3.005	660.328
1935	3.927	1.218.514

Le **charbon**, que la Suisse, sans ressources en combustible fossile, est obligée d'importer pour sa consommation industrielle et domestique, provient principalement d'Allemagne et de France, en quantité moindre de Hollande, de Belgique, de Grande-Bretagne, qui, avec la dévalorisation du sterling, a amélioré sa position, enfin de Pologne et de Russie; grâce à sa situation centrale, la Suisse a été le tiers bénéficiaire de la lutte que se sont livrée les divers pays producteurs et a pu réaliser des économies sur les livraisons aux prix très bas demandés par les divers pays en concurrence et n'arrivant pas à un accord; cet approvisionnement économique est aussi dans une large mesure une question de transports, et la lutte des divers pays se traduit dans les tarifs des chemins de fer, intéressés au trafic de cette marchandise pondéreuse; les chemins de fer français accordent, par exemple, un tarif spécial :

Rouen-Bâle, en faveur des charbons anglais; Visé-Bâle, pour les charbons hollandais en concurrence avec la navigation rhénane, qui joue un rôle important pour ce transport; les diverses bonifications de région, de saison et de quantité sont appliquées au marché suisse; les mines de la Sarre et du bassin lorrain appliquaient, par exemple, une bonification de zone de 80 francs par 10 tonnes pour la Suisse orientale.

D'une façon générale, les exportations françaises de charbon en Suisse ont suivi l'évolution des importations totales de charbon par la Suisse : accroissement presque continu jusqu'en 1929, suivi d'une diminution lente, les quantités restant supérieures à celles des années 1920-1928, les valeurs, par contre, marquant une baisse très nette.

Les exportations françaises, qui s'élevaient en 1913 à 323.000 tonnes, ont été presque complètement arrêtées en 1920 et 1921 avec 61.000 et 182.000 tonnes par les mesures de restriction à la sortie de France, en raison de l'état de nos bassins houillers; puis, en 1922, les exportations augmentent avec 414.000 tonnes, assurant à la France le troisième rang, pour passer au premier rang en 1923 avec 757.000 tonnes devant l'Allemagne, qui reprend sa première place en 1924, les exportations françaises passant cependant à 761.000 tonnes. En 1925, on est frappé par l'abondance des importations de charbons français; il faut remarquer à ce sujet que, depuis 1925 jusqu'au 1^{er} mars 1935, le charbon en provenance de la Sarre est repris comme charbon français dans la statistique suisse, et que, d'autre part, en cette année 1925, la dépréciation du franc français, à l'instar d'une prime à l'exportation, a entraîné une interversion accentuée, la France étant de nouveau au premier rang, l'Allemagne au deuxième. Mais à partir de 1926 ⁽¹⁸⁾, la France demeure au deuxième rang des fournisseurs de la Suisse d'une façon très stable. En 1926, année de la grève anglaise (1^{er} mai), les exportations fran-

caises ne subissent aucune augmentation, mais diminuent, car le Gouvernement français, pour protéger l'approvisionnement du pays, limite à partir du 1^{er} juillet 1926 jusqu'au 1^{er} janvier 1927 les exportations à destination de la Suisse, sans tenir compte des contrats fixes existants. En 1927, la hausse des exportations est particulièrement sensible, par suite de la nécessité de reformer les stocks épuisés par la grève. En 1929, les exportations atteignent un chiffre record, car l'activité industrielle et les conditions atmosphériques, froid intense en 1928-1929, ont favorisé les achats de charbons. Au cours des années suivantes, notamment 1930-1931-1932, les exportations françaises, comme d'ailleurs l'importation totale suisse, ne subissent pas la diminution que le ralentissement industriel aurait laissé prévoir; c'est que la consommation domestique s'est maintenue, signe du standard de vie élevé de la Suisse que la tendance à augmenter le confort traduit dans l'emploi du matériel de chauffage. Ce facteur a d'ailleurs agi sur toute la période que nous envisageons, car le développement de l'électrification n'a pas cessé de croître en Suisse, notamment dans les chemins de fer fédéraux ou privés, et réduisit une part de la consommation; d'autre part, les différentes industries consommatrices n'ont que

(18) Tableau des importations de charbons en Suisse.

	ALLEMAGNE		FRANCE	SARRE	VALEUR Fr. + Sar. Millions de francs
	Wagons de 10 tonnes	Millions de francs	Wagons de 10 tonnes	Wagons de 10 tonnes	
1925.....	92.531	40,7	121.828		55,9
1926.....	104.943	44,4	57.056	38.859	39,8
1927.....	118.571	51,0	63.849	44.304	45,3
1928.....	123.605	52,6	67.380	40.689	43,2
1929.....	157.550	68,3	71.927	44.449	48,3
1930.....	142.333	62,5	62.993	44.372	44,6
1931.....	148.690	64,3	75.396	42.175	41,6
1932.....	141.749	51,1	62.991	36.910	38,7
1933.....	138.883	42,1	52.422	39.725	28,2
1934.....	128.471	37,5	52.643	39.338	24,5
1935.....	177.584	43,4	55.826		14,7
1936.....	185.969	48,0	51.292		13,1

faiblement augmenté leur consommation jusqu'en 1929, l'utilisation et le rendement du charbon ayant été perfectionnés, différentes branches maintiennent cependant leurs achats jusqu'en 1932 : ciment, chaux, tuile et industrie chimique; le rôle de la consommation domestique se voit, par contre, dans l'augmentation de la production des usines à gaz, qui développent non seulement leur clientèle urbaine, mais s'étendent vers la campagne. L'importance considérable et la constance en face de la crise de l'importation de charbons a suggéré l'idée d'employer cette capacité d'achat à favoriser l'exportation de marchandises suisses. Aussi, par arrêté fédéral du 6 mai 1932, la Suisse soumet les combustibles à un contingentement dans le but de servir au trafic de compensation. L'Office central pour l'importation des charbons à Bâle fut chargé de répartir les contingents selon les orientations du gouvernement, et dut mettre en 1933 les importations au service du tourisme germano-suisse; cette réduction de la liberté d'action des importateurs entraîna des réclamations de la part des exportateurs français qui voyaient ainsi leur part respective menacée ou diminuée, et suscita l'intervention des représentants français en Suisse. Les exportations de charbons français en Suisse, provenant principalement des mines du Nord, du Pas-de-Calais et de Lorraine, comprennent diverses espèces : houille, briquettes de houille, coke de mine et de gaz, et sont destinées aux divers consommateurs suisses : particuliers, industrie, production du gaz (les usines à gaz ont employé : en 1929, 45.985 tonnes, et, en 1933, 34.000 tonnes de charbons français).

Les exportations françaises de charbons vers la Suisse, bien qu'elles ne comprennent plus la part importante de la Sarre, doivent rester un poste important de notre trafic avec la Suisse, qui a besoin de cette matière première et a intérêt à s'adresser à plusieurs marchés, si le prix de revient et les frais de transport maintiennent notre con-

currence vers cette région et permettent de compenser une partie de nos importations de cette même marchandise.

Houille (643-a) :

1929	9.360.978	38.389.391
1935	3.949.018	9.402.806

Coke (645) :

1929	1.304.112	5.544.063
1935	1.180.170	3.064.239

Briquettes de houille (646-a) :

1929	966.357	3.885.713
1935	394.662	1.112.645

Pour le **fer** comme pour le charbon, la Suisse dépend entièrement de l'étranger et doit s'adresser aux pays producteurs les plus proches pour ne pas grever les prix de ces marchandises pondéreuses des frais de transport trop élevés; aussi la France, après avoir retrouvé le bassin lorrain, est-elle devenue le principal fournisseur de la Suisse en fer et aciers bruts, dont nous indiquons ci-dessous les importations totales ainsi que celles venant de France en 100 tonnes pendant la dernière décade.

IMPORTA- TION	1913	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Totale ...	1.229	1.239	1.240	1.747	1.743	1.497	1.328	1.082	1.523	1.559	977	1.120
de France	363	882	795	1.364	1.131	1.123	1.103	867	1.174	1.213	579	605

Outre le fer et l'acier bruts, la France exporte en Suisse une grande quantité de produits semi-ouvrés dont la fabrication ne pourrait être rentable en Suisse, et que l'industrie suisse se procure auprès de la sidérurgie française, ce sont les divers produits laminés du fer, comme fer en barres, fer plat et fer carré, fers spéciaux, tôle de fer, rails de chemin de fer. Les exportations de fer brut et des produits mi-fabriqués ont varié selon l'évolution des diverses branches d'industrie consommatrices en Suisse : d'une part, l'industrie des machines qui travaille en grande par-

tie pour le marché extérieur; d'autre part, l'industrie de la construction et du bâtiment tournée plus particulièrement vers le marché intérieur qui s'est montré encore assez résistant ces dernières années, où le rééquipement et la modernisation de la Suisse se traduisirent dans les bâtiments et les nouvelles installations d'énergie électrique, et absorbèrent de grandes quantités de fer.

Rappelons que, pour la vente sur le marché suisse, les diverses réglementations cartellaires internationales ont joué, et ainsi certaines oscillations enregistrées pour le fer dans la constellation des fournisseurs de la Suisse résultent parfois du fait que le cartel international de l'acier brut, qui englobe les aciéries françaises, fixe des cotes d'exportation. Les exportations françaises de fer, après avoir marqué dans la baisse commencée en 1929 un temps d'arrêt en 1933-1934, causé par la formation de stocks chez les industriels suisses par suite des incertitudes politiques, ont considérablement diminué en 1935, parallèlement au recul général des importations helvétiques qu'il faut attribuer, alors que la production internationale est en augmentation, à une diminution d'activité de la construction et une stagnation dans l'industrie des machines; il faut signaler encore que les exportations françaises de fer avaient été jusqu'en 1934 de beaucoup supérieures à celles de l'Allemagne, tandis que, en 1935, elles leur sont devenues inférieures de 2 millions de francs; ce déplacement, qui s'est opéré dans la catégorie des produits semi-fabriqués, peut s'expliquer en partie par le retour de la Sarre à l'Allemagne, d'autre part, par la nécessité où se trouve l'Allemagne d'exporter pour avoir des devises étrangères ou tout au moins pour régler une partie de ses dettes à la Suisse.

Avec l'année 1936 et les années qui suivent, les exportations de fer vers la Suisse doivent reprendre, car le facteur qui a influé dans les autres pays, le réarmement, va

aussi se faire sentir en Suisse, où l'emprunt de défense nationale, si brillamment souscrit en 1936, sera en partie employé à des commandes à l'industrie indigène, qui pour ses matières premières aura recours au fournisseur étranger traditionnel : la France.

Les chiffres suivants préciseront les principales catégories d'exportations françaises de fer en Suisse.

Fer brut en gueuses, etc.; acier brut en billettes, etc. (710-a) :

1929	1.150.612	12.683.438
1935	579.241	3.621.465

Fer rond, forgé ou laminé à chaud de moins de 75 mm. de diamètre (714-a-b) :

1929	273.490	4.230.146
1935	93.240	817.563

Fer à filer (forgis) en torches; d'un diamètre supérieur à 5 et inférieur à 13 mm. (715) :

1929	146.276	2.236.779
1935	94.892	1.135.244

Fer plat, fer carré, forgé ou laminé à chaud. Blocs et lopins dont la section a une surface inférieure à 36 cm² (718-a-b) :

1929	211.547	3.243.824
1935	142.327	1.228.186

Fers spéciaux (T, I, U, Z, fers ovales, etc.) présentant en section une dimension maximum :

— de 12 cm. ou plus (719) :

1929	339.944	4.636.330
1935	110.030	1.025.636

— de 6 à 12 cm. (720) :

1929	134.688	2.001.747
1935	50.919	510.514

Tôle de fer, non percée, non cintrée : brute, plombée ou zinguée :

— de 10 mm. ou plus d'épaisseur; tuyaux de tôle ondulée bruts (725) :

1929	81.543	1.370.176
1935	36.038	442.621

— de 3 à 10 mm. (726) :

1929	111.902	1.906.488
1935	71.896	928.066

Tôle d'acier :

— brute (730-b) :

1929	72.331	1.633.940
1935	52.334	676.537

— étamée (fer-blanc), plombée, zinguée (731) :

1929	12.819	531.408
1935	29.171	761.784

Rails et traverses de chemins de fer pesant 15 kg. ou plus par mètre courant (733) :

1929	286.217	4.033.770
1935	94.247	1.148.113

Les exportations françaises en Suisse comprennent également une certaine quantité d'autres métaux communs, parmi lesquels le cuivre, que la Suisse utilise surtout pour son industrie électrique, tient la place la plus importante; mais il faut noter que les échanges franco-suisse concernant cette matière première sont équilibrés, car la France achète aussi du cuivre à la Suisse; d'ailleurs, si nous considérons le total des exportations françaises de cuivre et de produits en cuivre à destination de la Suisse, nous constatons qu'il est inférieur au total des importations identiques de Suisse en France.

Cuivre pur et alliage en barres, saumons, planches, disques (815) :

1929	8.527	2.024.388
1935	1.122	82.293

Cuivre pur et alliage, battus, laminés, étirés en barres (817) :

1929	13.082	2.946.711
1935	12.347	1.187.568

Exportations totales de cuivre et objets en cuivre :

— de France en Suisse :

1929	38.161	9.512.871
1935	16.499	2.019.018

— de Suisse en France :

1929	46.874	10.310.023
1935	36.108	3.511.620

L'industrie de l'aluminium, grâce aux importantes ressources d'énergie électrique, est très fortement installée en Suisse, mais elle est obligée de s'adresser à l'étranger pour ses approvisionnements en matières premières; aussi la France, qui, avec ses gisements de bauxite en Provence est un des premiers producteurs, lui fournit-elle d'importantes quantités d'alumine calcinée. Avec la reprise des importations d'alumine en Suisse à partir de 1934, la France a confirmé son rang de premier fournisseur, devant l'Allemagne qu'elle a surclassée en 1931, à l'égard de la Suisse, qui, d'ailleurs, est de beaucoup le plus gros consommateur d'alumine de provenance française, avec les 174.373 quintaux de 1935, représentant le 64 p. 100 de l'exportation française.

Les liens entre la France et la Suisse sont donc très étroits dans cette branche; ils se confirment encore par la collaboration des deux pays au sein du cartel international de l'aluminium, dit Alliance Aluminium C^o S. A., à Bâle, afin de réglementer la production et la vente de l'aluminium.

Sous la rubrique **matières chimiques brutes**, nous trouvons principalement les substances destinées à l'industrie suisse des couleurs et vernis, puisque y sont rassemblés : colophane, poix et essence de térébenthine. Mais alors que pour la colophane nous voyons, avec l'augmentation des importations suisses, les exportations de la France, de beaucoup le principal fournisseur de la Suisse, reprendre depuis 1932; que pour les résines molles, importées aussi chaque année en plus grande quantité, nous voyons la France prendre une place de plus en plus marquée, au quatrième rang en 1935, assurant un dixième des importations totales après l'Allemagne, le Mexique et le Venezuela, il faut malheureusement constater que la France a complètement perdu de 1929 à 1935 le marché suisse pour ses exportations de térébenthine dont les conditions de vente

(prix et frais de transport) ont permis à la térébenthine espagnole de s'affirmer d'année en année jusqu'à élimination totale du produit français. Un effort de la France, momentanément aidé par certains événements politiques, devrait permettre une reprise de nos exportations (19).

Résines solides pour usages industriels. Colophane (989) :

1929	23.509	1.041.028
1935	37.157	708.616

Résines molles pour usage industriel. Poix non travaillée; brai sec (991) :

1929	7.665	88.957
1935	44.084	391.863

Essence de térébenthine (995) :

1929	23.460	2.173.917
1935	224	10.621

La France exporte encore de nombreuses et diverses matières premières; cependant nous nous contenterons de citer les chiffons et déchets divers servant à la fabrication du papier (25.317 et 29.311 quintaux pour 663.335 et 588.427 francs en 1929 et 1935) avant de passer à une catégorie de marchandises fort importantes par leur valeur et leur place dans le trafic franco-suisse et par l'activité des industries intéressées aussi bien en France qu'en Suisse : les textiles, c'est-à-dire la laine et la soie. Certes, la France n'est plus un grand pays producteur ni pour la laine ni

(19) Importations suisses d'essence de térébenthine (quantités en 10 tonnes, valeur en millions de francs).

Année	Importations					
	Totales		d'Espagne		de France	
1928	320	3,0	54,7	0,50	261,7	2,43
1929	343	3,2	93,5	0,87	234,6	2,17
1930	407	3,5	120,9	1,03	277,8	2,34
1931	477	3,7	218,0	1,63	243,2	1,91
1932	357	2,6	200,1	1,43	110,3	0,84
1933	360	2,5	283,3	1,97	—	—
1934	360	1,9	312,1	1,66	—	—
1935	380	1,8	351,1	1,67	2,2	0,01
1936	391	1,9	164,4	0,76	—	—

pour la soie, mais son commerce et l'organisation complète de son industrie font en sorte qu'elle continue à jouer un grand rôle dans la transformation des matières brutes en produits semi-ouvrés qui viendront alimenter non seulement sa propre industrie, mais encore diverses industries étrangères, comme c'est le cas pour la Suisse.

La laine est achetée par la Suisse sous forme de laine brute, lavée, teinte, principalement à l'Australie et à l'Argentine, mais aussi à la France, dont les exportations paraissent minimales à côté de celles des deux pays précédents; par contre, pour le trait, la France est le fournisseur le plus important, et de beaucoup, ces dernières années, où, depuis 1934, l'Allemagne a disparu du marché suisse, et où l'accroissement des importations suisses depuis 1932 a permis à la France de s'affirmer davantage :

Laine brute, lavée, teinte (455) :

1929	5.077	2.220.082
1935	7.373	1.313.163

Trait (laine peignée) (487) :

1929	3.839	3.621.674
1935	15.213	6.078.631

La soie figure dans les exportations de matières premières françaises en Suisse sous forme : d'une part, de soie écruë : organsin et trame; d'autre part, de déchets et peignée.

Il est peu d'exportations qui aient eu à ressentir aussi violemment les effets de la crise mondiale dont les conséquences furent désastreuses pour l'industrie suisse de la soie, obligée d'arrêter ses métiers devant la mévente à l'étranger; la chute des prix est aussi venue paralyser le commerce intermédiaire auquel se livrait la Suisse et a énormément réduit la fabrication de la schappe, de moins en moins rentable. L'extension prise par la fibre artificielle dans le tissage a aussi considérablement ralenti le commerce de la soie; la France vend d'ailleurs une certaine quantité de soie artificielle en Suisse. Ces diverses cir-

constances expliquent la baisse considérable des exportations françaises d'organsin et de trame, qui ont toujours été de beaucoup inférieures aux exportations italiennes en Suisse, et que les événements politico-économiques en Italie, en 1933, ont légèrement favorisées. Les exportations de déchets de soie et de peignée, destinées aux filatures de schappe, se sont également effondrées en 1931-1932 par suite de l'avilissement des prix de la soie; les entreprises suisses ont, au cours des années suivantes, arrêté leur fabrication ou se sont transformées pour l'utilisation d'autres textiles; elles ont en même temps arrêté certaines fabriques sises en France; il faut, en effet, noter qu'une majeure partie des peignées exportées de France en Suisse venaient d'exploitations que les industriels suisses avaient établies en France. L'organisation et la situation de l'industrie mondiale de la soie dans laquelle la France et la Suisse ont joué un très grand rôle, ne permettent pas d'espérer que, même avec une amélioration de la conjoncture, le commerce franco-suisse de la soie naturelle retrouve l'intensité d'avant guerre; mais il doit cependant se redresser au-dessus du niveau actuel, comme le laisse entrevoir d'ailleurs une reprise sur les déchets depuis 1934.

Déchets de soie (434) :

1929	4.638	1.203.373
1933	2.237	233.748

Peignée (435) :

1929	10.667	21.152.690
1933	3.720	2.887.118

Organsin (438-a) :

1929	1.372	9.692.414
1933	560	918.125

Soie artificielle non accommodée pour la vente en détail :

1929	4.737	9.172.582
------------	-------	-----------

— brute, soie viscosé (446-a-1) :

1933	1.795	895.463
------------	-------	---------

— autre, telle que soie à l'acétate, au cuivre (446-a-2) :

1933	1.372	1.129.456
------------	-------	-----------

L'analyse, qui vient d'être consacrée à la longue liste des matières premières exportées de France en Suisse, a permis de souligner les liens économiques étroits entre les deux pays : les industries suisses, ne trouvant pas sur leur territoire les matières premières, s'adressent à l'activité productrice de la France, qui les fait bénéficier de ses multiples ressources, et bien qu'au cours de la période envisagée la concurrence des prix, provoquée par la surproduction, ait parfois désavantagé les exportations françaises, la France n'en est pas moins restée le premier fournisseur de la Suisse pour cette catégorie de marchandises, profitant soit de sa situation privilégiée sur le marché européen (fer, alumine), soit de sa situation géographique, restreignant ainsi les frais de transport, soit de l'ancienneté et de la cordialité des relations commerciales entre les deux pays.

La reprise de l'activité industrielle en Suisse, les conséquences de la dévaluation simultanée sur les prix des marchandises, auraient dû permettre aux exportations françaises de matières premières produites directement en France d'augmenter. Mais les conditions de la production française ne lui ont pas permis de suivre dans toute son ampleur la progression des importations suisses de matières premières, qui sont passées de 405,4 Mo fr. s. en 1936 à 669,1 en 1937.

III. — LES EXPORTATIONS DE PRODUITS FABRIQUÉS.

La Suisse, bien qu'elle soit un pays d'activité essentiellement transformatrice et industrielle, importe cependant une grande quantité de produits fabriqués, soit parce qu'elle ne les fabrique pas pour des raisons techniques ou commerciales (comme par exemple l'exiguïté de son marché indigène ne permettant pas le grand rendement néces-

saire à la rentabilité de certaines industries modernes, la part prépondérante de la matière première et non pas du travail dans le prix de revient des produits), soit qu'elle achète à l'étranger des produits bon marché destinés à sa consommation courante, tandis qu'elle fabrique un produit cher et de qualité principalement absorbé par le marché extérieur, soit qu'elle se procure des marchandises considérées comme produits fabriqués, mais qui en fait sont à l'état intermédiaire et auxquels elle fait subir une transformation définitive avant de les jeter sur le marché indigène ou de les réexporter.

La France, grand pays exportateur de produits fabriqués, va naturellement en exporter une part à destination de la Suisse, mais elle n'est que le second fournisseur de ce pays avec 229,6 millions de francs en 1926, année exceptionnelle, 183,3 millions en 1929 et 72,7 millions en 1935, tandis que l'Allemagne s'assure la première place, et avec une avance considérable, ayant exporté : en 1926, 315,5 millions de francs; en 1929, 483,8 millions, et, en 1935, 248,4 millions.

Le produit fabriqué français se trouve sur le marché suisse en face d'une double concurrence : d'une part, dans un certain nombre de branches, il se trouve en présence de la production indigène qui, au point de vue de la qualité, du fini, de la précision et même de l'adaptation à la mode — éléments caractéristiques de la production française, — arrive à soutenir la comparaison ou même à dépasser le produit français (industrie de la soie, mécanique de précision); d'autre part, il se trouve en présence des exportations étrangères, qui viennent s'opposer en rivales beaucoup plus que dans les autres classes de marchandises; cette concurrence s'exerce surtout sur les articles courants et de grande production et se fait sentir dans les diverses branches, selon l'équipement industriel des pays : ainsi, l'Allemagne pour tous les produits, la

Grande-Bretagne pour les textiles, la Belgique pour la métallurgie et la verrerie, etc.

De l'article de luxe ou cher à l'article courant ou bon marché, les articles français se sont toutefois toujours assuré un bon débouché en Suisse, grâce à leur spécialisation, leur qualité, leur bienfacture, grâce à leur adaptation au goût et aux besoins des Suisses, assez semblables aux nôtres du reste, grâce aux efforts conséquents de nos industries exportatrices conseillées par les organismes d'expansion commerciale. A ces facteurs, il faut encore en ajouter un essentiel : le prix; en effet, si un pays comme la Suisse, avec son pouvoir d'achat élevé et par suite du large standard de vie de sa population, se permet, pour certains de ses achats, de ne pas placer au premier rang des considérations le prix en lui-même, il n'en va pas ainsi pour la majorité des produits, d'autant plus qu'elle voit affluer sur son marché la production des divers pays concurrents, disposant avec l'aide de la technique moderne d'un équipement industriel capable de satisfaire les besoins les plus divers et même de produire bien au-delà, et que par conséquent ils s'efforcent, pour écouler leur production et en favoriser la vente sur un marché, de l'offrir au prix le plus bas, à moins d'entente internationale entre les principaux producteurs; l'acheteur sera naturellement porté à favoriser les produits offerts au meilleur prix, sans tenir compte des raisons de ces bas prix, primes à l'exportation, monnaie dépréciée, conditions du prix de revient jusqu'au jour où le déséquilibre dans les relations commerciales internes ou internationales du pays menace toute son activité et provoque l'intervention nécessaire de l'Etat.

Le facteur prix joua d'ailleurs un rôle prépondérant au cours de l'évolution des exportations françaises en Suisse de produits fabriqués (graphique II). En 1920, subissant l'élan général de la reprise d'après guerre, les exporta-

tions de produits fabriqués s'élèvent au niveau maximum de 279 millions de francs suisses et dépassent largement les matières premières, mais il faut considérer qu'une fraction de ces produits ressortissait au commerce intermédiaire et ne relevait pas de la production française à proprement parler. Avec l'année 1921 et la crise d'alors, les exportations s'effondrent à 129 millions pour continuer à descendre en 1922 à un niveau inférieur aux matières premières. De 1922 à 1926, les exportations reprennent une marche ascensionnelle continue, dépassant en 1925 et 1926 à nouveau les matières premières.

Cette augmentation des exportations de produits fabriqués s'explique, certes, par les modalités générales du commerce international à cette époque, mais c'est au facteur « prix », alors favorable à l'acheteur suisse par suite de la dépréciation du franc français à l'égard du franc suisse, qu'il faut attribuer la proportion grandissante des produits fabriqués dans les exportations françaises en Suisse dont les produits fabriqués arrivent à constituer presque la moitié en 1926 avec 46,3 p. 100, en même temps que les exportations françaises atteignent en 1926 le 20 p. 100 des importations suisses; l'année 1926 est d'ailleurs absolument caractéristique, les exportations françaises de produits fabriqués passent de 210,6 à 229,6 millions de francs, alors que les importations totales de la Suisse marquent une tendance à la baisse.

A partir de 1927, les exportations de produits fabriqués entrent dans une phase, où, d'année en année, elles vont diminuer; avec la stabilisation de 1927, la prime à l'exportation résultant des variations monétaires disparaît, les exportations diminuent alors de 30,8 millions, cédant à nouveau devant la concurrence des autres pays étrangers sur le marché suisse; de 1927 à 1930, les exportations continuent à diminuer plus en valeur qu'en volume, le cours des marchandises étant à la

baisse; par contre, les divers pays concurrents augmentent sensiblement leur part aux importations helvétiques de produits fabriqués. Cette tendance divergente des exportations françaises et de celles des pays étrangers vers la Suisse se poursuit au cours du mouvement général de baisse provoqué par la crise mondiale. En même temps, le pourcentage des produits fabriqués, par rapport au total des exportations, passe de 37,7 p. 100 en 1930 à 33 p. 100 en 1932. Les autres Etats concurrents, ressentant plus violemment qu'en France les effets de la crise et se trouvant devant une surproduction considérable, font un grand effort sur le marché suisse avec des prix de plus en plus bas, au point qu'en 1932, devant l'afflux des produits étrangers, la Suisse se voit dans l'obligation de prendre des mesures de défense économique, à l'égard de tous les pays d'ailleurs, et cela se traduit par une nouvelle réduction des exportations françaises. Ensuite, de 1932 à 1935, les exportations françaises continuent à diminuer, mais beaucoup plus lentement; au milieu de la complexité des échanges extérieurs entraînée par les mesures de contingentement et les difficultés des paiements, les exportations françaises, malgré leur réputation et leur caractère de cherté, arrivent à maintenir leur coefficient, bénéficiant de l'identité de la situation financière des deux pays et de la plus grande facilité de circulation des produits et de l'argent entre eux; on peut estimer aussi qu'un effet accessoire des contingentements a été de maintenir la participation de certaines exportations françaises qui auraient couru le risque de se voir submerger par l'afflux des produits à bon marché d'autres pays, malgré les lourds sacrifices que s'imposaient les industries exportatrices pour maintenir leur présence en Suisse. Le développement de la politique autarcique en Allemagne venant entraver certaines de ses exportations à destination de la Suisse, les effets de la dévaluation

venant compenser une augmentation du coût de production qui aurait pu être dangereuse pour le commerce extérieur, laissent entrevoir un accroissement des exportations de produits fabriqués en France à destination de la Suisse. Cette évolution générale des exportations de produits fabriqués, ainsi que l'influence des divers facteurs signalés, se retrouvent dans chacune des grandes catégories d'articles dont on peut suivre le développement sur le tableau V-B; nous allons d'ailleurs avoir l'occasion de le constater au cours de la rapide revue suivante consacrée à fixer ces diverses catégories.

Articles de cuir : Les exportations françaises de cuirs et peaux réalisent encore aujourd'hui un chiffre d'affaires notable avec la Suisse, bien qu'inférieur, comme de tout temps, à celui de l'Allemagne; cependant, elles ont subi une baisse considérable depuis 1929, explicable non seulement par l'effritement des prix, mais encore par l'élimination de certains articles. Ces exportations comprennent, en effet : les peaux préparées pour la pelletterie; celles-ci maintiennent leur volume, mais subissent nettement l'influence déprimante des prix; les cuirs et peaux travaillés, ils n'intéressent pas directement l'industrie de la chaussure, qui s'adresse surtout aux tanneries indigènes ou aux tanneries allemandes et ne demandent à la France qu'une certaine quantité de cuirs de semelle croupons; les articles finis en cuir, ici la diminution est la plus considérable, car si les gants de peau se maintiennent par leur qualité et par leur adaptation à la mode, fidèlement suivies par l'industrie grenobloise, malgré la concurrence de l'article courant et bon marché tchécoslovaque et l'article indigène plus cher, les divers ouvrages finis en cuir (tels la maroquinerie, les ouvrages montés de sellerie) marquent déjà une diminution nette; les chaussures ont, elles, presque complètement disparu; en 1929, c'était encore 915.000 paires de chaussures et de

pantoufles diverses pour 3.465.000 francs; ce n'était plus que 83.000 paires pour 193.000 francs en 1935, diminuant d'année en année de 679-624-245-134 à 97.000 paires. Les exportations françaises ne purent se maintenir : d'une part, contre la concurrence des usines tchèques et allemandes, livrant une marchandise courante à des prix très bas; d'autre part, en 1932, à la suite des mesures de protection de l'importante industrie indigène (droits relevés le 15 décembre 1931, contingentements), contre le produit de qualité helvétique dont les prix tendaient à s'équilibrer avec le produit français :

Cuirs et peaux, tannés, corroyés; en poil, pour ouvrages de sellier ou de pelletier, etc. (173) :

1929	153	1.176.863
1935	148	755.038

Cuirs et peaux de tout genre non dénommés ailleurs (184) :

1929	1.300	3.040.964
1935	1.723	1.387.68

Gants de peau (202) :

1929	69	1.045.627
1935	75	623.924

Ouvrages en papier : Cette rubrique, à côté de quelques articles ressortant à l'industrie du papier et du carton, papier et carton ayant ou n'ayant pas subi une main-d'œuvre depuis leur fabrication (1929, 1.045.000 fr.; 1935, 608.000 fr.), dont le principal poste est constitué par les papiers préparés chimiquement et les papiers sensibilisés; ouvrages de relieur et cartonnages comme sacs en papier, livres de commerce, agendas, calendriers, etc. (1929, 724.000 fr. 1935, 298.000 fr.), comprend essentiellement les produits de l'imprimerie et des arts graphiques, que la statistique suisse relève : d'une part, comme papier et carton imprimés (1929, 1.260.000 fr. 1935, 575.000); d'autre part, comme livres, revues, estampes (1929, 4 millions 923.000 fr.; 1935, 4.409.000 fr.). Dans nulle autre bran-

che économique, l'influence des facteurs généraux politiques, mais surtout culturels, ne se fait sentir plus fortement que dans celle qui comprend ces véhicules de la pensée que sont journaux, revues, livres et tableaux; les affinités intellectuelles des deux pays, la diffusion de la langue française, langue maternelle d'une fraction importante de la population (830.000 hab.), assurent un vaste rayonnement à la production de la pensée française; ce rayonnement s'étend d'ailleurs à tout le pays, car c'est dans toute la Suisse que se manifeste le souci et le goût des choses de France.

Bien que la presse suisse de langue française connaisse un beau développement et dispose par ses correspondants d'informations multiples sur toute l'activité française, les journaux français comptent un fidèle noyau d'abonnés et de lecteurs, auxquels on s'efforce de faire parvenir dans les meilleures conditions de temps et de prix leurs quotidiens; l'édition suisse manifeste également une activité d'autant plus louable que la clientèle est restreinte, et fait paraître chaque année un bon nombre d'ouvrages en français (633 en 1932, un chiffre record, 472 en 1933); cependant, les libraires suisses vendent une quantité importante de livres français, ayant trait à tous les domaines; signalons en passant que plusieurs maisons suisses d'édition développent également leur activité en France, comme Payot, Attinger. En considérant les variations des exportations françaises de journaux, revues et livres, il est heureux de constater que, dans cette branche, les variations, sous l'influence des phénomènes économiques, sont très atténuées, et que la sèche statistique commerciale elle-même traduit l'existence des solides et étroites relations intellectuelles et culturelles des deux nations reposant sur leur idéal commun de démocratie et de liberté.

Il faut encore ranger sous cette rubrique une autre pro-

duction du travail intellectuel, mais beaucoup plus sensible à la situation économique : les tableaux; les travaux des maîtres français modernes ou de leurs écoles jouissent en Suisse de l'estime d'un groupe d'amateurs éclairés, et chaque année des œuvres de peintres français ou de peintres suisses qui forment à Paris une véritable colonie, comme en témoigne chaque hiver l'exposition dans les salons de la Légation de Suisse en France, prennent le chemin des collections privées ou publiques de la Suisse.

Avant de donner les quelques indications statistiques, remarquons que seuls les journaux de mode, soumis à un droit de douane assez élevé, sont retenus sur les relevés de la statistique (1935, 438 qm., 409.664 fr.) et qu'une bonne part des livres et tableaux ne tombent pas sous le contrôle douanier :

Livres imprimés (321) :

1929	43.237	3.342.041
1935	16.812	3.516.139

Tableaux encadrés ou non (328-329) :

1929	114	1.377.529
1935	70	746.436

L'industrie textile française, groupant les diverses branches de la fabrication et de la confection de la soie, de la laine et du coton, s'assure la place prépondérante dans les exportations vers la Suisse et, par là même, on y retrouve plus nettement l'évolution générale que nous avons retracée ci-dessus pour l'ensemble des exportations de produits fabriqués; en effet, depuis 1926, elles marquent une diminution ininterrompue, provoquée et par l'offre à des prix inférieurs faite par les industries étrangères concurrentes, allemandes et anglaises, et par la protection accordée à partir de 1932 à l'industrie indigène.

Les cotonnades, qui rassemblent les différents produits de l'industrie du coton : filés, tissus, broderies, passementerie, bonneterie, confection, ne font apparaître la France

qu'en troisième position pour les exportations en Suisse, qui importe surtout des articles anglais (1929, 41 millions 181.000 fr. s.; 1935, 15.853.000 fr. s.) et allemands (1929, 23.863.000; 1935, 18.653.000). Les exportations françaises se répartissent sur les articles les plus divers, et nous nous bornerons à retenir les indications statistiques concernant les postes les plus marquants : dans la catégorie des filés de coton, il ne convient de relever qu'une spécialité, pour laquelle la France est d'ailleurs le principal fournisseur de la Suisse, ce sont les fils accommodés pour la vente au détail; dans la catégorie des tissus, seuls les imprimés lourds conservent encore, en 1935, un chiffre élevé, tandis que d'autres, les tissus veloutés, façonnés, ont subi des diminutions considérables, comme d'ailleurs les dentelles et les articles de bonneterie et de confection. Cette dernière catégorie d'articles, bonneterie (gants, bas), qui représentait 541.000 fr. en 1929 en plus que 121.000 en 1935, confection (lingerie, vêtements d'hommes et de femmes) qui représentait 2 millions 684.000 fr. en 1929 et plus que 561.000 en 1935, ne donne pas à la France la place de premier fournisseur de la Suisse que l'influence de la mode et du goût aurait pu laisser prévoir. En effet, pour la bonneterie et la confection, aussi bien de coton que de laine et de soie, l'article allemand occupe la première place; cependant l'évolution actuelle, qui, à côté des avantages de goût et de fini, mettra en valeur la matière première elle-même employée à la manufacture du produit français, doit lui permettre, en tenant compte cependant du facteur prix, d'améliorer sa situation sur le marché suisse.

Fils accommodés pour la vente en détail (339) :

1929	537	880.258
1935	1.188	932.780

Tissus unis, croisés ou imprimés (366) :

1929	1.051	1.247.765
1935	1.329	936.384

Tissus veloutés (371) :

1929	703	789.360
1935	236	197.045

Dentelles : Valenciennes et autres (390-91) :

1929	135	1.028.120
1935	33	230.297

Les étoffes de soie ne sont relevées que d'une façon très générale par la statistique suisse du commerce sous les positions 447-*al*/448, avec un peu plus de détail à partir de 1932, enfin une nouvelle spécialisation entre en vigueur au 1^{er} janvier 1937; il est ainsi difficile de préciser la nature des exportations françaises en cette matière, mais on peut suivre leur marche générale. Les importations d'étoffe de soie ont augmenté d'année en année en Suisse au détriment de l'industrie indigène, passant de 3.709 quintaux en 1926 à 10.248 quintaux en 1931; les exportations françaises y participent, puisqu'elles furent successivement, de 1926 à 1931, de : 14,2; 14,2; 15; 16, 17,3; 13,4 millions de francs suisses, mais moins proportionnellement que l'Allemagne qui passe de 4 millions de francs à 12,5 en 1931; on observe de 1930 à 1931 un recul en valeur des exportations françaises, et aussi en quantité, alors que les autres pays maintiennent les leurs; en 1932, on assiste à une baisse des importations totales à 7,783 quintaux et à une chute marquée des prix, l'Allemagne arrivant cependant à dépasser la France avec 6 millions de francs, alors que la France n'exporte que 5,7 millions de francs. L'Allemagne profitait de la préférence pour l'article bon marché, et par conséquent en soie artificielle ou mélangée avec d'autres textiles, ainsi que de la mode défavorable à la soie naturelle.

A la lecture des tableaux statistiques pour les années 1933-1935, on est frappé par une reprise des importations helvétiques en quantités et en valeurs se chiffrant par 14.295, 15.354, 13.255 quintaux, les exportations

allemandes remontant à 16,3-14,4-11,8 millions, les italiennes à 4,5-4,0-3,8 millions de francs, tandis que les exportations françaises continuaient à diminuer lentement avec, 4,4-4,3-4,2 millions, baisse qui paraît catastrophique, comparée avec la situation des pays précédents; mais à partir de 1933 la statistique reprend le trafic de perfectionnement, qui pour les soieries joue un grand rôle dans les rapports germano et italo-suisse, et qui se chiffre : pour l'Allemagne, par 12,1-11,6-9,5 millions, et, pour l'Italie, par 3,2-3-3,2 millions, tandis que la France n'y est intéressée que par 0,5 million pour chacune des trois années, de telle sorte qu'en réalité les exportations d'étoffe de soie françaises reprennent leur première place de fournisseur de la Suisse, comme elles l'avaient toujours été jusqu'ici, sauf pour 1932 et 1933. L'importance des exportations françaises en Suisse peut étonner lorsqu'on connaît le développement de l'industrie de la soie dans la région zurichoise; mais la concurrence même des deux grandes places de Zurich et de Lyon amène un certain échange; d'autre part, une spécialisation s'établit entre elles; certains articles et diverses spécialités ne sont pas du tout fabriqués en Suisse, ou seulement en quantité insuffisante, du fait que la clientèle suisse a souvent besoin de petites quantités, qu'il ne serait pas rentable pour l'industrie indigène de fabriquer, et que les perspectives d'exportation pour ce genre d'articles sont aussi limitées; enfin certains articles n'entrent aussi qu'à titre temporaire pour être réexportés après ou sans transformations vers les marchés extérieurs qui sont fournis par les habiles commerçants suisses. Ce sont donc les soieries les plus diverses qui, selon la mode plus souvent fixée à Lyon et à Paris qu'à Zurich, seront vendues à Suisse et comprendront crêpe de Chine, crêpe georgette, tissus de soie artificielle, velours, peluche, mousseline, tulle, étoffe pour parapluie, nouveautés, articles spéciaux, etc., et même les

articles teints en fil, autrefois grande spécialité du tissage suisse.

Articles en soie, bourre de soie, soie artificielle : à la pièce (447-b) :

1929	2.187	15.004.317
------------	-------	------------

Articles en soie ou bourre de soie, pures (447-b2) :

1935	410	1.814.171
------------	-----	-----------

Velours et peluche (447-b1) :

1935	153	369.980
------------	-----	---------

Articles en soie ou bourre de soie mélangées avec d'autres textiles (447-b3) :

1935	99	303.759
------------	----	---------

Articles en soie artificielle pure (447-b4) :

1935	346	685.381
------------	-----	---------

Articles en soie artificielle mélangée avec d'autres textiles (447-b5) :

1935	351	584.423
------------	-----	---------

Articles en soie, bourre de soie, soie artificielle : découpés, aussi ourlés (448) :

1929	125	973.925
1935	62	392.537

Sous **autres soieries** nous trouvons de nombreux articles dont la diversité même semble avoir assuré une stabilité plus grande qu'aux exportations de tissus; nous citerons la bourre de soie non moulinée et moulinée; pour cette dernière, nous constatons un ralentissement très net de 1934 à 1935, passant de 848.000 fr. à 171.000; la soie et bourre de soie à coudre, à broder, pour passementerie, dont les variations expliquent en partie l'évolution que nous pouvons constater ces trois dernières années sous autres soieries, puisque, de 279.000 fr. en 1932, elle passe à 514.000 en 1933 et 1.361.000 en 1934; la rubanerie, dont les exportations de France en Suisse ont plus eu à souffrir de la défection de la mode que de la rivalité entre Bâle et Saint-Etienne; c'est aussi l'influence de la mode qui est venue complètement supprimer les exportations de dentelles de soie (365.434 fr. en 1929; 42.204 en 1935); les articles de bonneterie et de confection en soie, auxquels s'ap-

pliquent les remarques faites pour le coton devant leur infériorité marquée par rapport aux exportations allemandes.

Bourre de soie moulinée (439) :

1929	283	938.609
1935	151	171.596

Cordonnet à coudre, à broder, pour passementerie en bourre de soie (chappe écrue) (443-b) :

1929	53	176.132
1935	270	429.217

Rubannerie (449) :

1929	139	1.180.149
1935	127	372.169

Vêtements de soie pour dames et fillettes (550) :

1929	135	2.442.364
1935	48	469.034

La Suisse importe pour une somme élevée d'articles manufacturés en laine, essentiellement destinés à la consommation intérieure qu'une industrie indigène, protégée depuis 1932, essaie de plus en plus de se réserver. Allemagne, France et Grande-Bretagne, tels sont les principaux fournisseurs de la Suisse, la France arrivant en deuxième position après l'Allemagne (1929, 50.164.000 fr.; 1935, 16.698.000 fr. de produits fabriqués en laine) et avant la Grande-Bretagne (1929, 12.239.000 fr.; 1935, 8.128.000 fr. s.).

Tissus de laine : Les importations helvétiques comportent en majeure partie des étoffes de laine pour vêtements; la France y est intéressée, surtout par les exportations de tissus légers, pour lesquels elle se maintient au premier rang des fournisseurs de la Suisse. Cependant, si l'on considère l'ensemble des exportations françaises de tissus de laine depuis 1926, on constate, et plus nettement de 1929 à 1932, qu'alors que les importations suisses continuent à augmenter au profit de l'Allemagne et de l'An-

gleterre, conséquemment aux baisses de prix ⁽²⁰⁾, les exportations françaises poursuivent leur marche descendante; à partir de 1933, cependant, l'Angleterre et l'Allemagne, surtout par suite de la nouvelle orientation de son économie intérieure, diminuent considérablement leurs exportations en Suisse en concomitance avec la baisse des importations helvétiques; les exportations françaises manifestent une plus grande stabilité à partir de cette même date; mais il faut remarquer que la reprise quantitative et en valeurs des exportations françaises provient du fait que l'on y comprend le trafic de perfectionnement ⁽²¹⁾ et que la Suisse fait finir en France une part importante de tissus pour être teints ou imprimés (1929, 572 qm.; 1933, 973 qm.), notamment en Alsace une grande partie des tissus de laine dont l'importation est contingentée. Malgré la place prise par l'industrie indigène, mais par suite des perspectives sur les exportations allemandes, la France doit espérer, grâce aux qualités habituelles de sa fabrication, augmenter ses exportations en Suisse; cette même remarque est valable pour les autres produits lainiers.

Tissus blanchis, teints, imprimés, de fils teints (tissus de laine cardée ou de laine peignée) pesant plus de 300 g. par m² (474) :

1929	1.129	2.228.847
1933	753	941.211

Autres tissus pesant 300 g. ou moins par m² (475-b) :

1929	1.928	3.017.693
1933	2.413	4.048.470

(20) Exportations de tissus pour vêtements (en quintaux et millions) :

	France		Angleterre		Allemagne	
1926	6.373	14,5	1.951	4,9	6.448	15,2
1932	2.662	4,8	5.649	9,3	8.430	12,4

(21) Part du T.P.R. dans les exportations françaises de tissus pour vêtements :

	1933		1934		1935	
	3.543	6,0	3.813	6,5	3.169	5,0
dont T.P.R. ..	1.163	2,3	1.893	3,0	1.115	2,0

Confection de laine : Il est peu de catégories de marchandises, où l'on puisse si nettement relever l'influence expansatrice qu'avaient eue les prix en 1923 et 1926, assurant non seulement aux exportations françaises de vêtements pour hommes la première place devant l'Allemagne, rang conservé jusqu'en 1930, mais aussi exceptionnellement aux vêtements féminins, article pour lequel nous revoyons l'Allemagne reprendre dès 1927 sa place prépondérante; en 1930, la France perd sa place de premier fournisseur pour les vêtements masculins devant l'afflux en Suisse des importations allemandes et tchécoslovaques qui reviennent meilleur marché.

Vêtements de laine :

— pour hommes et garçons (348) :

1929	811	2.437.661
1933	196	313.150

— pour dames et fillettes (351) :

1929	220	1.318.217
1933	70	298.043

Autres lainages : Ici, nous trouvons essentiellement les fils de laine peignée, écrus ou apprêtés, pour lesquels la France se classe à partir de 1934 au premier rang des fournisseurs de la Suisse, ayant supplanté l'Allemagne dans plusieurs positions, et même, l'Allemagne et l'Autriche, dans la catégorie des fils apprêtés à plusieurs bouts où leur posture était très solide; par contre, pour les fils destinés à la vente au détail, elle reste toujours après l'Allemagne et l'Angleterre. Enfin, pour les fils de laine gazée, ils ont totalement disparu en même temps que les importations suisses de ce produit dont ils assuraient la plus grande part. Signalons encore divers autres produits manufacturés en laine, comme les ouvrages en feutre, qui se répartissent entre tissus de laine feutrés, étoffes en feutre, cloches en feutre de poil et de laine, et ont vu sensiblement diminuer leurs exportations (1929, 1.081.000 fr.;

1935, 329.000 fr.); les tapis de pied tissés à la façon du velours qui ont également évolué vers la baisse devant les importations d'Orient; enfin la bonneterie et les tricots qui ont subi le même mouvement que les articles en soie ou en coton (1929, 924.000 fr.; 1935, 201.000 fr.).

Fils écrus de laine peignée :

— écrus, simples (462) :

1929	634	778.261
1935	1.101	689.004

— écrus, à plusieurs bouts (463) :

1929	1.194	1.494.809
1935	1.211	744.105

Fils de laine gazés (464) :

1929	901	1.733.206
------------	-----	-----------

Fils de laine peignée, blanchis, teints, imprimés, etc. :

— simples (467) :

1929	399	574.446
1935	301	223.339

— à plusieurs bouts (468) :

1929	1.098	1.306.154
1935	937	682.936

Fils accommodés pour la vente au détail (470) :

1929	123	173.462
1935	389	409.085

Tapis de pieds autres (482-b) :

1929	1.296	1.343.738
1935	534	266.788

Articles en caoutchouc : L'industrie française du caoutchouc et des produits dérivés est intéressée à l'exportation en Suisse de divers articles en caoutchouc ou gutta-percha, purs ou mélangés, sous forme de bandes, feuilles, plaques, tampons, articles moulés, ficelles, boules, barres, tapis, etc., dans lesquels nous désignerons particulièrement les rubans de cellophane destinés à l'industrie suisse des tresses de chapeaux; divers autres articles encore comme : courroies de transmission; étoffes gommées

pour usages industriels, tissus élastiques; mais les exportations les plus importantes sont celles des pneus, qui ont suivi jusqu'en 1927 le développement croissant des exportations d'automobiles françaises en Suisse; mais à partir de cette date les exportations françaises ne subirent que faiblement l'accroissement des importations suisses, car le U. S. A., l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie firent une concurrence de plus en plus nette; ces dernières années, la baisse des prix se fait également sentir; enfin il faut signaler qu'en 1935 on a établi en Suisse une fabrique de pneus.

Caoutchouc sans intercalation métallique ou de tissus, en bandes, feuilles, etc. (517) :

1929	2.890	2.584.110
1935	773	200.935

Caoutchouc avec intercalation métallique ou de tissu : tuyaux, tubes, pneus (522) :

1929	6.544	3.600.720
1935	4.934	1.100.637

Autres produits textiles : Sous cette rubrique sont rassemblés toute une série d'articles fort disparates qui se rattachent à la branche des textiles; on y trouve divers produits fabriqués ressortissant à l'industrie du lin, chanvre, jute, ramie, etc., dont l'ensemble formait un chiffre d'exportations de 2.674.000 fr. en 1929 et 1.415.000 fr. en 1935; divers articles se rattachant à la mode ou à la confection comme fleurs artificielles, plumes et parures, etc., parmi lesquels il faut signaler : d'une part, les fourrures découpées et finies (pos. 571-b : 1929, 67 qm., 1.816.836 fr.; 1937, 27 qm., 253.217 fr.); d'autre part, les casquettes, bérets et chapeaux divers, garnis ou non (1929, 2.673.205 fr.; 1935, 602.552 fr.).

Sous la rubrique générale d'**industrie métallurgique** on peut ranger toute une série d'exportations françaises dont l'ensemble occupe la deuxième place dans les exporta-

tions de produits fabriqués; elle englobe des produits les plus divers allant de la grosse métallurgie à la mécanique fine et de précision, appliquées essentiellement au travail du fer, mais également des autres métaux, en y ajoutant même les métaux précieux. Afin d'éviter une longue énumération, fort proche de l'extrait pur et simple des statistiques douanières, à laquelle on serait amené, par la multiplicité et la spécialité des articles à étudier, nous essaierons de résumer sous quatre groupes principaux les remarques les concernant.

Les machines et leurs pièces détachées occupent dans les importations helvétiques une place très en vue; en effet, proportionnellement à ses dimensions, la Suisse marche en tête non seulement en ce qui concerne les ventes de machines à l'étranger, mais occupe encore comme consommateur de machines le deuxième rang (avec une cote de 76 fr. par tête de population en 1934, après les U.S.A.) parmi tous les pays de la terre. Cependant, sur les 109,6 millions de francs de 1929 et les 49,5 millions que ces importations comportaient en 1935, l'Allemagne s'est assurée la part du lion en fournissant 75,6 et 29,2 millions de francs, tandis que la France, deuxième fournisseur, se contentait des sommes plus modestes de 10,9 et 4,7 Mo fr. Les exportations françaises de machines ont suivi assez exactement le développement général de l'activité en Suisse, car en effet le commerce extérieur des machines peut être considéré comme un baromètre de l'activité économique, vu le rôle symptomatique des importations de machines remplaçant la main-d'œuvre pour juger de l'activité du pays importateur.

Entre toutes les machines qui se partagent les exportations françaises en Suisse, retenons les suivantes : les chaudières (à vapeur et à eau chaude) en fonte de fer dure (grise) et autres (pos. 881-a-b : 1929, 14.093 qm.; 1.190.425 fr.; 1935, 5.246 qm.; 269.692 fr.); les machines

textiles (machines pour la filature : pos. 884 : 1929, 2.198 qm.; 536.760 fr.; 1935, 1.920 qm.; 310.425 fr.); machines agricoles (pos. 891/93-a-b : 1929, 9.167 qm.; 1.029.925 fr.; 1935, 2.814 qm.; 251.632 fr.); machines dynamo-électriques et transformateurs d'énergie de tout genre (pos. 894/98-MDy : 1929, 582 qm.; 314.158 fr.; 1935, 1.212 qm.; 408.031); machines-outils (pos. 894/98-M : 1929, 3.445 qm.; 869.006 fr.; 1935, 881 qm.; 270.733 fr.); de nombreuses autres machines variées, que l'on trouve soit sous des positions données de la statistique douanière suisse, soit sous le n° 894/98 M9 : machines et engins mécaniques de tous genres non dénommés ailleurs (1929, 11.158 qm.; 2.531.662 fr.; 1935, 4.366 qm.; 1.102.361 fr.). Sous la catégorie « machines », les douanes suisses relèvent des objets qui n'ont qu'un rapport lointain avec elles et qui se rangeraient mieux sous cette catégorie d'exportations intellectuelles dont nous avons parlé à propos des livres; nous envisageons par là : d'abord, « les cylindres gravés pour impression sur étoffes » (pos. 901 : 1929, 1.439 qm.; 516.491 fr.; 1935, 604 qm.; 171.142 fr.), et ensuite les « films impressionnés pour projections cinématographiques » (pos. 902-a : 1929, 65 qm.; 365.644 fr.; 1935, 137 qm.; 586.632 fr.), auxquels le cinéma parlant a assuré une reprise sur le marché suisse, les pellicules d'origine française (grands films et actualités) se classant même en tête des importations suisses en 1934 et 1935.

Les autres ouvrages en fer comportent soit les ouvrages en fonte (1929, 3.434.000 francs; 1935, 601.000 fr.), soit des ouvrages divers en fer forgé (1929, 11.049.000 fr.; 1935, 3.607.000 fr.) dont les exportations vers la Suisse subissent les diverses variations des prix et des influences de la crise plus particulièrement sensibles dans les années 1933-1935 pour ces objets dont la consommation est en étroit rapport avec l'activité du bâtiment et des industries connexes; pour quelques-uns, les tuyaux, les quantités livrées

à la Suisse étaient fixées par un cartel international. Une remarque s'impose pour les radiateurs en fonte; ils ont constitué jusqu'à 1933 un poste important des exportations françaises, mais à cette date des sociétés étrangères établirent en Suisse deux nouvelles fabriques importantes, mesure préventive contre des restrictions éventuelles d'importation, et depuis lors les exportations sont presque supprimées; ce phénomène se produit pour beaucoup d'articles, c'est ainsi qu'au début de 1935 des fabriques suisses purent obtenir la licence de fabrication des cuisinières à gaz pour l'emploi de gaz liquide comprimé, précédemment fabriquées en France. Dans les articles en fonte, il faut relever les ouvrages en fonte dure émaillée pour lesquels la France se maintient avec stabilité et qui se différencient ainsi des autres ouvrages en fonte dure grise, bruts (pos. 793/796) ou autres (pos. 798/801) qui, de 25.000 quintaux et 840.262 fr., sont passés à 6.238 qm. et 241.395 fr. en 1935.

En terminant cette rapide revue, nous citerons la coutellerie qui, malgré la concurrence des produits allemands, maintient un débouché intéressant en Suisse.

Tuyaux de tout genre, ayant un diamètre intérieur de — 40 mm., bruts, non rivés (742) :

1929	122.943	4.363.272
1935	83.338	1.056.783

Outils divers (757/760) :

1929	2.120	636.517
1935	860	233.667

Radiateurs en fonte de fer grise (non malléable) et leurs parties travaillées (791-b) :

1929	42.280	2.194.971
1935	2.482	79.464

Coutellerie (810) :

1929	548	1.088.986
1935	380	589.563

Sous autres ouvrages métalliques sont rassemblés des objets fort disparates : des articles en cuivre, où par rap-

port aux tuyaux, câbles divers, les objets tournés apparaissent comme les plus importants; divers articles en métaux précieux, orfèvrerie, bijouterie, joaillerie, mais ces marchandises répondent à des besoins économiques variables et leur consommation est très sensible au mouvement des conjonctures; d'autre part, pour ces marchandises de grand prix sous petit volume, il ne faut pas oublier qu'une bonne part échappe au contrôle douanier, par exemple des objets de joaillerie ou bijouterie, ramenés de France par les voyageurs et touristes; des instruments et appareils se répartissent en une infinité d'objets, mais ne représentent pas des exportations marquantes pas plus dans les appareils et instruments géodésiques, astronomiques et optiques, que dans les instruments et appareils pour les applications de l'électricité, où l'on peut citer quelques accumulateurs et une quantité insignifiante de fournitures radiophoniques, enfin, pour les instruments de musique, on ne peut parler que de quelques pianos (pianos droits et à queue pouvant servir au jeu libre, aussi avec un appareil mécanique; pos. 957-a-b : 1929, 233 unités pour 446.982 francs, et 1935, 42 unités pour 61.266 francs). Enfin quelques articles de la branche horlogère arrivent à passer de France en Suisse; quelques spécialités comme pendules ou réveils ou quelques pièces détachées qui empruntent parfois la nationalité française pour tourner les sévères prescriptions qui président aux destinées de l'industrie horlogère en Suisse.

Ouvrages en cuivre ou alliage de cuivre, tournés :

— non polis, non matés (834) :

1929	519	346.388
1935	272	114.066

— nickelés, peints, vernis, oxydés (836) :

1929	976	833.443
1935	167	148.914

Articles dorés ou argentés (873-a) :

1929	312	740.336
1935	54	109.475

Bijouterie vraie (874-c) :

1929	2.884.601
1935	261.885

Instruments et appareils de chirurgie et de médecine (938) :

1929	149	239.423
1935	124	180.534

Lunettes et loupes (943) :

1929	59	162.752
1935	45	122.192

Pendules de cheminée et d'applique (928) :

1929	134	253.982
1935	40	62.356

Autres pièces détachées de montre, finies (934) :

1929	18	940.772
1935	5	322.377

Véhicules : A l'heure actuelle, les exportations françaises en Suisse comprennent essentiellement les automobiles, tandis que les autres véhicules n'en constituent qu'une part insignifiante.

Pendant les années 1920 à 1926, la Suisse importa de grandes quantités de bicyclettes de 55 à 75.000 unités par an, et la France y participait avec un chiffre important, venant immédiatement après l'Allemagne, qu'elle surclasse en 1926, où, à la faveur du change, elle exporte 36.000 pièces pour 3.342.000 francs; mais à partir de cette date, le marché helvétique semble connaître une saturation entraînant une nette réduction des importations; dès 1927, les exportations françaises tombent à 8.600 pièces et vont baisser continuellement jusqu'au chiffre de 1.697 en 1935, passant au deuxième, puis au troisième rang en 1932, la légère reprise du marché suisse en 1932 et 1933 profitant à l'Allemagne, et surtout à la Grande-Bretagne, qui en 1934 devient même le premier fournisseur de la Suisse. Les exportations de pièces finies françaises, par contre, maintiennent leurs fournitures à l'industrie indigène. Les motocyclettes françaises ne

jouent qu'un petit rôle dans les importations helvétiques, de même que les aéroplanes ne sont représentés que par 2 ou 3 unités chaque année et quelques fournitures pour la petite construction indigène. Par contre, malgré son exigüité, la Suisse est un marché automobile très intéressant, d'autant plus que la construction des voitures pour personnes est inexistante. Dans la période 1920-1926, l'industrie française est le plus grand fournisseur de la Suisse, ainsi que le témoigne par exemple l'effectif des voitures qui roulaient en Suisse en 1922, sur 15.001 voitures automobiles, 3.850 étaient d'origine française, 3.021 venaient des U.S.A. Mais à partir de l'année 1926, avec laquelle les exportations françaises atteignent le chiffre record de 3.166 voitures, elles perdent leur rang au point de vue du nombre en faveur des U.S.A., comme elles l'avaient fait en 1925 au point de vue de la valeur en faveur du même pays, qui dorénavant sera le principal fournisseur de la Suisse. A partir de 1928, le nombre des voitures françaises exportées en Suisse varie assez faiblement en s'amenuisant cependant; par contre, leur valeur, comme on peut le suivre sur le tableau, diminue sans arrêt en raison de réduction de prix et d'intervertissements dans l'assortiment des voitures. Il faut aussi remarquer que si le contingent annuel des voitures importées en Suisse varie autour de 10.000, la participation de chaque Etat varie (22), et c'est ainsi qu'entre les Etats-Unis et la France se glissent au deuxième rang en nombre et en valeur les exportations allemandes, et à partir de 1934

(22) Importations en Suisse d'automobiles étrangères (nombre et millions de francs) :

	U.S.A.		Allemagne		France		Italie		Grande-Bretagne	
1929	6.994	42,9	665	6,6	1.649	10,9	1.245	7,5	49	0,8
1932	4.812	25,8	1.666	9,5	1.425	6,6	1.237	6,3	360	2,1
1935	3.034	9,6	2.654	8,9	1.228	3,8	1.177	4,1	1.154	3,1
1936	2.743	7,9	2.721	6,6	1.069	2,9	1.181	2,5	1.019	2,7

en valeur les exportations italiennes; la Grande-Bretagne, en même temps qu'elle prend une place de premier plan dans la production automobile européenne, se signale par ses exportations croissantes en Suisse. Il faut donc constater que la position de la France sur le marché automobile suisse est de plus en plus menacée, alors que jusqu'à 1926 la voiture française a fait prime, elle a dû céder devant la grosse voiture américaine, qui a séduit la clientèle suisse par sa puissance et le nombre de ses chevaux; d'autre part, dans la catégorie des voitures de petite et de moyenne puissance, plus particulièrement réservée à la voiture française, et qui au moment de la crise a repris la faveur du public suisse, la concurrence allemande et anglaise, nouvelles venues, se fit sentir à côté de la production italienne.

Cette diminution des importations de voitures françaises se lit nettement dans les chiffres des voitures roulant en Suisse; ainsi, en 1930, il y avait encore 16.426 voitures françaises, alors qu'en 1933 elles n'étaient plus que 14.212; pour les camions, un léger accroissement de 2.141 en 1930 à 2.518 en 1933, dont 62 autocars. La France exporte, en effet, surtout des voitures de tourisme de puissance moyenne et quelques camionnettes et camions, mais pour ces derniers la Suisse possède une fabrication propre de camions lourds et s'oriente également vers le camion léger. Ces exportations se font surtout sous forme de voitures complètes, mais aussi de châssis, car, depuis le 25 août 1931, la Suisse rembourse le 40 p. 100 du droit d'entrée sur les châssis à l'égard desquels il a été établi qu'ils ont été carrossés en Suisse pour les automobiles destinées au transport des personnes; de plus, par un arrêté du 26 janvier 1934, la Direction générale des Douanes suisses est autorisée à rembourser 30 à 50 p. 100 du droit d'entrée sur les châssis pour automobiles de tourisme, importés à l'état démonté que des ateliers de cons-

truction ou des fabriques de machines indigènes montent ou carrossent en utilisant des accessoires de fabrication suisse, ces facilités incitèrent une marque française (Mathis) à établir un atelier de montage en Suisse.

L'industrie automobile française se doit donc de faire un effort sur le marché suisse, dans un sens commercial, car au point de vue technique elle peut se mesurer avec les pays concurrents, et la Suisse repassera du troisième rang qu'elle tient parmi les acheteurs d'automobiles françaises en 1934 et 1935 (après la Belgique et l'Espagne) au second rang, qu'elle avait déjà en 1931.

Motocyclettes, moteurs et parties de moteur travaillés, etc. (913-a) :

	Pièce	Qm.	Fr.
	—	—	—
1929	324	482	430.304
1935	34	51	37.716

Automobiles, châssis pour automobiles pesant par pièce :

— de 800 kg. (914-a) :

1929	141	932	533.224
1935	11	81	17.200

— de 800 à 1.200 kg. inclusivement (914-b) :

1929	1.004	11.175	4.581.524
1935	1.013	10.387	2.121.544

— de 1.200 à 1.600 kg. inclusivement (914-c) :

1929	439	6.367	3.827.032
1935	182	2.469	680.769

— plus de 1.600 kg., en outre les pièces détachées rentrant sous ce numéro (914-d) :

1929	65	2.690	1.978.325
1935	22	1.064	608.289

Bicyclettes et tandems (915) :

1929	4.801	718	511.480
1935	1.697	267	150.390

Pièces finies de vélocipèdes (917-a/b) :

1929		607	420.083
1935		946	451.104

Aéroplanes (914-h) :

1929	3	110	587.152
1935	1	111	636.376

Produits pharmaceutiques : Le marché des médicaments est caractérisé par le fait qu'il est moins sensible aux crises, aussi les produits pharmaceutiques, dont plus de la moitié des exportations dans le monde entier sont de provenance allemande ou française, constituent-ils la position la plus stable des exportations françaises en Suisse; ils comprennent : les huiles essentielles, pour lesquelles la France est le premier fournisseur; les eaux minérales; les alcaloïdes végétaux (quinine, caféine, codéine, santoline, etc.), qui ont considérablement diminué en raison de la production indigène, mais dont la baisse a été compensée par une augmentation des divers produits pharmaceutiques, tels que : poudres, pastilles, emplâtres, pilules, onguents, sirops, teintures, essences, liniments, lotions spécifiques, vins médicamenteux, etc.; remarquons que dans ce genre d'exportations la communauté de mœurs et les influences culturelles (études en France, pénétration de la presse technique médicale et de la presse ordinaire avec sa publicité dans les milieux suisses) jouent un rôle qui n'est pas négligeable.

Huiles essentielles (969) :

1929	45	422.905
1935	52	349.295

Eaux minérales (978) :

1929	20.207	530.557
1935	12.809	325.047

Poudres, pastilles, etc. (981) :

1929	2.220	1.585.754
1935	2.041	1.742.978

Alcaloïdes végétaux (971) :

1929	19	580.591
1935	2	20.338

Parfumerie et savon : Les parfumeries et cosmétiques; les parfums synthétiques marquent une baisse dans les exportations en raison d'une part de la crise, particuliè-

rement sensible dans ce genre d'articles, et d'autre part d'un effort des industries indigènes, la répartition douanière d'après le récipient nous indique que les exportations françaises comprennent surtout les produits fins et articles de marque pour lesquels la France est le principal fournisseur de la Suisse. La même situation se retrouve pour les savons : la France, principal fournisseur, voit ses exportations diminuer de 1929 à 1935, en raison de la réduction d'activité d'industries consommatrices comme les textiles et du développement des industries suisses du savon, qui gênera une reprise ultérieure des exportations françaises, et cela aussi bien pour les savons ordinaires que pour les savons de toilette.

Parfumeries et cosmétiques; parfums synthétiques :

— en réipients de tout genre pesant plus d'un kg. (982) :

1929	457	494.617
1935	221	272.754

— en réipients de tout genre pesant 1 kg. ou moins (983) :

1929	1.212	1.447.760
1935	723	923.894

Savons ordinaires, à découvert, en caisses, tonneaux, etc. (1144-b) :

1929	6.316	515.706
1935	1.747	66.662

Savons de tout genre, tels que savons de toilette, spéciaux (1142) :

1929	1.395	443.036
1935	397	103.740

Produits chimiques : Les 6 pays de l'Europe occidentale : Allemagne, Grande-Bretagne, France, Suisse, Belgique et Pays-Bas, fournissent presque trois quarts de tous les produits chimiques jetés sur le marché mondial et en absorbent plus de la moitié; dans ce courant d'échanges, le trafic France-Suisse vient en assez bonne place; il se répartit sur une multiplicité d'articles dont nous avons retenu les principaux; notons que les couleurs représentent une fraction intéressante avec 1.914.455 francs en 1929 et

1.040.239 francs en 1935; cependant, les exportations françaises à destination de la Suisse, en dehors des influences internationales particulièrement développées dans cette grande industrie sous forme de cartels, de participations financières, de licences, qui constituent un complexe à ramifications multiples, ont à lutter avec la prépondérance des importations allemandes et avec les industries indigènes.

Huiles essentielles de girofle, de lavande; éther amylique, camphre, thymol (1052) :

1929	402	491.332
1935	315	269.546

Dérivés du goudron de houille et matières auxiliaires pour la fabrication des couleurs d'aniline (1065-a) :

1929	8.168	414.671
1935	4.530	244.398

Aniline (1066-a) :

1929	5.193	673.783
1935	3.676	334.549

Chlorure de benzyle; huile artificielle d'amandes amères, naphтол et ses dérivés (1069) :

1929	984	97.562
1935	2.546	319.808

Caséine (1072) :

1929	1.371	202.352
1935	5.752	292.543

Gélatine, colle de poisson (1076) :

1929	421	135.543
1935	901	204.286

Terres colorantes travaillées, moulues, etc. (1090) :

1929	49.257	296.367
1935	54.920	223.052

Blanc de zinc broyé (1107-b) :

1929	2.805	251.329
1935	2.473	115.509

Vernis, laques et siccatifs; huile de lin dégraissée par l'exposition au soleil (1113) :

1929	935	317.109
1935	341	103.216

Ouvrages en argile et verrerie : Sous cette rubrique nous trouvons des articles fort divers, dont les uns sont plus particulièrement destinés au bâtiment et les autres aux usages domestiques. Les exportations françaises ont à lutter ici avec les articles allemands, tchèques et belges, mais alors que pour les verreries nous constatons une lente diminution de 1929 à 1935, passant de 35.846 quintaux à 14.216, et de 3.309.978 francs à 1.043.888, on voit que les articles de grès, argile et les poteries se maintiennent en quantité de 1929 à 1934 de 150.376 quintaux à 153.490 et marquent une baisse dans la valeur de 3.787.995 à 2 millions 404.808 francs, pour faire une chute brusque en 1935 en raison du ralentissement de la construction en Suisse, à 54.135 quintaux pour 903.484 francs, et en raison de l'élimination de la Sarre.

Dalles et carreaux de grès divers (669/670-a/B) :

1929	50.644	1.276.509
1934	37.035	696.000
1935	12.887	278.150

Poteries à cassure grise ou rougeâtre, blanche ou jaunâtre, poteries non dénommées (677, 678, 681) :

1929	8.468	778.075
1935	3.486	217.680

Porcelaine de tout genre (680-b) :

1929	1.597	353.937
1935	317	107.418

Verrerie de verre incolore (blanc) (693) :

1929	3.182	398.444
1935	1.033	137.622

Plaques de verre pour la photographie, sèches, films non impressionnés (694-a) :

1929	217	206.166
1935	122	115.630

Verrerie et gobeletterie de tout genre : polies, gravées, de couleur, etc. (694-c) :

1929	2.063	961.143
1935	890	315.820

Citant encore parmi quelques autres articles manufacturés, auxquels nous ne nous sommes pas attachés au cours de l'examen ci-dessus, la quincaillerie et la mercerie, dont les noms seuls évoquent la diversité d'objets, nous avons terminé cette revue des principales catégories d'exportations françaises d'articles fabriqués à destination de la Suisse.

Diversité et multiplicité, telle est la caractéristique des exportations françaises en Suisse, et, plus particulièrement pour les produits fabriqués, c'est véritablement toute la gamme de la production française qui, dans une proportion plus ou moins grande selon les possibilités de la concurrence internationale ou indigène, trouve un débouché sur le marché helvétique. Dans ce fait nous apercevons non seulement l'explication de la résistance des exportations françaises au milieu des troubles divers de la crise, mais si la France peut suivre le précepte commercial d' « offrir aux clients des produits de bonne qualité, à des prix fermes et dans des délais de livraison convenables » ⁽²³⁾, nous y trouvons également l'espoir de la reprise certaine et de l'extension nouvelle des exportations françaises vers la Suisse, fidèle cliente de la France, mais aussi active exportatrice vers ce pays.

§ 5. — Les exportations suisses en France.

Les exportations suisses en France, bien plus que les exportations françaises en Suisse, marquent une certaine variabilité dans leur classement et leur proportion au point de vue des exportations totales de la Suisse (du quatrième au premier rang, de 6, 7 p. 100 à 16,4 p. 100, comme nous l'avons fait remarquer dans les généralités),

(23) Enquête sur la production, J.O., 16 déc. 1937, p. 43, 738.

aussi bien qu'au point de vue des importations totales de la France (du quatorzième au septième rang, de 1,42 à 2,42 p. 100), et par là même elles s'écartent parfois sensiblement des tendances que suit le développement des exportations et des importations dans l'un et l'autre pays.

Considérant en effet, sur le tableau VI-A, ces exportations au cours de la période 1919-1936 et examinant leur représentation sur le graphique II en comparaison avec le graphique I des importations totales de la France et des exportations totales de la Suisse, on peut établir comme suit leur évolution pendant cette période.

De 1919 à 1920, les exportations suisses en France, conformément aux tendances du commerce extérieur des deux pays, continuent à s'accroître au-dessus du niveau très élevé qu'elles avaient déjà atteint au cours des hostilités, passant de 501,5 à 521,6 millions de francs suisses, et participent ainsi à l'immense travail de rééquipement industriel auquel la France devait se livrer alors; l'année 1921 amène l'effondrement brusque à 238 millions de francs que provoque la crise d'adaptation d'après guerre; en 1922, elles se maintiennent avec 240 millions au même niveau, tandis qu'importations françaises et exportations suisses manifestent une tendance divergente; mais, ensuite, alors que de 1922 à 1926 exportations suisses et importations françaises vont en augmentant, on constate que les exportations suisses en France ne cessent de baisser, passant de 214 millions de francs en 1923 à 154,1 en 1926; cette diminution continue de la valeur des exportations suisses en France ne tient nullement à un abaissement concomitant du prix des marchandises suisses, qui au contraire sont fermes pendant ces années, mais l'explication principale se trouve dans l'incidence inverse du phénomène qui a favorisé pendant cette même période les exportations françaises en Suisse : la baisse du franc; en effet, la faiblesse du franc français par rapport au franc suisse vient dres-

ser, en plus des diverses mesures douanières prises à cette époque, un mur doublement élevé devant le produit suisse; il ne sera plus demandé par l'acheteur français dont le pouvoir d'achat sur les marchés extérieurs est considérablement diminué par la chute de la monnaie, d'autant moins que les exportations helvétiques comprennent presque exclusivement des produits fabriqués, que la différence des prix de revient reposant sur la différence du coût de la main-d'œuvre rend onéreux et que la qualité seule n'arrivera pas à imposer sur le marché français. L'année 1927 marque un tournant important dans les exportations suisses en France; en effet, si elles atteignent la valeur réduite de 135,2 millions de francs et constituent alors le plus faible pourcentage jamais atteint dans les exportations totales de la Suisse et les importations totales de la France, en raison d'une part de la différence de prix des produits suisses pour lesquels la stabilisation virtuelle du franc français n'est encore parvenue à établir un équilibre, en raison d'autre part de l'élévation des droits de douane à la suite du traité franco-allemand, une légère augmentation en poids laisse cependant entrevoir l'amélioration du courant d'échanges qui va se produire en 1928 à la suite de la stabilisation du franc français et du traité de commerce franco-suisse. La Suisse, que la chute passagère de ses exportations en 1926 avait rendue plus attentive à la diminution provenant de la fraction exportée en France, que l'écart entre exportations françaises en Suisse et exportations suisses en France avait alarmée, obtient au début de 1928 certaines concessions pour ses produits et voit à nouveau ses exportations en France prendre une allure ascendante qui se poursuit jusqu'en 1930, année pendant laquelle, grâce à la stabilité relativement considérable de l'économie française, les exportations suisses prennent un aspect favorable en s'élevant au chiffre de 183 millions de francs. Avec les années de crise 1931 et

1932, les exportations suisses en France diminuent naturellement avec la réduction de la capacité d'absorption du marché français, et ce, conformément au commerce extérieur des deux pays, mais cependant beaucoup moins violemment que les autres échanges des deux pays avec l'étranger, et à partir de 1933, qui se signale même par une reprise, elles semblent s'être stabilisées autour de 121 millions, suivant en cela le développement des exportations suisses, mais contrairement au courant général entraînant vers la baisse les importations françaises. Pendant la crise, la Suisse a fait un réel effort pour développer ses exportations en France, arguant d'une part du principe de réciprocité, profitant d'autre part des rapports monétaires très stables depuis 1928; la solidarité monétaire, accompagnée de l'adoption d'une politique économique similaire entre les deux pays, a permis : d'une part, d'éviter de faire peser sur le commerce franco-suisse les tracasseries d'une réglementation financière; d'autre part, de laisser rattraper par les prix suisses la marge de différence qui existait entre eux et les prix français. Les échanges Suisse-France ont donc pris, au cours de ces dernières années, une importance accrue à la faveur de cette solidarité économique et monétaire, qu'on envisagea même un temps de systématiser dans la politique dite du « bloc-or », importance qui, beaucoup mieux que par l'examen des valeurs importées, est traduite par l'accroissement continu de la proportion des importations venant de Suisse sur le total des importations en France de 1927 à 1933, dépassant dès 1928 avec 1,74 p. 100 la fraction d'avant guerre de 1,60 p. 100, de même que par l'accroissement de la proportion des exportations en France sur les exportations totales de la Suisse montant graduellement de 6,7 p. 100 en 1927 à 11,58 p. 100 en 1931 pour s'élever brusquement en 1932 à 15,35 p. 100 et 16,69 p. 100 en 1933, soulignant la valeur du marché français pour les

exportations suisses au moment où leurs autres débouchés se réduisent et la France se classant alors en tête des clients de la Suisse. Les pourcentages de 14,40 et 14,75 p. 100 en 1934 et 1935 confirment le rôle de la France dans les exportations suisses. La politique autarcique suivie par l'Allemagne, autre principal client de la Suisse, les conséquences de la dévaluation simultanée du franc suisse et du franc français accompagnée des mesures douanières adéquates, laissaient entrevoir une reprise qui n'a cependant pas suivi l'accroissement des importations françaises provenant en partie des matières premières.

En examinant la composition des exportations suisses en France, et en calculant pour cela la moyenne des valeurs de chaque grande classe de marchandises exportées pendant la période 1921-1935, ainsi que leur proportion par rapport au total des exportations, on obtient les chiffres suivants : les denrées alimentaires, avec 16,5 Mo. de fr. s., représentent le 9,7 p. 100; les matières premières, avec 30,3 Mo. de fr. s., le 17,8 p. 100, et les produits fabriqués, avec 122, 8 Mo. de fr. s., le 72,5 p. 100 d'une exportation annuelle moyenne de 169,6 millions de francs suisses; cette répartition entre les diverses catégories de produits se vérifie aussi bien lorsque le courant d'exportations se présente sous un jour favorable, comme en 1930 par exemple, où nous avons : 9,5 p. 100 (d. a.) 19,5 p. 100 (m. p.), 71 p. 100 (p. f.); que lorsqu'il est restreint par les difficultés de la crise comme en 1935, où nous avons : 12,6 p. 100 (d. a.), 29 p. 100 (m. p.), 58,4 p. 100 (p. f.).

Ces chiffres, comme l'avait laissé prévoir l'étude sur la structure économique de la Suisse, soulignent la prépondérance des produits fabriqués dans les exportations suisses en France, tandis que matières premières et denrées alimentaires n'ont qu'un rôle mineur, les matières premières l'emportant légèrement sur les denrées alimentaires; ces deux dernières catégories de produits, par leur peu

d'importance même, n'ont pas subi de fortes variations au cours de la période envisagée; cependant ces dernières années, en même temps qu'une tendance à accroître leur proportion sur les exportations totales, on remarque une augmentation de leur valeur, les denrées alimentaires; parce que, sous l'influence de la crise, la Suisse a dû porter une attention particulière à la situation de l'agriculture et s'attacher à assurer des débouchés à ses quelques produits agricoles en se tournant vers le marché français dont la capacité d'achat était plus résistante, les matières premières; parce que sous cette rubrique est compris l'or, matière soumise à d'importantes transactions, mais qui n'ont qu'un rapport éloigné avec l'activité commerciale proprement dite, enfin parce que les produits fabriqués, comprenant en grande partie des machines, ont vu leur importance diminuer avec le ralentissement de l'activité d'investissement en France.

Il n'en reste pas moins que ce sont les produits fabriqués qui occupent la place essentielle dans les exportations suisses en France : leurs variations ont imprimé les divers changements à la courbe des exportations totales de Suisse en France, et par conséquent les explications données pour ces dernières leur sont naturellement applicables; si leur importance correspond au caractère des exportations suisses en général, elle leur confère au point de vue français une particularité, car, comme nous l'avons vu, matières premières et denrées alimentaires occupent dans les importations de la France une place bien plus grande que les produits fabriqués, et il n'en va pas de même pour les importations de provenance helvétique, expliquant ainsi en partie les difficultés rencontrées par la Suisse sur le marché français et le rôle de second plan que la Suisse joue parmi les fournisseurs de la France.

I. — LES EXPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES.

Fromage, lait condensé, chocolat, fruits, cette courte énumération a déjà épuisé la liste des quelques produits que l'économie alimentaire de la Suisse lui permet d'exporter; l'industrie laitière, principalement sous forme de fromage, domine à tel point cette catégorie d'exportations que, selon les possibilités d'exportation de fromage en France, son importance et son développement varieront très nettement. La majorité des denrées alimentaires ne parviennent sur le marché français qu'après avoir subi une transformation technique portant sur un produit indigène (le fromage) ou sur des matières que la Suisse doit importer (le chocolat).

Les fruits sont pour ainsi dire les seuls produits qui sont exportés à l'état naturel; en dehors de petites quantités de fruits divers compris plutôt dans le trafic de voisinage, les pommes de table constituent presque exclusivement ces exportations; leur qualité, que l'arboriculture suisse maintient et améliore avec un soin tout particulier, ainsi que leur prix, rendu abordable avec la stabilisation et par suite de l'abondance de la récolte, ont permis ces dernières années de leur frayer un débouché intéressant sur le marché français, que la production nationale ne fournit que plus ou moins suffisamment selon les années.

Fruits et baies comestibles, frais, à découvert ou en sacs (23) :

1929	23.030	563.036
1935	33.409	821.490

Abricots, pommes, poires, frais, autrement emballés (24) :

1929	11.432	346.440
1935	28.161	1.233.234

Fromage : Les fromages à pâte dure, originaires des vallées de l'Emmenthal et de la Gruyère, qui depuis fort longtemps sont exportés en France et que notre tarif douanier,

taxant plus lourdement le Gruyère que l'Emmenthal, sait mieux distinguer que ne le faisait la Grande Encyclopédie dans cette phrase : « L'Emmenthal doit sa popularité à son fromage de Gruyère »⁽²⁴⁾, constituent le produit qui, à l'étranger, passe pour être l'exportation suisse par excellence, sinon parfois même la seule importante. Certes, par sa matière première et par sa fabrication, il est peu de produits qui soient aussi originairement suisses, et l'abondance de la production laitière permet au fromage d'être la seule grande production agricole suisse qui atteigne un vaste marché mondial.

Avant guerre, la France était un des principaux clients de la Suisse pour ce produit (au deuxième rang en 1912 avec 626 wagons de 10 tonnes); elle se classe encore en 1921, 1922, 1923, au premier, troisième et deuxième rang, mais à partir de 1924 et jusqu'en 1928 les achats de fromages effectués par la France sont beaucoup plus réduits et ne laissent plus qu'en cinquième position, tandis que les exportations totales de la Suisse augmentent. La vente en France se heurtait : d'une part, au prix élevé du produit suisse que provoquaient change et prix de revient; d'autre part, à la fabrication entreprise en Savoie et en Franche-Comté avec l'aide de fromagers suisses dont le développement considérable diminua d'autant la capacité d'absorption du marché français et fit même sentir sa concurrence sur le marché d'outre-mer, enfin à un certain relâchement de l'effort commercial de l'exportateur suisse, qui trouvait des débouchés ailleurs. Mais à partir de 1929, alors que les exportations suisses diminuent d'année en année en raison des tendances à l'autarcie de l'étranger et de la diminution du pouvoir d'achat de la clientèle, les exportations de fromage à destination de la France, com-

(24) Les fromages d'Emmental et de Gruyère : leur origine et leur fabrication. Conférence de A. Bollier, R.E.F.S., juin 1934, p. 107.

pensant un peu la fermeture des autres marchés, vont en augmentant de 1930 à 1933, de 350, 486, 510 à 648 wagons, et se maintiennent à 513 et 551 wagons en 1934 et 1935, laissant apparaître la France comme le meilleur client qui, du quatrième rang en 1930, passe au deuxième après les U.S.A. en 1931 et 1932, pour s'établir au premier rang depuis lors.

La stabilisation des changes et l'identité croissante des conditions économiques des deux pays ont permis ces dernières années au prix du fromage suisse de n'être plus prohibitif pour la clientèle française, qui se recrute d'ailleurs parmi les consommateurs aisés, et la qualité du produit suisse compense pour le reste la légère différence avec le produit français. La qualité et la renommée du produit suisse sont appréciées par le consommateur français; on peut le voir, par exemple, dans le fait que, lorsque les indications d'origine furent apposées en inscriptions rouges violacées sur les meules de fromage suisse, la concurrence française appliqua des inscriptions similaires dont le libellé, comme « véritable Emmenthal français », explique que la Suisse ait songé à faire valoir pour ses fromages les règles sur les appellations d'origine. Cette concurrence entre la production des deux pays explique la forte opposition aux importations de fromages suisses lors des négociations commerciales et le fait qu'elle ne put être surmontée que grâce à l'intérêt considérable qu'a la France à l'exportation en Suisse de produits agricoles, en particulier des vins. En dehors des questions de prix, le fait que le fromage est la seule grande exportation agricole de la Suisse en France, faisant un pendant bien inférieur, il faut le reconnaître, aux exportations agricoles françaises en Suisse, permet de supposer qu'il continuera à jouer un rôle prépondérant dans les exportations suisses en France, sous sa forme primitive de meules, car pour le fromage en boîte, dit « crème de Gruyère », le pro-

duit français, dont une part est d'ailleurs fabriquée par un trust international d'origine suisse, maintient fermement sa concurrence.

Fromage à pâte dure :

— en meules (99-b1) :

1929	23.791	6.811.299
1933	53.891	10.329.790

— en boîtes (fromage de conserve) (99-b2) en poids net effectif :

1929	96	38.319
1933	1.208	272.240

Le lait condensé, autre forme sous laquelle, après transformation technique, la production laitière suisse est exportée, a longtemps vu figurer la France parmi ses clients importants; jusqu'en 1926, elle occupait le deuxième rang parmi les acheteurs (470 wagons en 1925 par exemple), pour, après être tombée pendant les années 1927-1932, à un rang bien inférieur par suite de la diminution de ses achats, revenir en 1933 et 1934 en deuxième position avec 138 et 103 wagons, et en troisième position en 1935 avec 78 wagons, malgré des quantités toujours en baisse, mais en raison des restrictions sur les autres marchés. La cause principale de la réduction des exportations suisses de lait condensé en France doit être recherchée dans le fait que des entreprises suisses, devant les difficultés douanières et le prix de la matière première, ont établi d'importantes condenseriers en France, de telle sorte que l'économie suisse n'est plus intéressée en France pour le lait condensé que sous forme de dividendes et de participations.

Lait condensé, stérilisé, etc. (92) :

1929	22.893	2.571.613
1933	7.782	698.289

L'industrie suisse du **chocolat**, qui avant la guerre exportait en France des quantités respectables de sa production

de qualité hautement renommée (11.672 qm. en 1913), vit, dès 1921, ses exportations tomber à un chiffre extrêmement réduit, et, ici aussi, par suite de l'expatriation de l'industrie suisse, qui pour des raisons multiples a ouvert en France d'importantes fabriques soit dans les régions frontières, soit dans de grands centres; le marché français n'absorbe plus que de petites quantités de chocolat suisse auquel certains consommateurs continuent d'attacher leur préférence, le produit français de même marque égalant difficilement la fabrication suisse. Notons que cette exportation extrêmement réduite a repris une importance relative, car les autres ventes de la Suisse à l'étranger sont devenues insignifiantes, notamment en Grande-Bretagne, Allemagne, Danemark et Italie, et ainsi les 9 wagons d'exportations en France en 1934 et 1935 apparaissent au premier rang.

Chocolat (64) :

1929	1.081	393.079
1935	860	297.664

En citant la farine alimentaire pour les enfants, spécialité suisse, que les conditions d'hygiène, de soins et de technique apportées à la fabrication assurent d'une clientèle plus particulièrement attentive sur ces points (pos. 19 : 1929, 2.435 qm.; 483.927 fr.; 1935, 2.684 qm.; 514.352 fr.), quelques articles de confiserie et de sucrerie, compensés d'ailleurs par des exportations équivalentes en Suisse (pos. 102 : 1929, 457 qm.; 113.193 fr.; 1935, 375 qm.; 109.242 fr.); enfin les poissons d'eau douce, dont les exportations seraient plus importantes sans les contingents (poissons d'eau douce, frais ou congelés, y compris feras et truites : pos. 87-a-a1-a2 : 1929, 3.346 qm.; 494.125 fr.; 1935, 3.854 qm.; 386.945 fr.), nous avons terminé l'examen des quelques exportations de denrées alimentaires : déjà réduites par les conditions naturelles à un petit nombre, elles se heurtent d'autre part à des produits français similaires,

favorisés par les prix, la protection douanière, ou même parfois par les intérêts de capitaux suisses placés dans leur fabrication, mais néanmoins elles continueront à jouer leur rôle minime en raison même de l'extension des exportations agricoles françaises en Suisse.

II. — LES EXPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES.

Sans imiter le rapport annuel de la statistique suisse du commerce, qui ne dresse aucun tableau pour cette classe de marchandises, nous lui accorderons cependant une moins longue attention. La série disparate de produits, ne représentant qu'une faible valeur pour chaque position, en comprend fort peu qui soient originairement des produits suisses : ils ressortent pour la plupart d'un véritable commerce intermédiaire et font l'objet, après certaines manipulations, de transactions à caractère essentiellement commercial, comme les cuirs et peaux, ou à caractère spéculatif plus marqué, comme pour le cuivre, ou enfin, après de légères transformations, n'en portent pas moins le caractère de matières premières. Il faut noter également que les exportations de la plupart d'entre eux se sont considérablement réduites depuis 1931, car la crise avec ses changements de prix et ses barrières douanières se fait sentir plus nettement sur ces produits, qui n'ont pas leurs fondements dans des ressources indigènes propres ; cependant, ce mouvement n'apparaît pas dès l'abord à l'examen du chiffre global de ces exportations, qui paraît fort stable, mais cela tient au fait qu'à partir de cette même date les transactions sur l'or non ouvré ont pris une extension très grande : à partir du 1^{er} janvier 1927, la statistique suisse relève spécialement à l'importation et à l'exportation l'or en barre n'appartenant pas au bilan commercial (or en barre pour transactions bancaires, or

destiné aux paiements, or servant de couverture aux billets de banque), et cet or est défalqué depuis 1927 pour les pays entrant en ligne de compte sous les rubriques correspondantes (importation, exportation dans le groupe des matières premières), et à partir de 1931 la position 869-a2 est consacrée à l'or non ouvré compris dans le trafic commercial proprement dit; jusqu'en 1931, les transactions sur l'or entre la France et la Suisse semblent être fort réduites; mais à partir de cette date, on constate un accroissement considérable des exportations d'or en barre que la douane considère comme destiné à des usages commerciaux ou industriels, mais qui sans doute correspondent également à des transferts de caractère spéculatif ou financier; il faut d'ailleurs remarquer que ce trafic de l'or s'opère dans les deux sens, et ainsi en face des exportations suisses en France, figurant sur le tableau VI-C, nous relevons les envois d'or suivants, relevés par la douane suisse dans le sens France-Suisse : 1931, 9,2; 1932, 23,1; 1933, 25; 1934, 17,3; 1935, 23,9 millions de francs suisses.

Les marchandises que nous avons retenues sur le tableau VI-C (voir annexe) sont celles qui, ces dernières années, marquent encore un certain degré d'activité, tandis que nous examinerons ensuite quelques-unes de celles qui, pendant un temps, jouèrent aussi un rôle dans cette catégorie.

Cuirs et **peaux** bruts font l'objet en Suisse d'un commerce assez actif, se situant plus particulièrement à Bâle; les marchandises proviennent, d'une part, de l'abatage indigène, d'autre part de l'étranger, et sont exportées après avoir subi certaines manipulations. Les entraves du commerce international, la faiblesse et l'instabilité du cours de la marchandise, ont ralenti l'activité du commerce suisse et par là même restreint les exportations en France.

Cuirs bruts, salés ou non salés secs (172) :

1929	10.499	1.650.893
1935	10.628	942.241

Peaux brutes, salées ou non salées, sèches (173) :

1929	11.421	3.819.166
1935	2.416	375.991

Fibres et chiffons : En même temps qu'importatrice, la Suisse est exportatrice de matières premières pour la fabrication du papier, sous forme de chiffons; les exportations suisses en France s'équilibrent en général avec les exportations françaises en Suisse, qui cependant sont nettement supérieures ces dernières années, sous forme de matières fibreuses, préparées chimiquement (cellulose); ici il faut noter que la fabrication française s'est développée et que la pâte des pays nordiques revient bien meilleur marché, de telle sorte que les exportations helvétiques sont tombées à un chiffre insignifiant, et que sous position 291 nous assistons depuis 1934 à une plus forte exportation de France en Suisse.

Chiffons (drilles) de tout genre, déchets, etc. (288) :

1929	23.909	655.416
1935	13.940	181.012

Matière fibreuse pour la fabrication du papier obtenue par des procédés mécaniques, humide ou sèche, pâte de chiffons (289) :

1929	16.564	391.310
1935	4.886	51.381

Matière fibreuse obtenue par des procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.) humide ou sèche :

— non blanchie (290) :

1929	17.430	429.532
1935	3.275	60.047

— blanchie (291) :

1929	32.866	1.387.696
1935	8.248	190.760

Le cuivre, qui occupe une place importante dans un pays où l'industrie électrique est grandement développée, fait

l'objet, comme nous l'avons déjà signalé, de transactions importantes entre la France et la Suisse; les exportations suisses, qui ne comportent plus que des quantités insignifiantes pour la limaille, la tournure et les débris, comprennent encore aujourd'hui des quantités importantes de barres, tôles et certains fils de cuivre, mais dont les valeurs ont considérablement diminué avec les cours.

Cuivre et alliages (817) :

1929	29.709	6.208.396
1935	29.074	2.889.420

Fil en torches : étiré, ayant un diamètre inférieur à 6 mm. (1818-c) :

1929	3.866	917.387
1935	4.101	371.635

Le ciment, qui est exporté par la Suisse sous forme de ciment Portland, est fabriqué dans de nombreuses usines; pendant plusieurs années, elles se sont livrées à des luttes acharnées, se traduisant par des prix parfois anormalement bas, qui ont permis, par exemple en 1930 d'accroître les exportations. Quelques cimenteries suisses arrivent, en effet, en raison de leur situation, à fournir les régions frontières françaises, mais les exportations ont naturellement baissé avec le ralentissement de l'activité du bâtiment, mais moins que ne le laisse supposer notre tableau, dont la diminution brusque en 1934 s'explique par le fait qu'à partir de cette date le ciment est repris comme produit fabriqué. Notons qu'en sens inverse la France exporte certaines quantités de ciment romain.

Ciment Portland (619) :

1929	628.114	1.932.045
1935	181.320	443.715

Bétail de ferme : Bien que la Suisse possède d'excellentes races (brune, tachetée rouge, tachetée noire) de bétail d'élevage, les exportations à destination de la France étaient assez réduites; cependant, ces dernières années,

à la suite de mesures officielles pour favoriser la vente : paiement du prix du transport et arrangement favorable lors des négociations de 1934, il faut noter une certaine animation dans les exportations; des commissions et des éleveurs français, également des Suisses établis en France, visitent les foires et marchés suisses pour y effectuer des achats ⁽²⁵⁾.

Taureaux destinés à la reproduction (137-a) (pièces) :

1929	93	113.180
1933	173	126.746

Vaches de ferme (138 b) :

1929	49	52.366
1933	944	715.982

Parmi les diverses autres matières premières exportées par la Suisse, citons tout d'abord **le bois** : produit par la forêt suisse, il se compose de bois de construction et de bois d'œuvre brut d'essence résineuse, c'est-à-dire de sapin; notons que la presque totalité des exportations entre dans le trafic spécial de voisinage, mais que néanmoins elles ont nettement diminué; il en va de même pour les diverses autres exportations de bois qui entrent dans la catégorie des produits fabriqués : les bois d'œuvre et de construction d'essence résineuse, les divers ouvrages en bois (1928, 825.000 fr.; 1933, 262.000 fr.) où le matériel d'emballage, qui représentait, en 1929, 11.956 quintaux pour 304.474 francs, a complètement disparu en 1933, enfin quelques articles de sculpture sur bois (72.000 fr. en 1929 et 1933). Les prix, ainsi que les mesures de pro-

(25) A propos du marché des taureaux d'élevage de Bulle, en 1933, on lit dans le rapport sur le commerce et l'industrie de la Suisse en 1933, p. 173 : « A côté d'une commission des Vosges, différents éleveurs privés des départements de la Côte-d'Or, de l'Isère, de l'Ain et de la Savoie ont assisté à ce marché : 18 pièces, dont 2 animaux de la race tachetée noire, ont été achetées pour l'exportation en France. »

Le rapport 1933, p. 183, renferme également des détails sur les exportations en France.

tection prises par la France, ne laissent pas entrevoir d'amélioration sur les exportations de bois.

Bois de construction et bois d'œuvre :

— bruts; d'essence résineuse (230) :

1929	216.058	1.154.243
1935	95.582	299.166

— sciés de long ou refendus, même complètement équarris, d'essence résineuse (237) :

1929	63.823	1.101.185
1935	34.959	387.021

Les relations entre les industries françaises et suisses de la soie, que nous avons signalées précédemment en étudiant les exportations françaises en Suisse, se retrouvent dans les exportations suisses en France, où figure dans les matières premières une certaine quantité de soie (principalement déchets et peignée), mais pour une valeur infiniment moindre que celles des exportations françaises; comme pour celles-ci, la crise s'est fait sentir, et nous les voyons réduites à des chiffres très minimales en 1935.

Déchets de soie (434) :

1929	2.350	521.269
1935	799	110.234

Peignée (435) :

1929	1.888	2.823.055
1935	448	223.509

Grège (436) :

1929	41	230.441
1935	83	95.680

C'est enfin sous la rubrique **fer brut** que nous trouvons encore quelques exportations suisses de matières premières, qui avec le temps se sont considérablement réduites, passant de 3.985.000 francs en 1929 à 657.000 en 1935. Ce sont les minerais de fer du Gonzen et des pyrites calcinées, importées d'Italie ou d'Espagne et réexportées après utilisation dans l'industrie gazière ou chimique suisse, qui

sont envoyés vers nos régions sidérurgiques; ces exportations sont soumises à des variations multiples et ne sont importantes que de 1927 à 1932, car l'exploitation de Gontzen revient parfois si cher que l'on est obligé de la suspendre. L'industrie électro-métallurgique suisse trouvait aussi en France un débouché pour ses ferro-alliages, mais le développement technique de cette industrie en France a complètement suspendu les exportations. Seule une spécialité de la métallurgie suisse, fer étiré brut, produit semi-ouvré, maintient avec une stabilité relative ses exportations en France.

Minerais de fer (707) :

1929	443.218	923.833
1935	23.358	29.861

Ferrochrome, ferrosilicium, bruts (710-b) :

1929	20.588	1.321.063
1935		néant

Fer étiré ou laminé à froid (comprimé) : brut, aussi recuit pesant moins de 12 kg. par m. (723-b) :

1929	22.438	1.195.820
1935	9.896	487.100

Les autres métaux non précieux bruts ont représenté selon les années une partie notable des matières premières exportées, puisque leur valeur totale s'élève : en 1923, à 600.000 fr. s.; en 1929, à 3.335.000 fr., et, en 1935, à 1.281.000 fr. Pendant quelques années, 1928-1932, le tain pour glace y a occupé une place importante, mais a complètement disparu de nouveau (1929, 2.190 qm.; 1 million 302.872 fr.), le nickel représente l'autre fraction importante de ses exportations et se maintient (pos. 860 : nickel pur ou alliage : 1929, 2.076 qm.; 1.112.282 fr.; 1935, 2.223 qm.; 896.931 fr.).

Les ressources mêmes de la Suisse qui ne comprennent que quelques produits d'origine agricole (bois, cuirs et neaux, bétail), la concurrence de fournisseurs mieux pla-

cés et de la production nationale pour couvrir les importants besoins de la France, expliquent le rôle restreint des matières premières dans les exportations suisses et la place insignifiante de la Suisse dans les importations françaises de cette catégorie; seul un relâchement des entraves au commerce international accompagnant une reprise économique et facilitant le trafic intermédiaire de la Suisse permettrait d'envisager une animation de ces exportations suisses en France.

III. — EXPORTATIONS DE PRODUITS FABRIQUÉS.

Le manque de ressources naturelles et la nécessité d'utiliser son travail afin d'obtenir les matières premières destinées à couvrir ses besoins expliquent le rôle essentiel des produits fabriqués dans les exportations de la Suisse, et notamment dans les exportations vers la France. Sous la direction d'ingénieurs et de chefs d'entreprises qui, par leurs études dans les instituts universitaires et au cours de séjours à l'étranger, acquièrent et perfectionnent les multiples connaissances nécessaires pour suivre les progrès industriels, une main-d'œuvre d'élite, dont l'habileté technique et la conscience professionnelle se sont développées au cours des siècles, travaille à la fabrication des articles les plus divers. Les produits suisses se caractérisent par leur qualité, reposant sur les divers éléments suivants : le soin particulier mis en œuvre pour leur fabrication à l'aide d'un outillage perfectionné permettant la plus grande précision; la valeur même des matières premières utilisées, elle doit être en rapport avec la somme de travail qui leur est incorporée; l'abondance des capitaux qui facilitent l'investissement en machines et l'achat des matières premières; les conditions de la clientèle nationale, assez réduite, elle ne permet pas le travail en grande série, exigeante sur la bienfacture des marchandises, elle

a la faculté de les soumettre au contrôle et à la garantie de laboratoires d'essai, à moins que cela ne soit même prescrit par les règlements administratifs (contrôle des compteurs électriques, par exemple). Mais ce produit de qualité présente l'inconvénient de coûter cher; les frais de production, les salaires d'une main-d'œuvre qualifiée, qui jouit d'un standard de vie élevé, l'obligation de se procurer la matière première à l'étranger, viennent obérer lourdement la situation du produit suisse sur le marché international, compliquée encore parfois de la position du franc suisse sur le marché des changes. Cependant, en dehors de la remarquable activité des commerçants suisses, en relations anciennes et suivies avec le marché français, en dehors de la spécialité de certains articles pour lesquels une technique particulière crée un véritable monopole de la fabrication helvétique, c'est dans sa qualité qu'il faut voir le principal élément permettant au produit suisse de s'assurer un débouché en France : là il aura à rivaliser avec la production nationale, bien souvent similaire, qui peut aussi envisager avec le développement industriel contemporain la fabrication des produits concurrents, d'autant plus que les frais de production, notamment les salaires, étaient bien moindres jusqu'à ces dernières années; il aura aussi à lutter contre la concurrence des grands pays industriels (Allemagne, Angleterre, Belgique), qui, pour de multiples raisons, offrent leurs fabrications dans des conditions plus favorables; enfin, il aura à franchir les divers obstacles douaniers ou administratifs ⁽²⁶⁾. Dans ces circonstances, le produit suisse, grâce à sa qualité et malgré son prix, trouve la faveur de la clientèle française; celle-ci, lorsque son

(26) L'industrie électro-technique et électro-mécanique suisse voyait ses possibilités d'exportation réduites par les prestations en nature effectuées par l'Allemagne, qui est déjà son concurrent le plus actif dans cette branche.

pouvoir d'achat n'est pas trop amoindri, donnera sa préférence au produit suisse en raison de nombreux avantages : solidité, rendement, services rendus à l'usage, que nous pourrions résumer dans cette formule un peu simpliste : « On en a pour son argent. »

Le courant d'exportations se trouve parfois freiné par ce phénomène d'auto-concurrence résultant de l'émigration de l'industrie suisse⁽²⁷⁾, la France semblant être la terre de prédilection de ce mouvement. En effet, afin d'éviter les frais de production élevés rencontrés en Suisse, afin de se soustraire aux multiples entraves douanières, de nombreux industriels suisses, mus également par un compréhensible désir d'expansion largement aidé par les facilités financières et dans le but de conserver le contact avec la clientèle française, ont transporté une partie de leur activité en territoire français. Cependant, si certaines de ces succursales se sont petit à petit transformées en sociétés françaises, implantant dans leur pays de résidence des méthodes de travail propres à la Suisse, exploitant les brevets que la Suisse était seule à détenir auparavant, congédiant bientôt le personnel suisse qui avait permis ce transfert et se libérant finalement de toute dépendance financière vis-à-vis de la maison mère⁽²⁸⁾, si d'autres se sont intégrées dans des combinaisons d'un caractère international plus vaste encore, dans la plupart des cas, nous constatons une utile et fructueuse collaboration franco-suisse qui bénéficiera aux deux pays.

Nous n'examinerons pas les mouvements des exportations de produits fabriqués, car leur importance et leur prépondérance dans les exportations totales de la Suisse en France sont telles qu'ils s'identifient avec les mouvements de ces dernières, examinés en tête de ce paragraphe; et nous allons passer à l'examen des principales

(27) A. Masnata, *L'émigration des industries suisses*, Lausanne, 1924.

(28) Les entraves au développement des importations suisses en France, R.E.F.S., nov. 1934, p. 139.

exportations dans l'ordre où elles figurent sur notre tableau VI-D fixant leur valeur annuelle.

L'industrie des textiles est une des branches les plus actives de l'exportation suisse, mais elle a ressenti très rudement les assauts de la crise, pendant laquelle le recul constant des prix pour la matière première, les changements continus de la mode et la situation économique peu stable ne provoquèrent que des ordres en petite quantité; certains articles spéciaux (ruban et broderie), subissant l'influence capricieuse de la mode et ne bénéficiant plus de la faveur du public, avaient imprimé depuis 1920 déjà une tendance à la baisse; la simple considération du chiffre total des textiles exportés, s'élevant à 753,4, 625,8 et 478,8 millions de francs suisses aux trois dates types de 1923, 1929 et 1935, confirme cette évolution, la part de la France était respectivement alors de 43,5, 25,3 et 13,1 Mo. fr. s. La France se range en effet parmi les bons clients des textiles suisses; son quatrième rang en 1923 et son cinquième rang en 1929 indiquent sa place moyenne; mais avec le développement de la crise, la proportion et le rang (troisième) occupés par les achats français ont augmenté leur importance relative; la production suisse, plus soucieuse de bienfacture que d'esthétique et moins éprise de fantaisie que de vérités pratiques (la nécessité de travailler le marché intérieur et de maintenir les débouchés extérieurs lui ont cependant fait suivre avec succès ces dernières années la nouveauté et la mode), a pu s'assurer, grâce à leur qualité pour certains articles spéciaux, des débouchés sur le marché français, malgré la concurrence de la production indigène, qui s'abrite derrière les diverses mesures douanières, et les offres étrangères, mieux placées pour les prix.

Les cotonnades prennent aujourd'hui la première place dans les exportations textiles en France, mais ne comportent cependant qu'un nombre assez réduit d'articles.

Dans la catégorie des tissus, l'exportation principale est représentée par les **tissus écrus** légers (voile, mousseline, etc.), qui seront transformés dans les usines voisines d'Alsace; quant aux tissus finis, ils occupent une place bien moindre; cependant depuis 1933, où ils sont compris dans le T.P.R., les exportations en qualité légère semblent s'être accrues.

Sous **autres articles de coton**, nous trouvons des articles disparates, dont les variations diverses expliquent la stabilité de cette position : certains filés de coton, faible part de l'exportation globale suisse, quelques articles de bonneterie en coton (1929, 104.000 fr.; 1935, 68.000 fr.) et quelques articles de confection, la lingerie y marque un accroissement sensible (1929, 100.000 fr.; 1935, 507.000 fr.).

Tissus unis ou croisés, écrus ou crévés :

— pesant 12 kg. ou plus par 100 m² (360) :

1929	183	135.770
1935 ..	1.128	383.099

— pesant de 6 à 12 kg. exclusivement par 100 m² (361) :

1929	423	421.239
1935	339	171.956

— pesant moins de 6 kg. par 100 m² et ayant 20 fils ou plus par carré de 5 mm. de côté (363) :

1929	1.410	2.013.135
1935	104	153.079

Tissus unis ou croisés; blanchis, mercerisés, imprégnés (364) :

— pesant moins de 6 kg. par 100 m² (364-b) :

1929	144	367.469
1935	392	591.910

— teints (365); légers (365-b) :

1929	73	241.066
1935	484	317.281

Fils de coton, écrus ou étuvés :

— simples, jusques et y compris le n° 19 (347) :

1929	520	256.212
1935	550	169.323

— simples, du n° 20 au n° 119 compris (348) :

1929	2.133	1.639.226
1935	758	387.942

Les **broderies au plumetis** représentent la fraction marquante des exportations en France de l'importante industrie suisse de la broderie; ses articles réputés atteignent un vaste marché mondial; cependant, la France, qui possède également une fabrication d'articles courants (Saint-Quentin), n'achetait en Suisse qu'un certain nombre d'articles spéciaux ou de luxe et figurait à un rang assez éloigné parmi les acheteurs de la Suisse (7^e à 10^e rang, de 1922 à 1932). Au cours de cette période, la mode s'étant détournée des articles qui constituent le pilier de l'industrie suisse (bandes et entre-deux), les exportations suisses ne cessèrent de diminuer, d'une façon plus accélérée encore avec la crise, qui, par suite de l'affaissement du pouvoir d'achat, réduit la clientèle de cette marchandise de luxe, et dans ces conditions, malgré les efforts déployés pour maintenir la mode (en 1927, pas moins de 160.000 modèles sont déposés à Berne), elles voient leur valeur tomber en dix ans de 132 Mo. de fr. en 1925 à 68 Mo. en 1930 et 12,7 Mo. en 1935; cependant, en suivant la marche des exportations en France, on constate que cette régression ne s'y fait pas sentir, car les ventes, au cours des vicissitudes antérieures, s'étaient déjà réduites à un petit noyau de clientèle assez stable, et la France voit son importance relative augmenter, passant au troisième rang en 1932-1933-1934 et au deuxième rang en 1935 des débouchés de la broderie suisse (le tableau récapitulatif du rapport annuel de la statistique du commerce suisse continue cependant à ne pas y faire figurer la France).

Après avoir signalé les influences françaises sur la fabrication suisse, sur laquelle la mode parisienne agit en donnant le ton⁽²⁹⁾, nous indiquerons, sans insister plus lon-

(29) On lit ainsi dans *Textiles suisses*, numéro spécial 1936, p. 4 : « Il y a longtemps que les industriels suisses attendent que Paris regarnisse les robes, car seules les garnitures permettent l'utilisation générale de dentelles et de la broderie. »

guement sur les différentes sortes de broderie consignées dans les statistiques ci-dessous, que la France est proportionnellement le meilleur client de la Suisse pour les articles « tulle et broderie chimique ».

Broderies au plumetis, fabriquées sur la machine à broder ordinaire ou sur la machine à navette, avec ou sans applications :

— Garnitures (bandes et entre-deux) (386) :

1929	90	627.616
1935	43	64.227

— Broderies sur tulle; broderies chimiques (387) :

1929	23	417.607
1935	37	337.026

— autres spécialités et robes, mouchoirs, etc. (388) :

1929	114	810.633
1935	188	843.928

Les exportations suisses de soieries ont souvent constitué la fraction la plus importante des exportations textiles suisses en France, mais le ralentissement du commerce mondial de la soie, les conditions de la production helvétique, ont fortement atteint les exportations, et notamment vers la France, qui devait aussi défendre sa propre fabrication.

La bourre de soie, ce produit de l'industrie bâloise, de la schappe, que la France alimente par ses exportations de déchets et de peignées, a représenté une part notable de ces exportations, mais sa vente dépend beaucoup des fluctuations de la mode et des prix de la soie; si la soie est favorisée et les prix élevés, la schappe en bénéficie, mais les baisses du cours de la soie, l'extension de la soie artificielle, enfin la transformation directe en France des peignées ont complètement fait disparaître les exportations suisses en France, en même temps que les autres marchés se réduisaient.

Bourre de soie :

— non moulinée (437) :

1929	45	142.134
1935	8	7.983

— moulinée (439) :

1929	769	2.512.156
1935	4	6.680

Les **étoffes de soie** ne peuvent naturellement qu'être assez difficilement vendues sur le marché français fourni par sa production nationale; cependant, avant la guerre, la France figurait au troisième rang des clients, tandis qu'avec les difficultés douanières et monétaires de l'après-guerre, elle est ramenée à un rang bien inférieur (entre le 5° et le 9°).

Les précisions de la statistique douanière confirment la nature des exportations suisses; elles comprennent essentiellement des articles de soie naturelle, articles de luxe ou de qualité, articles classiques, comme satin et taffetas, dont la valeur est appréciée par la mode parisienne, mais qui sont soumis aux influences générales agissant sur la marche des exportations suisses en France.

Articles en soie (447-b) :

— en soie, bourre de soie, pures :

1929	487	4.388.576
1935	213	863.249

— avec d'autres matières textiles :

1935	72	112.434
------------	----	---------

— en soie artificielle pure :

1935	29	53.931
------------	----	--------

Sous **autres articles de soie**, nous trouvons les divers articles suivants : la gaze à bluter, spécialité suisse dont la qualité a éliminé la concurrence mondiale et dont les exportations en France sont très stables, bien que l'industrie suisse y ait établi une succursale; par contre, la rubanerie, autre spécialité suisse réussissant encore à

exporter pour 1 million en 1923, a complètement disparu des exportations en France en raison de la mode, qui a abandonné l'emploi de cet article, de la concurrence de l'article stéphanois, dont l'exportation compensatrice en Suisse a subi le même sort, enfin de l'établissement en Alsace de l'industrie suisse rebutée par les difficultés douanières et la différence des prix de revient. Les broderies de soie représentent un poste stable, marquant même une augmentation quantitative; la confection de soie, par contre, est en décroissance de 247.000 à 123.000 fr., comme d'ailleurs les articles de bonneterie de soie, dont la moins-value tient essentiellement à l'impossibilité d'exporter les bas de soie depuis 1932. Enfin, il faut ajouter sous cette rubrique les exportations de soie artificielle, reprises depuis 1932 comme produit fabriqué; elles s'élèvent à un chiffre assez important et comprennent essentiellement de la soie viscosé, fabriquée dans des usines auxquelles le capital français est fortement intéressé.

Soie artificielle non accommodée pour la vente au détail :

— brute, non colorée artificiellement (446-a) :

1929	2.514	3.261.271
------------	-------	-----------

— brute, soie viscosé (446-a1) :

1935	2.232	1.089.969
------------	-------	-----------

Gaze à blutoir (447-a) :

1929	8	238.835
------------	---	---------

1935	8	217.171
------------	---	---------

Rubannerie (449) (poids effectif) :

1929	14	112.434
------------	----	---------

1935	11	26.559
------------	----	--------

Broderies de soie (451) :

1929	17	409.320
------------	----	---------

1935	29	354.904
------------	----	---------

Bas de soie (541) :

1929	61	485.219
------------	----	---------

1935	1	6.357
------------	---	-------

Autre bonneterie en soie (542) :

1929	31	317.396
------------	----	---------

1935	23	136.988
------------	----	---------

Les autres articles textiles groupent la production des diverses autres fabrications suisses dont les exportations, comme leur développement même en Suisse, occupent une place moindre par rapport aux précédentes.

L'industrie et le commerce suisses de la laine, qui, comme nous l'avons vu, s'approvisionnent en grande partie en France, n'exportent dans ce pays que quelques articles spéciaux : fils de laine accommodés pour la vente au détail, et tissus de laine peignée écrus, enfin la bonneterie et le tricotage en laine représentent, sous forme de vêtements, sous-vêtements, en crêpes de santé, jerseys, etc., une exportation intéressante; la bonneterie et le tricotage en laine comme en soie constituent une spécialité suisse qui, par le sérieux de la fabrication, la qualité des produits et le goût qu'on s'est efforcé d'y introduire, s'est acquis une juste renommée : le prix moyen de l'article suisse exporté, de deux à trois fois supérieur à l'article français exporté en Suisse, indique que la France achète en Suisse des objets de luxe; la faveur actuelle des sports ouvre une plus grande possibilité pour la vente des tricotages suisses.

Les ouvrages en paille, produits d'une industrie suisse très spéciale localisée dans le canton d'Argovie, représentent une exportation en France de 3,1 Mo. de fr. en 1929 et de 1,6 Mo. en 1933 et comportent essentiellement les tresses de paille et autres matières similaires utilisées pour la confection des chapeaux; constatons que dans ce groupe chapellerie-tresses la production française et suisse sont complémentaires, car si la France achète des tresses à la Suisse, elle lui vend, par contre, la matière première nécessaire sous forme de cellophane (2,6 Mo. de fr. en 1927 par exemple) ou bien encore des cloches de chapeaux de paille et des chapeaux de paille garnis. La valeur même des exportations de tresse, au caractère saisonnier très marqué

(de septembre à mars), variera grandement selon la qualité de l'article demandé (tresses teintes et imprimées de paille, chanvre, soie artificielle, visca, crin artificiel, pédaline, neora, etc.).

L'examen des exportations textiles en France sera complet lorsque nous aurons mentionné quelques articles en lin et divers (385.000 fr. en 1929; 263.000 fr. en 1935), représentés surtout par des fils de lin, divers articles de caoutchouc (tissus ou matière plastique : 611.000 fr. en 1929; 186.000 en 1935).

Fils de laine accommodés pour la vente au détail (470) :

1929	339	561.893
1935	519	548.630

Tissus de laine peignée, écrus (472) :

1929	916	1.844.237
1935	1.073	1.090.121

Bonneterie et tricotage en laine (545) :

1929	135	1.155.875
1935	112	537.429

Tresses écrues et autres (508-a-b) :

1929	267	295.684
1935	196	154.232

Tresses et articles divers en paille et autres, teints, imprimés, avec ornements (511) :

1929	514	2.257.715
1935	481	1.066.433

Chapeaux non garnis, autres (566) :

1929	70	503.864
1935	83	343.917

Sous la dénomination générale « industrie métallurgique », on trouve le chiffre le plus élevé des exportations suisses de produits fabriqués; en 1929, 773.3 Mo. de fr. s., et en 1935, 327,1; la France y prend une part fort importante, puisque les chiffres de 80,5 Mo. de fr. s. en 1929 et de 38,5 Mo. de fr. s. en 1935 la classent respectivement au quatrième et au deuxième rang des clients de la Suisse;

ce rôle de la France est d'ailleurs variable selon les différentes catégories que nous allons examiner maintenant.

Les machines et leurs pièces détachées constituent le poste le plus important des exportations suisses en France, en même temps qu'elles comptent la France comme leur premier acheteur. La valeur des produits offerts par l'industrie mécanique et électro-mécanique suisse, due à la science des ingénieurs qui adaptent avec clairvoyance les derniers progrès de la technique, à la précision et au fini qu'une main-d'œuvre hautement qualifiée apporte à la fabrication et au montage, au traitement et au choix des matières premières qui ne sont utilisées qu'après de minutieux essais dans les laboratoires, cette valeur a permis aux machines suisses de trouver un bon débouché sur le marché français, grand importateur de machines; en effet, lorsque les industriels français se laissent guider par des considérations de bon rendement et de long usage, lorsqu'ils veulent une machine spécialement adaptée et offrant de sérieuses garanties, ils sont amenés à s'adresser à la production suisse, qui ne leur offre pas un avantage direct pour les conditions de prix, mais qui leur fournit un produit soigné possédant ces qualités du « fait sur mesure » et non pas de l'article de série. En dehors de cette valeur intrinsèque et des efforts commerciaux, on peut trouver dans les faits suivants des facteurs ayant contribué aux exportations de machines suisses en France : le placement de capitaux ou la participation d'intérêts suisses dans certaines entreprises françaises ont été suivis d'achats de matériel suisse; de même, le phénomène plus précis de l'émigration de l'industrie suisse, sous certains aspects défavorable aux exportations, se traduit par le recours aux machines suisses pour l'installation des entreprises, qui emploieront également par la suite dans leur fabrication certaines pièces restées le monopole des maisons établies dans le pays d'origine.

Les machines exportées se rangent dans les catégories les plus variées; cependant, la véritable suprématie technique, que par expérience la Suisse s'est assurée dans l'électricité, donne la prédominance aux fabrications se rattachant à cette branche, et l'on relève des machines allant de l'installation à la mise en œuvre de la force mécanique par les turbines hydrauliques, les turbines à vapeur, les moteurs à gaz ou à huile lourde, à la production de l'énergie électrique par les dynamos et les alternateurs, sa transformation, enfin sa consommation par le petit moteur ou la puissante locomotive électrique; mais les autres branches mécaniques contribuent aussi aux exportations : machines textiles, pour lesquelles l'influence de la crise avec la restriction de la production française et de l'investissement en machines est particulièrement sensible, machines de la branche alimentaire (minoterie, brasserie, empaqueteuse), machines-outils, etc.; nous ne pouvons songer à dresser le catalogue complet, dont le tableau ci-dessous donne un aperçu, ni à souligner avec les bulletins commerciaux ou les revues techniques des maisons, que telle centrale électrique est équipée avec des turbines suisses, tel navire avec des moteurs ou des pompes, telle compagnie de chemin de fer avec des locomotives électriques ou Diesel, tel tissage avec des métiers d'origine suisse, etc., laissant ce soin à la publicité et à la presse, qui, sur un papier fabriqué ou imprimé, peut-être avec des machines suisses, mettra en valeur l'heureuse collaboration technique et commerciale des deux pays, à la plus grande satisfaction du fabricant et de l'acheteur.

La marche générale des exportations suisses en France s'illustre très clairement avec les machines : au cours des années 1919 et 1920, et même encore 1921 et 1922, les exportations atteignent un chiffre très élevé, car les machines sont nécessaires au rééquipement industriel de la France; puis dans les années qui suivent, les effets conju-

gués des mesures douanières, de la dépréciation du franc français et de la concurrence internationale réduisent d'année en année le chiffre des exportations jusqu'en 1928, qui marque une reprise se poursuivant jusqu'en 1931; à partir de 1932, les achats de la France baissent très nettement sous l'influence, un peu retardée, mais se prolongeant jusqu'en 1936, de la crise. Au cours de la période 1928-1935, certaines circonstances, comme l'équipement très poussé des grandes sociétés françaises d'énergie électrique, ont eu une influence favorable; par contre, d'autres se sont fait sentir très défavorablement, comme les diverses mesures prescrivant aux sociétés privées ou entreprises d'un caractère semi-administratif (comme les exploitations de chute d'eau concédée) ou encore aux différents services relevant des autorités gouvernementales, départementales, communales, que le matériel utilisé doit être de fabrication française.

Enfin, avant de donner le tableau des exportations aux deux dates types que nous avons choisies, il convient de remarquer que, malgré la tendance égalisatrice de la répartition des exportations sur un grand nombre de types de machines, la valeur unitaire de certaines commandes (locomotive électrique, machines à imprimer) et le délai de livraison nécessaire doivent être pris en considération dans l'examen du chiffre annuel des exportations.

Exportations en France des diverses sortes de machines

I. — MACHINES MOTRICES.

Machines dynamo-électriques et transformateurs d'énergie électrique de tout genre (MDy) :

1929	7.872	3.081.814
1935	4.233	1.412.994

Moteurs hydrauliques et à vent; pompes (M3) :

1929	3.814	1.392.020
1935	1.818	629.640

Machines à vapeur diverses, turbines à vapeur (M4) :

1929	5.341	1.932.409
1935	1.631	586.070

Moteurs à huile et à gaz et autres machines motrices (M5) :

1929	4.929	1.466.515
1935	5.604	1.276.667

II. — MACHINES REMPLAÇANT LA MAIN-D'ŒUVRE.

a) *Machines pour travailler les matières textiles.*

Machines pour la filature (884) :

1929	3.967	1.874.171
1935	701	258.205

Métiers à tisser (885) :

1929	11.039	1.979.158
1935	4.502	558.346

Autres machines pour le tissage (886) :

1929	3.863	1.710.275
1935	815	435.502

Machines à tricoter, machines pour la bonneterie et remmailleuses (887) :

1929	5.773	3.477.455
1935	1.424	834.233

Machines à broder (888) :

1929	4.617	718.489
1935	5	6.481

b) *Autres machines, engins.*

Presses à imprimer (890-a) :

1929	3.947	1.366.836
1935	6.453	1.641.034

Autres machines pour les arts graphiques (890-b) :

1929	449	295.944
1935	388	198.134

Machines-outils servant à travailler les métaux, le bois, etc. (M6) :

1929	6.769	3.616.293
1935	3.254	2.289.636

Machines pour la minoterie (M2) :

1929	3.402	470.598
1935	2.147	385.699

Machines pour la fabrication et la mise en œuvre de substances alimentaires (M7) :

1929	7.737	2.806.489
1935	2.103	843.521

Machines et engins mécaniques de tout genre, non dénommés ailleurs, et leurs pièces finies (M9) :

1929	10.448	4.041.486
1938	4.936	1.894.807

Les autres articles manufacturés en fer rassemblent une variété de produits de la métallurgie, de la construction métallique et de la mécanique; elle est dominée par une spécialité suisse du travail du fer : les pièces de raccord dont les exportations en France marquent une stabilité notable; parmi les autres articles, il faut citer : les limes dont les exportations en France sont ralenties par la création d'une succursale dans ce pays; les potagers et les poêles, pour lesquels l'expérience et la technique du chauffage électrique en Suisse n'ont pu servir directement l'exportation en raison des droits de douane et ont été utilisées indirectement dans des ateliers de construction établis en France; enfin, dans la catégorie des véhicules, les motocyclettes, qui principalement, sous forme de moteurs et pièces détachées, réalisèrent un chiffre important en France jusqu'au jour où la dévaluation de la livre favorisa la fabrication anglaise; les pièces détachées de camions, car la fabrication de camions, seule branche de l'activité automobile développée en Suisse, ne pouvant exporter des voitures complètes, expédie des pièces détachées plus particulièrement destinées au montage dans l'importante succursale parisienne d'une marque réputée de camions suisses, ainsi que d'autres pièces détachées destinées aux automobiles, notamment l'équipement électrique.

Pièces de raccord :

— brutes (noires), blanchies, passées au tambour, goudronnées (748) :

1929	14.633	3.531.871
1938	10.766	2.159.674

— zinguées, étamées, nickelées, cuivrées (746) :

1929	138	80.632
1938	2.086	539.874

Limes et râpes, taillées sur une longueur :

— de 16 à 33 cm. exclusivement (749) :

1929	223	262.482
1935	162	179.618

— de moins de 16 cm (750) :

1929	71	131.489
1935	6	17.147

Potagers et poêles (pour chauffage) :

— électriques (781-a) :

1929	131	51.881
1935	268	70.601

— autres (781-b) :

1929	1.049	231.262
1935	872	179.194

Motocyclettes, moteurs et parties de moteurs, etc. (913-a) :

1929	1.307	1.193.006
1935	90	53.033

(Dont 113 et 8 unités.)

Automobiles pesant plus de 1.600 kg., pièces détachées (914-d) :

1929	400	302.675
1935	432	298.608

Appareillage électrique de démarrage, allumage, etc. (924-c) :

1935	564	632.040
------------	-----	---------

Les autres produits manufacturés en métaux communs se caractérisent par une tendance presque continue à diminuer la valeur des exportations, et ce par suite du grand développement de la fabrication de ces produits en France. Les ouvrages en cuivre (1923, 2.253.000 francs; 1929, 1.793.000 fr.; 1935, 427.000 fr.) marquent cette chute pour tous les articles, aussi bien les câbles que les ouvrages en cuivre ou alliage de cuivre, bruts, tournés ou non, polis matés ou non, les vis et autres produits des ateliers de décolletage solcurois et romands. De même, les achats d'aluminium effectués par la France en Suisse (1923, 2.852.000; 1929, 1.121.000; 1935, 1.004.000 fr.) ne la font figurer qu'à un rang très éloigné de cette importante industrie suisse, car la France elle-même figure parmi les pays producteurs.

Câbles sans gaine de plomb et sans armature en fer; fils électriques isolés (824) :

1929	335	464.389
1935	9	4.882

Ouvrages en cuivre, tournés, non polis, non matés (834) :

1929	289	325.002
1935	59	69.484

Aluminium pur, en masses, lingots, plaques fondues, barres (862) :

1929	1.834	444.194
1935	337	50.135

Alliage d'aluminium en masses, lingots, etc. (864) :

1929	2.991	224.411
1935	2.245	135.042

Ouvrages en aluminium et alliages d'aluminium (867) :

1929	660	375.564
1935	1.547	513.100

Instruments et appareils, branche où le soin et la précision du travail suisse ont trouvé un vaste champ d'application, rassemblent les objets les plus divers dans les exportations destinées à la France. Dans un premier groupe d'instruments et appareils d'optique, physique, chirurgie, dessin, nous relèverons les appareils d'orthopédie; dans un autre groupe qui comporte les instruments dits de petite mécanique, comme machines à écrire, machines à calculer, compteurs à gaz, caisses-contrôles, appareils enregistreurs, nous signalerons l'importance des deux premiers articles cités; dans les instruments de musique, ce sont les appareils mécaniques, sous forme de moteurs de phonographe, qui prennent une place importante. Cependant, pour les instruments et appareils, plus que pour les machines encore, l'application de l'électricité joue un rôle prépondérant, et les différents appareils électrotechniques que les ingénieurs suisses ont porté à une véritable perfection prennent le chemin de la France sous forme de compteurs électriques, interrupteurs, commutateurs, tableaux commutateurs, etc.

Instruments et appareils orthopédiques (939) :

1929	109	251.244
1935	87	241.321

Compteurs à gaz, appareils enregistreurs, machines à écrire, machines à calculer (948-a/b) :

1929	218	872.269
1935	260	532.736

Appareils télégraphiques, téléphoniques, radiophoniques (954/954-a) :

1929	205	318.087
1935	36	68.535

Instruments et appareils pour mesurer la quantité, la tension de l'électricité (compteurs électriques) (953) :

1929	1.848	2.747.008
1935	1.628	2.713.063

Appareils et instruments pour les applications de l'électricité, divers (956-a/f) :

1929	2.100	1.973.700
1935	1.338	1.326.145

Phonographes, gramophones, cinématographes (955) :

1929	1.188	886.255
1935	630	367.718

Boîtes à musique et leurs pièces détachées finies (963) :

1929	119	268.732
1935	35	60.844

Horlogerie : L'industrie horlogère suisse, comme celle de la soie et de la broderie, dépend essentiellement des exportations, puisqu'on estime à 95 p. 100 la part de sa production destinée aux pays étrangers, parmi lesquels la France se range en bonne place. Les rapports de cette industrie avec la France sont d'ailleurs très étroits : en effet, au xvr^e siècle, ce sont des émigrés français qui ont introduit ce travail délicat à Genève, puis, lorsque au cours des siècles cette industrie s'est fortement établie en Suisse, nous voyons en retour au xix^e et au xx^e siècle les Suisses contribuer au développement de cette industrie en Franche-Comté et dans le Jura, en y apportant leur travail et leur connaissance technique ou en y créant des fabriques; aujourd'hui encore, la France achète en Suisse une grande

partie des fournitures nécessaires à son industrie. Cependant, nous avons pu constater, en examinant l'organisation des rapports franco-suisses, que des difficultés s'étaient parfois élevées provenant de la tendance naturelle des fabricants français à sauvegarder leur production et de celle des fabricants suisses à assurer leurs débouchés; mais on finit par aboutir à une réglementation satisfaisante en 1921 où ces difficultés se traduisent par une chute brusque des exportations, et en 1928 où l'accord s'établit directement entre les deux groupes d'intéressés.

En suivant sur notre tableau VI-D l'évolution des exportations d'horlogerie en France, on constate qu'elle coïncide avec la marche générale des exportations suisses en France; par contre, si l'on examine la position relative de celles-ci par rapport aux exportations totales d'horlogerie suisse, on constate que la part de la France, qui oscille entre 6 et 7 p. 100 en moyenne des exportations suisses (1923, 6,1 p. 100 de 216,5 Mo. de fr. s.; 1929, 5,9 p. 100 de 307,3 Mo.; 1935, 7,4 p. 100 de 122,8 Mo.) et qui la classe au cinquième rang (1925-1926-1929-1934-1935) ou au sixième rang (1919-1920-1924-1927-1928) des clients de la Suisse, prend une valeur relative beaucoup plus importante aux périodes où l'industrie horlogère suisse traverse une crise, par exemple : en 1922-1923, où la France monte au quatrième rang des clients de la Suisse; en 1930 et 1931, où elle apparaît de nouveau à ce quatrième rang, mais surtout pendant les années 1932-1933, où, avec 9,8 p. 100 et 10,5 p. 100, la France se classe au troisième rang et au deuxième rang; pendant ces années 1932-1933, la crise et les difficultés monétaires ferment à la Suisse ses principaux débouchés comme l'Angleterre, les U.S.A., l'Allemagne, tandis que la clientèle française, conservant son pouvoir d'achat, est susceptible d'acheter cet article, parfois de luxe, qu'est la montre; mais en 1934 et 1935, la crise persistant en France réduit les importations d'hor-

logerie, en même temps que l'industrie suisse, réorganisée, reprend pied sur les autres marchés. Les achats d'horlogerie effectués par la France se répartissent, comme l'indique le relevé statistique détaillé ci-dessous, sur tous les produits de l'horlogerie suisse; nous pouvons y distinguer deux groupes : les fournitures de montre; elles comprennent surtout des pièces détachées de montre, ébauches, parties finies ou chablons, qui seront montées et finies par les fabricants français se livrant au « terminage » et dont les exportations se maintiennent à un niveau élevé; par contre, les autres fournitures : mouvements finis de montres et boîtes, voient leurs exportations diminuer sensiblement, le travail de la boîte ayant tendance à s'effectuer en France; les montres finies, ici, il faut noter l'influence de la mode qui favorise la montre-bracelet aux dépens de la montre de poche, et la réduction des montres à boîte or ou argent indiquant une certaine désaffection de ces articles de luxe, bien que les achats de la France, d'après la valeur moyenne unitaire, se portent plutôt sur les articles de qualité et de luxe, laissant la production courante à la fabrication nationale. En comparant les poids des fournitures que la France — principale cliente de la Suisse pour cette catégorie — a achetées en Suisse de 1930 à 1935, par exemple : 494, 498, 442, 560, 473 et 502 quintaux, avec la quantité des autres articles achetés pendant la même période et s'élevant au nombre de 1.057, 920, 692, 805, 703, 659 milliers de pièces, on constate que les exportations de fournitures restent beaucoup plus fermes que celles des montres finies; ce phénomène, non particulier à la France, qui permet à la concurrence étrangère de travailler au détriment de la production suisse, explique en partie la crise qu'a traversée l'industrie horlogère suisse et sa réorganisation, ainsi que les mesures subséquentes. L'industrie horlogère suisse a connu, en effet, d'extrêmes difficultés pour des raisons qui tiennent à sa structure interne,

concurrence entre les fabricants, exportations de fournitures à l'étranger, abaissement de la qualité des produits fabriqués en trop grande série, et essaya de lutter sous la forme de conventions entre les fabricants intéressés destinées à réglementer strictement la production; ainsi, en 1928, une convention essaie de limiter l'exportation d'ébauches et de chablon; d'autres conventions ont lieu dans les années qui suivent et aboutissent à la création en 1931, avec l'aide du gouvernement, des banques et des industriels intéressés, d'une superholding, « l'Industrie générale suisse de l'horlogerie S. A. », afin de sauvegarder la situation internationale de l'horlogerie suisse; parmi les mesures prises pour assurer la sauvegarde de l'horlogerie suisse, signalons celles qui intéressent plus particulièrement le commerce international : les exportations de machines d'horlogerie furent frappées d'un droit de sortie de 2.000 francs pour les usagées et de 3.000 pour les neuves; le poinçonnage officiel des boîtes de montre or et platine ne peut avoir lieu que lorsqu'elles portent la marque de l'Association suisse des fabricants de boîte; enfin, on interdit l'exportation d'ébauches, de chablon et de toute fourniture d'horlogerie non munie d'un permis d'exportation; c'est dans ces mesures que se range la Convention horlogère franco-suisse de 1935, en vertu de laquelle les fabriques françaises reçoivent des ébauches et des fournitures de la Suisse, mais elles s'obligent à utiliser dans leurs propres ateliers les pièces achetées en Suisse, c'est-à-dire à ne pas les revendre et à ne pas faire de chablonnage ni de démontage. Telle est la situation actuelle des exportations horlogères suisses en France, où nous voyons l'intervention de l'Etat pour réglementer une industrie prendre le caractère international, et ainsi la Suisse continuera à exporter en France : d'une part, des fournitures horlogères, et d'autre part, des montres finies de qualité et de prix, parmi lesquelles nous relèverons encore les

montres automobiles, en soulignant que si nous les ajoutons aux autres fournitures pour l'automobile précédemment relevées (appareillage électrique, pièces détachées), elles permettront aux adeptes de l'échangisme de faciliter l'achat d'automobiles françaises en Suisse.

En ce qui concerne la **bijouterie**, qui groupe des pierres diverses, l'orfèvrerie d'or et d'argent, nous nous bornons à indiquer son rôle très réduit dans les exportations, d'après guerre, encore diminué par les difficultés que connaissent avec la crise tous les articles de luxe.

**Exportations en France de l'industrie horlogère suisse
au cours des années 1929 et 1935.**

Pièces détachées de montres :		
— ébauchées et ébauches (930) :	Poids Qm.	Valeur Fr. s.
1929	317	2.421.327
— brutes, non assemblées (930-a) :		
1935	17	187.424
— ébauches complètes (930-c) :		
1935	308	2.872.414
Autres pièces détachées de montres :		
— finies (934) :		
1929	100	1.710.860
— finies non assemblées (934-a) :		
1935	50	1.424.913
— chablonis (934-c) :		
1935	102	325.957
Mouvements finis de montres (931) :	Pièces	
1929	63.377	2.307.127
1935	36.503	452.588
Boîtes de montres, brutes ou finies :		
— en métaux communs, aussi argentés ou dorés (932) :		
1929	423.794	415.937
1935	354.245	409.129
— en argent (933-a) :		
1929	46.238	230.670
1935	848	7.250

— plaqués or (933-b) :			
1929	113.726	833.813	
1935	9.300	46.603	
— en or ou platine (933-c) :			
1929	17.952	831.650	
1935	2.668	70.187	
Montres de poche finies :			
— en boîtes de nickel, acier et autres métaux non précieux (935-a) :			
1929	46.104	843.005	
1935	35.968	493.863	
— en boîtes d'argent (935-b) :			
1929	16.263	1.160.590	
1935	592	31.661	
— en boîtes d'or :			
1929	6.485	887.123	
1935	1.076	136.826	
Montres-bracelets :			
— en métal commun :			
1929	40.871	560.764	
1935	106.595	1.821.329	
— en argent (936-b) :			
1929	24.543	641.556	
1935	513	12.194	
— en or (936-c) :			
1929	32.149	2.376.986	
1935	7.667	812.571	
Chronographes, montres à répétition, etc. (935-d) :			
1929	18.769	430.747	
1935	3.638	126.834	
Montres pour automobiles (936 bis) :			
1929	172.085	1.677.963	
1935	88.564	690.587	
Autres montres, avec boîtes en métal commun (936-e1) :			
1929	19.284	511.564	
1935	9.536	143.618	

Sous le terme général d'industrie chimique, nous pouvons grouper un ensemble de produits qui forment une part appréciable des exportations suisses en France, à savoir : les produits pharmaceutiques, la parfumerie, les

produits chimiques proprement dits et les couleurs. Les entreprises industrielles suisses de cette branche, qui sont pour la plupart situées à Bâle, ne défendent pas seulement leurs intérêts communs sous la forme d'une « Interessengemeinschaft », mais sont également englobées dans les cartels et trusts internationaux qui réglementent dans leurs conventions particulières la répartition des différents débouchés; il ne faut donc pas oublier cette situation lorsqu'on étudie le commerce international de ces produits qui n'en subissent pas moins les vicissitudes de la conjoncture.

Les **produits pharmaceutiques** sont représentés dans les exportations suisses en France sous forme d'alcaloïdes végétaux, et principalement de substances chimiques à usage pharmaceutique; par contre, les préparations pharmaceutiques, spécialités ou autres, si importantes dans les exportations françaises en Suisse, ne figurent qu'avec un chiffre assez réduit, car les spécialités renommées, découvertes dans les laboratoires bâlois, sont fabriquées directement dans des entreprises situées en France.

Alcaloïdes végétaux (971) :	Poids Qm.	Valeur Fr. s.
1929	37,8	279.177
1935	4,4	110.605
Produits chimiques organiques et inorganiques pour usage pharmaceutique (974) :		
1929	363	1.004.622
1935	672	1.625.615
Produits pharmaceutiques, poudres, pastilles, lotions, etc. (981) :		
1929	117	178.383
1935	129	104.599

La **parfumerie**, car les savons ne comptent pas, exporte des produits en gros, comme l'indique la distinction douanière du poids de l'emballage, et se compose essentiellement de parfums synthétiques. Les relations franco-suisses dans cette branche méritent d'être soulignées non seule-

ment pour le fait qu'une partie de la matière première, les huiles essentielles, est importée de France ainsi qu'une bonne part de la parfumerie de détail employée en Suisse, mais pour le fait qu'une des plus importantes entreprises de parfum synthétique, située dans la région genevoise, doit sa création et son développement à une famille française établie en Suisse.

Parfumeries et cosmétiques, parfums synthétiques en récipient de tout genre pesant plus d'un kg. (982) :

1929	774	3.263.600
1935	568	1.043.863

Les **produits chimiques** ne représentent plus qu'une assez faible valeur dans les exportations suisses en France, par suite du développement de cette industrie en France, et si, comparant les exportations de 1929 et de 1935, nous voyons encore quelques articles représentés par un chiffre appréciable, comme l'ammoniaque en solution dans l'eau, les extraits de substance contenant du tannin, les colles, les produits de la position 1039 (alcool méthylique, colloïdion, combinaisons organiques du brome, du chlore, de l'iode, phosgène); d'autres ont complètement disparu depuis 1929, comme les articles de la position 1031-b (acide lactique; esprit de bois [alcool méthylique, méthylène] brut; acétone, méthyléthyl-cétone, bases de pyridine), qui représentaient en 1929 une somme de 1.986.460 fr. Seule l'industrie bâloise des colorants réalise un chiffre d'affaires important avec la France en lui vendant des **couleurs d'aniline** qui comptent la France comme leur troisième ou quatrième client. Les exportations de cette matière demeurent assez stables, malgré les mouvements de l'activité des branches consommatrices (textiles, cuir, vernis) et malgré le développement des industries des colorants en France depuis la guerre.

Couleurs d'aniline, d'anthracène, de naphthaline et couleurs de goudron (1098) :

1929	6.888	8.902.123
1935	5.847	7.362.329

Les autres produits manufacturés groupent la production de plusieurs industries suisses, dont les unes ont vu leurs exportations se maintenir, mais les autres se réduire au point de disparaître. Nous ne parlerons plus de l'industrie du bois que nous avons examinée précédemment, et nous en venons aux industries du **papier**, où nous constatons la disparition, sans doute irrémédiable, des importantes exportations de papier-journal : en effet, sous la triple influence du prix élevé du produit suisse par rapport aux autres offres étrangères, des contingents et de la protection douanière venant soutenir le développement de cette industrie nouvelle en France, les ventes de papier-journal ont complètement disparu dans le trafic Suisse-France, et l'économie ne reste plus intéressée à cette branche que sous forme de participation financière et de fourniture de machines à l'une des fabriques nouvellement ouvertes en France; les livres, par contre, maintiennent leurs exportations, signe heureux des relations intellectuelles entre les deux pays.

Papier et carton buvard, papier à filtrer (298) :

1929	801	113.173
1935	1.311	150.147

Papier pour l'impression des journaux (300) :

1929	92.384	3.324.881
1935	96	3.032

Autre papier à imprimer, à écrire, à lettres et à dessiner (301) :

1929	3.669	311.419
1935	1.003	143.762

Livres imprimés (321) :

1929	3.423	818.788
1935	3.701	748.069

Estampes et gravures non encadrées (326) :

1929	75	190.444
1935	32	73.300

L'industrie suisse de la **chaussure**, bien qu'elle participe à une entreprise française, mais grâce à la parfaite organisation commerciale que sa fabrique la plus renommée

possède en France, écoule en France une fraction importante de son exportation, puisque, depuis 1931, ce dernier pays figure en deuxième place parmi les clients de la Suisse, comme en 1913. Si nous examinons la valeur annuelle des exportations en France de 1925 à 1935 : 1,2 — 1,2 — 0,9 — 2,2 — 1,3 — 2,4 — 2,7 — 1,4 — 2,0 — 2,1 — 2,5 millions de fr. s., nous constatons que ce mouvement a été influencé grandement par les prix, sous leur aspect monétaire et du coût de production; néanmoins, la qualité du produit suisse, la valeur unitaire douanière l'indique, lui a assuré l'accès du marché français.

Chaussures de cuir (193) :	Paires	Qm.	Fr.
1929	62.205	412	1.343.638
— pesant moins de 600 g. (193-c) :			
1935	202.808	1.204	2.322.239

Citons enfin parmi le reste des produits fabriqués : les crayons, les produits abrasifs sous forme de papier émeri, toile émeri et divers articles de carborundum, enfin les cigarettes, dont les chiffres d'exportations méritaient d'être signalés.

Articles divers en émeri et carborundum (630/632-ab) :

1929	1.613	498.032
1935	1.614	303.420

Crayons noirs et de couleur, avec gaine en bois ou en papier (1133-b) :

1929	348	370.746
1935	123	128.138

Cigarettes (21 T) :

1929	624	1.007.018
1935	303	307.269

Tel est le tableau des divers produits manufacturés que la Suisse exporte en France; leur nombre et leur genre ne sont peut-être pas aussi variés que les exportations françaises en Suisse, mais ils comportent certains articles qui,

par leur technique particulière et l'expérience de la Suisse en la matière, demeurent des spécialités suisses, et de même que le professeur A. Siegfried ne voit le salut de l'Occident, dépassé par la production massive des Etats-Unis et de l'Extrême-Orient, que dans le raffinement de sa technique industrielle et la haute spécialisation de ses services, on peut justement considérer la qualité et la spécialisation des produits suisses comme des éléments qui leur permettront de trouver sur le marché français les débouchés auxquels ils ont droit.

*
* *

En confrontant les exportations françaises en Suisse et les exportations suisses en France, comme le permettent le parallélisme de leur examen détaillé et le rapprochement des tableaux récapitulatifs, on peut dégager, et nous l'avons souligné au passage, l'interdépendance des deux économies nationales (bauxite, aluminium) ou leur complémentarité (fer, machines; tresses, chapeaux); ce sont là des éléments de cette solidarité économique franco-suisse résidant non seulement dans le fait primaire de la nécessité pour la Suisse de trouver en France matières alimentaires et matières premières, mais encore dans l'intérêt de la France à l'activité économique de la Suisse consommatrice de ses produits, venant à l'appui de la vieille formule : pas d'exportation sans importation. On peut donc souhaiter que le circuit des échanges franco-suisses soit très intense, car il profitera à l'économie des deux pays, et il constituera dans leur commerce extérieur une importante zone de santé et de vitalité dont la résistance particulière, mise à l'épreuve lors de la crise, s'est révélée à ce moment.

L'amplification possible et souhaitable des échanges franco-suisses ne changera d'ailleurs rien au caractère

actif, en faveur de la France, de la balance commerciale : conditionnée par la production des deux pays et par la structure de leurs exportations, la balance donne ce solde actif dans les trois classes de produits, important pour les matières premières et les denrées alimentaires, moindre pour les produits fabriqués; les mouvements annuels peuvent faire varier ce solde; il est très important au cours des années 1924-1927 en raison du déséquilibre monétaire, assez réduit au cours des années 1932-1936 avec la tendance à la réciprocité accompagnée d'une restriction du volume global des échanges; il n'en conserve pas moins un caractère passif pour la Suisse, sans que pour cela l'économie suisse soit menacée, car, en dehors du poste primordial du commerce des marchandises, les autres postes de la balance des comptes franco-suisse semblent devoir compenser ce débit de la Suisse.

SECTION II

LES AUTRES ÉLÉMENTS DE LA BALANCE FRANCO-SUISSE

Les rapports économiques franco-suisse ne comportent non seulement les échanges de marchandises, dont l'importance primordiale a été soulignée par l'étude détaillée du commerce spécial des deux pays, mais se traduisent par des échanges de services et de capitaux, postes élevés de la balance des comptes franco-suisse, qui viennent compenser dans une très large mesure le déficit provenant de la balance commerciale. L'expression « exportations invisibles » sous laquelle on désigne parfois ces divers éléments de la balance des comptes, si elle ne s'applique en propre qu'aux marchandises de contrebande, met toutefois en évidence une caractéristique générale de

ces divers éléments : leur invisibilité. En effet, contrairement aux échanges de marchandises relevés par les douanes, les entrées et sorties de services ou de capitaux sont difficilement soumises à un contrôle, et l'on en est réduit à des évaluations d'où ne découleront que des conclusions d'une valeur conditionnelle et d'où ne peuvent se dégager que les tendances générales; il est à remarquer que, pour la balance des comptes de la France comme de la Suisse, on ne dispose que d'évaluations privées⁽³⁰⁾. Dans ces conditions, nous ne pouvons songer à une étude détaillée de toutes les entrées et sorties de la balance franco-suisse, mais nous nous contenterons de rassembler quelques indications sur les éléments ayant une influence prépondérante et laissant pour la plupart un actif au bénéfice de la Suisse avec des variations plus ou moins amples, selon les circonstances économiques générales.

De même que l'Union suisse du commerce estime que, pour 1928, la contrebande s'équilibre avec 50 millions de francs suisses dans la balance des comptes de la Suisse, on peut estimer que le trafic non contrôlé franco-suisse des marchandises s'équilibre, car la contrebande professionnelle ou celle plus ou moins consciemment pratiquée par les voyageurs, les touristes et les divers expéditeurs de colis présente un intérêt équivalent en raison des droits élevés et des diverses mesures prises de part et d'autre de la frontière; bien que ce trafic avec la majoration des droits et les prohibitions d'importation, avec la crise générale et la détresse d'une partie de la population des régions frontalières, ait pris une intensité accrue ces dernières années, que pour ces raisons les administrations des douanes aient été obligées de développer leurs services, notamment sur la frontière franco-genevoise, où l'existence des zones prêterait à une plus grande perméabilité, il ne convient cepen-

(30) La balance des paiements, S.D.N., 1935.

dant pas d'y attacher une importance exagérée, à l'exemple des quelques journalistes qui remplacent auprès des lecteurs du xx^e siècle les romans de cape et d'épée par des reportages pleins de fantaisie sur la contrebande dans le cadre plus particulièrement romantique des montagnes du Jura ou des Alpes et qui devraient parfois dépenser leur imagination dans des écrits plus aptes à favoriser des échanges normaux, avec des chances d'obtenir d'ailleurs un prix littéraire récemment créé.

Entre les services de diverse nature qui viennent s'inscrire au débit ou au crédit de la balance des comptes franco-suisses, nous retiendrons plus particulièrement pour les examiner les recettes et dépenses provenant du trafic de perfectionnement, de la fourniture d'énergie électrique, des transports, de l'entretien des étrangers (tourisme), des assurances, négligeant par contre les indemnités pour travaux de tous genres, comme par exemple la direction de grosses constructions entreprises sur les plans de divers bureaux d'ingénieurs suisses, ainsi que les commissions résultant de transactions commerciales que les entraves à la liberté des échanges et le développement du nationalisme économique ont considérablement ralenties, réduisant le rôle d'intermédiaire de la Suisse dans le commerce international, d'autant plus que les opérations sur marchandises ne disposent pas en Suisse de ressources naturelles, et laissant sans doute apparaître un léger solde actif en faveur de la France, qui maintient un certain nombre de transactions sur ses diverses places malgré leur moindre importance sur le marché mondial.

En ce qui concerne les mouvements de capitaux, nous n'envisagerons pas les multiples opérations bancaires et financières qui s'effectuent entre la France et la Suisse et dont le mouvement de l'or pour transaction bancaire sug-

gère l'importance⁽³¹⁾, mais nous nous contenterons de considérer un de leurs aspects principaux sous forme de produits de capitaux.

§ 1. — Le trafic de perfectionnement et de réparation.

Le trafic de perfectionnement et de réparation (T.P.R.) prend une certaine place dans les échanges franco-suisses; dans la balance des comptes des deux pays, il tend à s'équilibrer, car si la France retire un bénéfice du trafic de perfectionnement, la Suisse en retire du trafic de réparation. Compris depuis 1933 dans le commerce spécial, relevé en valeur depuis 1932 seulement par la statistique suisse, le T.P.R. représente pour les exportations françaises en Suisse une valeur de (nous indiquons également la valeur du T.P.R. dans le total des importations suisses) (en millions de francs suisses) :

1933	6,1	80,0
1934	7,9	77,4
1935	7,8	62,9

la valeur des exportations suisses en France comprises dans le T.P.R. donne un chiffre de (indiquons à côté la valeur du T.P.R. dans le total des exportations suisses) (en millions de francs suisses) :

1933	7	98,5
1934	7,5	102,8
1935	6,8	79,8

(31) La statistique douanière suisse donne sous position 869-a1 : or non ouvré pour transactions bancaires, les chiffres suivants pour le trafic avec la France :

Année	Importation		Exportation	
	Qm.	Mo. fr. s.	Qm.	Mo. fr. s.
1936	857,33	290,6	528,36	168,7
1935	251,34	82,3	1.877,33	638,6
1934	439,13	143,4	626,97	211,1
1933	1.435	492,1	2.060	688,9
1932	168,7	56,7	198,68	67,7
1931	264,62	89,7	1,14	0,4

A l'aide de ces indications, nous pouvons voir que le T.P.R. s'est traduit en 1934 et 1935 par un actif pour la France de 0,4 et 1 Mo. fr., et en 1933 par un actif pour la Suisse de 0,9 Mo. fr., mais il ne faut considérer ces chiffres que comme des indications sur les avantages (salaires et bénéfice commercial) que retirent la France ou la Suisse.

Le T.P.R. est dominé, comme pour l'ensemble du trafic suisse, par les divers perfectionnements des textiles (blanchiment, teinturerie, impression) facilités par l'organisation analogue de l'industrie. L'ensemble du trafic de perfectionnement des textiles avec la France se décompose comme suit pour les années 1932-1933-1934 ⁽³²⁾ : trafic de perfectionnement actif (exportation de Suisse en France) se chiffre pour le transit à : 0,4 — 0,7 — 1,2 Mo. de fr. s., pour l'autre trafic de perfectionnement à : 0,7 — 0,6 — 0,6, tandis que le trafic passif de perfectionnement s'élève à : 2,3 — 2,6 — 3,5 Mo. de fr. s.; le perfectionnement des textiles, d'ailleurs réglementé par une convention spéciale entre la France et la Suisse, laisse donc un bénéfice appréciable à la France.

Parcourant maintenant la partie VII de la statistique du commerce suisse : « trafic avec passavant » et relevant les postes les plus importants de 1935 concernant la France, il nous sera possible de préciser la physionomie du T.P. franco-suisse.

Dans le trafic de perfectionnement actif, nous voyons tout d'abord dans le trafic de perfectionnement en transit que les marchandises importées de France, pour être exportées dans un autre pays après perfectionnement en Suisse, comprennent surtout les fils de coton accommodés pour la vente au détail (pos. 359 : 765 qm.; 497.802 fr.) de la soie viscose brute (pos. 446-a1 : 407 qm.; 176.537 fr.),

(32) Le T.P.R. dans la statistique suisse, *La Vie économique*, n° 6, juin 1936, p. 299.

des rubans de soie (pos. 449 : 86 qm.; 164.651 fr.), enfin des pièces d'aéroplane (pos. 914-h : 30 qm.; 340.275 fr.); en 1929, où le trafic n'est relevé qu'en poids, mais d'une façon permettant de mieux suivre la destination des marchandises, le trafic est assez semblable; signalons cependant 300 tonnes de tôle de fer destinées à l'Italie après avoir été forées et courbées; que les marchandises exportées en France, venant d'un autre pays, comprennent : des tissus de coton blanchis (pos. 364-b : 149 qm.; 244.587 fr.), des tissus de coton teints (pos. 365-b : 103 qm.; 189.927 fr.), des tissus de coton imprimés (pos. 366-b : 117 qm.; 320.787 fr.), des objets en aluminium laminés (pos. 867 : 690 qm.; 236.463 fr.), enfin pour 250.000 francs environ de machines diverses montées, originaires d'Allemagne.

Sous importation dans l'autre trafic de perfectionnement, marchandises venant en Suisse pour être perfectionnées et retournant dans le pays d'origine, le trafic de la Suisse se répartit sur un assez grand nombre de positions, représentant de petites valeurs, ce sont des tissus de coton, des fils de laine, des tissus de soie qui seront finis, teints, blanchis, imprimés, moirés en Suisse.

Dans le trafic de perfectionnement passif, la Suisse envoie en France : des tissus de coton écrus (pos. 360 : 1.112 qm.; 377.972 fr.; pos. 361 : 319 qm.; 122.250 fr.) pour y être imprimés (pos. 366-a : 1.189 qm.; 821.401 fr.); de la soie viscosse brute (pos. 446-a1 : 1.137 qm.; 562.341 fr.) pour y être principalement retordue (671 qm.; 404.482 fr.); des tissus de soie (pos. 447 b2 : 69 qm.; 201.907 fr.), pour y être teints (40 qm.; 124.577 fr.), ou teints et imprimés (22 qm.; 101.074 fr.); des tissus écrus de laine peignée (pos. 472 : 1.073 qm.; 1.089.753 fr.) pour y être teints ou imprimés (973 qm.; 1.838.425 fr.; 82 qm.; 115.017 fr.); enfin pour y être gravés les cylindres, plaques pour l'impression (pos. 901 : 567 qm.; 163.308 fr.).

Le trafic de réparation s'effectue surtout dans le sens France-Suisse, la France envoyant en réparation en Suisse les diverses machines que, sur la grande quantité importée de Suisse, elle ne peut faire réparer sur place; en 1935, ce sont 2.457 quintaux pour 671.388 francs qui sont entrés de France en Suisse aux fins de réparations.

§ 2. — Les fournitures d'énergie électrique.

Les exportations d'énergie électrique constituent dans la balance franco-suisse un poste actif intéressant au bénéfice de la Suisse. La Suisse, disposant sur son territoire de ressources considérables d'énergie hydraulique que la science de ses ingénieurs, alliée aux disponibilités financières, a su exploiter d'une façon remarquable, peut envisager l'exportation d'énergie électrique, fait dont on ne conteste plus aujourd'hui l'importance pour l'économie nationale, mais qui faisait encore l'objet, il y a quelques années, de nombreuses controverses. Les craintes, qui avaient pu naître au sujet des exportations d'énergie électrique, sont reflétées dans les diverses prescriptions réglementaires : loi sur l'utilisation des forces hydrauliques du 22 décembre 1916, ordonnance sur l'exportation d'énergie électrique du 6 septembre 1924; l'autorisation d'exporter est subordonnée à la condition qu'une influence prépondérante soit assurée d'une manière durable aux intérêts suisses tant en ce qui concerne la construction que l'exploitation des usines; l'autorisation d'exporter n'est accordée que s'il est à prévoir que l'énergie ne pourra pas être utilisée convenablement dans le pays durant le temps pour lequel le permis est demandé, et l'on insère dans les contrats d'exportation des clauses prévoyant qu'en cas de basses eaux (hiver), la livraison d'énergie pourrait être réduite de 40 p. 100 de la production maximum dont l'exportation est autorisée à titre normal, ou même que

les consommateurs étrangers ordinaires auraient à fournir à cette époque de l'énergie thermique.

La France ne dispose pas encore, dans les régions frontières de la Suisse, de ressources suffisantes, et importe de Suisse une certaine quantité d'énergie électrique qui figure dans les importations françaises pour une somme de 31.513.000 francs français en 1933, de 30.433.000 fr. f. en 1934, et de 34.424.000 fr. f. en 1935; regrettons ici que l'Office fédéral d'économie électrique se montre d'une discrétion bien grande en ce qui concerne les exportations d'énergie électrique considérées séparément par pays; en effet, alors qu'il décompose en de multiples tableaux l'économie électrique de la Suisse, alors qu'il donne les exportations totales (1929, 990 millions de kWh.; 1935, 1 milliard 422 millions kWh.), les recettes totales ainsi obtenues (20,6; 20,7 millions de francs suisses), le prix moyen du kWh. exporté (2,08; 1,67 centimes), qu'il publie un état des autorisations d'exportation (au 30 juin 1929 : puissance autorisée à l'exportation, 383.378 kW.; part de la France : 38 p. 100; puissance effectivement exportée : 298.338 kW), il se refuse à publier les renseignements particuliers à chaque pays, sans que nous voyions trop les raisons invocables, car le voile du secret des affaires semble être très largement écarté par les publications officielles concernant les autorisations d'exportation qui mentionnent les différentes conditions d'exportation : producteurs, consommateurs, durée, puissance et autres modalités.

Parmi les différentes autorisations concernant la France fort diverses dans la durée : les unes définitives, c'est-à-dire de longue durée (vingt ans en général); les autres temporaires, quelques mois, comme dans la puissance, on peut relever celles qui ont plus particulièrement trait à des questions franco-suissees et s'appliquant au cas assez exceptionnel des 18.000 kW. de puissance maximum, quote-part suisse de l'usine de Kembs, située entièrement

en territoire français ou au cas de l'usine de Chancy-Pougny exploitée sur le tronçon frontière du Rhône par une société suisse à participation française, à l'énergie de laquelle la Suisse a droit à plus de 50 p. 100, mais dont tout le courant utilisé va en France.

Les questions du transport de l'énergie, comme les relations entre producteurs suisses et importateurs français, furent grandement facilitées par le fait que les sociétés financières suisses sont largement intéressées à l'industrie électrique dans les deux pays. D'après une esquisse du *Manuel de l'économie suisse* (1930, p. 31), on peut établir comme suit les principales lignes qui rattachent la France au réseau de haute tension et d'interconnexion des puissantes centrales suisses et qui franchissent la frontière en des points qui voient déjà se dérouler les divers autres modes de communication : une ligne de 100/150 kV. rattache la France au réseau de l'Energie de l'Ouest Suisse (E.O.S.), recevant le courant amené des centrales valaisannes à une station de couplage et comptage établie près de l'usine genevoise de Chèvres, afin de commander la ligne qui se dirige vers le département de l'Ain et pour contrôler l'énergie exportée vers Bellegarde; une ligne de 45/85 kV. franchit, après être passée par la station de couplage et de comptage de Romanel, la frontière franco-suisse près de Vallorbe; elle est rattachée au réseau de l'E.O.S. et alimentée par les centrales vaudoises du Jura et des Alpes; une ligne de 45/85 KV., franchissant la frontière franco-neuchâteloise, rattache indirectement l'E.O.S. par l'intermédiaire des entreprises électriques fribourgeoises au réseau de l'usine française du Refrain; la frontière franco-bernoise, dans l'avancée de Porrentruy, est franchie par trois lignes : 2 lignes de 100/150 kV. partent de la sous-station de Bassecourt et se dirigent, l'une vers Besançon, l'autre vers Mulhouse, amenant l'énergie des Forces motrices bernoises et des usines de la Suisse centrale;

entre ces deux lignes, une ligne de 45/85 kV. venant d'une sous-station des environs de Bâle et se dirigeant vers Nancy; de cette même sous-station de Bottmingen se détache une ligne de 45/85 kV. se dirigeant vers Ronchamp; enfin, une autre ligne de 100/150 kV. franchit la frontière franco-suisse près de Bâle et dirige sur Mulhouse l'énergie provenant des usines du Nord-Est suisse.

Dans le domaine de l'énergie électrique, les relations franco-suissees sont donc très étroites; cependant, les exportations suisses, qui atténuent son déficit commercial, ne semblent pas devoir prendre une plus large extension, car l'équipement électrique de la France, notamment dans la région des Alpes, se poursuit d'année en année et sera susceptible de fournir des quantités d'énergie suffisantes; aussi a-t-on prévu, dans une loi de 1935 relative à l'économie électrique, que l'importation d'énergie sera soumise à une autorisation.

§ 3. — Les transports internationaux.

En raison de leur situation sur le continent européen et du développement de leur commerce extérieur, la France et la Suisse voient les transports internationaux jouer un rôle important dans leur vie économique ainsi que dans leurs relations réciproques; marchandises et personnes transitent sur leur territoire — principalement par chemin de fer — pour se rendre de l'un d'eux dans un Etat tiers, ou bien d'un Etat tiers dans un autre Etat tiers, et dans ce dernier cas les deux pays profitent du transit international.

A défaut des éléments nécessaires, qui permettraient d'établir dans la balance des comptes franco-suissees la valeur du solde des services rendus sous forme de transport, nous nous bornerons à quelques indications sur la nature et le volume du transit, soumis aux variations de la

conjoncture, la crise s'y fait largement sentir, et des prix, les divers Etats se faisant une concurrence sur les tarifs ou les modes de transport.

La Suisse transporte sur son territoire des marchandises pour lesquelles la France intervient comme expéditeur ou réceptionnaire dans les directions suivantes :

1° Transit France-France : quelques dizaines de tonnes de blé, bois, charbon et produits chimiques empruntent le territoire suisse dans un trafic régional entre l'Alsace, le Jura et la Savoie, ou *vice versa*.

2° Transit France-Allemagne : ce trafic intéresse plutôt l'Allemagne du Sud, la France envoie des marchandises fort variables en volume comme en nature (fruits, peaux, ciments, matières argileuses) et fait venir en retour du bois, du papier, des engins et machines.

3° Transit France-Autriche : ce trafic Ouest-Est prend une grande importance, car les échanges franco-autrichiens suivront la grande artère Bâle-Buchs-Arlberg et comprennent un certain nombre de matières pondéreuses, puisque la France expédie en Autriche des fruits et légumes, engrais, chiffons, textiles, charbons (marchandise principale), fers et produits chimiques, tandis qu'elle fait venir d'Autriche des bois sciés ou ébauchés, autres produits de l'industrie du bois, matières fibreuses pour la fabrication du papier, chaux et scories de haut fourneau, tuiles, briques et tuyaux en argile, signalons en passant les 74 wagons de fromage exportés par l'Autriche en France venant concurrencer la fabrication suisse.

4° Transit France-Italie : de tout temps, la Suisse a joué un grand rôle dans les communications européennes Nord-Sud, et les percées alpestres du Saint-Gothard et du Simplon ont maintenu l'intensité de ce trafic, qui représente plus du 80 p. 100 du transit total de la Suisse; le trafic France-Italie est également très intense, car les voies

helvétiques mettent en rapport direct les régions industrielles du Nord et de l'Est de la France avec les actives régions du Nord de l'Italie; la nature des échanges franco-italiens se retrouve dans le transit suisse, le volume dans le sens France-Italie étant de beaucoup supérieur au trafic inverse. En 1925, en raison de l'incorporation de la Sarre dans les relevés statistiques concernant la France, le trafic France-Italie s'enfla considérablement; mais depuis cette date, il ne cessa de décroître, et plus particulièrement encore en 1935 et 1936, en raison des événements politiques. Outre les 20.000 wagons et plus de fer et produits en fer, la France envoie en Italie : bois, gravier, sable, pierre, argile, terre glaise et kaolin, charbon, produits chimiques, engrais; dans les envois italiens en France, nous trouvons surtout des fruits et légumes frais.

A travers la Suisse transitent des marchandises intéressant également les transports français, ce sont celles comprises : dans le trafic Allemagne-Espagne, qui n'est pas très intense; dans le trafic Italie-Angleterre, qui comporte des produits périssables nécessitant un transport rapide : fruits et légumes expédiés d'Italie, poissons expédiés d'Angleterre, des produits textiles dans les deux sens; enfin le trafic Belgique-Italie, qui se compose de marchandises identiques au trafic franco-italien et, comme ce dernier, comporte une grande différence du volume des marchandises selon le sens du trafic.

La France, de son côté, intervient comme transporteur en transit de marchandises de ou pour la Suisse; non seulement c'est par son territoire que passent les trajets les plus directs entre la Suisse d'une part, la Belgique, l'Angleterre et l'Espagne d'autre part, mais ses grandes installations portuaires modernes ainsi que la flotte française devraient être les intermédiaires naturels du commerce de la Suisse avec les pays d'outre-mer; mais les matières destinées à la Suisse, trafic le plus intéressant en raison

du poids, abandonnent les voies françaises par suite des facilités procurées par la navigation rhénane ou les entreprises de transport étrangères.

En comparant sur les tableaux ci-dessous le volume des marchandises transportées par un pays pour le compte de l'autre et en considérant les trajets parcourus, nous pouvons déduire que le poste transport laisse un bénéfice en faveur de la France dans la balance des comptes franco-suisses.

Marchandises en transit direct.

(en 10 tonnes).

A. Sur le territoire suisse.

Venant de France				Allant en France		
1923	1929	1935		1923	1929	1935
7.998	2.560	404	Allemagne ...	4.329	1.969	1.048
2.325	8.016	2.262	Autriche	10.347	9.424	3.351
5.470	99.632	33.686	Italie	2.377	2.731	1.431
2.965	2.645	1.312	Autres pays ...			
639	410	429	France			

B. Sur le territoire français.

Venant de Suisse			Allant en Suisse		
17.576	20.191	6.185	170.174	188.261	212.976

NOTE. — La plus grande partie des marchandises transitant par la France pour aller en Suisse empruntent la voie Strasbourg-Huningue-Saint-Louis (85.678 t. en 1929, 144.901 t. en 1935).

Transit direct intéressant la France et la Suisse.

	1923	1929	1935
Italie-Belgique	3.882	5.055	2.382
Belgique-Italie	2.260	20.399	9.515
Italie-Angleterre	2.040	1.921	2.035
Angleterre-Italie	1.164	1.798	1.064

§ 4. — Le tourisme.

En France comme en Suisse, le tourisme joue un rôle prépondérant dans la vie économique, puisqu'il intéresse non seulement « l'industrie hôtelière », branche particu-

lièrement développée de l'activité nationale dont la dénomination même souligne la valeur, mais encore de nombreuses branches accessoires, comme les entreprises de transports, les commerçants établis dans les stations. Le bénéfice réalisé grâce au tourisme sur les dépenses effectuées par les étrangers permet aux deux pays de combler une part du déficit de leur commerce extérieur; cependant, le solde des échanges touristiques franco-suisse présente un caractère actif au bénéfice de la Suisse. Sans entrer dans des détails et des précisions un peu fragiles qu'une statistique touristique encore incomplète, rarement comparable, sans indication séparée par nationalité des nuitées⁽³³⁾, pourrait livrer, nous nous bornerons à constater dans les chiffres suivants :

	Touristes français en Suisse	Touristes suisse en France
1929	140.679	45.230
1930	149.846	41.218
1931	157.214	46.318

le caractère favorable à la Suisse; il convient aussi de remarquer la proportion importante de Suisses voyageant en France par rapport à la population helvétique.

Cette fréquentation touristique est d'ailleurs soumise à des variations auxquelles, à côté de l'influence incontestable de la propagande et de la publicité, contribuent coût de la vie et change. Ainsi, le nombre des touristes suisses en France avait augmenté au cours des années 1925-1927 où le change leur était favorable; par contre, ces dernières années, leur nombre a tendance à diminuer, passant de 35.800 en 1933, à 33.200 en 1934, car le touriste suisse, avec l'équivalence des prix, restera chez lui ou bien sera attiré vers d'autres pays qui appuient leur propagande intensifiée d'arguments financiers, comme la

(33) Etudes relatives au tourisme, Comité économique de la S.D.N., p. 17.

monnaie touristique; le mouvement des Français en Suisse va, par contre, en s'accroissant, car avec la stabilisation des changes, le touriste français vient plus facilement en Suisse, où il séjournera pour un prix de pension presque équivalent aux prix français, nous ne parlons pas des dépenses accessoires; cette augmentation tient aussi à la plus grande habitude de voyager prise par les Français et facilitée par l'automobile. Notons que la saison d'hiver 1936-1937, après la dévaluation concomitante du franc suisse et français, a vu une affluence de touristes français due non seulement à l'engouement pour les sports d'hiver, mais dont on peut également trouver les raisons dans la remarque suivante : « Il y a beaucoup de chances que plusieurs de nos voisins aient suivi leurs capitaux dans le refuge que notre pays représentait pour eux et qu'ils aient dépensé sur place les intérêts perçus de nos banques. » (34).

Pendant ces dernières années, les relations touristiques franco-suisse, à l'instar de leurs relations commerciales, ont pris dans l'activité touristique générale des deux pays une importance accrue, car elles n'étaient pas entravées par les multiples difficultés que le nationalisme économique a également fait surgir dans ce domaine, mais au contraire facilitées par diverses mesures que les deux pays s'étaient accordées au point de vue de l'organisation technique du tourisme et pour lesquelles la Suisse agit souvent en pionnier.

On accorde des facilités au point de vue des passeports, les autorités administratives n'exigeant plus des touristes qu'une simple pièce d'identité officielle. Les automobilistes peuvent franchir la frontière en se faisant délivrer par les autorités douanières une simple carte d'entrée provisoire (Suisse) ou un laissez-passer (France) dont le

(34) Opinion de M. P. Béguin sur la dévaluation, reproduite dans la *Fédération horlogère suisse*, n° 5, 3 janv. 1937.

prix variera avec la durée; le permis national permet, d'autre part, de circuler sur le territoire de l'autre pays. Le matériel de propagande touristique bénéficie réciproquement de la franchise douanière. La Suisse organise d'une façon très poussée sa propagande touristique en France à l'aide de conférences, films, brochures magnifiquement illustrées, publicité importante dans la presse; à côté de la collaboration très active des consulats et de la Chambre de commerce suisse en France, elle dispose de l'agence des Chemins de fer fédéraux à Paris, située en plein centre de la ville, et d'un bureau de l'Office national suisse du tourisme à Nice; cette propagande toujours plus coordonnée atteint ainsi le public français, mais est en même temps susceptible de porter sur les touristes internationaux. La France, de son côté, ne reste pas inactive en Suisse, mais, disposant de moyens moindres, marque parfois quelques faiblesses, dont nous apercevons un signe dans la menace de suppression qui pesa pendant un temps sur l'Office français du tourisme à Genève, organe actif de notre propagande touristique en Suisse, définitivement établi maintenant sous le nom de maison « France ».

Nul autre domaine plus que le tourisme ne repose sur les relations internationales, et l'on peut donc se réjouir de l'intensité des échanges franco-suisse; ils pourront encore s'accroître en raison du caractère complémentaire ⁽³⁵⁾

(35) Ce caractère est mis en lumière par deux manifestations récentes : La Maison du Tourisme à Nantes a consacré une vitrine spéciale d'exposition à la Suisse, et en réponse *la Tribune de Lausanne* déclare que les associations touristiques suisses — et en particulier celle des intérêts de Lausanne — feront connaître à leur tour les richesses touristiques de la Loire-Inférieure et de la Bretagne (B.M.C.C.F., janv. 1937, p. 23). L'introduction à Paris de l'« Hotelplan », qui s'intitule un peu pompeusement le système suisse du tourisme, mais n'en apporte pas moins une méthode nouvelle et vivante dans l'organisation touristique, en même temps qu'il propose aux Français son « Voyage de huit jours tout compris en Suisse », se traduit en échange par l'organisation d'un « séjour tout compris à Paris » de huit jours avec les formules caractéristiques de « Quand les Suisses vont à l'étranger, ils doivent favoriser les pays qui ne font pas de

que présentent souvent les valeurs touristiques offertes par les deux pays : en effet, si le touriste français est attiré en Suisse par la beauté des sites alpestres ou des lacs, par le riant accueil des villes; s'il s'intéresse aux diverses manifestations de l'activité nationale; s'il peut s'y livrer dans des conditions remarquables aux sports comme l'alpinisme et le ski; si dans le calme de la cure d'air et de soleil il rétablit ses forces, le touriste suisse viendra en France pour se livrer aux joies de la plage sur les bords de l'Atlantique, pour goûter la beauté des paysages méridionaux de la Provence, il suivra sa cure dans une de nos grandes stations thermales, il voudra connaître notre admirable patrimoine d'art et d'histoire ou enfin visiter Paris au rayonnement multiple, dont quelque facette aura su l'attirer.

Et même lorsque le tracé de la frontière, dans un cadre régional formant un ensemble touristique, crée une certaine concurrence, les intéressés au tourisme des deux pays comprenant le caractère international de leur activité ont su allier leurs efforts en vue d'une propagande commune qui saura créer un afflux de voyageurs dont ils profiteront réciproquement (36).

Rangeant parmi les touristes les personnes faisant un séjour pour études, signalons que la Suisse, jouissant d'une réputation justifiée dans le domaine de l'éducation privée, compte un certain nombre de jeunes Français dans ses divers établissements, dont quelques-uns, de caractère religieux, ont un personnel enseignant français. Dans le domaine des études supérieures, les statistiques universitaires indiquent que, en 1929 et en 1933, 102 étudiants

difficultés à leurs ressortissants pour aller en Suisse » et de « Ici, la Suisse, pays de repos, là-bas, Paris, ville mondiale de la culture ! » (N.Z.Z., 6 déc. 1936, n° 2, 113.)

(36) Au cours d'une réunion tenue à Vevey le 14 janvier 1937, il fut décidé d'une propagande touristique commune entre la Suisse et la France pour le lac de Genève (N.Z.Z., 19 janv. 1937).

français ont fréquenté les universités suisses, le plus grand nombre la grande Université catholique de Fribourg, qui compte d'ailleurs plusieurs professeurs français, une vingtaine sont inscrits à l'Ecole Polytechnique fédérale, le nombre des étudiants suisses en France s'est nettement accru ces dernières années, passant de 269 en 1929, dont 191 à Paris et 22 à Strasbourg, à 386 en 1935, dont 285 à Paris et 22 à Strasbourg; on peut attribuer cet accroissement : d'une part, à l'existence de la maison suisse à la Cité universitaire et, d'autre part, au ralentissement de la tendance des étudiants suisses à passer quelques semestres en Allemagne.

La valeur du tourisme franco-suisse dépasse le cadre économique, puisque, permettant aux deux peuples de mieux se connaître et de s'estimer, il établit sur des bases plus solides encore leur amitié séculaire.

§ 5. — Les assurances.

Dans le milieu du xix^e siècle, le niveau économique et social du peuple suisse, son sens ménager et pratique donnèrent une place sans cesse grandissante à l'assurance dans l'économie suisse; puis, grâce à l'intelligente activité des citoyens et à leur esprit d'initiative doublé d'un talent d'organisation méthodique, l'assurance suisse s'acquitt une renommée internationale et étendit rapidement à l'étranger son champ d'activité. Dans les années 1875 et 1876, les sociétés suisses commencèrent à s'établir en France, et ce mouvement se poursuit jusqu'à aujourd'hui, où dans la période d'après guerre plusieurs compagnies suisses d'assurances sur la vie viennent opérer en France, comme par exemple cette importante compagnie zurichoise, qui, quelques années après sa fondation en 1923, s'établit en 1929 en France et y réalise une production intéressante, de telle sorte que la plupart des sociétés suisses d'assu-

rances sont établies en France, y possèdent leur direction propre pour la France dans quelque immeuble parisien de leur propriété.

Sur la liste des sociétés et assureurs étrangers, qui, à la date du 31 décembre 1935, avaient fait agréer un représentant responsable du paiement des taxes d'assurances (L. 23 févr. 1924), on relève : 13 sociétés suisses pratiquant en France les assurances contre les dommages et les accidents, et 6 sociétés suisses sur 17 étrangères pratiquant l'assurance sur la vie⁽³⁷⁾.

Le dernier rapport du Ministère du Travail sur les assurances sur la vie ne publiant que des renseignements généraux⁽³⁸⁾, nous nous reporterons au précédent, celui sur l'exercice 1932, pour avoir quelques indications sur l'activité en France des sociétés suisses, et nous relèverons, pour les 4 sociétés qui opéraient alors en France, « les assurances en cours à la fin de l'exercice 1932 » (tableau XI)⁽³⁹⁾, soit 16.961 polices et 741.903.993 francs de capitaux, tandis que sur le tableau XII⁽⁴⁰⁾ le total du passif afférent aux contrats souscrits ou exécutés en France se chiffrait à 94.116.436 francs, et le total des valeurs mobilières déposées en garantie à 84.524.483 francs.

En l'absence de documents officiels, nous ne pourrions donner quelques indications sur l'activité dans les autres branches d'assurances et retiendrons seulement, d'après les comptes rendus de la presse suisse, que les diverses compagnies constatent que la marche de leurs affaires en France est satisfaisante et même bénéficiaire.

De leur côté, dans la seconde moitié du xix^e siècle, les compagnies françaises avaient commencé à opérer en Suisse, pour les assurances de capitaux comme pour les

(37) J.O., Annexe, 1936, p. 113.

(38) J.O., Annexe 1936, p. 1437.

(39) J.O., Annexe, p. 1136.

(40) J.O., Annexe, p. 1138.

assurances contre les accidents et les dommages; cependant, la diminution de leur activité dans la période d'après guerre, qui se traduit par exemple dans la réduction de leur nombre de 18 en 1924 à 15 en 1934 à la suite de cessions de portefeuilles à des compagnies suisses, avait déjà commencé quelques années avant la guerre par une diminution sensible des assurances de capitaux. Il faut d'ailleurs noter la disparition presque complète des sociétés étrangères sur le marché suisse, et, à l'heure actuelle, trois sociétés anonymes françaises représentent seules l'activité étrangère en Suisse dans la branche vie — au 31 décembre 1933, leurs réserves mathématiques pour leurs opérations suisses étaient de 15.845.797 fr. s., et elles avaient un dépôt de cautionnement de 22.309.267 fr. s. ⁽⁴¹⁾ — tandis que dans les assurances contre les accidents et les dommages, 12 compagnies françaises, dont 9 spécialement pour la branche incendie, encaissaient le montant de primes le plus élevé des compagnies étrangères; ce montant s'élevait à 2.599.037 fr. s. en 1929 et à 3 millions 948.950 fr. s. en 1933 ⁽⁴²⁾, dont plus de la moitié d'ailleurs était encaissé par une seule d'entre elles, mais celle-ci a cédé en 1936 son portefeuille à une compagnie suisse ⁽⁴³⁾.

Malgré les informations malheureusement incomplètes, on peut établir que cette catégorie d'affaires internationales, de même qu'elle figure à l'actif de la balance des comptes de la Suisse avec un solde bénéficiaire fort diversement estimé, entre 22 et 41 millions de francs suisses ⁽⁴⁴⁾, figure dans la balance des comptes franco-suisses avec un solde bénéficiaire pour la Suisse que l'on peut évaluer au

(41) Rapport de gestion du Conseil Fédéral, p. 366.

(42) *Ibid.*, p. 371.

(43) N.Z.Z., 1^{er} avril 1937. Handelsteil parle de la reprise du portefeuille de la Société française « La Préservatrice » en Suisse par la Société « Winterthur ».

(44) Balance des paiements, S. D. N., 1934, p. 194-197.

quart du solde actif global suisse et qui résulte du produit net de la balance franco-suisse des commissions, primes d'assurances, courtages et recettes similaires en raison du développement considérable pris par les sociétés suisses d'assurance en France comparé à l'activité décroissante des sociétés françaises en Suisse; le solde en faveur de la Suisse provient de sommes y parvenant sous des formes diverses : les unes sont des primes directement versées aux compagnies suisses, comme c'est le cas pour les primes payées par les compagnies françaises d'assurance à l'important groupe zurichois de réassurances; d'autres se rangent bien plus dans les bénéfices d'une entreprise en France, comme c'est le cas de l'exploitation de la branche vie soumise à un véritable régime autonome en raison des obligations auxquelles les soumettent les lois pour le placement des fonds de réserve et de garantie pour les contrats souscrits en France et en Algérie, ou le fait que les diverses sociétés peuvent se constituer un véritable patrimoine en France pour compenser leurs risques⁽⁴⁵⁾. Il faut donc se garder, dans l'appréciation du solde des assurances, de considérer comme bénéfice réalisé à l'étranger la différence entre la recette des primes des sociétés suisses en France et celles des sociétés françaises en Suisse, car la plus grande partie des primes encaissées n'entre jamais en Suisse ou bien retourne à l'étranger, soit pour la liquidation des sinistres et à titre de participation aux excédents, soit encore pour couvrir les frais d'acquisition et d'administration; on ne peut considérer comme boni des sociétés que la partie des recettes qui, à la fin de l'exercice, constitue le bénéfice net; mais il est néanmoins certain que, dans la balance franco-suisse, cela représente un actif réel pour la Suisse.

(45) N.Z.Z., 21 mars 1937. Handelsteil indique que les obligations françaises dans le portefeuille de l'assurance « La Zurich » ont diminué de 21 millions en 1933 à 12 millions de francs suisses en 1936.

§ 6. — Les produits des capitaux.

Avant de formuler quelques simples constatations sur les produits des capitaux, nous ferons allusion aux transactions d'argent et de capitaux qui prennent une grande place dans les relations économiques franco-suisse; les revenus de placement à l'étranger, les affaires internationales de banque, doivent en effet permettre à la Suisse de combler une partie du déficit de la balance des comptes résultant des échanges commerciaux avec la France.

Mais, dans les deux pays, les opérations financières internationales, qui jouent un rôle si important dans leur vie économique, conservent un caractère occulte favorable aux affaires privées mais contraire aux intérêts fiscaux de l'Etat, et jusqu'au jour où, pour des raisons diverses, à l'exemple des Etats totalitaires comme l'Allemagne et l'Italie ou d'un Etat socialiste comme la Suède, elles seront soumises à un contrôle sérieux, on en sera réduit à des estimations ou à des considérations plus ou moins générales, étayées parfois sur les explications d'un cas particulier.

Devant l'absence de précisions et de données certaines, nous n'essaierons pas de décomposer les transactions financières franco-suisse dans les multiples aspects qu'elles peuvent prendre dans la balance des paiements, et nous nous contenterons d'extraire de quelques documents financiers des renseignements qui pourraient servir à l'étude plus approfondie à entreprendre sur cette question complexe. La complexité d'une telle étude proviendra de raisons très diverses : une opération financière au cours de son développement viendra figurer en de nombreux articles de la balance des paiements; prenons par exemple un emprunt en Suisse d'une société française; si nous suivons son développement, il pourra figurer aux articles suivants

de la balance des paiements, tels qu'ils sont fixés sur les formulaires de la S.D.N. (balance des paiements 1934, p. 6) : au moment de l'émission, la souscription en Suisse figurera dans les articles du débit dans les mouvements de capitaux de la Suisse, mais en même temps dans les articles du crédit des services figureront les commissions, impôts perçus par la Suisse pour son activité bancaire; au cours des années suivantes, les intérêts versés par la France à la Suisse figureront au crédit de la Suisse sous forme de rendement de capitaux à long terme à l'étranger, mais il peut arriver qu'entre temps on procède au rachat des obligations⁽⁴⁶⁾ sur le marché suisse, ce qui devrait figurer aux articles de crédit dans les mouvements de capitaux de la Suisse; enfin, au moment du remboursement, ce sera un nouvel article de crédit au mouvement des capitaux, il peut figurer en même temps comme importation d'or⁽⁴⁷⁾; la complexité d'une telle étude pourra provenir également de l'enchevêtrement des intérêts français et suisses, notamment dans les sociétés financières électriques, comme nous voyons le cas pour la Société générale pour l'industrie électrique à Genève, qui est intéressée à de nombreuses sociétés françaises, mais à laquelle, d'autre part, est intéressée la société française « Union houillère électrique » et de la difficulté d'estimer ainsi le montant des sommes payées effectivement à l'étranger.

Quoi qu'il en soit, les produits des capitaux figurent pour une somme importante dans la balance des comptes

(46) Dans *le Franc Suisse*, U.B.S., 1923, p. 6, on peut noter en sens inverse : « La Suisse a racheté à des conditions favorables dans le courant de ces dernières années, surtout en 1920, de gros effectifs de titres qui avaient été placés à l'étranger, notamment en France; les transactions de ce genre ont porté sur des centaines de millions. »

(47) Dans le LXXX^e Rapport du Crédit suisse, 1936, p. 9, on peut lire : « Le remboursement, au printemps 1936, des bons de caisse A 5 p. 100 des chemins de fer de l'Etat français émis en Suisse en 1934 au montant de 140 millions de francs suisses se traduit par une augmentation de l'encaisse-or de la Banque nationale de plus de 100 millions. »

de la Suisse; les évaluations qu'on a essayé de faire à plusieurs reprises ont donné les chiffres suivants : évaluation de la Société de Banque suisse en 1926, les revenus figurent : à l'avoir, pour une somme de 440 à 450 millions de francs suisses, et, au doit, pour une somme de 120 millions; évaluation du Vorort de l'Union suisse du commerce (1928); les produits de placement de tous genres, y compris les bénéfices de cours, figurent : à l'avoir, pour 430 millions de francs suisses, et, au doit, pour 100 millions; à cela il faut ajouter pour les affaires internationales de banque (commissions, provisions, impôts sur le timbre) : à l'avoir, 47 millions; au doit, 7 millions; dans les évaluations partielles établies pour 1929 par le professeur G. Bachmann, les produits des avoirs à l'étranger et les intérêts des dettes s'élèvent : aux recettes, à 300 millions; aux paiements, à 60-100 millions; ajouter aux recettes le chiffre net de 100-150 millions, revenu de la participation aux entreprises étrangères dont les valeurs ne sont pas négociables (y compris les parts d'intérêts et les prêts) (Voir Balance des paiements, S.D.N., 1934).

Dans ces entrées et sorties effectuées par la Suisse, il faut attribuer une fraction importante aux relations franco-suisses; leur solde présente un caractère certainement actif pour la Suisse, différant en cela du solde des échanges commerciaux franco-suisses, et également du solde général de la balance des intérêts et dividendes de la France avec l'étranger, largement bénéficiaire pour la France.

Les produits de capitaux que la France retire de la Suisse peuvent avoir une nature fort diverse, ce seront des intérêts sur avoirs en banque, prêts, avances en compte courant, reports et obligations, les dividendes sur actions, le produit des immeubles, enfin les recettes fournies par des succursales ou celles résultant de commandites et de participations, sans qu'il soit possible de fixer avec précision les revenus provenant de ces divers modes de placement.

Il faut attribuer une grande part aux placements dans les banques; en effet, les capitaux français, sous forme d'argent ou de titres étrangers, ont été de tout temps confiés en dépôt ou en gestion auprès des anciennes banques privées, et surtout auprès des grandes banques suisses, qui, aujourd'hui au nombre de sept, comprennent les opérations financières internationales dans les divers genres d'affaires dont elles s'occupent. Dans les circonstances et pour les motifs les plus variés, désir de parer à l'instabilité monétaire, d'éviter l'insécurité fiscale, de faire un placement plus sûr que rémunérateur, les capitalistes français ont eu recours aux banques suisses, pour les raisons que nous trouvons nettement tracées dans les lignes suivantes : « Déjà avant les hostilités, des capitaux et titres de l'étranger avaient tendance à converger vers les grands instituts financiers et banques privées de la Suisse. Depuis la guerre, cette émigration a pris des proportions considérables. Les banques suisses doivent cette affluence de fonds à la législation et à la jurisprudence de notre pays, qui sont communément considérées comme des modèles, à l'honnêteté foncière de ses habitants, au maintien d'une monnaie saine, même dans les temps troublés de la guerre et de l'après-guerre, à la neutralité perpétuelle de la politique suisse consacrée par le droit international, et à une excellente organisation bancaire. Cependant, les banques suisses ne perdent pas de vue que cette accumulation de capitaux étrangers, placés en grande partie à court terme, comporte certains risques : notamment, le surplus des capitaux de notre pays se trouve encore augmenté et un emploi lucratif de ceux-ci est de ce fait rendu d'autant plus difficile; il existe aussi le risque qu'une partie de cet argent soit rapidement retiré par l'étranger. Les placements temporaires obligent les banques suisses à conserver une forte liquidité. » (D^r A. Schweitzer, Monnaie, marché des capitaux, banque, *Manuel de l'économie suisse*, p. 102).

Certains capitaux français font partie de cette masse de capitaux migrants qui recherchent plus un refuge temporaire qu'un placement productif et contre le danger desquels la Suisse a pris des mesures de protection sous forme d'un arrangement bancaire en novembre 1937; cependant, beaucoup, ayant apprécié les avantages découlant de leur gestion en Suisse, s'y fixent d'une façon plus stable.

Comme il est question de banque, il convient de noter que les grandes banques suisses n'entretiennent pas de succursales en France, mais que, par contre, plusieurs banques françaises ont des succursales en Suisse.

De nombreuses valeurs suisses sont aussi détenues par des Français, particuliers ou sociétés; ce seront en grande partie des valeurs de sociétés financières suisses (omniums, holding, investment-trust), qui ont elles-mêmes des valeurs françaises en portefeuille, dont d'autres sont de véritables sociétés françaises domiciliées en Suisse.

Enfin les revenus peuvent parvenir de participations industrielles françaises en Suisse, c'est-à-dire d'entreprises sises en Suisse qui seront des succursales, des maisons affiliées, alliées (participation) ou qui exploiteront des licences françaises en Suisse.

Les sources ainsi indiquées des divers produits de capitaux français en Suisse confirment le caractère essentiellement privé des placements et les difficultés d'estimer leur montant. Il convient enfin de remarquer que les banques et les sociétés financières suisses agissent souvent comme simple « station de transformation », puisque, de leur côté, elles auront placé des sommes importantes en France (48).

(48) La nécessité du emploi lucratif des capitaux importés en Suisse et de l'activité transformatrice des banques suisses se retrouve dans l'opinion émise dans la N.Z.Z., 8 févr. 1937, sous « Schweden als Kapitalexporteur », attribuant l'augmentation de l'exportation d'effets suédois vers la Suisse (1935 : 15,84 Mo. de Kr.; 1936 : 26,25 Mo. de Kr.) à des achats pour capital français.

L'étude des produits de capitaux suisses en France offre de moindres difficultés, car si un certain nombre de transactions sont le fait privé des particuliers, une très grande partie sera soumise à une certaine publicité, opérations des sociétés anonymes dont les rapports annuels, commentés par la presse économique, fournissent des renseignements, souscriptions d'obligations françaises émises en Suisse. On peut opérer un classement général de ces produits de capitaux, de nature fort diverses, en attribuant aux uns un caractère financier, opérations des banques et des sociétés financières, souscriptions d'obligation, et aux autres un caractère industriel, en entendant par là les diverses participations des industries suisses à des entreprises en France, dont nous avons déjà souligné l'importance en parlant de l'émigration des industries suisses en France.

Après avoir mentionné les produits de capitaux provenant des opérations bancaires, soulignons la part importante prise par les intérêts en France des diverses sociétés financières suisses; les affaires d'électricité dominant, et de nombreuses sociétés françaises comptent parmi leurs actionnaires les divers groupes suisses; c'est ainsi, par exemple, que la « Banque pour Entreprises électriques » à Zurich indique dans son rapport de 1936-1937 un montant de 137,77 millions de francs français d'actions dans diverses sociétés françaises. D'autres sociétés financières suisses sont intéressées en France à l'industrie du gaz, du papier et de la cellulose, de la malterie.

En consultant la cote des bourses suisses, on constate qu'un certain nombre d'actions d'entreprises françaises doivent être entre les mains des capitalistes suisses, car elles sont cotées sur les places suisses.

D'autres produits de capitaux proviennent des émissions de capital pour compte français faites en Suisse; la valeur nominale des obligations françaises émises en Suisse

de 1924 à 1934 s'élève à la somme de 963,5 millions de francs suisses; sur les cotes boursières on peut relever parmi les emprunts encore en cours ceux de la Ville de Paris, des diverses grandes Compagnies françaises de chemins de fer, de deux importantes sociétés d'électricité, d'une grande société de produits chimiques. Mentionnons enfin le dernier emprunt de 200 millions de francs suisses de bons à deux ans à 4 p. 100 que les grands réseaux de chemins de fer français ont fait souscrire en Suisse en octobre 1937; il a fourni un débouché à la pléthore en Suisse des capitaux provenant pour une part de France; à cette occasion, la Suisse semble avoir obtenu des concessions dans d'autres domaines économiques. Remarquons que la plupart des emprunts français émis en Suisse le sont en francs suisses, et que, lorsqu'il s'agit de francs français, certaines clauses spécifient des garanties, par exemple « des poids et titres actuels ».

Enfin restent à examiner les produits de capitaux de caractère industriel et que nous avons rattaché à l'émigration des industries suisses; en effet, nous trouvons en France de très nombreuses entreprises, qui par leur organisation commerciale, par leur procédé de fabrication, par leur marque de fabrique, enfin par leur financement, sont en relations plus ou moins étroites avec des entreprises suisses ⁽⁴⁹⁾; les liens entre l'entreprise française et l'entreprise suisse peuvent être plus ou moins resserrés, selon la nature des filiales d'une part; succursale, maison affiliée, participation, simple maison concessionnaire d'une licence, et d'autre part, la forme de la maison mère en Suisse, entreprise de fabrication ou simple société de contrôle; ils auront tendance à devenir de plus en plus lâches avec le temps, en ce sens que l'entreprise sise en France prend le caractère d'une entreprise française, dont

(49) V. Dr Masnata, *op. cit.*

une part du capital sera entre les mains de la société holding suisse, qui contrôlera : d'une part, la maison mère; d'autre part, les anciennes filiales étrangères. Sans insister plus longuement sur ces questions de forme, on constate que de nombreuses entreprises sises en France, tout un groupe se trouve dans les régions frontières de la Suisse, versent à des entreprises suisses ou à des sociétés holding issues d'elles des sommes qui seront des participations aux bénéfices, des dividendes, des indemnités de licence. Toutes les branches de l'activité industrielle comptent des entreprises ainsi intéressées, nous en trouvons dans la branche alimentaire (chocolat, lait condensé, conserve), dans l'industrie des machines et de l'appareillage électrique (constructions électro-mécaniques, moteurs Diesel, locomotives, camions, machines textiles), dans l'industrie de l'aluminium, dans l'industrie textile (soie, schappe, coton, tricotage), dans l'industrie de la chaussure, des produits chimiques. Sans procéder à une énumération qui suggérerait toute la valeur de la féconde collaboration franco-suisse dans le développement de certaines industries en France, dont l'histoire mériterait d'ailleurs d'être retracée, on peut constater que les participations industrielles viennent certainement s'inscrire pour un montant élevé dans les produits de capitaux au bénéfice de la Suisse, et que si, dans les échanges commerciaux, la Suisse pouvait déplorer les inconvénients de l'émigration industrielle, certes défavorable à la vitalité économique du pays sous son aspect du travail, elle constitue dans la balance des comptes un élément d'actif appréciable.

La récente estimation de la créance annuelle des intérêts que la Suisse possède sur l'Allemagne à une somme dépassant 170 millions de francs suisses pour 1936 ⁽³⁰⁾ per-

(30) Banque nationale suisse, Rapport annuel, 1936, p. 28.

met d'évaluer à une somme équivalente la créance suisse sur la France. A la suite de l'examen des produits de capitaux, et sans nous lancer dans des calculs plus ou moins hypothétiques, nous nous contenterons de constater l'inégalité entre l'actif de la Suisse et l'actif de la France, et par conséquent l'existence en faveur de la Suisse d'un solde bénéficiaire dont le montant sera nécessairement variable en raison de la grande mobilité des capitaux, démontrée par exemple en 1936 avec l'afflux de capitaux français en Suisse, et, sous des influences analogues, la réduction des valeurs françaises dans le portefeuille de certaines sociétés suisses.

Les opérations financières et bancaires prennent donc une place fort importante dans les rapports entre les deux pays en raison de l'intensité même des transactions; de plus, leur solde actif en faveur de la Suisse, joint au solde actif des affaires d'assurances, du tourisme, de la vente d'énergie électrique, vient compenser le déficit des échanges commerciaux dans la balance des comptes franco-suisse.

L'action et la réaction des divers éléments de cette balance, comme par exemple l'influence du tourisme sur les achats de denrées alimentaires, ou celle des produits de capitaux sur la venue de touristes, la tendance accrue à la réciprocité des échanges commerciaux à la suite de modification d'équilibre des autres éléments, ainsi que l'importance propre des échanges de marchandises, de services et de capitaux, nous ont permis de constater la valeur et l'étroite solidarité des rapports économiques franco-suisse.

CHAPITRE V

LES COMMUNICATIONS FRANCO-SUISSES

L'intensité et l'orientation des échanges franco-suisse bénéficient de la circulation aisée que les communications terrestres, fluviales et aériennes assurent entre les deux pays. L'organisation des transports intéresse non seulement leur commerce réciproque, mais encore leur activité de transporteur et de transitaire, ainsi que leur mouvement touristique bilatéral et international.

§ 1. — La route.

Les communications routières s'effectuent par 126 routes douanières (arrondissement douanier de Genève, 52; de Lausanne, 33; de Bâle, 41) dont les postes de contrôle fonctionnent à des heures correspondantes par suite d'accords entre les autorités douanières respectives. A côté de routes intéressant le trafic de voisinage ou le tourisme régional, d'importantes artères relient les deux pays et se prolongent vers la Belgique ou l'Espagne, vers l'Italie, l'Allemagne du Sud, et l'Autriche. De Genève, qui doit une partie de son ancienne fortune à son nœud routier, une grande voie de communication se glisse avec le Rhône entre le Jura et le mont Vuache et se dirige vers Lyon, la vallée du Rhône, le Midi et le Sud-Ouest de la France, une autre route importante franchit le col de la Faucille, et par le Jura et la vallée de la Saône gagne Dijon et Paris; venant de Paris et de Besançon par la

cluse de Pontarlier, une autre artère se divise avant l'entrée en Suisse pour se diriger soit vers Lausanne, la haute vallée du Rhône et l'Italie par les cols du Grand-Saint-Bernard et du Simplon, soit par le val de Travers vers Neuchâtel, Berne, la Suisse centrale et le Saint-Gothard; la route de Belfort à Délémont par Delle et Porrentruy relie la France du Nord et de l'Est à la Suisse centrale et orientale et au-delà vers l'Allemagne du Sud, l'Autriche ou l'Italie, par les passages des Alpes grisonnes; deux grandes artères partent enfin de Bâle, porte de la Suisse orientale, vers Belfort et vers Mulhouse, Strasbourg.

Le développement de l'automobile a remis en valeur le trafic routier, qui pour le moment comprend surtout le transport des personnes; malgré certaines difficultés douanières et fiscales, que les diverses réglementations ont pu soulever, allant jusqu'à l'arrêt du trafic des autocars du 1^{er} janvier au 20 août 1929, mais que l'on s'efforce d'aplanir pour le plus grand avantage des deux pays, la circulation augmente sans cesse; d'après les certificats douaniers délivrés, en 1933, 130.225, en 1937, 168.187 voitures françaises ont pénétré en Suisse.

Le renouveau de la circulation routière a été accompagné d'importantes améliorations de l'état des routes en France comme en Suisse ainsi que de divers projets d'aménagement d'autostrades, plus particulièrement de la percée du tunnel routier du Mont Blanc et de la transformation du Simplon pour la circulation automobile.

Le projet du tunnel routier du Mont Blanc, qu'envisageait déjà prophétiquement au xvin^e siècle l'alpiniste genevois H.-B. de Saussure, remplacerait Genève sur une des grandes voies de la circulation européenne Nord-Sud dont le Simplon l'avait légèrement écartée, car si la ligne directe Paris-Rome passe par Chamonix, elle touche en même temps la ville de la S.D.N.; par contre, il risque

raît d'augmenter l'isolement routier dont la Suisse se croit menacée par la réalisation de la grande route Berlin-Rome par le Brenner; aussi les Suisses portent-ils plus nettement leur attention sur le projet présenté par la Société d'étude du tunnel-autostrade du Simplon, à laquelle participe largement le capital français; il s'agit d'aménager une des deux galeries du tunnel du Simplon, afin d'obtenir un passage ouvert toute l'année à la circulation automobile, le portail Nord du tunnel étant à 680 mètres, le portail Sud à 635 mètres. Le problème de la circulation automobile hivernale à travers le massif alpin semble rouvrir l'ancienne compétition ferroviaire, mais les questions techniques, financières et politiques réserveront pendant quelque temps encore la réalisation de ces projets, et les automobiles qui voudront traverser en hiver les Alpes centrales le feront avec l'aide des chemins de fer, qui leur offrent de grandes facilités pour leur transport à travers le Simplon, et seront un exemple temporaire de l'accord si difficile entre le rail et la route.

§ 2. — Le rail.

Le rail reste le principal mode de transport dans les relations franco-suisse; les voies ferrées helvétiques, qui ont fait de la Suisse « une véritable plaque tournante européenne », sont reliées à trois anciens réseaux français : P.-L.-M., Est, Alsace-Lorraine, et assurent entre la France et la Suisse de nombreuses communications qui se prolongent vers l'Autriche et l'Italie. Les principales relations ferroviaires entre la France et la Suisse sont naturellement orientées vers Paris, selon les dispositions mêmes des réseaux français.

Les lignes à grand trafic franco-suisse sont celles :

1° De Paris à Bâle, *via* Chaumont, Belfort, Mulhouse, reliant l'Angleterre et Paris à Lucerne et le Gothard (voiture

directe Paris-Milan) à Zurich, la région des Grisons et l'Autriche et ses au-delà (cette ligne est parcourue trihebdomadairement par le rapide de luxe « Arlberg-Orient-Express »);

2° De Calais à Bâle, *via* Lille, Thionville, Strasbourg et Mulhouse, la section de Thionville à Bâle assure le passage des trains directs entre les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse.

3° De Paris à Berne, par Chaumont, Belfort, Delle, Délémont, reliant la France avec la Suisse centrale, l'Oberland Bernois et avec l'Italie par le Lötschberg et le Simplon (voitures directes Paris-Milan-Venise);

4° De Paris à Berne, par Pontarlier-Neuchâtel; ce trajet par le réseau du P.-L.-M. relie dans un temps égal au précédant Paris à la Suisse centrale et l'Oberland;

5° De Paris à Brigue, *via* Dijon, Vallorbe, Lausanne; c'est la principale artère franco-suisse de trafic international assurant les communications entre Paris, la Lombardie et les Balkans par le tunnel du Simplon, parcourue journellement par le grand rapide de luxe « Simplon-Orient-Express » avec ses voitures Calais-Istamboul;

6° De Paris à Genève, *via* Dijon, Saint-Amour, Culoz, Bellegarde, qui relie, en contournant le Jura, Paris aux bords du Léman;

7° De Genève à Lyon, par ce tronçon passent les divers trajets qui relient la Suisse avec le Centre, le Sud-Ouest et le Midi de la France et qui sont parcourus par les voitures directes Genève-Lyon-Gannat-Limoges-Bordeaux; Genève-Lyon-Vichy; Genève-Grenoble-Valence-Marseille-Nice; Genève-Grenoble-Tarascon-Port-Bou.

D'autres lignes pourvoient à des communications locales ou régionales : tramways de Bâle à Saint-Louis, Huningue; train de la vallée de Birsig, qui, pour aller de Bâle à Rodersdorf, passe par le village français de Leimen; ligne

de Porrentruy à Dannemarie par Bonfol, Pfetterhouse; du Locle à Besançon par Morteau; de Vallorbe à Pontarlier, ancienne section de la ligne du Simplon avant le percement du tunnel du Mont-Dore; ligne de Nyon à Saint-Cergue et Morez; ligne de Nyon à Divonne rejoignant la voie P.-L.-M. du Pays de Gex; les tramways de Genève à Saint-Julien, à Annemasse, à Ferney; la ligne de Genève-Eaux-Vives à Annemasse se prolongeant par La Roche-sur-Foron vers Annecy, Aix-les-Bains d'une part, vers Chamonix d'autre part; à Annemasse elle se relie à la ligne P.-L.-M. de la rive gauche du Léman, de Bellegarde au Bouveret, qui de cette station va rejoindre la ligne suisse du Simplon à Saint-Maurice; la ligne plus particulièrement touristique de Martigny au Châtelard et à Vallorcine.

Les questions concernant l'établissement, la construction et l'exploitation de ces lignes furent réglées dans la période d'avant guerre dans diverses conventions entre la France et la Suisse, en 1881, 1882, 1908 par exemple; une des plus importantes est celle du 18 juin 1909 au sujet des voies d'accès au Simplon; elle traite du raccourci entre Frasnes et Vallorbe par le percement du tunnel du Mont-Dore, de la participation financière de la Compagnie de l'Est à la construction du tunnel de Moutier à Granges, simplifiant le trajet Delle-Berne et par là l'accès à la ligne du Lötschberg qui a été construite avec la participation de capitaux et d'ingénieurs français. L'établissement d'une ligne de Lons-le-Saunier à Genève par un tunnel sous la Faucille, prévu dans cette convention de 1909, est la seule grande question de construction qui ait été envisagée dans la période d'après guerre; ce projet, qui réduirait le parcours de Dijon à Genève de 289 kilomètres par Bourg et Culoz ou de 256 kilomètres par Vallorbe à 183 kilomètres par la Faucille, retrouva ses chauds partisans des deux côtés du Jura au moment de l'affaire des zones, et plus particulièrement à partir de 1931, lorsque les négociateurs

suisses refusèrent les propositions concernant le raccourci par Saint-Amour et Bellegarde, mais étaient prêts à faire des concessions en échange de la ligne de la Faucille (1) qui, en corrigeant la situation géographique, aurait amélioré les accès de Genève. La solution actuelle des zones, la situation difficile des transports ferroviaires, le développement des transports automobiles, semblent avoir écarté définitivement cette question; néanmoins, l'importance de cette communication apparaît à nouveau dans le projet d'auto-route de Dijon à Genève qu'étudie la Chambre de Commerce de Lons-le-Saunier (2).

Au cours de la période d'après guerre, une convention fut conclue entre la France et la Suisse, le 20 juin 1928, réglant le service des douanes et autres administrations françaises aux gares internationales de Bâle-C.F.F. et Bâle-Saint-Jean, le service de la police française ainsi que la douane voyageurs et grande vitesse y étaient installés depuis le 1^{er} juin 1921; le fonctionnement de ces divers services est assuré de la même façon qu'à la gare internationale de Vallorbe, dont les services de douane et autres sont réglés par diverses conventions franco-suisses du 11 juillet 1914; le fonctionnement de ces gares internationales facilite le trafic, aussi voit-on les Genevois demander à ce que la gare de Genève-Cornavin devienne également une gare internationale, abritant les services de douane française (voyageurs et marchandises) qui jusqu'ici assuraient le contrôle en gare de Bellegarde, en provoquant ainsi des dérangements supplémentaires. En fait, ce sont principalement des questions de trafic qui sont à l'ordre du jour des relations ferroviaires franco-suisses, concernant soit la durée des transports, soit les tarifs;

(1) *Mém. du Syndicat franco-suisse de la Faucille*, I, oct. 1931, II, sept. 1932; III, nov. 1933. Genève Kundig.

(2) Congrès de la Route Blanche (Paris, Genève, Mont-Blanc, Nationale 8), 19 oct. 1937, à Paris.

elles font souvent l'objet de discussions et de suggestions de la part de la Chambre de Commerce française pour la Suisse. Nous ne saurions énumérer les améliorations qui, au cours de ces dernières années, ont permis aux relations ferroviaires de s'adapter aux besoins économiques des deux pays, et comme nous le voyons par les quelques exemples suivants, elles peuvent être apportées dans les domaines les plus divers : la visite des bagages à la douane de Bellegarde s'opère dans certains trains à partir de 1926, mais on n'a pu encore obtenir la visite pendant la marche des trains; le transport du poisson se fait directement par wagon isotherme accéléré entre La Rochelle et Genève à la suite des journées rochelaises de juin 1926; en octobre 1927, un train direct de marchandises P.V. est créé entre Marseille-Arenc et Genève-Cornavin, réduisant le parcours de 61 et 43 heures à 36 et 34 heures, alors qu'il était seulement de 48 heures du Havre à Bâle et de Anvers à Bâle, et même de 27 heures de Hambourg à Bâle; si les accélérations des trains de voyageurs entre Genève et Paris ne sont pas très grandes, à peine de 30 minutes, le parcours Lyon-Genève, par contre, a été amélioré en 1936 par la création de liaisons par autorails entre les deux cités rhodaniennes; on a également obtenu une sensible accélération sur le parcours Genève-Bordeaux, plus particulièrement en 1936, puisque les 799 kilomètres sont parcourus dans le sens Genève-Bordeaux en 15 h. 25 au lieu de 19 h. 50 en 1927 et 17 h. 45 en 1935, et dans le sens inverse les voitures directes mettent 16 h. 03 au lieu de 19 h. 30 en 1927 et 18 h. 22 en 1935; on a également établi une liaison de jour entre Bordeaux et Genève par Clermont-Ferrand en 14 heures, malgré les changements de train. Ces résultats sur le parcours du « Grand Central » Bordeaux-Genève sont l'aboutissement des efforts systématiques menés par les milieux économiques genevois et girondins; déjà, en 1925 et 1926, des congrès tenus à Bor-

deaux sur l'initiative de M. Geo Gerald et des comités Suisse-Océan et Bordeaux-Odessa avaient demandé des modifications d'horaire et une entente des compagnies pour créer des tarifs exceptionnels de transit susceptibles de garantir au commerce suisse des communications économiques et rapides. Cette transversale, reliant les régions méridionales du versant français de l'Atlantique et les régions subalpines de l'Europe centrale, pourrait également prendre une place importante dans le transit des marchandises africaines ou sud-américaines débarquées à Bordeaux et La Rochelle, à condition que, comme il fut constaté lors de la réunion des meuniers suisses organisée par les milieux portuaires bordelais en avril 1932 en vue de favoriser le débarquement à Bordeaux des céréales destinées à la Suisse française, les tarifs permettent de concurrencer les autres ports européens. L'aménagement des tarifs ou la concession d'avantages spéciaux devraient d'ailleurs permettre aux ports français, et plus particulièrement à Marseille, de prendre une place plus importante dans l'acheminement des marchandises vers la Suisse, comme il en ressort de leurs distances de la Suisse : Marseille-Genève, 470 km.; Bordeaux-Genève, 799 km.; Le Havre-Bâle, 768 km.; les principaux ports étrangers sont à une distance de : Anvers-Bâle, 626 km.; Brême-Bâle, 836 km.; Rotterdam - Bâle, 725 km.; Hambourg - Bâle, 836 km.; Gênes-Chiasso, 202 km. Cependant, la voie de Marseille, « que doit emprunter normalement le trafic entre la Suisse d'une part, le bassin méditerranéen, les Indes et l'Extrême-Orient d'autre part » ⁽³⁾, ne prend qu'une place de second plan dans les ports assurant le transit avec la Suisse en raison de la concurrence de Gênes, mais surtout des ports du Nord, Anvers et Rotterdam, qui, grâce à la

(3) Le transit suisse dans les ports européens vu de Marseille, R.E.F.S., nov. 1933, p. 161.

navigation rhénane, affirment leur prépondérance comme porte d'entrée des marchandises d'outre-mer vers la Suisse; un changement ne pourra résulter que le jour où Marseille sera également relié par voie fluviale avec la Suisse.

Arrêtons-nous donc plus longuement aux problèmes de navigation fluviale qui, ces dernières années, ont été au premier plan des préoccupations franco-suissees concernant les transports, car les constructions routières ne sont encore qu'une question d'avenir, et les communications ferroviaires, réglées dans la période d'avant guerre, ne présentent en fait que des questions d'aménagement du trafic.

§ 3. — Les voies fluviales.

Au lendemain de la guerre, la Suisse, véritable château d'eau alimentant trois grands fleuves de l'Europe, se tourna résolument vers l'utilisation de ces fleuves pour le transport, afin de se libérer des entraves que l'absence de communication directe avec la mer avait fait peser sur son approvisionnement. Elle s'efforça de réaliser les projets conçus par des hommes prévoyants afin d'accéder à la mer du Nord par le Rhin, déjà navigable jusqu'à Strasbourg, à la Méditerranée par le Rhône relativement navigable de Lyon à la Mer, mais encore indompté sur le parcours Genève-Lyon. Dans l'un et l'autre cas, il fallait s'entendre avec la France, car elle était riveraine de la section du Rhin international à aménager, et elle disposait souverainement de la voie rhodanienne. Les circonstances politiques, financières et techniques ont permis l'aménagement de la voie rhénane pour le plus grand profit de la navigation; il faut espérer que la France surmontera sa réserve à l'égard des questions de navigation intérieure, et, que,

poussée par l'exemple du Rhin et appuyée par la Suisse, elle réalise complètement l'aménagement du Rhône.

I. — LE RHIN.

Avant la guerre déjà, la Suisse avait cherché à obtenir des débouchés vers la mer en s'intéressant à la navigation fluviale, notamment sur le Rhin. Après le premier essai organisé le 24 août 1903 par le professeur Gelpke, spécialiste des questions rhénanes, le premier convoi remorqué abordait à Bâle le 3 juin 1904. Depuis lors, le trafic fluvial avait connu une certaine intensité malgré les difficultés naturelles de la navigation sur le tronçon Strasbourg-Bâle; sur ce trajet, le mouvement total des marchandises transportées par le Rhin à Bâle s'était élevé à 383.031 tonnes à la montée et 137.698 à la descente de 1903 à 1914.

La navigation rhénane, sur les 120 kilomètres qui séparent Bâle de Strasbourg, était loin d'être facile en raison de la pente naturelle très forte, des seuils rocheux difficiles à franchir, particulièrement celui d'Istein, à quelques kilomètres en aval de Bâle, enfin du niveau insuffisant pendant la période de basses eaux s'étendant parfois de septembre à mai. Pour remédier à ces obstacles naturels, les Allemands avaient envisagé soit la construction d'un canal latéral, soit des travaux dans le fleuve même destinés non seulement à faciliter la navigation, mais encore à utiliser la force motrice; ces projets englobaient d'ailleurs la régularisation de la navigation sur le Rhin de Strasbourg-Kehl jusqu'au lac de Constance; par contre, les Suisses préféraient voir se réaliser une amélioration par l'aménagement du cours libre du fleuve à l'aide de seuils et d'épis et l'approfondissement du chenal, comme l'on avait procédé en aval de Strasbourg. Des pourparlers avaient eu lieu entre la Suisse et l'Allemagne, seul

Etat riverain alors, mais les thèses des deux Etats étaient loin de s'accorder, et il n'y avait encore rien d'arrêté lorsque le Traité de Versailles apporta des modifications essentielles dans l'organisation de la navigation sur le Rhin.

La France, tout d'abord, redevient Etat riverain; la Suisse, d'autre part, pour la première fois est reconnue officiellement comme Etat riverain, et on lui attribue deux sièges dans la nouvelle commission centrale pour la navigation sur le Rhin (art. 354 à 362 du Traité de Versailles). En vertu de l'article 358, la France avait le droit, sur tout le cours du Rhin compris entre les points limites de ses frontières, « de prélever l'eau sur le débit du Rhin pour l'alimentation des canaux de navigation et d'irrigation construits ou à construire ou pour tout autre but », ainsi que « le droit exclusif à l'énergie produite par l'aménagement du fleuve, sous réserve du paiement à l'Allemagne de la moitié de la valeur de l'énergie effectivement produite ».

La France faisait ainsi établir les conditions juridiques nécessaires à la réalisation de son projet de construction établi par l'ingénieur R. Koechlin et connu sous le nom de grand canal d'Alsace : canal latéral allant de Neudorf à Strasbourg, alimenté à l'aide d'eau du Rhin détournée immédiatement au-dessous de Bâle, servant à la fois à la navigation et à l'utilisation de la force motrice par l'intermédiaire de 8 usines-écluses bâties sur le canal utilisant la pente de 106 mètres du parcours Bâle-Strasbourg et devant fournir 900.000 chevaux. La Suisse fit valoir de graves objections à ce transfert de la navigation du lit naturel du fleuve dans un canal latéral situé entièrement en territoire français.

La Suisse s'était d'ailleurs déjà opposée au projet allemand de canalisation du Rhin par la construction de barrages et d'écluses dans le fleuve, afin de rendre celui-ci

utilisable aussi bien au point de vue de la navigation que de la captation des forces hydrauliques; elle l'avait fait dans l'idée que vouloir tronçonner la voie d'eau et favoriser à la fois les deux intérêts en présence ne se ferait qu'au détriment de la voie d'eau. Or, l'article 338 lui paraissait contenir, en principe, le même danger; il remplaçait les barrages et les écluses à placer dans le lit du fleuve par un canal de dérivation et par des usines hydrauliques sur un canal latéral parallèle au lit du Rhin. Cette solution risquait de rendre soit la navigation impraticable sur le Rhin libre, soit la régularisation impossible; d'autre part, la navigation, au lieu de s'effectuer dans le lit naturel du fleuve, soumis jusqu'alors au régime international, passerait par un canal construit sur le territoire français, se trouvant ainsi placée, plus que par le passé, sous la souveraineté territoriale d'un Etat. La Suisse fondait sa thèse en droit sur le principe de la liberté de la navigation sur les fleuves internationaux et de l'interdiction absolue d'entraver cette navigation ou de la rendre impossible par quelque obstacle que ce soit, qu'elle voyait consacré par les articles 108 à 113 de l'acte de clôture du Traité de Vienne de 1815, donnant ainsi tout le poids d'un traité de paix d'un intérêt européen au principe de la liberté des fleuves qui séparent ou traversent plusieurs Etats, principe correspondant à une conception juridique largement répandue alors et ayant été surtout proclamé par les chefs de la Révolution française. Elle faisait également remarquer le caractère douteux de la compatibilité du projet de canal latéral avec l'article 1^{er} de l'Acte de Mannheim sur la navigation sur le Rhin du 17 octobre 1868, prescrivant que la navigation sur le Rhin doit être libre à tous de Bâle jusqu'à la pleine mer et ne doit être entravée en aucune manière.

Guidée pour des raisons politiques et techniques par sa préférence en faveur du projet de régularisation du cours

du Rhin libre maintenant la navigation internationale dans le cours même du fleuve, la Suisse prit souvent une attitude négative d'opposition au projet français du canal d'Alsace. A la Conférence de la Paix en 1919, puis à la Commission du Rhin en 1921, les représentants suisses soumièrent vainement à la Délégation française une proposition selon laquelle la Suisse serait prête à livrer la même quantité d'énergie électrique que l'usine de Kembs serait en mesure de fournir; elle le ferait à des conditions plus avantageuses qu'on ne pourrait attendre de la part de l'usine. Lors de la première séance de la Commission internationale du Rhin, le 21 juin 1920, à Strasbourg, le nouveau siège de la Commission, la Suisse n'assiste aux délibérations qu'*ad audiendum*. Puis après un échange de notes, note du Conseil fédéral du 18 novembre 1920, où il déclare qu'il examinera volontiers le projet français, mais qu'il attache un grand prix à la régularisation prochaine du Rhin entre Strasbourg et Bâle, car « cet aménagement du fleuve à la différence de la construction d'une voie artificielle qui ne pourrait être réalisée que dans un laps de temps considérable et par étapes successives n'exigerait qu'un temps relativement court et des dépenses relativement modestes », note du Gouvernement français du 10 janvier 1921 où il fait connaître un point de vue rapproché de celui du Conseil fédéral et déclare que tout ce qui concerne la liberté de la navigation, les taxes et l'approbation de projets serait réglé comme pour le Rhin à courant libre, la Suisse prend alors part aux sessions ultérieures de la Commission du Rhin.

Aux deux sessions de 1921 ainsi qu'aux réunions de la sous-commission technique, la France soumet le premier degré de son projet, c'est-à-dire la réalisation de l'usine de Kembs : le canal d'amenée s'embranché sur le Rhin à 5 kilomètres en aval de la frontière franco-suisse; un barrage mobile est situé à 500 mètres plus bas; après sou

passage dans les turbines de l'usine de Kembs, située environ à 12 kilomètres en aval de Bâle, l'eau retourne provisoirement au Rhin par un canal de fuite jusqu'à la réalisation des degrés inférieurs du projet. La Suisse demande alors des modifications techniques concernant notamment : le tirant d'eau, le mouillage d'ancres, le programme d'exécution des travaux, le nombre et la dimension des écluses, les garages et bassins de virage aux abord des écluses; ces modifications, sauf celle concernant la construction d'une écluse dans le barrage sur le Rhin, afin de parer à toute mesure d'interruption ultérieure de la navigation sur le canal, furent prises en considération par la Commission, car la plus ou moins grande perfection technique du canal était de nature à exercer une influence sur les objections d'ordre politique qu'on essayait de faire valoir contre le projet français; elles furent consignées dans la résolution de la Commission du 16 décembre 1921.

Cette résolution établissait donc les conditions que devait remplir le canal au cas où la construction en serait décidée, un point cependant n'avait pas été réglé, celui de la vitesse du courant dans le canal, prévue à 1 m. 20 à la seconde, elle fut trouvée trop rapide; sur la suggestion de la Délégation allemande de trouver un moyen de réduire sensiblement cette vitesse en poussant jusqu'en amont de la frontière suisse le remous du Rhin, il fut décidé que la France entamerait avec les deux autres Etats riverains des pourparlers à ce sujet.

Sur la question de principe canal ou régularisation, la décision ne fut pas prise en 1921, mais elle devait être résolue au printemps de 1922. A cette session de 1922, la Suisse, qui avait soumis son projet de régularisation établi en détail par les bureaux de l'ingénieur Bosshard à Bâle, mais sur lequel la Commission s'abstient de se prononcer, essaie encore de s'opposer au projet français en invoquant

la question de la vitesse du courant, le défaut de la mise au point de la question du remous, les difficultés de la concession. La situation ne prit un aspect vraiment nouveau que le jour où la Délégation allemande prit l'initiative de convoquer les Délégations française et suisse à un entretien officieux au cours duquel les délégués français déclarèrent qu'ils renonçaient à l'opposition de principe contre la réalisation du projet suisse de régularisation du tronçon Strasbourg-Bâle à condition que la délégation suisse fût prête à approuver le projet français dont le premier degré seulement avait fait l'objet de la discussion. Comme deuxième condition la France demandait que le projet suisse n'entravât pas l'exécution du canal latéral. La délégation française se déclarait en outre disposée à réduire la vitesse du courant à 70 cm. à la seconde si la Suisse accordait dans un délai à convenir la concession nécessaire à l'extension du remous jusqu'à la Birse, petit affluent du Rhin situé juste en amont de Bâle. Les délégations après avoir référé de cette solution transactionnelle auprès de leurs gouvernements respectifs reprennent contact et finissent par signer l'accord du 10 mai 1922 à Strasbourg (4).

La Commission du Rhin prit une courte résolution tenant compte de cet accord, elle donne d'une part son approbation au projet français de canal avec une vitesse de 0,70 m. par seconde au moyen de l'extension du remous, elle donne d'autre part son adhésion à la régularisation du Rhin entre Bâle et Strasbourg. Cette solution transactionnelle mettait fin à l'opposition des deux Etats.

La mise au point de la concession pour l'extension du remous du Rhin sur le territoire suisse va entraîner une collaboration plus étroite entre la France et la Suisse mais

(4) Pour les divers textes officiels ainsi que les messages du Conseil fédéral concernant le Rhin, se reporter à F. F., 1922, II, p. 997; 1929, II, p. 73; III, p. 681; R. O., 44, p. 9; R. O., 46, p. 390.

retarder quelque temps encore la mise en route des travaux. Au début d'avril 1923, le Conseil fédéral reçoit la demande de concession par les « Forces Motrices du Haut-Rhin », à Strasbourg. Les travaux font ensuite l'objet d'une concession suisse octroyée en 1925 et d'une concession française octroyée en 1927. Pour régler les rapports entre les deux pays au sujet de certaines clauses du régime juridique de la future dérivation de Kembs, la France et la Suisse signèrent une convention le 27 août 1926. Elle prévoyait la concordance des actes de concession; d'autre part, la Suisse aurait droit à 20 p. 100 de l'énergie produite par l'usine de Kembs en représentation de l'énergie de la chute correspondant au remous sur le territoire suisse; cette fourniture de courant serait exempte de toute taxe ou redevance. En vertu de cette convention est créée une Commission franco-suisse composée de deux délégués par pays chargée pendant la construction de contrôler les travaux de l'usine; en période d'exploitation, elle aura compétence pour examiner et résoudre toutes les questions intéressant à la fois l'exercice des deux concessions française et suisse.

En 1928, la Société « Energie électrique du Rhin » commence les travaux, et, mettant en œuvre les moyens puissants de la technique moderne, réalise dans le court délai de quatre années ce magnifique ouvrage de génie civil (5). Le 1^{er} mai 1932, les écluses de Kembs sont mises en activité; les bateaux naviguant en amont prennent dès lors le chemin du canal, tandis que les chalands descendent encore jusqu'au 4 juillet 1932 par l'ouverture du barrage sur la rive gauche du Rhin. Depuis, les rapides d'Istein ont été définitivement éliminés et la navigation exclue sur le parcours du Rhin entre le barrage jusqu'en aval d'Istein. La barre d'Istein, qu'il

(5) *Illustration*, t. 183, p. 215.

eût été difficile de régulariser, ne constituait donc plus un obstacle à la navigation rhénane. Le 9 octobre 1932, l'ouvrage de Kembs est inauguré par le Président de la République A. Lebrun dont nous rapportons quelques paroles aimables à l'égard de la Suisse prononcées alors : « Le Rhin constituera pour la France de l'Est, l'Allemagne de l'Ouest et la Suisse un puissant instrument de développement et de progrès; Bâle ne sera plus seulement la plaque tournante que l'on a souvent évoquée, elle méritera aussi de prendre rang parmi les grands ports intérieurs. J'ai plaisir surtout, en cette région mulhousienne dont la destinée fut longtemps associée à celle des cantons helvétiques, à saluer à mon tour nos amis suisses, qui ont fait à l'Alsace l'honneur d'une visite nouvelle après tant d'autres. »

Au cours de l'année 1933, le refoulement définitif du Rhin produit par le barrage de Kembs se fit sentir à Bâle; en diminuant fortement la rapidité des eaux du Rhin et en élevant leur niveau, il facilita la navigation dans les ports : à Bâle-Saint-Jean, les bateaux purent maintenant aborder et partir toute l'année et les chalands à moteur du canal quitter par leur propre moyen le canal de Huningue pour se rendre au port situé en face. Comme nous parlons du refoulement des eaux du Rhin à Bâle, notons que l'élévation du niveau nécessita la transformation complète du système des égouts de la ville, et que sur les frais devisés à 4 millions de francs suisses les usines de Kembs eurent à fournir 2.800.000 francs; d'autre part, elles eurent à verser 600.000 francs pour des ouvrages de protection des rives, et annuellement 80.000 francs pour des travaux de canalisation; pour la régularisation des eaux souterraines, l'usine concessionnaire eut à payer 1 million et une annuité de 50.000 francs pour les travaux d'entretien.

La France avait ainsi réalisé la première étape de son projet de canal d'Alsace. Après avoir admiré la réalisation

technique, il convient d'être plus réservé dans l'appréciation des résultats au point de vue économique. En poursuivant ce projet, des facteurs d'ordre politique ont joué : prestige d'une nation dans des provinces qu'elle vient de retrouver; certain esprit d'opposition systématique contre l'Allemagne⁽⁶⁾. D'ailleurs, la France semble avoir renoncé à poursuivre le projet, bien que la pleine mise en valeur de l'ouvrage de Kembs, qui a coûté plus de 190 millions de francs, ne puisse résulter qu'après l'achèvement des degrés subséquents; la Compagnie concessionnaire fit enlever les principaux engins de l'important matériel ayant servi à la construction du canal.

De nombreux arguments ont été invoqués contre la poursuite des travaux. En temps de paix, on craint que l'immense quantité d'énergie ne diminue l'activité des mines du Nord et de l'Est; la distribution de l'énergie rhénane à l'industrie sidérurgique française, presque entièrement concentrée dans le Nord et l'Est du pays, viendra encore augmenter cette concentration. La France livrerait à la Suisse du courant à un prix réduit; la navigation vers Bâle serait favorisée sans contrepartie. En temps de guerre, menace sur la concentration industrielle de l'Est qui se trouve sous les feux de l'ennemi; lors d'une destruction éventuelle, suspension immédiate des livraisons de force motrice. Au point de vue financier, la France n'a pas à attendre de l'achèvement du Grand Canal une plus grande

(6) Dans les années d'après guerre, les conséquences de cet esprit ont souvent orienté la politique française dans des voies assez difficiles et coûteuses, évitables avec une considération plus logique et rationnelle des faits. Le *Journal de Genève*, 6 oct. 1932, reproduit l'article « Paix sur le Rhin » d'E. Judet, disant : « Que la France, trompée par le mirage d'un Rhin artificiel retourne droit au Rhin éternel; qu'elle y capte les forces, sa propriété légitime que nul ne lui disputera, si les desseins de l'Allemagne et de la Suisse y sont associés. Voilà sur quels principes conformes aux traités et aux aspirations respectives s'établira l'ordre durable. Voilà le régime qui, substitué aux chicanes surannées, supprimera les vilaines manœuvres et le trouble fatal, compagnon des équivoques et des malentendus. »

animation du trafic fluvial; le canal de Kembs n'aurait aucune influence sur les frets entre Strasbourg et Bâle; en ce qui concerne la production d'énergie électrique, elle reviendrait à un prix beaucoup plus élevé que celle produite par une usine thermique bien équipée; d'autre part, les variations du niveau de l'eau conditionnent une production irrégulière, en sorte que le prix élevé de l'énergie ne pourrait assurer l'amortissement et les intérêts des capitaux investis avec une vente du courant au prix local.

Ces arguments, reflétant l'état d'esprit de divers milieux français, laissent bien entendre que l'on a renoncé à poursuivre la réalisation du projet; dans ce cas, l'aménagement du Rhin sur le tronçon Istein-Strasbourg, que la Suisse avait toujours réclamé, prend une importance accrue.

A la suite du compromis de 1922, la Suisse fait poursuivre les études concernant la régularisation. Les autorités fédérales demandent aux administrations française et allemande compétentes de collaborer à ce travail en raison de la connaissance approfondie et de la grande expérience des Etats riverains en matière de régularisation. Tandis que la France ne crut pas pouvoir prêter son concours, l'Allemagne accepta, et l'élaboration du projet fut confiée au Rheinbauamt de Fribourg-en-Brisgau. A la session de printemps 1925, le projet est soumis à la commission; de nombreuses objections s'élèvent encore; on finit par aboutir à un compromis : le projet de régularisation, ainsi que celui prévoyant la continuation du canal, furent approuvés. On tint compte des objections en modifiant le programme de construction et en imposant à la Suisse et à l'Allemagne une obligation de garantie. (Résolution de la Commission centrale du 29 avril 1925.)

Après nouvel examen et mise au point définitive du côté économique du projet par le Service fédéral des Eaux — cet exposé de l'utilité économique de la régularisation prend en considération : le trafic futur de la voie naviga-

ble; les frais d'aménagement de la voie fluviale; les charges financières annuelles; les frais de transport par la voie actuelle non régularisée ainsi qu'après la régularisation; les taxes de transport des chemins de fer; l'économie de la navigation régularisée par rapport à la voie ferrée; tous les calculs sont faits en admettant l'achèvement du canal latéral en quarante ans — il s'est agi d'ouvrir les négociations avec les Etats riverains intéressés, France et Allemagne, aux fins de régler conventionnellement leur collaboration aux travaux.

Après des négociations avec l'Allemagne, le Conseil fédéral porte à la connaissance du Gouvernement français le projet élaboré pour un accord à trois. La note du 7 juin 1928 reste sans réponse de la part de la France jusqu'à la session de novembre 1928 de la Commission, au cours de laquelle la France fit connaître qu'elle ne considérerait pas l'instant venu d'entamer des négociations à trois aussi longtemps que ne serait pas conclu entre l'Allemagne et la Suisse un accord concernant le maintien de la navigation pendant les travaux ainsi que la garantie des frais résultant des conséquences dommageables éventuelles de ces travaux dans le secteur en aval de Strasbourg. Par note du 16 novembre 1928, la France confirme son point de vue.

La Suisse et l'Allemagne poursuivent alors les négociations et, le 28 mars 1929, signent une convention sur la régularisation du Rhin entre Strasbourg/Kehl et Istein. D'après elle, les deux Etats s'obligent à commencer immédiatement la régularisation du Rhin dans la mesure du projet approuvé par la Commission le 29 avril 1925 et de les exécuter sans interruption; les frais de construction, fixés à 50 millions de Reichsmark, doivent être supportés à raison de 60 p. 100 par la Suisse, de 40 p. 100 par l'Allemagne. La Suisse promettait de prêter la main à l'aménagement progressif du Rhin entre Bâle et Constance.

Il ne restait donc plus qu'à négocier avec la France. Le 27 avril 1929, la Légation de Suisse et l'Ambassade d'Allemagne ont communiqué un projet au Gouvernement français, et le 18 décembre 1929 un protocole était signé à Genève. D'après ce règlement, la France contribue aux frais d'entretien du tronçon régularisé du Rhin, à raison de 10.000 francs par kilomètre en moyenne par année après l'écoulement d'un délai d'épreuve de trois ans calculé à partir de l'exécution de la régularisation, période pendant laquelle l'entretien a lieu uniquement aux frais de l'exploitation. Après la remise du dernier tronçon régularisé à l'entretien des Etats riverains, la France prendra à sa charge tous les frais du Rhin régularisé sur son domaine public. A partir de ce moment, environ onze à treize ans après le début des constructions, la Suisse sera donc déliée de toutes obligations financières à l'égard des travaux de régularisation.

Dès 1930, on commence les travaux, qui consistent à construire des épis, des seuils de fond et des digues pour ouvrir un chenal navigable d'au moins 75 mètres de largeur et 2 mètres de profondeur. Par suite des variations du lit du fleuve et des mouvements de bancs de graviers, la navigation n'est possible dans les années sèches que fort peu de temps; la régularisation doit permettre d'en porter la durée à trois cents jours. Les travaux sont menés assez rapidement sous la direction de l'administration allemande, le prix de revient a été jusqu'ici inférieur au devis. Les travaux sont très avancés, et l'on peut considérer aujourd'hui un premier aménagement comme terminé et un second aménagement réalisé à 30 p. 100. Les modifications obtenues donnent une très grande satisfaction aux milieux compétents; on peut d'ailleurs facilement constater que, dans le trafic de Bâle, les marchandises empruntant la voie rhénane vont sans cesse en augmentant et subissent de moins en moins les variations de trafic jadis imposées par l'état des eaux du Rhin.

La voie fluviale, dans le trafic entre Bâle et Strasbourg, est donc appelée au plus grand avenir grâce à la régularisation; il convient cependant de ne pas oublier le rôle important qu'a joué ces dernières années la navigation sur le canal français du Rhône au Rhin.

Entre Strasbourg et Bâle il existe, en effet, une voie de navigation intérieure empruntant le canal du Rhône au Rhin jusqu'à un point en aval de Mulhouse où l'embranchement, dit de Huningue, se détache pour aller aboutir au Rhin, à quelques centaines de mètres au Nord de Bâle. L'avantage du canal est d'être navigable toute l'année, même aux époques où les basses eaux empêchent la navigation sur le Rhin; seul un allègement des bâtiments à 180 tonnes au lieu de la charge normale de 240 tonnes est nécessaire; le nettoyage annuel du canal durant quatre semaines ou le gel sont les seules causes d'interruption du trafic.

C'est en 1923 que les premières péniches de canaux français arrivent à Bâle par le canal amenant les charbons de la Sarre sans transbordement, et prouvant ainsi la possibilité d'utiliser le canal pour alimenter le port de Bâle. A partir de 1925, on peut parler d'un trafic véritable sur le canal qui, avec 10.542 tonnes, constitue les 11,8 p. 100 du trafic bâlois; mais on était encore loin des 609.300 tonnes de 1929, constituant presque tout le trafic, ou des 1.552.674 tonnes de 1934, record actuel du trafic par le canal. L'augmentation en 1925 était due avant tout à la transformation de l'écluse de Huningue et au dragage à l'entrée du canal; puis, les années suivantes, le trafic alla sans cesse croissant, grâce aux améliorations apportées à la flotte du canal et à son utilisation.

L'introduction, en 1928, de chalands à moteur bénéficiant de la priorité de passage permet de remonter de Strasbourg à Bâle en 4 jours, c'est là d'ailleurs un minimum, car, avec les arrêts, le passage des 56 écluses, le

ralentissement provoqué par l'augmentation du trafic, on comptait comme durée moyenne du parcours des chalands à propulsion propre 6,5 jours en 1931, 7,2 jours en 1932, alors qu'il faut aux chalands tractés 7,7 en 1931, 8,3 en 1932 (la remonte sur le Rhin nécessite de 25 à 28 heures). L'amélioration obtenue grâce aux chalands à moteur ne réside pas seulement dans le gain de temps sur ce parcours, mais dans une meilleure utilisation, car ils peuvent descendre eux-mêmes le Rhin tout en remorquant encore un chaland sans moteur et gagnent Strasbourg en 5 à 6 heures, alors que ce voyage par le canal exigerait 8 jours environ.

En 1930, le halage électrique est réalisé sur tout le parcours, qui s'effectue en de bonnes conditions, lorsque en 1931 on augmente de 40 à 60 le nombre des tracteurs. Par suite de ces améliorations, le trafic monte au chiffre record de 1934, augmentation que l'on peut attribuer à la surveillance intense et à l'amélioration de l'organisation du trafic sur les canaux. Mais depuis 1935, malgré l'augmentation du trafic du port de Bâle, nous voyons diminuer l'utilisation du canal, car la navigation sur le Rhin s'améliore.

Il faut espérer que la navigation sur le canal ne diminuera pas trop, car l'économie française y est intéressée. D'abord, la batellerie employée sur le canal battait en sa majeure partie pavillon français; sur ce point on pourrait chercher une compensation en améliorant la navigation vers l'intérieur du territoire français, puisque depuis Bâle les péniches peuvent gagner le réseau franco-belge du Nord, ainsi que Paris et Lyon. D'autre part, le port de Strasbourg jouait un rôle important comme place de transbordement et d'entrepôt pour les marchandises destinées à la Suisse; sur ce point, l'extension du port de Bâle par le creusement d'un second bassin, les projets d'un nouveau port en amont de Bâle à Au et à Birsfelden, les

Activité du port de Bâle.

	1936	1938	1933	1931	1929	1927
Chalandes fluviaux et bateaux de marchandises	2.103.703	1.369.318	530.653	542.060	»	768.751
Tonnage	2.548	4.578	531	520	2	774
Nombre	»	140	39	109	»	148
France	235.709	115.623	60.325	109.834	»	139.430
Tonnage	»	426	62	97	»	146
Nombre	430.868	266.244	53.723	91.718	»	141.934
Suisse	1.306	640	73	19	2	4
dont à propulseur propre	1.372.916	2.002.532	1.967.144	1.303.369	2.713	983
Chalandes de canaux	4.278	6.282	6.491	4.142	866.800	321.808
Tonnage	2.103	3.207	2.680	1.412	»	862
Nombre	683.481	1.019.626	874.167	473.179	420.400	288.257
France	4.148	1.423	1.602	1.834	»	97
Suisse	334.190	467.768	497.227	574.439	327.300	27.727
Tonnage						
Marchandises : Mouvement total du port de Bâle	2.291.206	2.216.997	1.694.631	1.279.190	617.800	740.000
Trafic : Amont	2.179.917	2.149.043	1.624.004	1.193.347	562.000	654.965
Tonnage	141.289	67.932	70.627	85.843	35.400	84.875
Trafic : Aval	4.318.733	811.533	302.219	343.612	7.700	513.000
Tonnage	972.433	1.405.464	1.392.412	953.578	609.000	227.000
Nombre						

meilleures conditions de navigabilité sur le tronçon du Rhin, laissent entrevoir un amoindrissement du rôle de Strasbourg dans la navigation vers la Suisse.

Le trafic du port de Bâle a été favorisé du fait que la Suisse, pays importateur de matières pondéreuses et de produits extra-européens, avait intérêt à disposer d'une voie fluviale par laquelle les marchandises pourraient lui parvenir avec de moindres frais de transport. Si l'on peut admettre que la concurrence entre les diverses compagnies étrangères intéressées à maintenir un hinterland pour les ports qu'elles desservent contribue à mettre les tarifs ferroviaires à un niveau assez bas, jusqu'au jour où une entente peut intervenir, il est certain que sur ce point le fait de disposer d'une voie navigable permet encore mieux de faire diminuer la part des frais de transport dans les prix de revient; il suffit d'ailleurs de comparer les tarifs pour s'apercevoir du rôle joué par le trafic rhénan : ainsi, nous voyons diminuer les frais de transport pour les céréales de Marseille vers la Suisse; en 1929, on établit un tarif pour le transport du charbon anglais de Rouen vers la Suisse avec la note « prix de concurrence à la voie de Rotterdam ». Ces divers facteurs permettent de comprendre le rôle grandissant du trafic par le port de Bâle pour l'économie suisse. Les transports par eau sont en nette reprise à partir de 1927, alors que les années précédentes les transports avaient emprunté la voie ferrée en raison des luttes de tarif des chemins de fer du bord du Rhin et aussi de leur prix relativement bas causé par la chute des changes.

A partir de 1928, le mouvement du port de Bâle est allé sans cesse croissant; dans les années 1930 à 1935, alors que la crise nous habitue à constater des ralentissements, l'importance du trafic bâlois va doubler. Le tonnage empruntant le Rhin, dans lequel le pavillon français n'est pas fortement intéressé, varie de 1927 à 1932 selon la

situation des eaux du Rhin, il prend une allure ascendante à partir de 1932, signe des effets heureux de la régularisation qui permet une augmentation du chargement des chalands (maximum en 1935 avec 1.190 tonnes) et même l'arrivée à Bâle du bateau à moteur *Bernina* arrivant en 8 jours de Londres sans rupture de charges; si ce dernier mode de transport doit rester à l'état de curiosité technique, les bateaux de marchandise automoteurs prennent, par contre, une place de plus en plus marquée.

Le trafic est surtout constitué par les produits importés, alors que les exportations demeurent réduites, portant les caractéristiques du commerce extérieur helvétique, et malheureusement la navigation avale doit se faire à vide.

Quelques chiffres de 1935 préciseront la nature du trafic bâlois. Les arrivées à Bâle comprennent : céréales, 562.562 tonnes; coke, briquettes et charbon, 1.013.517 t.; combustibles liquides, 240.205 t.; sucre, 81.948 t.; métaux, minerais, objets métalliques, 41.644 t.; bois, 29.118 t.; huiles, 10.576 t.; arachides, copra, 14.862 t.; cellulose, 15.384 t. Les exportations comprennent : produits chimiques et électrochimiques, 25.041 t.; cendres de pyrite, 4.844 t.; asphalte, 4.543 t.; farines fourragères, 9.196 t.; papier et carton, 4.986 t.

La prédominance de la navigation sur le fleuve au détriment du trafic du canal en 1936 et 1937, l'importance du trafic qui constitue plus des 30 p. 100 des importations suisses, marquent la réussite de la régularisation du Rhin.

II. — LE RHÔNE.

Avant d'aborder l'étude des perspectives rhodaniennes au cours de ces dernières années, il convenait de s'arrêter aux réalisations rhénanes; ces réalisations rhénanes n'ont pas seulement posé des problèmes de collaboration économique franco-suisse, mais elles illustrent l'importance

croissante de la navigation fluviale dans le commerce extérieur de la Suisse, dont 29 p. 100 des importations en 1935 entrent par le port de Bâle; elles montrent l'exemple à suivre si le trafic de transit et l'activité des ports français ne veulent subir une diminution et si les exportations françaises veulent éviter le risque de la concurrence de produits étrangers parvenant plus facilement en Suisse par la voie fluviale; elles rendent sensible la nécessité de concilier la navigation et l'utilisation de l'énergie hydro-électrique dans le cadre de l'intérêt économique général; elles témoignent également du danger de l'orientation commerciale unilatérale, car l'année 1936, qui par l'interversion du trafic, 1,3 Mo. t. sur le Rhin, 0,97 Mo. t. sur le canal, marque la réussite de la navigation sur le Rhin libre, voit s'écrouler l'édifice juridique par suite du geste de l'Allemagne qui, le 14 novembre 1936, répudie les clauses fluviales du Traité de Versailles, se retire des commissions créées par le traité et dénonce le *modus vivendi* du 4 mai 1936; en un mot, ces réalisations rhénanes semblent annoncer « l'heure du Rhône navigable » (7).

L'aménagement du Rhône en vue de la navigation entre la France et la Suisse occupe les esprits depuis fort longtemps; l'ingénieur genevois Céard en 1776, le citoyen Boissel en 1796, avaient dressé des projets concernant la navigabilité du Haut-Rhône avant que Bonaparte ne s'intéressât particulièrement à la question et fit insérer dans le Traité franco-suisse de 1798, à l'article 6, les dispositions suivantes : « Que, pour donner à la navigation intérieure des deux Républiques le développement avantageux dont elle est susceptible, chacune d'elles fera respectivement sur son territoire les ouvrages d'art qui seront nécessaires pour l'établissement d'une communication par

(7) *Journal de Genève*, 13 déc. 1936.

eau depuis le lac de Genève jusqu'au Rhin et depuis Genève jusqu'à la partie du Rhône qui est navigable. »

Pour rattacher la Suisse à la France, il s'agissait de surmonter l'obstacle des défilés du Haut-Rhône vers Bellegarde, car à partir de Seyssel, ou plus exactement du Parc, à 8 kilomètres en amont de cette localité, la navigation sur le Rhône s'était développée depuis le ^{xiii}^e siècle, et la petite cité, étape obligatoire du voyage vers Lyon, connu avec ses confréries de rouliers, de naufetiers, une vie commerciale intense; cependant, bien qu'en 1837 on signale la première course d'un remorqueur à vapeur venant de Lyon, avec le ^{xix}^e siècle le rail fit disparaître tout trafic sur la rivière, et depuis lors la navigabilité du tronçon du Haut-Rhône, toujours impossible en amont, demeura toute théorique entre le Parc et Lyon.

L'exploitation de l'énergie hydro-électrique vint transformer, au début du ^{xx}^e siècle, les conditions de navigabilité des cours supérieurs des rivières, et l'on s'intéressa de nouveau, en France comme en Suisse, à la navigation sur le Rhône.

En même temps que les milieux bâlois se préoccupaient de la navigation sur le Rhin, leurs confédérés de Genève tournent également leurs regards vers la navigation intérieure, vers le Rhône, et fondent, le 23 octobre 1908, l'Association romande de navigation intérieure, devenue par la suite l'importante Association suisse pour la navigation du Rhône au Rhin; cette association, où nous voyons figurer dès la première heure un des grands pionniers de la navigation rhodanienne, le conseiller d'Etat Paul Balmer, va, par des conférences, des enquêtes, des expertises, éveiller l'attention des milieux officiels et commerciaux suisses sur l'opportunité de la navigation rhodanienne et faire en sorte que dans la réglementation des travaux entrepris entre le Léman et la frontière française on ne perde pas de vue les intérêts de la navigation. C'est ainsi

que dans la Convention franco-suisse du 4 octobre 1913 pour l'aménagement de la puissance hydraulique du Rhône entre l'usine projetée de la Plaine et un point à déterminer en amont du pont de Pougny-Chancy, l'article 2 stipule : « Le barrage comportera à l'une des extrémités une amorce d'écluse permettant éventuellement d'établir sans difficulté une navigation commode »; la centrale de la Société des Forces motrices de Chancy-Pougny comprend d'ailleurs à l'heure actuelle, sur territoire français, une écluse de navigation de 12 mètres de largeur⁽⁸⁾.

En France, la question de l'aménagement du Rhône suscite de nombreuses activités, parmi lesquelles nous signalerons, entre autres : la fondation en 1912 du Comité franco-suisse du Haut-Rhône, auquel fut soumis en 1914 le rapport Coignet⁽⁹⁾ sur l'aménagement du Rhône; le concours organisé en 1909 par la Chambre de Commerce de Lyon pour l'aménagement du Rhône, où l'on mit au premier plan le projet qui favorise avant tout la navigation; enfin la fondation en 1901 de la « Commission interdépartementale de l'aménagement du Rhône », dirigée tout d'abord par M. Gourju, ancien sénateur, puis par M. Perrier, ancien ministre, qui fut à l'origine de la Compagnie Nationale du Rhône. Cette commission interdépartemen-

(8) Cette usine électrique est un exemple heureux de collaboration économique franco-suisse : placée sur la frontière du Rhône franco-suisse, la ligne frontière passe par le milieu du pilier médian du barrage; elle est exploitée en vertu d'une concession suisse (28 déc. 1917) et française (20 mars 1918) par la Société des forces motrices de Chancy-Pougny, société suisse avec une part de capitaux français, sous la direction d'un conseil d'administration composé de citoyens suisses et français; enfin, elle envoie la totalité de l'énergie produite vers la France, la quote-part suisse d'environ les deux tiers bénéficiant de l'autorisation d'exportation du 24 juin 1918.

(9) M. Coignet a évalué le trafic sur le Haut-Rhône à 375.000 tonnes, du seul fait de Lyon et des amonts de Lyon sur la Saône; à rapprocher de cette évaluation le fait que, pendant l'année 1933, 227.867 tonnes ont transité par le port de Bâle à destination des cantons de Vaud, Valais et Genève.

tale a défendu énergiquement le principe de l'aménagement intégral du Rhône à une époque où les demandes en concession se souciaient surtout de l'aménagement exclusif des chutes les plus favorables, celles des gorges du Rhône, pour l'électricité.

A un moment où l'œuvre projetée semblait piétiner, le président Edouard Herriot fit à Genève, le 5 novembre 1916, sous les auspices de la Chambre de Commerce française, une conférence sur l'aménagement du Rhône; il souligna la nécessité de l'aménagement du Haut-Rhône et réussit à convaincre un de ses auditeurs, M. Le Trocquer, qui, devenu ministre, fit aboutir la loi créatrice du 27 mai 1921. Le Rhône revient en effet, au lendemain de la guerre, sur le premier plan de l'actualité économique, et les efforts aboutissent à la loi sur l'aménagement du Rhône, votée à la Chambre en novembre 1919 sur rapport de M. L. Perrier, et au Sénat, sur rapport de M. Milan, le 27 mai 1921; elle prévoit l'aménagement du Rhône au triple point de vue de la navigation, de l'équipement électrique et de l'irrigation, exécuté en une concession unique et réalisé par une « Compagnie Nationale du Rhône » comprenant toutes les collectivités intéressées. L'article 10 de cette loi introduisait la clause selon laquelle les travaux ne seraient entrepris entre Seyssel et la frontière suisse que lorsqu'on aurait fait un accord avec la Suisse concernant les possibilités d'accumulation du Léman, qui servira de régulateur pour l'eau et permettra une utilisation rationnelle de l'énergie.

La question du niveau du Léman constitue un point important dans le problème franco-suisse de la navigation sur le Haut-Rhône. Il s'agit, par une meilleure régulation, du niveau du lac Léman, dépendant de l'amplitude de la variation du niveau du lac, c'est-à-dire de la tranche d'eau disponible au moment de l'étiage, d'obtenir une augmentation de la production des kWh. d'hiver à l'usine de

Génissiat et aux usines subséquentes. Dès 1918, des pourparlers ont lieu entre la France et la Suisse; la France demande à ce que l'amplitude des variations du niveau du lac soit portée de 0 m. 60 à 1 m. 20. Il convient de remarquer que si la Convention intercantonale du 17 décembre 1884, que la France bien que riveraine n'a pas été appelée à discuter, et le règlement d'exécution de 1892 prévoient bien que l'Etat de Genève s'engage à chercher à maintenir le niveau du lac entre les cotes P.N.-1,30 m. et P.N.-1,90 m., cette amplitude de 0,60 a été souvent largement dépassée, et pourtant, depuis la dernière réunion de la Commission franco-suisse du Rhône, en 1924, les pourparlers ne purent reprendre, en raison des difficultés rencontrées auprès des cantons intéressés : Vaud, Valais, Genève, qui ne veulent pas voir compromettre la navigation sur le lac⁽¹⁰⁾, l'hygiène, l'esthétique; un arrangement n'ayant pu intervenir entre les cantons sur la base élaborée en 1925 par une commission d'experts, le Service fédéral des eaux avait été chargé d'établir un nouveau projet; soumis aux cantons en 1930, légèrement modifié en 1933, à la suite des réserves faites quant au résultat, lors d'une réunion organisée en avril 1932, à laquelle prenaient part des délégués de la Confédération, des cantons, ainsi que les membres de la délégation suisse de la Commission franco-suisse du Rhône, pour préparer la reprise des négociations, ce projet finit par réaliser un accord de principe entre les cantons en 1935 et aboutit en 1936 à la solution de la question du débit du Rhône par une correction portant la capacité de l'émissaire de 550 m³/sec. à 805 m³/sec. et de la question du régime du lac par l'élaboration d'une réglementation des niveaux du

(10) Il s'agit essentiellement de la navigation des bateaux à vapeur et de leur accostage. La navigation sur le lac Léman est réglée par une Convention franco-suisse du 10 septembre 1909.

lac et des débits du Rhône fondée sur un projet graphique, une courbe de marche, qui a été bien accueilli par les cantons riverains après de longues études et des discussions laborieuses. C'est dans le dessein d'une reprise des pourparlers avec la France que ces études sur une nouvelle régularisation du Léman ont été faites, et, afin de préparer la base d'un accord, le Département fédéral des postes et chemins de fer convoqua le 8 juillet, à Berne, les représentants des trois cantons riverains, du département politique ainsi que le président de la Délégation suisse à la Commission du Rhône; après avoir approuvé le 29 décembre 1936 les dispositions prises, le Gouvernement suisse fit savoir au Gouvernement français que la Suisse était prête à reprendre les pourparlers, et remit les instructions à sa délégation à la Commission franco-suisse.

En retardant la reprise des pourparlers sur une question que la France considère comme une condition de l'aménagement du Haut-Rhône, la Suisse, absorbée par l'entreprise rhénane, ne compromettait pas trop la réalisation du grand projet, car en France on n'avancait qu'avec lenteur vers la phase constructive.

En effet, depuis la promulgation de la loi française de 1921, véritable charte du Rhône, la mise en œuvre a subi de nombreux et longs retards; jusqu'en 1933, la constitution de la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.) a rencontré de nombreux obstacles, du fait de l'importance et de la complexité de son programme, de la situation financière et de la difficulté de concilier de nombreux intérêts contradictoires; nous n'examinerons pas ici les problèmes soulevés allant de l'intégration de l'aménagement dans les travaux à titre de réparation de guerre jusqu'à la résistance des chemins de fer, craignant la concurrence de la rivière et ne voyant dans leur électrification, ajournée pour le moment, qu'une faible compensation. Après le décret du 13 janvier 1931, venant, dix ans après la loi, en

fixer les conditions d'application; après la constitution définitive de la C.N.R. lors de l'assemblée du 27 mai 1933, au capital de 240 millions de francs, souscrits par le département de la Seine, les départements et collectivités riveraines du Rhône, la Compagnie P.-L.-M., et des sociétés industrielles, avec un Conseil d'administration comprenant, sur 40 membres, 16 représentants de l'Etat dont le président, désigné par le Ministre des Travaux publics, est M. Léon Perrier, il fallut poursuivre les travaux préparatoires tant au point de vue technique qu'économique et financier, et notamment établir un plan dans le programme général défini par le cahier des charges de la concession, et qui est très vaste puisqu'il comprend :

1° L'aménagement du fleuve en vue de l'utilisation de la puissance hydraulique et l'exécution simultanée d'une voie navigable à réaliser progressivement sur toute son étendue;

2° L'amélioration, au besoin la création de ports fluviaux avec, quand il y aura lieu, leurs raccordements;

3° La construction de canaux primaires d'amenée des eaux destinées aux irrigations et des stations de pompage;

4° La construction du collecteur de courant latéral au Rhône et du collecteur assurant la liaison du réseau ainsi constitué à la région parisienne.

La Compagnie, disposant d'une somme initiale de 2 milliards 400 millions, devait effectuer un choix parmi les 14 milliards de travaux à entreprendre et comprit dans le programme de première urgence l'équipement des chutes et la création ou l'amélioration des ports.

Le choix de l'aménagement électrique, que la C.N.R., société anonyme, arrêta d'un point de vue mercantile, car dans le choix des buts à atteindre une société financière ne peut aussi facilement qu'un Etat se placer, indépendamment de toute considération de rendement immédiat,

sur le plan des intérêts généraux du pays, s'est fixé sur les gorges du Haut-Rhône, et entre les sept solutions pour la traversée des gorges, sur le barrage unique de Génissiat, de 73 mètres de hauteur, comprenant deux demi-usines de 220.000 kW. chacune.

La construction du barrage de Génissiat, qui doit durer huit années, transformera vers 1945 les gorges du Rhône en un vaste lac s'étendant jusqu'à une vingtaine de kilomètres en amont du barrage et pourra faciliter la navigation sur le secteur du Haut-Rhône; mais il convient de remarquer que l'aménagement même pour la navigation reste toujours à l'état de projet d'une échelle d'écluses sur le plateau de la rive droite à Génissiat, et qu'aucune décision n'est prise pour le tronçon Seyssel-Lyon, aménageable assez rapidement et assez facilement. Si donc l'équipement électrique par la mise en eau d'un passage délicat constitue l'amorce de la navigation sur le Haut-Rhône, il faut regretter que l'aménagement pour la navigation reste au second plan sur ce secteur essentiel, puisqu'il relierait la Suisse au secteur de Lyon à la mer, relativement navigable avec son trafic annuel de 800.000 tonnes (11). Alors que la nécessité d'un effort pour la navigation intérieure trouve sa confirmation dans des réalisations étrangères : canal Albert en Belgique, canal Juliana en Hollande, canal de la Volga en U.R.S.S., alors que l'Allemagne poursuit systématiquement la construction de la voie rhéno-danubienne, dont les 3.300 kilomètres entre la mer du Nord et la mer Noire pourront être parcourus dans quelques années par les grosses péniches, en aménageant pour l'utilisation hydro-électrique et la navigation de chalands de 1.500 tonnes le Main jusqu'à Nuremberg et en construisant le canal Main-Danube, travaux devisés à plus d'un milliard de RM.; l'aménagement de

(11) Une des compagnies assurant ce trafic travaille avec des capitaux suisses.

la navigation rhodanienne reste enfermé dans le cadre des statuts de la C.N.R. qui ne peut envisager qu'un ensemble de travaux rentables assurant la rémunération et l'amortissement des emprunts, mais en présence de l'intérêt économique général et international, il conviendrait d'abandonner le principe d'une rentabilité totale afin de hâter l'exécution de travaux susceptibles d'occuper une grande masse de chômeurs, et de considérer l'aménagement du Rhône comme des « grands travaux » types, qui créent momentanément une reprise d'activité de la main-d'œuvre et de l'industrie et constituent des travaux productifs et d'utilité publique dans les trois domaines : électricité, transport, agriculture, qu'ils comportent.

La navigabilité du Rhône comporte donc essentiellement un problème de financement, car l'idée même et sa portée économique nationale et internationale trouvent un écho toujours plus large; on reconnaît que les facilités de circulation apportées aux marchandises pondéreuses ranimeraient et créeraient des courants d'échanges entre la Suisse et les régions desservies par la voie d'eau, favoriseraient le commerce entre la Suisse et les colonies françaises dont Marseille est la porte, augmenteraient l'hinterland des installations portuaires marseillaises⁽¹²⁾ qui assureraient le trafic du commerce méditerranéen et extrême-oriental de la Suisse. Ce crédit, accordé par l'opi-

(12) Aussi trouve-t-on à Marseille de chauds promoteurs de l'aménagement du Rhône, notamment le Directeur général de la Chambre de Commerce, M. Brenier, plus particulièrement attaché à la construction d'un canal latéral, qui dit dans divers exposés : « La distance entre Port-Saïd et Strasbourg par Marseille serait de 3.838 kilomètres, tandis que, par Gibraltar et Rotterdam, elle est de 6.792 kilomètres. Pour les seuls pétroles, la construction du canal se justifierait, et que l'on y ajoute les ciments, ocres, bauxites, phosphates et minerais de l'Afrique du Nord, bois coloniaux, céréales, vins, etc. Le jour où sera réalisée la Grande-Rue d'Eau Rotterdam-Constantza, prenant en écharpe toute l'Europe centrale, la France sera mise à l'écart de cette circulation, qui sera certainement intense; il faut qu'elle s'y relie par l'aménagement du Haut-Rhône entre Lyon et Genève et le canal transhelvétique. » (B.M.C.C.F., févr. 1931, p. 37.)

nion publique aux possibilités de la navigation rhodanienne, est dû aux efforts constants de divers groupements en France comme en Suisse. L'Association suisse pour la navigation du Rhône au Rhin, avec l'aide de sa revue : *Des canaux, des bateaux !*, soutient la navigation rhodanienne, prépare le prolongement de cette voie vers la Suisse orientale et vers Bâle par un canal transhelvétique qui emprunterait les lacs suisses, l'Aar et le Rhin et quelques kilomètres de canaux à construire, et relierait le sillon rhodanien au sillon rhénan, peut-être au Danube, transformant le lac de Constance en carrefour de la navigation française vers l'Allemagne du Sud et l'Europe orientale, comme le prévoyait Frédéric List en 1828; elle contribue aux diverses mesures prises par les autorités helvétiques ou genevoises qui permettront de poursuivre sur le territoire suisse, depuis Chancy-frontière au Léman, l'aménagement du Rhône : le Grand Conseil de Genève décrète plan d'extension une section du plan d'aménagement pour la création d'un port fluvial au confluent du Rhône et de l'Arve; études et travaux des projets de jonction de la voie navigable du Rhône et du Léman par un tunnel passant sous la ville de Genève; ces travaux, proposés pour parvenir à traverser la ville, sont estimés à 58 Mo. de fr. s.; examen des projets d'aménagement de la force hydraulique entre Genève et la limite de retenue de Chancy-Pougny, en tenant compte des besoins de la navigation. Le « Groupe franco-suisse d'études économiques fluviales du Bassin du Léman et du Haut-Rhône » unit les intérêts communs suisses et savoyards, conditionnés par la situation géographique, en faveur de la navigation rhodanienne; il organisa entre autre, le 13 février 1937, à Gex, une conférence sur l'aménagement navigable du Haut-Rhône faite par M. Jean Aubert, directeur de la C.N.R., orateur que les Genevois avaient déjà eu plusieurs fois le plaisir d'entendre sous les auspices du précédent

groupement. L'« Institut d'Etudes rhodaniennes » à Lyon, ainsi que sa revue, examine les questions du Rhône sous leurs divers aspects scientifiques. Enfin, l'« Union générale des Rhodaniens » s'efforce de développer l'esprit et le régionalisme rhodanien dans diverses manifestations artistiques, touristiques et sportives; elle poursuit des buts culturels, et, s'inspirant du mythe du « Vater Rhein », essaie de créer une mystique du Rhône reliant toutes les populations riveraines, les divers congrès-fêtes du Rhône organisés par elle unissent pâtres valaisans et guardians de la Camargue, les chants de Doret aux Poèmes de Mistral en un hommage au Fleuve, mais s'occupent également de ce qui créera le lien le plus solide entre les divers groupes, la navigation, comme en témoigne le premier vœu du dernier congrès (Marseille, 1934), en faveur de l'aménagement du Rhône « avec la préoccupation principale de créer de bout en bout une voie navigable susceptible d'un grand trafic ».

Certains ouvrages constituent un acheminement vers la navigation : le tunnel-canal de Rove, construit sur l'initiative de la Chambre de Commerce de Marseille et inauguré le 25 avril 1927, établit une jonction entre la Méditerranée et le Rhône par l'étang de Berre; il est considéré comme « précisant le rôle de Genève dans le plan rhodano-rhénan »⁽¹³⁾; le creusement en 1936 par la C.N.R. d'un port industriel sur la rive gauche du Rhône à Lyon, d'où partira le canal d'évitement de la ville vers le Haut-Rhône, pourrait faciliter les communications entre la Suisse et la Méditerranée par un régime mixte voies ferrée et fluviale « avec comme point de transit le port industriel de Lyon

(13) G. Valran, B.M.C.C.F., juin 1927, p. 203.

où serait créée une zone franche » (14) si selon le vœu récent de la Chambre de Commerce de Lyon, « les travaux d'entretien du fleuve interviennent à bref délai pour améliorer le régime du Rhône de Lyon à la mer »; mais ces amorces du grand projet n'auront leur pleine valeur que lorsque les 540 kilomètres de Genève à la mer seront navigables. A la troisième amorce que va constituer la mise en eau des gorges au-dessus de Génissiat devrait correspondre le fait générateur du Haut-Rhône navigable, sous forme de l'accord résultant des conversations que doivent reprendre la France et la Suisse sur le niveau du Léman; cet acte, réglant la question que la France considérerait comme condition essentielle, prévoyant également le gabarit des bateaux à admettre sur la future voie navigable, gabarit qui peut influencer sur le coût des travaux et, par suite, sur leur délai d'exécution, devrait assurer la création définitive de la liaison Genève-Lyon.

Le Rhône navigable, entreprise digne de la collaboration et de la solidarité économiques franco-suisse, rallie les intérêts matériels, politiques et moraux des deux pays; promoteurs et réalisateurs, inspirés par la fougue juvénile et la clarté des eaux du fleuve alpestre, doivent arriver à surmonter les obstacles techniques ou financiers, et au jour proche de celui où le Rhône sera devenu producteur d'énergie électrique, à une époque pas trop éloignée, espérons-le, de cet été de 1932 où les pontonniers suisses venus

(14) L'idée de créer une zone franche semble être classique dans les divers projets destinés à favoriser les communications entre la Suisse et la Méditerranée; M. J. Galtier le propose dans son projet de « Grand Port de Nice à Villefranche » (1927); M. Ch. Dumont, dans une conférence à Genève (B.M.C.C.F., déc. 1928, p. 366), envisage l'installation d'un port suisse à Marseille, ou, mieux, sur l'étang de Berre; M. R. Eyraud, dans une conférence à la Section lyonnaise de la Chambre de Commerce suisse, préconise pour Port-Saint-Louis-du-Rhône, « aboutissement normal de la navigation sur le grand fleuve », la création d'un port franc suisse (R.E.F.S., déc. 1934, p. 179); en Italie également, E. Ginella propose en 1937 de créer à Gênes une zone franche helvétique.

par le fleuve de Genève à la mer — sauf sur les 8 kilomètres des gorges — remettaient au terme de leur « décize » un drapeau fédéral à la Chambre de Commerce de Marseille pour être ramené en Suisse à la proue du premier chaland qui remontera le fleuve jusqu'aux frontières helvétiques, les Marseillais pourront accomplir leur mission symbolique et consacreront ainsi une étape importante dans les relations franco-suissees et dans l'économie européenne.

§ 4. — La voie aérienne.

Sa situation géographique devait naturellement conférer à la Suisse une place importante dans le domaine de l'aviation commerciale, de telle sorte qu'aujourd'hui de nombreuses lignes régulières assurent le transport rapide de passagers, de la poste et de fret aérien (colis de peu de poids, mais de grande valeur). Sur l'horaire d'été 1938, 5 lignes fonctionnent entre la France et la Suisse; ces communications aériennes franco-suissees ne jouent pas seulement un rôle dans le trafic propre aux deux pays, mais encore dans le trafic de transit entre l'Angleterre, la France, la Suisse et l'Autriche, entre l'Espagne, la France, la Suisse et l'Allemagne ou la Tchécoslovaquie. Ces lignes sont : la ligne Zurich-Bâle-Paris, en correspondance avec Londres, le service est assuré en 2 h. 40' par la Swissair; la ligne Genève-Paris-Londres et la ligne Genève-Lyon-Paris-Londres, assurées par Air-France; deux compagnies étrangères empruntent un trajet franco-suisse, la Lufthansa, allemande, avec la ligne Stuttgart-Genève-Marseille-Lisbonne, et l'Aeroslavia, tchécoslovaque, avec la ligne Prague-Zurich-Genève-Marseille.

Le trafic le plus intense s'opère sur la ligne Zurich-Bâle-Paris qui, pendant l'été 1936, transporta : 3.417 passagers, 2,8 tonnes de poste, 13,3 t. de fret et 10,8 t. de

bagages, avec une fréquence, sur l'étape Bâle-Paris, passant de 5,7 en 1935 à 6,8 passagers en 1936. Ce trajet Zurich-Bâle-Paris est d'ailleurs le plus anciennement exploité; depuis août 1923, la maison anglaise Hantley-Page, puis les Imperial Airways desservent cette ligne; ils y ont renoncé en 1936, la laissant à l'exploitation franco-suisse qui les doublait depuis 1931.

Le réseau actuel franco-suisse est le résultat du développement des relations qui, de deux lignes en 1924, passèrent à 8 lignes en 1930, puis se simplifièrent, en même temps que s'opéraient l'organisation et l'unification intérieures, en une grande compagnie française « Air-France » et en une grande compagnie suisse « Swissair », qui s'entendent pour l'exploitation des lignes entre les deux pays. Si l'on peut considérer qu'en son état actuel le réseau assure les communications essentielles entre la France et la Suisse, il est encore susceptible d'extensions, qui dépendent principalement de l'organisation intérieure d'un réseau commercial français reliant les grandes villes aux villes de Paris, de Lyon ou de Marseille, déjà comprises dans les relations internationales avec la Suisse. Dans les divers projets concernant le réseau intérieur français apparaît, comme pour les chemins de fer, le problème des relations transversales, qui cependant ici ne sont pas entravées par des obstacles géographiques ou d'infrastructure; on envisage donc particulièrement la liaison de Bordeaux avec Genève, centre d'aviation important vers l'Europe centrale; on put croire un moment que les vœux exprimés au Congrès des relations aériennes interrégionales à Bordeaux, le 4 août 1927, et au Congrès de l'aviation à Bordeaux en mars 1928, recevaient un commencement de réalisation en 1929, lorsque la Compagnie aérienne française inaugura un service postal aérien de Genève à Lyon et à Montluçon, puis par voie ferrée de Montluçon à Bordeaux; malheureusement, l'expérience ne fut que de

courte durée. Cependant, une liaison entre Bordeaux et Genève, entre le Sud-Ouest de la France et la Suisse, se prolongeant vers l'Europe centrale et du Nord-Est, selon l'axe principal des liaisons aériennes suisses, ou encore vers l'Italie, puisqu'il est question d'une étape à Genève de la ligne Paris-Turin, devrait être viable sur un trajet où la voie ferrée est si lente; si le trajet direct Bordeaux-Lyon ne disposait pas du trafic voyageur et postal suffisant, le passage de l'itinéraire par Bordeaux, Toulouse, Clermont-Ferrant, Lyon, desservant ainsi d'importants centres urbains, commerciaux et industriels, suffisamment éloignés pour une liaison aérienne utile, devrait faciliter l'exploitation de la ligne, car, à Toulouse, l'Europe centrale serait reliée aux réseaux d'Afrique et d'Amérique du Sud, et à Bordeaux à la ligne de Madrid et aux diverses lignes de navigation maritime, sans parler des futures communications aéro-navales.

En perfectionnant leurs communications aériennes, la France et la Suisse, qui ont déjà su adapter leurs relations économiques aux moyens modernes de la circulation, réaliseraient non seulement un progrès technique, mais encore un progrès commercial; elles complèteraient ainsi l'ensemble des moyens de transport qu'ils ont collaboré à créer et mis au service de leurs échanges.

CONCLUSION

Le domaine économique offre donc un vaste champ d'application à la collaboration et à la solidarité de la France et de la Suisse, d'autant plus fécond que les deux pays peuvent étayer leurs rapports matériels sur des affinités intellectuelles et affectives traditionnelles.

Les échanges réciproques prennent une place importante dans le commerce extérieur des deux pays. La France peut faire bénéficier la Suisse des richesses de son sol et de son sous-sol en lui vendant denrées alimentaires et matières premières qui lui sont nécessaires; elle y écoulera également les produits finis qu'elle peut fabriquer en de meilleures conditions; en contrepartie, la Suisse, consommatrice de produits étrangers, dépend essentiellement de l'exportation et trouve sur le marché français un débouché aux produits finis dont elle a pu développer la fabrication grâce à l'énergie de ses industriels, à l'habileté de ses commerçants et au labeur de ses ouvriers pour faire vivre une population que son sol ingrat n'aurait jamais pu nourrir.

En plus de la différence de structure et de production entre un petit pays aux ressources naturelles réduites et un vaste pays abondamment pourvu, diverses autres conditions ont favorisé les rapports franco-suisse. La communauté de frontière sert à l'interpénétration des produits non seulement dans le cadre local, qui peut nécessiter une adaptation spéciale, mais d'une façon générale, car elle assure des facilités de communication et permet aux deux pays de collaborer afin d'adapter leurs transports aux exigences techniques modernes et d'utiliser au mieux les moyens que la nature leur a dispensés en commun. Les

échanges culturels et humains augmentent le potentiel économique des deux pays et crée une base solide à leur expansion commerciale : représentants diplomatiques et consulaires peuvent, en effet, s'appuyer sur leurs concitoyens établis à l'étranger et compter sur l'action efficace des chambres de commerce française en Suisse et suisse en France qui unissent même leurs efforts au sein du Comité économique franco-suisse, symbole de la réciprocité et de la corrélation des intérêts français et suisses.

L'évolution du commerce franco-suisse au cours des années d'après guerre permet de constater que, malgré l'inégalité de son importance relative à l'égard du commerce extérieur des deux pays, il n'en occupe pas moins avec stabilité une des premières places dans ce commerce extérieur.

Si la France ne compte la Suisse que du septième au quatorzième rang parmi ses fournisseurs avec une valeur moyenne de 2 p. 100 de ses importations totales, elle voit, par contre, la Suisse figurer au quatrième rang, même au troisième en 1936, parmi ses clients, et absorber 6,5 p. 100 en moyenne de ses exportations totales. La répartition de ces exportations entre denrées alimentaires (18,6 p. 100), matières premières (41,7 p. 100) et produits finis (39,7 p. 100) assure un débouché aux branches les plus diverses de la production française et consolide le courant des ventes françaises en Suisse; l'agriculture française, et notamment les vins, trouvent en Suisse un des meilleurs débouchés; il en va de même pour les charbons et pour l'alumine, pour diverses industries françaises : textiles, automobiles, livres, mais la concurrence indigène et internationale oblige à ne point relâcher les efforts sur les prix et sur la qualité pour maintenir les positions sur ce marché, particulièrement sollicité.

Dans le commerce extérieur de la Suisse, la France se classe avec régularité au deuxième rang des fournisseurs,

assez loin cependant derrière l'Allemagne, avec une valeur moyenne de 16,8 p. 100 des importations suisses, et occupe également une des premières places parmi les clients de la Suisse, variant entre le premier et le quatrième rang des exportations suisses; la répartition de celles-ci, entre denrées alimentaires (9,5 p. 100), matières premières (19,5 p. 100), et produits fabriqués (71 p. 100), porte la caractéristique de la production helvétique; on comprend alors qu'à côté d'un débouché à sa seule production agricole, le fromage, compensant faiblement les importations agricoles venant de France, la Suisse s'efforce de maintenir ses exportations de produits finis qui, par leur spécialité technique et leur qualité (horlogerie, machines, appareillage électrique) plus souvent que par leur prix, peuvent soutenir la concurrence sur le marché français.

En dehors d'une concurrence normale entre pays utilisant industriellement les conquêtes de la science moderne, et ce d'autant plus facilement qu'ils disposent tous deux de capitaux, la nature du commerce franco-suisse met en évidence le caractère complémentaire ou interdépendant de leur production, comme c'est le cas par exemple pour l'industrie suisse de l'aluminium qui absorbe 64 p. 100 des exportations françaises de bauxite, ou dans l'industrie suisse des machines qui achète des matières premières et vend une part de sa fabrication en France, et par là, l'intérêt commun à augmenter les échanges, à créer ainsi dans leur commerce extérieur une importante zone de santé et de vitalité, à amplifier une circulation qui a montré sa valeur en marquant pendant les années de crise une résistance particulière.

Le commerce franco-suisse présente enfin la caractéristique essentielle de laisser dans sa balance un solde actif en faveur de la France; depuis des années, la Suisse est le seul pays qui ait permis régulièrement à la France d'exporter plus de marchandises qu'elle n'en importe, et qui

donne ainsi à la France le solde bénéficiaire le plus élevé depuis 1930, année qui marque le déclin des soldes du commerce franco-belge et franco-britannique. Cependant, si cette constatation est particulièrement importante et permet très justement à la Suisse de revendiquer le titre de « meilleur client de la France » et de recommander aux Français « d'acheter à ceux qui leur achètent », car « acheter suisse c'est servir l'exportation française, les importations suisses en France constituant la contrepartie nécessaire à l'exportation française en Suisse »; une telle différence permanente de la balance commerciale comporte d'autres postes dans la balance des comptes pour rétablir plus ou moins ce déséquilibre que la Suisse ne saurait compenser et ne compense nullement par des sorties d'or.

Les échanges de services et de capitaux constituent, en effet, des éléments importants des rapports franco-suisses; malgré l'impossibilité de donner une évaluation exacte, on peut estimer que la fourniture d'énergie électrique, seule véritable matière première suisse, le solde du tourisme, des affaires d'assurances sont à inscrire à l'actif de la Suisse dans la balance des comptes franco-suisses; il faut y ajouter également le solde des opérations bancaires et financières, notamment les revenus des entreprises et industries françaises auxquelles participe la Suisse.

Toutes les branches de l'activité française et suisse sont donc intéressées aux rapports économiques entre les deux pays, car en dehors des échanges primordiaux de marchandises, les échanges de services et de capitaux contribuent dans une large mesure à réaliser un équilibre d'autant plus profitable qu'il s'établit à un niveau élevé.

Telle est la situation que la politique économique des deux pays a dû prendre en considération et s'est efforcée de régler au mieux des intérêts communs dans divers traités de commerce, qui, malgré la bonne volonté manifestée de chaque côté, conservent leur caractère de compro-

mis plus ou moins satisfaisant en raison de la nécessité de tenir compte des relations avec les Etats tiers par suite de la clause de la nation la plus favorisée. Comme l'expérience le démontre, la politique douanière d'un petit pays qui ne se suffit pas économiquement, la Suisse en offre un exemple typique, dépend beaucoup plus de la politique économique des grands Etats, surtout de ses proches voisins; aussi voit-on la Suisse prendre depuis la guerre des mesures protectionnistes, à l'instar des autres Etats, et régler ses relations économiques avec la France au fur et à mesure des diverses évolutions de la politique douanière française.

Les transformations douanières des années 1919-1926 n'entraînent pas de nouvel accord avec la France, en raison du maintien du principe de la clause de la nation la plus favorisée du traité de 1906; par contre, les changements tarifaires français, consécutifs non pas à une révision douanière toujours en suspens, mais à l'accord commercial franco-allemand d'août 1927, nécessitent sur la demande de la Suisse une adaptation dans l'arrangement franco-suisse du 21 janvier 1928 et son avenant du 11 mars 1928, qui sont ensuite repris dans la Convention du 8 juillet 1929, fixant en plus de ces questions tarifaires une nouvelle réglementation du commerce franco-suisse. La crise économique atténua malheureusement la portée de cette convention; la Suisse et la France décidèrent, en 1931-1932, de continger leurs importations; dans leurs rapports, ces mesures étaient principalement des objets de compensation, car le dumping, sous ses aspects les plus divers, n'existait pas entre les deux pays, les prix de revient, le standard de vie, étaient presque équivalents et les relations monétaires stables; ce dernier fait permit d'ailleurs de ne pas prendre d'autres mesures restrictives pour les paiements et les relations touristiques; afin d'éviter tout système de surenchères ou de représailles fatal aux transactions et dont le consom-

mateur doit supporter le poids, système illustré malheureusement de 1932 à 1934 par l'élévation de la taxe française à l'importation et par le prélèvement d'un droit suisse de rétorsion, un arrangement fut signé, relatif à l'application des contingents entre la France et la Suisse (24 juin 1932). La méthode des contingents renforça la tendance au bilatéralisme avec sa formule « d'acheter à qui vous achète », et par suite à l'amélioration à tout prix de la balance commerciale, cette tendance se manifesta lorsque, à la veille de la Conférence de Londres, qui aboutit seulement à rapprocher en principe la France et la Suisse au sein des pays dits du « bloc-or », la France dénonça, en juin 1933, la Convention de 1929, et qu'elle poursuivit des négociations avec la Suisse, dont la position était très forte en raison de la balance commerciale franco-suisse; la Convention du 29 mars 1934 apporta à la France une satisfaction plus théorique que pratique sur la clause de la nation la plus favorisée et sur la déconsolidation douanière et maintint en fait le régime précédent. Cependant, les entraves douanières, les contingents avec toute leur complication administrative et leur arbitraire, appliqués selon les divers intérêts particuliers, créant ainsi une économie manipulée, mais non dirigée dans l'intérêt général, continuaient à peser sur le commerce franco-suisse, et le volume des échanges diminuait d'année en année. De part et d'autre, on exprimait la nécessité de revenir à des méthodes plus libérales et de supprimer ces mesures provisoires de défense, mais les intérêts opposés s'enchevêtraient à tel point que l'immobilisme s'accroissait, au risque de détruire, selon Octave Mirbeau, « le reste d'activité industrielle par cette morne manie de la protection qui est pour un peuple ce que l'artériosclérose est pour un individu »; et l'on put même craindre de nouvelles difficultés lorsque, par suite de changements économiques et sociaux, la France dénonça la convention en vigueur en juin 1936. Mais la dévaluation

de septembre 1936 fut accompagnée, en France comme en Suisse, de certaines mesures de démobilisation douanière dont elles s'accordèrent réciproquement le bénéfice en prolongeant, le 5 octobre 1936, l'ancienne convention; l'accord monétaire international donnait également l'espoir d'un revirement de la politique économique vers un relâchement des entraves aux échanges internationaux; cependant, la nouvelle Convention franco-suisse du 31 mars 1937, malgré la plus grande clarté et les modifications dans la réglementation, malgré la simplification et les améliorations dans la gestion des contingents, ne reste qu'« une première étape dans la voie du retour à des méthodes plus libérales », car elle n'apporte aucun changement de principe. Si l'application de la clause de la nation la plus favorisée rend difficile la suppression complète des contingents entre les deux pays, on pourrait souhaiter un réel élargissement de ces mesures, allant jusqu'au bénéfice d'une autorisation générale.

La situation monétaire et la situation sociale ne créent pas d'antagonismes entre la France et la Suisse, la nature complémentaire de leurs échanges les appelle à collaborer, à être solidaires et interdépendantes, les paiements, la circulation des capitaux et des touristes, sont libres de toute réglementation paralysante; pour ces diverses raisons, la France et la Suisse se doivent d'être les premières, par voie d'entente bilatérale, à donner le spectacle réconfortant de forces épuratrices au milieu de la confusion de l'économie internationale, à retourner à un protectionnisme modéré dans le cadre d'une économie concertée, à rendre à leurs échanges l'intensité et l'activité sans lesquelles les divers pays ne peuvent pas pleinement déployer pour leur épanouissement les forces économiques inactives. Lorsqu'on considère les vœux des milieux économiques les plus enclins au libéralisme en France comme en Suisse : « s'engager résolument dans

la voie d'une ouverture progressive de la frontière dans la mesure compatible avec la protection nécessaire de la production nationale »⁽¹⁾, « une démobilisation douanière progressive et prudente visant au double objectif de prévenir toute hausse injustifiée et d'obtenir pour notre exportation des avantages substantiels »⁽²⁾, il convient de ne pas se faire d'illusion sur la rapidité et la portée d'un désarmement économique; néanmoins, entre l'autarcie et le libre-échange, ces deux pôles entre lesquels oscille le commerce international, la France et la Suisse, se détournant de celui qui est la négation même des échanges internationaux, ne peuvent que tendre vers l'affirmation du libre-échange, car elles comprennent : que par l'échange international chaque peuple s'enrichit de la richesse des autres; que le nationalisme économique sacrifie les peuples à des intérêts particuliers ou bien à un idéal de servitude.

Par l'entente et la collaboration en vue de la meilleure utilisation des richesses que la nature et les hommes ont mis à leur disposition, par le développement harmonieux des échanges nécessaires à leur prospérité, la France et la Suisse consolideront ainsi leur idéal commun de paix dans la liberté et de sécurité dans les liens que les échanges spirituels et matériels tissent entre les peuples.

(1) Manifeste des Chambres de Commerce suisses romandes (Genève, 2 mars 1937).

(2) Résolution du Congrès des Conseillers du Commerce extérieur (Lille, 23 oct. 1936).

Vu : *Le Doyen*,
A. FERRADOU.

VU, BON A IMPRIMER :
Le Président,
A. MOUNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Bordeaux, le 23 mars 1938.
Le Recteur de l'Académie,
A. TERRACHER.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs. (Délibération de la Faculté du 12 août 1879.)

ANNEXES

TABLEAU I. — Commerce extérieur de la France (en millions de francs français).

* Le chiffre placé à la suite des sommes indique le rang tenu par les divers pays

	1937	1936	1935	1932	1929	1926	1923	1920	1913									
A. — LES PRINCIPAUX CLIENTS.																		
Grande-Bretagne	2.721	2*	1.942	4	1.612	2	1.084	2	7.625	1	10.394	1	6.363	1	4.238	2	1.437	1
Belgique-Luxembourg	3.443	1	1.837	2	1.845	1	2.240	1	7.223	2	9.523	2	5.721	2	4.794	1	1.109	2
Allemagne	4.445	5	667	5	1.030	3	1.699	3	4.744	3	4.384	3	1.080	6	1.502	5	867	3
Suisse	4.446	4	972	3	1.037	4	1.514	4	3.383	4	3.642	5	2.433	4	1.792	4	406	5
U. S. A.....	4.335	3	877	4	947	5	997	5	3.335	5	3.673	4	2.473	3	2.257	3	423	4
Italie	630	7	437	41	583	6	595	7	2.209	6	2.623	6	1.173	5	1.249	6	306	6
B. — LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS.																		
U. S. A.....	4.000	1	2.535	4	1.774	1	2.900	2	7.160	1	7.820	1	4.881	2	10.866	1	895	3
Allemagne	3.247	3	1.774	3	1.738	2	3.643	1	6.643	2	4.925	3	4.174	7	2.668	5	1.069	2
Grande-Bretagne	3.380	2	1.798	2	1.579	3	2.464	3	5.839	3	6.442	2	5.040	1	40.319	2	1.416	1
Belgique-Luxembourg	3.037	4	1.644	4	1.406	4	2.447	4	3.920	4	4.877	4	2.534	3	3.566	3	556	4
Australie	4.267	5	645	6	638	5	489	12	2.520	6	2.437	6	1.294	6	1.231	7	283	8
Indes Britanniques.....	4.162	6	780	5	341	6	692	8	2.788	5	3.346	5	1.718	4	1.468	8	368	6
Pays-Bas	4.036	7	579	7	521	7	1.044	6	1.647	8	1.776	40	1.009	9	352	43	414	45
Suisse	843	9	577	8	507	8	607	10	4.074	44	4.008	43	576	14	1.044	40	433	43
Italie	571	12	213	20	435	9	630	9	1.516	9	2.231	7	1.440	8	1.283	6	241	10
Argentine	942	8	506	9	404	10	1.068	5	2.374	7	2.216	8	1.439	5	2.992	4	309	7

TABEAU II. — Commerce extérieur de la Suisse
(en millions de francs suisses).

* Le chiffre placé à la suite des sommes indique le rang tenu par les divers pays.

	1937	1936	1935	1932	1929	1926,	1923	1920	1913
A. — LES PRINCIPAUX CLIENTS.									
Allemagne	499,9 1*	474,4 1	469,7 1	444,4 2	348,5 1	266,8 2	423,4 4	282,5 4	305,7 1
Grande-Bretagne	443,8 2	97,9 3	77,9 3	86,4 3	288,1 2	298,6 1	363,4 1	645,5 1	296,2 2
France	439,5 3	444,5 2	424,3 2	423,0 1	481,7 4	434,1 4	244,1 2	521,5 2	444,2 3
Italie	402,2 5	616,5 5	72,8 4	84,4 4	438,3 5	442,5 5	400,7 5	466,1 5	89,2 5
U. S. A.....	412,3 4	70,1 4	48,1 5	55,1 5	207,5 3	204,0 3	209,5 3	283,3 3	436,4 4
B. — LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS.									
Allemagne	407,7 1	344,1 1	338,4 1	499,5 1	698,1 1	465,0 2	446,9 1	808,7 2	630,9 1
France	245,3 2	486,8 2	207,9 2	272,3 2	489,5 2	495,5 1	394,9 2	603,3 3	348,0 2
Italie	417,4 4	83,5 3	91,3 3	143,1 3	202,7 4	231,8 3	231,9 3	325,2 5	207,0 3
Grande-Bretagne	412,7 5	77,3 4	76,2 4	78,4 5	466,7 5	448,0 5	481,9 4	465,7 4	442,7 5
U. S. A.....	426,2 3	71,7 5	69,5 5	414,9 4	239,3 3	487,7 4	477,9 5	864,7 1	417,9 4

TABLEAU IV. — Commerce de la France avec la Suisse
(en millions de francs français).

ANNÉE	EXPOR- TATION en Suisse	% Exp. totale	IMPOR- TATION de Suisse	% Imp. totale	BALANCE DU COMMERCE AVEC		
					Suisse	Grande- Bretagne	Belgique Luxem- bourg
1937...	1.446	6,04	813	1,92	+ 633	— 669	+ 88
1936...	972	6,29	877	2,27	+ 395	+ 114	+ 213
1935...	1.037,4	6,7	506,6	2,42	+ 530,8	+ 32,5	+ 408,8
1934...	1.266,4	7,09	524,0	2,27	+ 742,4	— 99,5	+ 509,1
1933...	1.330,2	7,2	631,8	2,22	+ 698,4	— 483,4	+ 175,0
1932...	1.511,0	7,66	607,1	2,03	+ 903,9	— 480,9	— 207,0
1931...	2.309,1	7,58	906,0	2,14	+ 1.503,1	+ 1.236,6	— 30,8
1930...	3.094,9	7,22	1.432,8	2,15	+ 1.962,1	+ 1.596,0	+ 1.243,1
1929...	3.382,5	6,74	1.074,5	1,84	+ 2.308,0	+ 1.766,0	+ 3.304,3
1928...	3.225,9	6,27	933,6	1,74	+ 2.292,3	+ 2.487,2	+ 3.914,6
1927...	3.353,2	6,10	737,1	1,42	+ 2.598,1	+ 2.527,4	+ 4.381,6
1926...	3.642,2	6,10	1.007,9	1,69	+ 2.643,3	+ 4.451,5	+ 4.648,9
1925...	2.974,2	6,35	771,2	1,74	+ 2.203,0	+ 3.578,3	+ 4.392,8
1924...	2.640,5	6,23	652,9	1,62	+ 1.987,6	+ 3.126,1	+ 4.488,0
1923...	2.432,8	6,9	576,0	1,75	+ 1.856,8	+ 1.323,3	+ 3.187,6
1922...	1.092,3	4,68	488,0	2,01	+ 513,7	+ 706,0	+ 2.313,7
1921...	1.791,9	5,52	445,4	1,96	+ 647,1	+ 248,6	+ 1.583,3
1920...	713,1	6,66	1.043,9	2,09	+ 748,0	— 6.080,6	+ 1.227,3
1919...	1.001,7	6,0	737,8	2,06	— 24,7	— 6.686,0	+ 422,8
1913...	406,2	5,9	435,2	1,6	+ 271,0	+ 340,8	+ 532,2

**TABLEAU V-a. — Importations françaises en Suisse d'après
les trois grandes classes de marchandises**
(en millions de francs suisses).

ANNÉE	DENRÉES alimen- taires	MATIÈRES premières	PRODUITS fabriqués	TOTAL + TPR	% DE L'IM- PORTATION totale	PART des zones
1937...	44,2	113,8	85,3	243,3	13,36	
1936...	38,4	76,4	71,8	186,7	14,75	6,2
1935...	38,6	96,5	72,7	207,9	16,20	6,4
1934...	37,3	109,7	83,4	230,4	16,06	5,9
1933...	42,7	114,7	86,3	243,7	15,28	6,9
1932...	58,4	118,0	95,9	272,3	15,45	6,9
1931...	65,3	156,9	140,0	362,2	16,09	15,4
1930...	86,1	191,0	169,8	446,9	17,43	16,1
1929...	90,1	216,1	183,3	489,5	17,92	16,3
1928...	99,4	198,3	193,1	490,8	18,05	16,2
1927...	94,1	181,8	198,8	474,7	18,63	12,5
1926...	85,9	180,0	229,6	495,5	20,52	14,7
1925...	79,9	208,2	210,6	498,7	18,94	15,0
1924...	71,1	199,8	182,9	453,8	18,12	13,1
1923...	68,5	180,4	146,0	394,9	17,61	16,8
1922...	50,3	146,7	105,6	302,6	15,81	13,3
1921...	86,2	105,2	129,3	320,7	13,97	»
1920...	103,2	219,0	279,0	603,3	14,22	»
1919...	47,4	192,7	166,8	406,9	11,52	»
1913...	106,4	143,5	96,1	346,0	15,13	26,4

TABLEAU V-b. — Importation en Suisse de denrées
alimentaires françaises (en millions de francs suisses)

	1936	1935	1934	1933	1932	1929	1926	1923	1920	1913
Fruits	4,3	3,4	2,6	3,0	3,3	6,0	8,5	4,4	5,9	4,2
Fruits du Midi.....	1,3	1,4	2,4	1,5	1,1	5,4	4,0	1,9	4,7	2,3
Légumes	7,3	7,4	6,2	7,4	10,4	12,8	13,1	9,7	11,2	5,8
Sucre	0,7	1,0	0,9	1,0	2,3	4,6	0,6	0,4	0,4	2,8
Huiles comestibles (pos. 72/73)	2,9	2,9	2,5	2,5	3,0	6,4	6,1	6,2	10,0	5,8
Viande	1,2	1,2	1,2	1,5	1,7	3,3	2,5	2,6	0,9	4,2
Volaille, gibier, char- cuterie	1,1	1,4	1,5	1,6	2,5	8,5	8,2	5,4	4,7	7,1
Œufs (pos. 86).....	0,5	0,5	0,5	0,7	1,2	4,4	2,3	1,6	0,6	1,7
Poissons, coquillages..	2,0	1,7	1,7	2,1	3,3	5,4	5,5	3,8	7,3	2,6
Lait frais (p. 94).....	1,8	1,8	1,7	2,1	2,3	3,1	3,1	3,0	3,1	2,2
Beurre (pos. 93 a).....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	5,9	1,1	3,5	0,3	7,6
Fromages	0,5	0,7	0,7	0,7	0,9	1,4	1,3	1,2	1,3	2,7
Vins	6,5	6,3	7,4	10,2	9,0	13,3	19,7	10,4	39,8	8,4
Froment	1,5	0,8	1,7	1,9	0,0	»	»	»	»	0,2
Malt, houblon	0,7	0,3	0,6	0,3	0,6	1,8	2,6	1,7	4,9	2,7
Pommes de terre.....	0,8	0,5	0,4	0,5	0,8	1,7	1,3	1,3	0,8	0,7
Fourrages	1,8	4,2	2,6	2,8	11,5	»	»	»	»	»
Importations totales...	38,4	38,6	37,3	42,7	58,4	90,1	85,9	68,5	105,2	106,4

TABLEAU V-c. — Importation en Suisse de matières premières
et de produits ruraux en provenance de France
(en millions de francs suisses)

	1936	1935	1934	1933	1932	1929	1926	1923	1920	1913
Engrais	5,3	5,2	5,8	5,2	4,1	7,8	7,7	5,0	9,2	0,7
Semences	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,2	1,8	1,8	3,0	1,2
Paille	1,9	4,2	2,9	2,9	3,7	4,3	4,2	6,4	0,1	3,0
Fourrages	»	»	»	»	»	24,4	9,8	15,3	1,3	11,8
Bois	2,0	1,9	2,0	2,1	2,5	4,3	7,3	7,7	16,2	1,9
Déchets soie peignée (pos. 434/35).....	4,4	3,1	4,0	2,1	1,5	22,3	25,2	30,3	43,4	23,6
Organsin et trame.....	1,0	1,1	0,4	0,5	1,1	9,9	11,0	10,5	12,4	16,5
Charbon	14,1	14,7	24,5	23,2	35,7	48,3	39,8	44,7	10,2	11,4
Fer	15,4	14,5	26,2	26,2	24,2	41,6	34,8	19,8	49,4	9,1
Autres métaux com..	1,6	2,0	2,3	3,2	2,8	9,7	5,1	4,7	18,4	11,4
Matière chimique brute.	1,0	1,2	1,2	1,3	1,8	3	5,1	4,6	6,0	1,6
Huile de lin et de colza.	1,9	1,3	0,8	0,8	1,4	1,6	1,9	2,6	3,2	1,9
Pâte de bois et chiffon.	1,0	0,9	1,1	0,6	0,5	0,8	0,5	0,8	2,3	4,0
Alumine calcinée (pos. 1003 b).....	2,9	3,6	2,7	1,9	2,3	4,6	4,2	4,3	»	»
Importations totales...	76,4	96,5	109,7	114,7	118,0	216,1	180,0	180,4	219,0	145,5

TABLEAU V-d. — Importation en Suisse
de produits fabriqués français (en millions de francs suisses)

	1936	1935	1934	1933	1932	1929	1926	1923	1920	1913
Articles en cuir.....	3,8	3,2	2,8	3,4	3,7	10,0	14,8	7,9	13,2	4,6
Ouvrages en papier....	6,2	5,9	5,9	5,8	6,3	8,0	8,2	6,4	10,5	8,5
Cotonnades	4,7	5,2	4,8	5,0	6,6	12,6	17,7	14,5	44,7	7,0
Etoffes de soie.....	4,1	4,2	4,3	4,4	5,7	16,0	14,3	10,5	12,8	6,2
Autres soieries.....	4,4	4,3	7,5	6,4	7,3	7,8	10,1	4,7	12,6	5,0
Tissus de laine.....	4,3	5,2	6,9	6,4	5,1	7,9	15,0	15,6	22,4	4,5
Confection laine.....	0,7	0,8	1,2	1,9	2,3	4,3	11,8	4,6	11,3	3,3
Autres lainages.....	3,5	3,8	4,2	4,5	5,2	9,7	14,4	7,7	14,6	3,8
Articles en caoutchouc.	2,3	2,2	2,5	3,2	4,3	7,7	9,3	5,5	11,7	1,4
Autres produits texti- les	3,5	3,1	3,5	3,7	4,6	8,1	10,9	6,2	13,6	5,7
Machines et leurs pié- ces détachées.....	4,5	4,7	5,8	6,2	5,1	10,9	8,7	3,4	6,9	4,4
Autres ouvrages en fer.	4,0	4,3	5,4	6,0	5,9	14,3	10,4	3,8	10,7	4,3
Autres ouvrages mé- talliques	4,0	4,3	4,4	4,0	4,6	13,6	14,0	4,7	16,0	13,5
Véhicules	4,4	4,9	5,6	6,9	8,5	13,5	28,2	17,6	13,4	4,6
Automobiles	2,9	3,4	4,1	5,5	6,6	10,9	22,7	15,6	14,5	3,9
Produits pharmaceuti- ques	3,2		2,3	2,8	2,4	3,5	3,0	2,5	6,2	2,3
Parfumerie et savons..	1,5	1,4	1,6	1,7	1,8	2,9	3,5	3,4	11,7	2,0
Produits chimiques....	3,5	3,1	3,1	2,8	2,8	8,4	9,6	13,5	18,7	4,5
Quincaillerie et merce- rie	1,3	1,3	1,5	1,6	2,0	3,2	4,1	3,2	8,8	2,3
Ouvrages en argile et verrerie	1,7	1,9	3,7	3,8	4,4	7,1	6,8	4,7	8,4	3,1
Autres produits manu- facturés	6,2	9,8	6,4	5,9	7,2	13,3	14,8	5,5	8,3	4,6
Importation totale de produits manufactu- rés	71,8	72,7	83,4	86,3	95,9	183,3	229,6	116,0	279,0	96,1

TABLEAU VI-a. — Exportations suisses en France d'après
les trois grandes classes de marchandises (en millions de
francs suisses).

ANNÉE	DENRÉES alimen- taires	MATIÈRES premières	PRODUITS fabriqués	TOTAL + TPR	% DE L'EX- PORTATION totale	PART des zones
1937...	40,1	20,7	102,8	139,7	10,8	
1936...	15,4	13,3	82,8	114,5	12,99	1,1
1935...	15,3	35,2	70,8	121,3	14,75	0,7
1934...	14,7	30,0	76,9	121,6	14,40	0,8
1933...	19,6	37,2	85,3	142,3	16,69	0,2
1932...	16,6	28,9	77,5	123,0	15,35	0,2
1931...	21,0	28,0	107,1	156,1	11,58	1,5
1930...	17,4	35,8	129,8	183,0	10,38	2,0
1929...	12,5	38,2	131,0	181,7	8,66	1,9
1928...	9,9	32,0	114,7	156,6	7,34	1,8
1927...	11,5	22,8	100,9	135,2	6,70	1,6
1926...	10,1	24,7	119,3	154,1	8,39	1,8
1925...	12,3	24,3	136,1	172,7	8,48	2,1
1924...	11,9	27,9	166,5	206,3	9,97	2,2
1923...	19,2	27,9	167,0	214,1	12,17	5,8
1922...	28,1	27,6	184,4	240,1	13,63	6,2
1921...	28,3	34,9	175,4	238,6	11,15	6,2
1920...	23,0	39,1	489,3	521,5	15,92	7,6
1919...	44,5	41,1	415,9	501,6	15,21	12,6
1918...	27,6	21,4	89,2	141,2	10,26	13,0

**TABEAU VI-b. — Exportation en France
de denrées alimentaires suisses** (en millions de francs suisses)

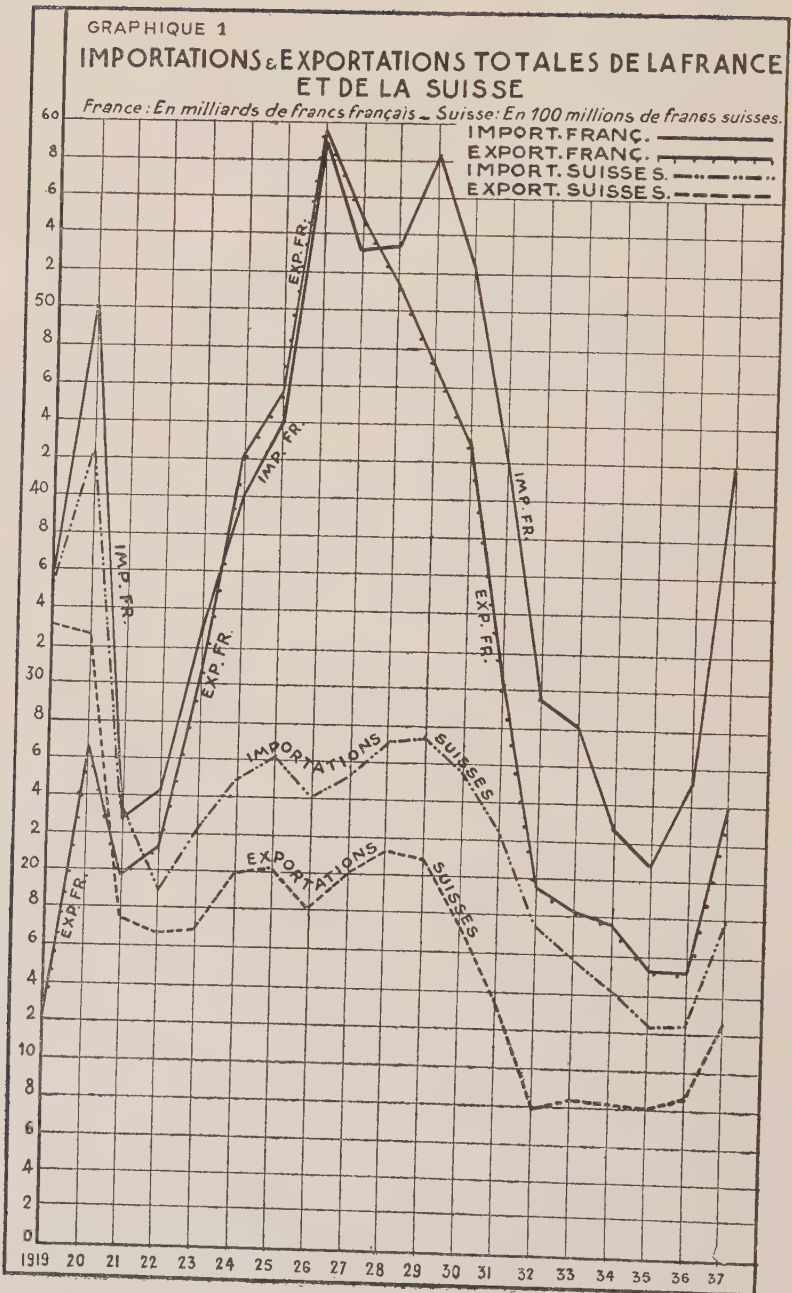
	1936	1935	1934	1933	1932	1929	1926	1923	1920	1913
Fruits	0,8	2,1	0,8	1,8	1,0	0,9	0,3	0,2	1,7	0,1
Chocolat (pos. 64)....	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	1,2	6,8	4,7
Lait condensé.....	0,5	0,7	0,9	1,3	0,7	2,6	4,4	6,0	8,5	1,2
Fromage (pos. 99 b)...	14,6	10,6	10,9	14,4	13,4	6,8	2,3	7,2	0,1	14,2
Farine alimentaire pour enfants	0,7	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	2,1	2,2	2,7	1,2
TOTAL des denrées ali- mentaires	18,4	13,3	14,7	19,6	16,6	12,5	10,1	19,2	23,0	27,6

**TABEAU VI-c. — Exportation de Suisse en France
de matières premières** (en millions de francs suisses)

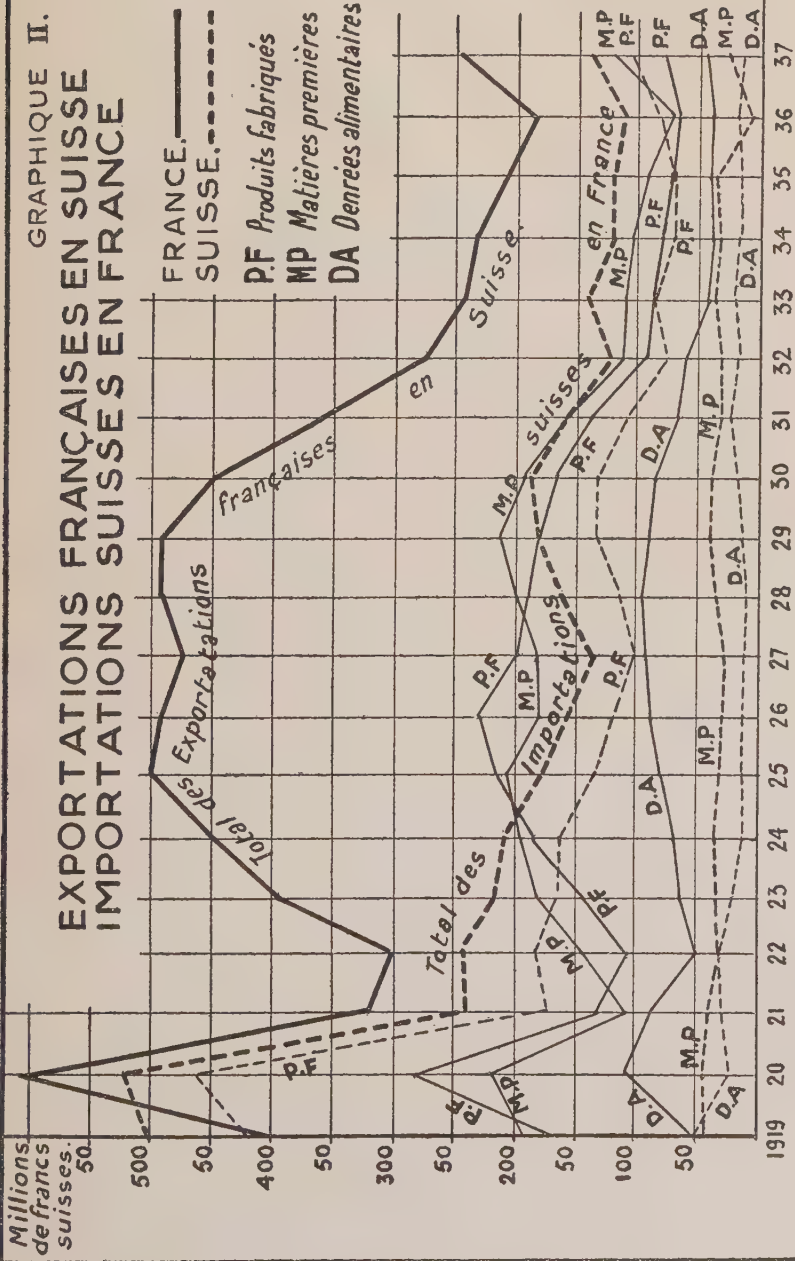
	1936	1935	1934	1933	1932	1929	1926	1923	1920	1913
Cuir, peaux brutes...	1,5	1,3	1,6	2,9	2,8	5,4	2,3	4,6	1,3	5,1
Fibres, chiffons.....	0,6	0,4	0,7	1,3	1,3	2,8	3,6	5,0	9,5	2,7
Cuivre brut.....	4,4	3,0	3,3	4,1	2,8	8,5	4,5	1,5	1,3	2,4
Or non ouvré.....	»	24,5	17,2	11,2	14,6	0,4	0,6	0,0	1,6	2,3
Ciment, chaux.....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	2,1	1,7	4,0	7,7	0,7
Bétail de ferme.....	1,1	0,9	1,1	0,9	0,2	0,2	0,3	0,3	0,7	0,8
TOTAL des matières pre- mières	13,3	33,2	30,0	37,2	28,9	38,3	24,7	27,9	39,1	24,2
* Depuis 1936, l'or non ouvré pos. 869 a ² est compris avec l'or pour transac- tion bancaire.										

**TABEAU VI-d. — Exportations en France
de produits fabriqués en Suisse** (en millions de francs suisses)

	1936	1935	1934	1933	1932	1929	1926	1923	1920	1913
Tissus de coton écrus.	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5	2,6	7,6	3,5	34,3	0,2
Broderies sur plumetis.	1,4	1,2	1,3	1,9	1,5	1,9	2,0	4,7	17,5	6,1
Autres articles de coton.	3,8	3,3	4,0	3,4	1,8	3,7	4,2	5,5	14,7	2,1
Bourre de soie.....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	2,7	2,6	12,6	9,7	1,3
Étoffes de soie.....	1,4	1,2	1,4	1,4	0,9	4,4	3,1	6,1	46,1	9,4
Autres soieries.....	2,9	2,1	3,2	4,0	2,7	1,9	1,6	4,0	6,5	5,0
Autres produits texti- les	5,5	4,6	6,8	8,8	8,7	8,1	5,8	7,1	17,4	6,1
Machines et pièces dé- tachées	13,3	14,6	15,9	19,9	19,9	31,5	23,6	34,8	103,0	18,6
Autres produits manu- facturés en fer.....	7,5	6,2	7,1	6,6	6,4	8,9	8,2	11,5	24,2	8,0
Instruments et appa- reils	6,0	6,0	6,8	7,2	6,7	7,5	5,6	8,0	10,7	3,2
Autres produits manu- facturés en métaux communs	1,7	1,6	1,5	1,8	1,5	3,5	5,3	6,5	9,8	2,2
Horlogerie	11,7	9,6	8,8	10,2	8,5	18,1	14,1	13,3	15,0	6,0
Bijouterie	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	1,3	1,3	1,3	4,2	6,9
Produits pharmaceuti- ques	4,8	1,9	1,5	1,3	1,1	1,8	3,8	1,9	3,6	0,6
Parfumerie et savons..	1,2	1,1	1,3	1,2	1,2	3,3	3,9	4,3	6,9	0,7
Produits chimiques....	1,8	1,2	1,7	1,8	1,7	5,3	4,3	4,7	8,1	1,3
Couleurs d'aniline....	11,0	7,5	6,9	7,5	5,9	8,9	7,8	10,7	49,2	0,9
Autres produits manu- facturés	8,1	7,5	7,6	7,5	7,9	15,5	14,3	26,4	78,0	10,8
Exportation totale de produits manufactu- rés	82,7	70,8	76,9	85,5	77,5	131,1	119,3	167,0	459,3	89,2



GRAPHIQUE II. EXPORTATIONS FRANÇAISES EN SUISSE IMPORTATIONS SUISSES EN FRANCE



BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES

- BLUMENSTEIN et GASSMANN. — La législation douanière suisse. Edition française par P. Comte. K. de Wyss, Erben, 1928.
- BRUNOT (F.). — Histoire de la langue française. T. VIII, livre IV : Le Français dans les pays qui forment aujourd'hui la Suisse, p. 139-186. Colin, 1934.
- CASTELL (A.). — La Suisse et les Français. Études inédites publiées par Crès, 1920.
- CRIBLEZ (G.). — L'organisation consulaire suisse. Son adaptation aux besoins de notre politique économique dans l'après-guerre. O. Walter, Olten, 1932.
- DONNADIEU (J.). — Les consuls de France. Paris, 1928.
- DURAND (J.). — Le commerce international. Rivière, 1934.
— Le commerce extérieur : nécessité nationale. Libr. de droit et de jurisprudence, 1937.
- ***. — Essai sur la politique douanière de la France. Payot, 1919.
- FESTGABE FÜR BUNDESRAT E. SCHULTHESS. — W. Stucki : 23 Jahre schweizerische Aussenhandelspolitik, p. 123. — J. Hotz : Zur Schweizerischen Zollpolitik der Nachkriegszeit, p. 183. Zurich, 1938.
- GIDE (Ch.). — Cours d'économie politique, t. II.
- HABERLER (G.). — Der internationale Handel. *Enzyklopädie der Rechts und Staatswissenschaft herausgegeben von A. Spiethoff*. Berlin, 1933.
— Prospérité et dépression. *Publications S. D. N.*, 1938.
- LEENER (G. de). — Théorie et politique du commerce international. Bruxelles, 1933.
- Manuel de l'Economie suisse. Internationale Verlagsges, Berlin, 1930, Editions économiques S. A., Bâle, 1933.
- MARTONNE (E. de). — L'Europe centrale : la Suisse, p. 381-450. T. IV de la *Géographie universelle* de Vidal-Lablache.
- MASNATA (A.). — L'émigration des industries suisses. Lausanne, 1924.
- MOLIÉRAC (J.). — Traité de législation douanière. Sirey, 1930.
- NAUDIN (J.). — Les accords commerciaux de la France depuis la guerre. Sirey, 1928.
- NOGARO et MOYE. — Le régime douanier de la France. Sirey, 1931.

- PICTET. — Etude sur le traité d'établissement entre la Suisse et la France. Paris-Pedone, Lauriel.
- SCHMID-RUEDIN (Ph.). — Kann der schweizerische Export gefördert Werden? Zurich, 1934.
- SOMMER (L.). — Neugestaltung der Handelspolitik. C. Heymanns, Verl., Berlin, 1936.
- Suisses dans le vaste monde (Les). Genève, 1931.
- TRUCHY (H.). — Cours d'économie politique, t. II.

II. — STATISTIQUE

- Tableau général du commerce de la France.*
Annuaire de la Statistique générale de la France.
La Revue d'Economie politique (n° 3. *Tableau du commerce extérieur de la France*).
- Statistique du Commerce suisse.* Rapport annuel, I et II.
- Statistique du Commerce extérieur de la Suisse.* Tableaux publiés par la Direction générale des douanes fédérales.
- Annuaire statistique de la Suisse.*

III. — REVUES, PERIODIQUES, PUBLICATIONS DIVERSES

A. — Publications de la Société des Nations.

- Aperçu général du commerce mondial.
- Statistique du commerce international.
- La balance des paiements.
- Etudes relatives au tourisme. Genève, 1936.

B. — Autres publications.

- Annuaire du Commerce international* (Annuaire bleu), publié sous le patronage des Conseillers du commerce extérieur.
- Annuaire de l'Union des Français à l'étranger*, 1934. Les œuvres françaises à l'étranger : la Suisse, 22 pages.
- Bulletin consulaire Suisse.* — Etudes de E. Benziger : Les représentations diplomatiques étrangères en Suisse de 1798 à 1928 (février 1928). Les représentations consulaires en Suisse de 1798 à 1928 (janvier 1929).
- JABERG (P.). — Les banques suisses et la crise mondiale. Union des banques suisses, 1934.
- Les placements à l'étranger et les banques. U. B. S., 1927.
- Principales valeurs des bourses suisses. Société de banque suisse.
- Le mouvement touristique en Suisse. O. N. S. T. (1929-1932).
- Le tourisme et l'industrie hôtelière en Suisse. U. B. S., 1928.

La fortune et la balance des paiements de la Suisse. *Bull. de la Société de banques suisses*, n° 1, 1934.

Rapport sur le commerce et l'industrie de la Suisse (années 1913 et 1919 à 1935) publié par le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

La Suisse économique et industrielle. Brochure éditée par l'O.S.E.C.

C. — Périodiques.

Journal officiel de la République française.

Notamment : Enquête sur la production, 16 déc. 1937, p. 13738.

— Rapport du Comité français d'études pour l'adaptation du régime douanier, annexe 1936, p. 447.

Moniteur officiel du Commerce et de l'Industrie.

Bulletin douanier.

Annales des douanes.

L'Exportateur Français.

Exportations-Importations.

Le Conseiller du Commerce extérieur.

L'Europe nouvelle.

La Navigation intérieure.

L'Information.

La République (7, 10 nov. 1934; 21 janv. 1936, page économique consacrée à la Suisse).

Revue économique franco-suisse (R. E. F. S.). Bulletin mensuel de la Chambre de commerce suisse en France.

Le Journal suisse de Paris.

Rapport annuel de la Chambre de commerce de Bordeaux.

La Feuille fédérale (F. féd.).

Recueil des lois fédérales (R. O.).

La Vie économique (Revue mensuelle publiée par le Département fédéral de l'Economie publique).

Informations économiques publiées par l'O. S. E. C.

Informations douanières (Tirage à part de la *Feuille officielle suisse du commerce*).

La Suisse industrielle et commerciale.

Bulletin mensuel de la Chambre de commerce française en Suisse (B. M. C. C. F.), Genève.

Annuaire et Bulletin trimestriel de la Chambre de commerce française à Lausanne.

Rapport de la Chambre de commerce de Genève, de Bâle.

L'Information horlogère.

Des canaux! des bateaux!

Neue Zürcher Zeitung (N. Z. Z.). Exportbeilage. Handelsteil.

National Zeitung, Bâle.
Le Journal de Genève.
Journal suisse des Commerçants.

IV. — THESES

- BECK. — Die Handelsbeziehungen zwischen Italien und die Schweiz. Berne, 1921.
- BRICET (P.). — Les relations commerciales entre la France et la Suisse de 1892 à nos jours. Grenoble, 1907.
- CARBON (L. B. DE). — Les exportations françaises et les disparités monétaires. Paris, 1938.
- CORCELLES (Ch.). — Le commerce franco-allemand depuis 1927. Paris, 1932.
- FERRADOU (P.). — La navigation intérieure en France. Bordeaux, 1934.
- MALMAIN (M.). — Les relations commerciales franco-belges. Paris, 1923.
- REYNAUD (P.). — Les relations commerciales franco-allemandes depuis la guerre. Lyon, 1933.
- WALDVOGEL (W.). — Les relations économiques entre la Suisse et la Grande-Bretagne. Neuchâtel, 1924.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1
Les relations culturelles et politiques entre la France et la Suisse, ambiance favorable à leurs rapports éco- nomiques.	
CHAPITRE I. — Production et ressources de la France et de la Suisse. Les conséquences économiques de leur communauté fron- talière	10
SECTION I. — LA SUISSE.....	10
Aperçu géographique.	
§ 1. — <i>Exploitation des richesses naturelles</i>	12
I. Matières premières d'origine minérale.....	12
II. Agriculture et économie laitière.....	13
III. Forces hydrauliques	15
§ 2. — <i>Industries transformatrices</i>	16
I. Généralités	16
II. Les industries textiles.....	16
a) Industrie de la soie et du ruban. — b) Industrie cotonnière. — c) Industrie de la broderie. — d) Indus- trie lainière.	
III. L'industrie des machines, l'industrie électrotechnique et la métallurgie.....	20
IV. L'industrie horlogère	23
V. L'industrie chimique	25
VI. Industries diverses	26
SECTION II. — LA FRANCE.....	26
Aperçu géographique.	
§ 1. — <i>Exploitation des richesses naturelles</i>	27
I. Matières premières d'origine minérale.....	27
II. L'agriculture	28
III. L'énergie électrique	31
§ 2. — <i>Industries transformatrices</i>	31
I. Industrie textile	31
a) L'industrie cotonnière. — b) L'industrie lainière. — c) L'industrie de la soie.	

	Pages.
II. La transformation des tissus, l'habillement et les industries annexes	33
III. Cuirs et peaux.....	33
IV. L'industrie chimique	36
V. Les industries des métaux.....	36
VI. Industries diverses	37
SECTION III. — LA COMMUNAUTÉ DE FRONTIÈRE FRANCO-SUISSE : SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES	38
Tracé de la frontière franco-suisse. — Le trafic frontalier; arrangements et conventions. — La mitoyenneté frontalière sur les lacs et rivières : pêche et utilisation de l'énergie hydraulique. — Aperçu du problème économique des zones franches. — La nature et la valeur du trafic frontalier.	
CHAPITRE II. — L'organisation de l'expansion commerciale.....	51
SECTION I. — L'ACTIVITÉ PRIVÉE.....	52
§ 1. — <i>Les Français en Suisse</i>	56
§ 2. — <i>Les Suisses en France</i>	59
SECTION II. — L'ORGANISATION COLLECTIVE.....	63
§ 1. — <i>Les organismes métropolitains</i>	64
Les Conseillers du Commerce extérieur; l'Office suisse d'expansion commerciale.	
§ 2. — <i>Les organismes de l'extérieur</i>	68
La Chambre de commerce française pour la Suisse à Genève; la Chambre de commerce française à Lausanne; la Chambre de commerce suisse en France; la Commission économique franco-suisse.	
SECTION III. — L'ORGANISATION OFFICIELLE.....	78
Les administrations centrales en France et en Suisse. Les services diplomatique et consulaire.	
CHAPITRE III. — La politique économique et les traités de commerce entre la France et la Suisse.....	89
SECTION I. — HISTORIQUE DES RELATIONS COMMERCIALES.....	89
§ 1. — <i>Aperçu de l'ancien régime à la guerre de 1914-1918</i>	89
Relations économiques dans le cadre de l'Alliance franco-suisse. — La Révolution; le blocus continental. — Les tentatives d'accord après 1815. — Le libéralisme sous Napoléon III. — La loi douanière de 1892 et la rupture douanière franco-suisse. — Les traités de 1895 et de 1906.	

	Pages.
§ 2. — <i>La situation pendant la guerre de 1914-1918.</i>	93
Les difficultés économiques de la guerre. — La Société suisse de surveillance économique. — Les accords avec les Alliés. — Activité de la S. S. S. en France.	
SECTION II. — LA RÉADAPTATION A L'ÉCONOMIE DE PAIX. MAINTIEN PROVISOIRE DE LA CONVENTION DE 1906 MALGRÉ LES MESURES PROTECTIONNISTES	
§ 1. — <i>Les tendances nouvelles dans les rapports économiques : le protectionnisme.</i>	98
§ 2. — <i>Dénonciation par la France de la Convention de 1906. Son maintien provisoire à l'aide de quelques arrangements.</i>	100
§ 3. — <i>Esquisse de l'organisation douanière française</i>	102
La loi de 1892. — Ses transformations par suite des circonstances économiques : le tarif intermédiaire; les coefficients de majoration.	
§ 4. — <i>Esquisse de l'organisation douanière helvétique.</i>	103
Le principe du tarif général : loi fédérale des douanes de 1902. L'adaptation à la situation nouvelle : le tarif d'usage du 8 juin 1921.	
§ 5. — <i>Conclusion.</i>	108
SECTION III. — NOUVELLE ORIENTATION DE LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA FRANCE A LA SUITE DES ACCORDS FRANCO-ALLEMANDS DE 1927. LES ARRANGEMENTS FRANCO-SUISSES DU 21 JANVIER ET 11 MARS 1928. LEUR CONFIRMATION DANS LA CONVENTION DU 8 JUILLET 1929	
§ 1. — <i>Projet de révision du tarif français. Protestations suisses contre ses tendances protectionnistes. Entrée en pourparlers</i>	109
§ 2. — <i>L'échec du projet de tarif. L'expédient de l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927.</i>	114
§ 3. — <i>Reprise des négociations franco-suisse et menaces de rupture</i>	117
§ 4. — <i>L'arrangement commercial franco-suisse du 21 janvier 1928 et l'avenant du 11 mars 1928.</i>	120
Signature et appréciation de l'arrangement. — Sa ratification avec une série d'arrangements entre la France et l'étranger, ainsi qu'avec l'additif douanier. — Nécessité de l'avenant. — Entente entre les intéressés pour l'horlogerie. — Protection de certaines appellations d'origine.	
§ 5. — <i>La confirmation des arrangements de 1928 par la Convention franco-suisse du 8 juillet 1929.</i>	127
Nécessité de remplacer la Convention de 1906. — Le traité et ses listes annexes. — La clause de la nation la plus favorisée. — Application provisoire et ratification tardive.	

	Pages.
SECTION IV. — LES EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR LES RAPPORTS FRANCO-SUISSES	131
§ 1. — <i>L'accord sur les contingentements</i>	131
Les mesures de contingentement en France et en Suisse. — Les accords Stucki-Elbel du 24 juin 1932.	
§ 2. — <i>Taxe à l'importation</i>	141
Caractère de la taxe à l'importation. — Les vaines protestations des milieux intéressés au commerce franco-suisse.	
SECTION V. — TENTATIVE DE LA FRANCE POUR RECOURIR À SA LIBERTÉ TARIFAIRE. DÉNONCIATION DU TRAITÉ DE 1929 ET L'ACCORD COMMERCIAL DU 29 MARS 1934.....	149
§ 1. — <i>Dénonciation par la France du traité de 1929 en vue d'adapter sa politique douanière aux conditions nouvelles créées par la crise</i>	149
§ 2. — <i>Préparation des nouveaux accords. Création d'un climat favorable à la Suisse « premier client de la France ». La tendance à la réciprocité dans les rapports commerciaux</i> .	153
§ 3. — <i>Difficultés des négociations. La question du fromage. La Convention du 29 mars 1934 donne à la France une satisfaction plus théorique que pratique sur la clause de la nation la plus favorisée et sur la déconsolidation</i>	157
SECTION VI. — L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE 1934 ET LES QUESTIONS FRANCO-SUISSES JUSQU'À LA DÉNONCIATION DE JUIN 1936.....	166
§ 1. — <i>L'application de la convention. L'accord horloger du 23 novembre 1935</i>	166
§ 2. — <i>Les arrangements du 25 juillet 1935 sur la main-d'œuvre et les stagiaires</i>	168
§ 3. — <i>Les mesures douanières autonomes de la France et de la Suisse</i>	171
§ 4. — <i>La dénonciation du traité de 1934</i>	174
SECTION VII — DÉVALUATION ET ESSAI DE DÉMOBILISATION DOUANIÈRE. LE TRAITÉ FRANCO-SUISSE DU 31 MARS 1937.....	178
§ 1. — <i>La dévaluation de septembre 1936 et l'accord de reconduction de la Convention de 1934</i>	178
§ 2. — <i>La Convention commerciale franco-suisse du 31 mars 1937</i>	184
§ 3. — <i>Transformation de la fiscalité dans les échanges franco-suisse : la Convention sur la double imposition du 13 octobre 1937</i>	190
§ 4. — <i>Echec de la démobilité douanière : les nouvelles mesures protectionnistes françaises</i>	194

	Pages.
CHAPITRE IV. — Les échanges et la balance franco-suisse.....	198
SECTION I. — LE COMMERCE FRANCO-SUISSE.....	198
§ 1. — <i>Remarques sur les statistiques</i>	198
§ 2. — <i>Le rôle de la Suisse dans le commerce extérieur de la France</i>	208
I. Généralités sur le commerce extérieur de la France..	208
II. Les importations françaises et la Suisse.....	209
III. Les exportations françaises et la Suisse.....	211
IV. Stabilité du caractère actif de la balance commerciale française avec la Suisse. La Suisse, « premier client de la France ».....	212
§ 3. — <i>Le rôle de la France dans le commerce extérieur de la Suisse</i>	214
I. Généralités sur le commerce extérieur de la Suisse	214
II. Les importations suisses et la France.....	219
III. Les exportations suisses et la France.....	220
IV. La France dans la balance du commerce suisse.....	221
§ 4. — <i>Les exportations françaises en Suisse</i>	222
I. Les exportations de denrées alimentaires.....	227
Légumes, fruits, produits de la ferme. — Les produits de la pêche maritime. — Les vins. — Malt, sucre. — Les huiles comestibles. — Les fourrages.	
II. Les exportations de matières premières et de produits ruraux	247
Les engrais, la paille. — Bois. — Le charbon. — Le fer. — Autres métaux communs. — Matières chimiques brutes. — Laine. — Soie.	
III. Les exportations de produits fabriqués.....	263
Articles de cuir. — Ouvrages en papier. — Textiles : cotonnades; étoffes de soie et autres soieries; tissus de laine, autres lainages; articles en caoutchouc; divers. — Les machines et leurs pièces détachées; autres ouvrages en fer et métalliques. — Automobiles. — Produits pharmaceutiques. — Savons et parfumerie. — Produits chimiques. — Divers.	
§ 5. — <i>Les exportations suisses en France</i>	293
I. Les exportations de denrées alimentaires.....	299
Fromage. — Lait condensé. — Chocolat.	
II. Les exportations de matières premières.....	304
III. Les exportations de produits fabriqués.....	311
Produits textiles : cotonnades, les broderies, la soie. — Machines et leurs pièces détachées. — Autres produits manufacturés en fer ou en métaux communs. — Instruments et appareils. Horlogerie. — Produits pharmaceutiques, parfumerie produits chimiques, couleurs d'aniline. — Divers.	

	Pages.
SECTION II. — LES AUTRES ÉLÉMENTS DE LA BALANCE FRANCO-SUISSE,...	340
§ 1. — <i>Le trafic de perfectionnement et de réparation</i>	343
§ 2. — <i>Les fournitures d'énergie électrique</i>	346
§ 3. — <i>Les transports internationaux</i>	349
§ 4. — <i>Le tourisme</i>	352
§ 5. — <i>Les assurances</i>	357
§ 6. — <i>Les produits de capitaux</i>	361
CHAPITRE V. — Les communications franco-suisse	370
§ 1. — <i>La route</i>	370
§ 2. — <i>Le rail</i>	372
§ 3. — <i>Les voies fluviales</i>	378
I. <i>Le Rhin</i>	379
II. <i>Le Rhône</i>	395
§ 4. — <i>La voie aérienne</i>	408
CONCLUSION	411
ANNEXES. — Tableaux et graphiques	419
BIBLIOGRAPHIE	431

